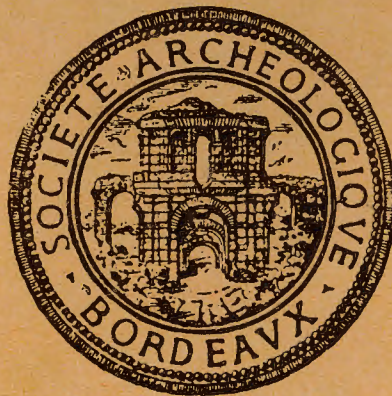


BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

*Publiés avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
et du Conseil Général de la Gironde*

Tome LXXIV
ANNÉE 1983



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX
1, place Bardineau
1984

BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX

Reconnue d'utilité publique par décret du 11 Mars 1915

*Publiés avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
et du Conseil Général de la Gironde*

Tome LXXIV
Année 1983



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE BORDEAUX
1, place Bardineau
1984

PIERRE PARIS
BORDEAUX III
INVENTAIRE
- CENTRE -
26435

C PER/235

□ Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises, ni les analyses et synthèses développées par les auteurs des Mémoires insérés dans le Bulletin.

□ Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents, sans son autorisation écrite.

ISSN 0755-7051

ACTIVITÉS ET MANIFESTATIONS DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX EN 1983

COURS PUBLICS D'ARCHÉOLOGIE (XXI^e année)

- 9 février : M. Araguas, conservateur à l'Inventaire des monuments et richesses artistiques de la France, *Les châteaux de la frontière de Catalogne face à l'Islam aux X^e et XI^e siècles.*
- 16 février : M^{me} M.-M. Gauthier, directeur de recherches au C.N.R.S., *Le frontal roman de San-Miguel de Aralar; vol, restitution, restauration.*
- 28 février : M^{lle} Mentré, maître assistant à l'Université de Paris IV, *L'illustration de l'Apocalypse dans les manuscrits hispaniques du X^e siècle.*
- 2 mars : M. Gardelles, professeur à l'Université de Bordeaux III, *Du roman au gothique; la peinture murale en Espagne du Nord, fin XII^e et XIII^e siècle.*
- 9 mars : M. Terrasse, professeur aux Hautes Etudes, *Architecture hispano-maghrébine et reconquête chrétienne: les trois destins de l'art musulman d'Espagne.*
- 16 mars : M. Lacosté, maître assistant à l'Université de Bordeaux III, *Splendeur du gothique tardif en Espagne.*

EXCURSIONS 1983

- 19 mars : L'Isle-Saint-Georges et ses alentours; sortie archéologique guidée par M. Coussillan.
- 15 mai : La région de Cognac; excursion dirigée par M^{me} Molas.
- 20 juin : De Saint-Sever à Audignon par Montaut et Brocas. Sortie guidée et commentée par J.-C. Lasserre, secrétaire général de l'Inventaire d'Aquitaine.
- 23 octobre : Architectes et architecture en Bazadais. Direction : P. Coudroy de Lille.

VISITES D'EXPOSITIONS

- Juillet : Exposition Vauban à Blaye commentée par M. Coutura.
- Octobre : Exposition Gabriel à Bordeaux.
- Novembre : Exposition « Stendhal à Bordeaux ».
- M^{me} Muller organise une sortie pour assister à la restauration du monument aux Girondins.

PUBLICATION 1983

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique, tome LXXIII.

COMPTES RENDUS DES ASSEMBLÉES MENSUELLES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

SÉANCE DU 9 JANVIER 1983

Présidence de M. AVRISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. SABOYA : *Bordeaux et la « Revue générale d'architecture et des travaux publics » ; étapes d'une renaissance artistique* (voir p. 19).

PRÉSENTATION. — M. CROCHET et le docteur CASTÉRA : Céramiques provenant de Saint-Emilion (voir p. 31).

SÉANCE DU 13 FÉVRIER 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. J.-C. LASSERRE, secrétaire général de l'Inventaire des monuments historiques : *Vitraux bordelais au XIX^e siècle*. (Le texte sera publié ultérieurement.)

ASSEMBLÉE STATUTAIRE DU 27 MARS 1983

Présidence de M. L. MAURIN, conservateur du Musée d'Aquitaine

En présence de M. DUFOURG, représentant le Maire de Bordeaux

Après le rapport moral de M^{me} Lafond-Grellety, secrétaire générale de la Société, et le rapport financier de M. Régaldo-Saint-Blancard, trésorier, les médailles d'argent ont été remises au professeur Gardelles et au professeur Roudié, les diplômes de la Société à M. Araguas, M^{me} M.-M. Gauthier, M^{lle} Mentré et M. Terrasse.

M. L. Maurin, conservateur du Musée d'Aquitaine, fait un exposé sur l'organisation du prochain Musée, cours Pasteur.

Il fut créé à Bordeaux, sur l'initiative de l'intendant Dupré-de-Saint-Maur, un dépôt des Antiquités, ébauche d'un Musée archéologique, d'où est né en 1962 le Musée d'Aquitaine.

Le programme du Musée souligne dans tout son déroulement le rôle de Bordeaux parce qu'il constitue l'élément d'unité à travers les époques et à travers des espaces aquitains qui ont varié au cours des siècles.

La décision d'élever un tel musée devait être accompagnée du choix d'un lieu approprié. Après des propositions diverses, les anciennes facultés des Lettres et des Sciences ont été choisies en 1973, alors qu'elles étaient encore occupées à titre provisoire par la Communauté urbaine. Ce grand édifice paraît convenir à une telle destination ; il est chargé d'histoire. Les anciennes facultés ont été édifiées en 1883 à l'emplacement du couvent des Visitandines et de celui des Feuillants, d'où provient le célèbre tombeau de Montaigne qui ornaît le hall des facultés depuis 1886.

Ces locaux ont été retenus pour leur caractère fonctionnel une fois accomplis d'importants aménagements, dont les principaux répartissent en trois niveaux chacun des deux grands amphithéâtres. Les galeries d'exposition permanente consacrées à l'histoire régionale occuperont environ 4 000 m² sur deux niveaux. En seront détachées des collections de référence (antiquités non régionales, plâtres antiques, ethnographie exotique, marine).

— 5 —

Les réserves occuperont environ 3 500 m² ; les bureaux, ateliers, laboratoires de restauration, services divers, environ 2 500 m² ; tandis que 2 000 autres seront réservés à l'accueil du public dans le grand hall d'entrée, dont le caractère sera conservé, à une salle de conférence de 250 places, à une bibliothèque et une salle de documentation (ancienne bibliothèque universitaire).

L'ensemble sera complété par une salle d'exposition temporaire et des salles consacrées à l'animation culturelle, principalement pour le milieu scolaire.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. Marc GAUTHIER, directeur des Antiquités historiques : *Bilan des fouilles en Aquitaine en 1982*. Après l'énumération des principaux chantiers de fouilles en Aquitaine, M. Gauthier parle du site protohistorique découvert en Pays Basque, ainsi que de la villa gallo-romaine de Peyrehorade et de la villa de Saint-Emilion. Il attire également l'attention sur les importantes fouilles de Sanguinet, Soulac, le Pyla, Périgueux, Agen, et signale tout spécialement le trésor contenant de magnifiques objets de bronze trouvé à Dax.

Les fouilles faites à Bordeaux suscitent un intérêt particulier. Sur le chantier de Saint-Christoly, qui avait été interrompu un certain temps et qui s'étend en bordure de la Devèze, ont été mises à jour cette année les fondations de nombreuses maisons d'habitation privée. L'agglomération au IV^e siècle était si dense sur cet espace réduit de la rive gauche de la Devèze qu'il avait été impossible de tracer des rues. Quelques vestiges de sentiers étroits persistent çà et là. Le quartier des artisans en cuir fut découvert grâce à la grande quantité de cuir mêlé aux ruines. Le port du IV^e siècle a été retrouvé avec ses madriers de bois retenant la berge et son empiérement fait de vestiges de monuments détruits par les invasions. Des fondations d'entrepôts, des inscriptions et des mosaïques furent également mises à jour.

Les grands travaux de la place de la Victoire effectués pour la construction d'un parking ont fait découvrir les fondations d'une barbacane, d'un égout et de la route médiévale du sud dont il reste les galets et quelques empreintes de roues de véhicules. Malheureusement, il n'a pas été retrouvé de vestiges de la voie romaine de cette sortie de Bordeaux vers le sud.

Les fouilles de Notre-Dame-de-la-Place, dont le professeur Gardelles a déjà parlé en assemblée mensuelle le 8 octobre 1980, ont été reprises et ont permis de trouver l'abside de l'église du IV^e siècle qui était cachée par une chape de ciment.

SÉANCE DU 8 MAI 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATIONS. — M^{lle} ESPAGNET : *Présentation de l'association des amis du Musée postal de Saint-Macaire et de leurs publications*. M^{lle} Espagnet a ouvert la séance en présentant la première publication émise par l'association pour l'histoire des postes et télécommunications en Aquitaine. Ce titre *La Rotula d'Aquitaine* ayant été expliqué d'après Eugène Taillé, on s'arrête au XV^e siècle qui met un point final à l'usage de la *Rotula* (apparition de l'imprimerie, organisation des postes). Les relais de poste sont témoins d'incidents pittoresques, notamment celui de Tonneins en 1762 évoqué avec humour. Le Musée régional de Saint-Macaire mérite une visite.

M. RÉGALDO-SAINT-BLANCARD : *Quelques aspects de la permanence de l'occupation de l'Entre-deux-Mers durant l'Antiquité et le haut Moyen Age* (voir p. 93).

SÉANCE DU 12 JUIN 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMPTE RENDU DE L'EXCURSION en Dordogne par M. Migeon : Musée de Mussidan, château de Neuvic, château de Grignols, château de Laussel.

COMMUNICATION. — M^{lle} ESPAGNET : Les réparations de 1978-1979 ont révélé à l'église de Barbotan (Gers) une belle architecture romane cachée jusqu'ici par une vétusté inconcevable.

SÉANCE INAUGURALE DU 8 OCTOBRE 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. MARQUETTE, professeur à l'Université de Bordeaux III : *L'atlas historique des villes de France*. M. Marquette dirige, avec les professeurs Higounet et Wolff, cette grande entreprise nationale réalisée à l'Université de Bordeaux III par le Centre de recherche sur l'occupation du sol. Il en expose avec brio les buts, les principes, les difficultés en se référant aux atlas étrangers analogues et en présentant les cartes qui ont déjà été publiées accompagnées d'études dues aux érudits les plus compétents. Ce sont les fascicules consacrés à des villes moyennes ou petites du Sud-Ouest (Mont-de-Marsan, Pau, Auch, La Réole...) qui ont paru les premiers, mais progressivement l'ensemble de la France sera couvert. L'auditoire a été impressionné par la qualité graphique des cartes et par la richesse de la documentation qu'elles fournissent.

SÉANCE DU 13 NOVEMBRE 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. Robert COUSTET, maître assistant à l'Université de Bordeaux III : *Le Mémorial aux morts bordelais de la guerre 1914-1918*. (Le texte sera publié ultérieurement.)

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1983

Présidence de M. AVISSEAU, président

COMMUNICATION. — M. MOUILLESEAU : *L'architecte bordelais Gastambide* (voir p. 35).

ERRATUM

Plusieurs erreurs se sont glissées dans le compte rendu de la séance du 27 mars 1982 du Groupe Jules-Delpit (*Bull. et Mém.*, LXXIII, 1982, p. 69).

M. Liébel présente une étude de l'artillerie du château de Talant — et non Calan —, près de Dijon, d'après plusieurs inventaires, dont un daté de l'année 1585 trouvé à Chaumont dans le chartrier de la famille de Laigle. Jacques, puis Nicolas de Laigle furent en effet, successivement, capitaines châtelains pour le roi du château de Talant — et non propriétaires.



IN MEMORIAM

CHARLES LASSERRE (1891-1982)

Le docteur Charles Lasserre est mort le 31 mai 1982 et avec lui la Société Archéologique de Bordeaux a beaucoup perdu. Il y avait été admis le 6 novembre 1963 et dès le 8 décembre suivant commence la longue liste de ses communications qui ne devait prendre fin que le 25 avril 1982, un mois avant sa disparition.

Ses obsèques ont été célébrées le 2 juin en l'église Saint-Paul de Bordeaux, sa paroisse, devant une foule très émue et très recueillie.

Charles Lasserre était né le 18 septembre 1891 à Miélan, dans le Gers. Mobilisé en qualité d'aide-major le 12 août 1914 alors qu'il préparait l'internat, il devient au lendemain de la guerre un brillant chirurgien, chef de clinique de chirurgie orthopédique à l'hôpital des Enfants, et internationalement connu pour ses recherches sur les ostéopathies hypertrophiantes et notamment sur la maladie de Paget. Président de la Société française d'orthopédie en 1962, il en fut nommé membre d'honneur en 1967. Pour ses quatre-vingt-dix ans, en 1981, il fut fait chevalier de l'ordre national du Mérite. La grande épreuve de sa vie avait été, en 1973, le mort tragique de son fils Jacques, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Bordeaux.

Voici une vingtaine d'années que j'ai vu un beau jour arriver dans mon bureau cet homme charmant, infiniment courtois, toujours strictement ganté de fauve. Il venait m'annoncer que, ses activités médicales prenant fin, il comptait se consacrer désormais à la recherche historique et qu'il passerait toutes ses matinées dans la salle de lecture des archives municipales, tous ses après-midi dans celle de la bibliothèque municipale, toutes ses soirées à mettre en ordre ses notes et à les méditer. Il fallait de graves événements pour que ce beau programme souffrît des accrocs. Et puis il y avait, chaque été, le mois qu'il passait dans son cher Arès où sa maison familiale voisinait avec la fondation Wallerstein, ou encore ses équipées à Paris, d'où il revenait émerveillé parce qu'il avait fait une découverte dans les réserves du musée de Sèvres ou que les nouvelles salles de céramique du musée Guimet l'avaient positivement ébloui.

Sa curiosité était sans défaut et tout l'intéressait, ses présentations d'objets ou de documents à notre société le disent assez, mais sa grande, sa vraie passion, c'était la céramique. Très tôt, il commença à collectionner les porcelaines et les faïences du Sud-Ouest, celles de Verneuil, de Boudon de Saint-Amans, de David Johnston, de Vieillard, qu'il étudia avec l'œil du clinicien et la main du dessinateur étonnamment doué qu'il était. D'où d'excellents articles publiés dans les *Cahiers de la céramique et des arts du feu*, et deux expositions dans l'organisation desquelles il eut une grande part : « David Johnston », en 1969, au musée des Beaux-Arts, et « La vie quotidienne évoquée par la céramique de Jules Vieillard », en 1980, aux Archives municipales. C'est à ces Archives que M^{me} Lasserre a eu la bonne pensée de remettre ses notes d'érudit, si précieuses.

Ce grand chirurgien faisait un singulier honneur au corps médical bordelais, dans lequel il entretenait la glorieuse tradition des Ginestous, des Azam, des Chabé. Les dernières recherches qu'il mena, en compagnie de M. Raymond Duru, et qui lui tenaient très à cœur, portaient sur l'amphithéâtre de chirurgie de Saint-Cosme, rue de Lalande, construit en 1753. Son souhait était de sauver ce monument de la ruine. Puisse-t-il être enfin exaucé.

J.P.A.

CHRONIQUE D'ARCHÉOLOGIE BORDELAISE 1982-1983

par D. BARRAUD

Nommé en octobre 1982 pour coordonner la surveillance et le sauvetage du patrimoine archéologique bordelais, nous avons essayé, dans la mesure du possible, d'examiner tous les terrassements réalisés dans la commune de Bordeaux. Mais nous avons surtout continué à mettre en place une politique de concertation avec les entreprises et les promoteurs de manière à ce que la fait archéologique soit systématiquement reconnu et pris en compte dès la conception d'un projet d'urbanisme. Etre considéré et accepté comme n'importe quelle entreprise, c'est avoir accès très rapidement au dossier, mais aussi mieux pouvoir contrôler les plus insignifiants terrassements. Ainsi, deux chantiers qui, à l'origine, apparaissaient comme peu importants, ont livré, grâce à la mise en place d'une surveillance de routine, des éléments majeurs pour la connaissance de l'histoire de Bordeaux. Il s'agit des chantiers du 17 place Pey-Berland et de la rue Porte-Dijeaux. Pour le premier, il s'agissait de poser des canalisations de deux mètres de profondeur, pour le second, d'un nivellement de terrain sur un site détruit à 90 % par des caves d'époque moderne. Les tranchées faites à Notre-Dame-de-la-Place accrochèrent un mur qui se révéla être une église du VI^e siècle, et les caves de la rue Porte-Dijeaux avaient épargné un secteur de quinze mètres de côté qui livra différents niveaux de sols d'époque gauloise.

Mais si ces deux chantiers sont connus, il en est d'autres qui n'ont pas attiré sur eux l'attention et qui, pourtant, ont chacun apporté une pierre à la connaissance du sous-sol bordelais. En effet, nous avons considéré que toutes les observations archéologiques étaient intéressantes ; qu'elles soient négatives ou positives, elles traduisent un état de l'occupation urbaine des sols. Ainsi, dans ce bilan d'activité figurent des chantiers qui n'ont livré aucune trace d'une quelconque implantation humaine à l'époque antique ou médiévale.

Le but de cette chronique, que nous espérons pouvoir renouveler chaque année, est donc de renouer avec une vieille tradition de la Société Archéologique de Bordeaux, en donnant des comptes rendus succincts des travaux réalisés. complétant certaines informations fournies par des revues nationales ou régionales, elle devrait permettre aux personnes intéressées par l'histoire de Bordeaux d'être au courant de la progression des recherches en attendant la nécessaire et obligatoire publication exhaustive des sites fouillés¹.

I. — PLACE DU PALAIS

Débutés au mois d'août 1982, les travaux de construction de cet immeuble d'habitation devaient comprendre plusieurs étages souterrains. La surveillance du chantier a été mise en route aussitôt. Régulièrement, nous avons inspecté et contrôlé les terrassements. Dès le début, le long du cours

1. La publication des fouilles de la place de la Victoire, de la rue Porte-Dijeaux et du 17 place Pey-Berland est prévue pour le début de l'année 1986, la quantité moyennement importante du mobilier archéologique permettant une étude rapide.

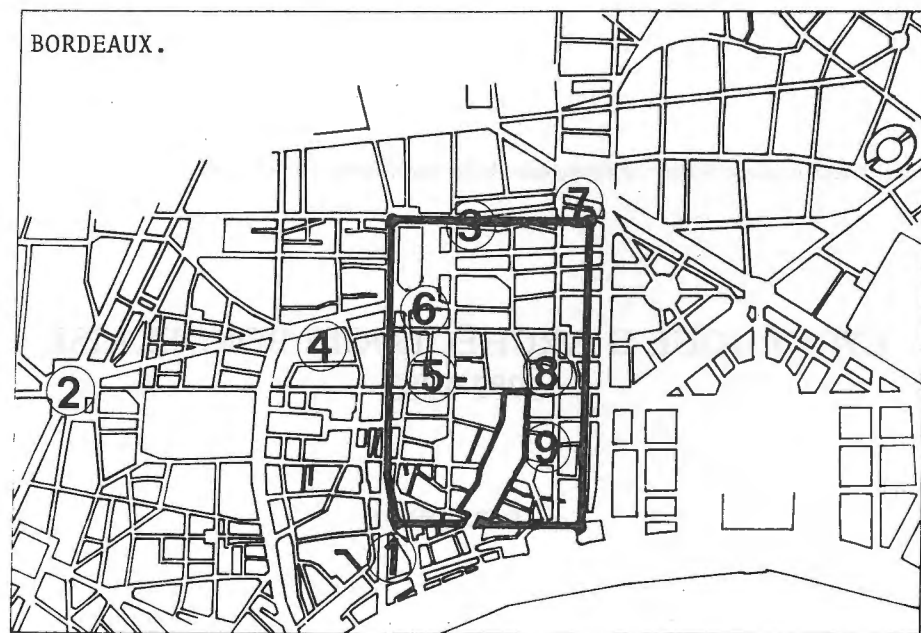
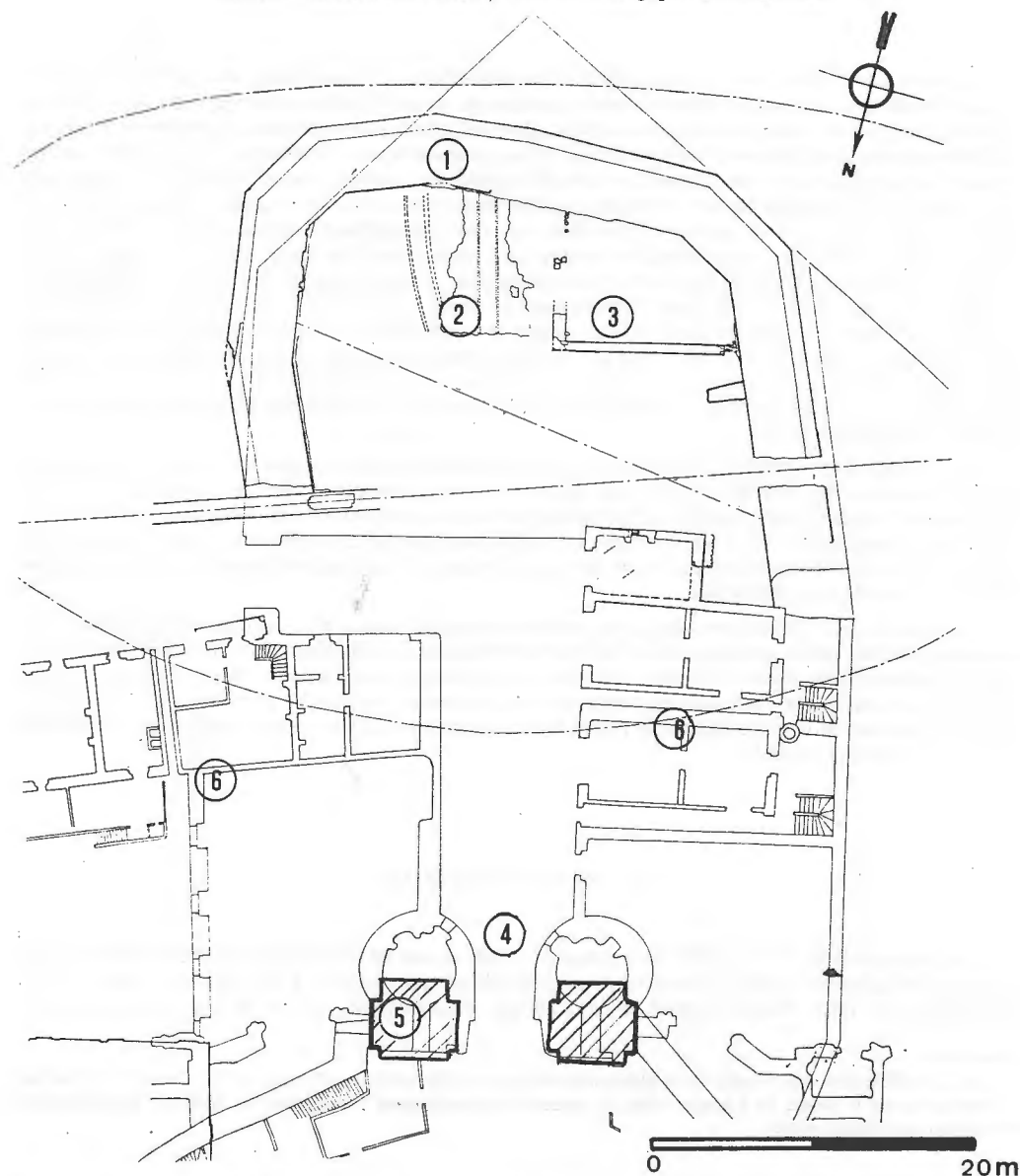


FIG. 1. — Situation des interventions archéologiques en 1982-1983.

FIG. 2. — Plan des fouilles de la place de la Victoire: 1, barbacane; 2, tronçon de la route médiévale; 3, grange médiévale ou enclos; 4, porte Saint-Julien; 5, porte d'Aquitaine; 6, maisons du xvii^e-xviii^e siècle connues par des plans d'archive et retrouvées par la fouille. (Relevés C. Martin.)

Alsace-Lorraine et parallèlement à celui-ci, l'ancien égout moderne du Peugue a été dégagé. A part cela, aucune structure archéologique n'a été rencontrée. Dès la cote de quatre mètres N.G.F., soit deux mètres sous le niveau de la rue, une vase grisâtre est apparue. Très compacte, elle était quasiment stérile. Sauf quelques fragments de tegulae avoisinaient des tessons d'époque moderne.

II. — PLACE DE LA VICTOIRE

Du 14 septembre au 26 octobre 1982 s'est déroulée une opération de sauvetage archéologique, place de la Victoire à Bordeaux, aux limites de la dernière extension médiévale connue. La Direction des Antiquités historiques d'Aquitaine, en collaboration avec la Ville de Bordeaux et la Communauté urbaine, put procéder à des fouilles urgentes, à l'occasion de la construction du parc de stationnement souterrain.

Les fondations d'importantes fortifications médiévales ont été mises en évidence ainsi qu'une portion de route moyenâgeuse et des vestiges d'enclos à bestiaux (?) des xiii^e-xiv^e siècles. Deux types de recherches ont été menées simultanément: la fouille et l'étude des documents d'archives. Le résultat a été très probant et nous pouvons établir une chronologie précise de l'occupation de ce secteur de Bordeaux.

Orientée parfaitement nord-sud, la portion de la route médiévale qui a été dégagée se trouve dans l'axe de la rue Sainte-Catherine, considérée comme le tracé de l'ancien *cardo* de Burdigala. Malheureusement, et contrairement à ce que nous avions pensé après les premiers travaux, aucun des différents états de la voie ne peut être rattaché avec certitude à l'époque gallo-romaine. Sans nier la possibilité du passage d'une voie romaine, il nous apparaît plus probable d'en repousser le tracé, au niveau de la place de la Victoire, vers l'ouest, c'est-à-dire à proximité du cours Pasteur, le long de la nécropole gallo-romaine des rues Saint-Cricq et Tombe-l'Oly. L'étude des céramiques trouvées entre les différents niveaux de la route confirme son utilisation continue du xii^e au xiv^e siècle.

La deuxième découverte concerne un système de défense. C'est en 1304 que la jurade de la ville décide la construction d'une enceinte et d'une porte près de l'hôpital Saint-Julien. Cette fortification fait partie du second accroissement de Bordeaux vers le Midi. La route de Toulouse passait entre deux fortes tours rondes, saillantes vers la campagne. L'ensemble fut protégé par une grande barbacane vers la fin du xiv^e siècle. La fouille a permis d'en préciser le plan. A l'occasion de cette construction, l'ancien axe routier fut condamné. Une sortie fut aménagée côté est. Des enclos médiévaux, appartenant certainement à l'hôpital Saint-Julien tout proche, furent définitivement abandonnés et détruits. En octobre 1406, la jurade décida de creuser un fossé autour de la barbacane.

Le sondage que nous avons effectué perpendiculairement à ce fossé a livré une stratigraphie complète du comblement.

Le pendage général des couches archéologiques indique un remplissage violent et rapide. Un important mobilier céramique du xvii^e siècle a ainsi été jeté dans le fossé. Actuellement en cours d'étude, ce matériel apportera des éléments intéressants sur les productions des ateliers de potiers aquitains à l'époque moderne. De même, la datation du fossé, assurée par des textes, permettra de définir très précisément les types et formes de céramique utilisés à Bordeaux dans la première moitié du xvii^e siècle.

Le système de défense ne subit plus de modification jusqu'en 1650. Les guerres de la Fronde entraînèrent de profondes restructurations du secteur Saint-Julien. Les fossés furent comblés précipitamment et de nouvelles défenses, sous la forme de levées de terre, furent installées en avant de la barbacane. Modifiées en 1665, elles furent abandonnées et détruites à la fin du xvii^e siècle. En 1744, la barbacane fut rasée, puis les vieilles tours Saint-Julien en 1752. Sous la direction de l'intendant Tourny, une nouvelle place fut érigée avec un nouvel édifice: la porte d'Aquitaine.

Les différentes étapes de ces aménagements ont été retrouvées au cours du chantier, apportant ainsi la confirmation matérielle des indications fournies par les documents écrits.

La poursuite de la fouille en 1983 a consisté en vérifications systématiques des données fournies par des plans du xvii^e et xviii^e siècle. Ainsi, des sondages réalisés au pied de la porte d'Aquitaine ont permis de dégager les fondations des guichets de cette porte, le départ du rempart du xiv^e siècle et son rattachement avec l'une des tours de la porte Saint-Julien.

Les éléments géologiques composant les fondations de la barbacane et les enclos médiévaux ayant paru intéressants, une étude poussée de ceux-ci fut décidée. Ces travaux de recherches sont menés par M^{me} Platel, ingénieur au C.N.R.S. (Laboratoire de géographie physique appliquée, Université de Bordeaux III). Les premières conclusions de son travail font apparaître trois familles de constituants:

— des *moellons de calcaire bioclastique*, jaunes assez tendres (de 20 cm de long en moyenne) provenant d'une formation oligocène de la région bordelaise (calcaire à astéries) ;

— des *moellons* (de 25 cm de long) de *roches siliceuses* (quartz et quartzites), des *roches cristallines magmatiques* (granites, roches vertes et orphites), des *calcaires métamorphisés*, des *roches cristallophyliennes* (schistes ou gneiss). Leur provenance est variée et difficile à préciser car elles affleurent aussi bien dans les massifs primaires du Pays Basque que dans ceux du massif Bretagne-Cornouailles. Certains moellons pourraient peut-être provenir également des falaises de Norvège et du sud de la Suède ;

— des *galets* de forme émoussée, de 80 à 200 mm de long selon leur nature qui est variée (quartz, quartzite, silex, granite, granodiorite, gneiss, basalte, schiste noir ou même calcaire métamorphique gris). Leur provenance est plus limitée car ce sont soit des galets morainiques que les glaciers quaternaires ont accumulés le long des côtes des pays scandinaves jusqu'à l'Allemagne du Nord, soit des galets marins de silex noirs ou gris venant des côtes crayeuses des bassins de Paris et de Londres.

Tous ces matériaux exotiques, sauf les moellons de calcaire à astéries, ont été réutilisés pour la construction de la barbacane à partir très certainement des stocks de délestage qui se trouvaient sur les berges du port médiéval de Bordeaux. Cette recherche fournira donc des éléments complémentaires à l'étude du commerce portuaire bordelais.

III. — RUE DE RUAT

C'est le 13 décembre 1982 que nous fûmes prévenus par un cabinet d'architecte de la découverte d'ossements humains dans la cave du 57 de la rue de Ruat. D'importantes découvertes archéologiques ayant été faites dans ce secteur au siècle dernier², nous nous rendîmes sur le chantier. Effectivement, des fémurs et côtes humains avaient été découverts par les ouvriers. Malheureusement, ils avaient été déplacés. Toutefois, l'état des restes osseux et leur positionnement dans la cave confirment leur peu d'ancienneté. Il s'agit des restes d'un individu enterré dans la cave probablement au XVIII^e siècle.

La visite complète de la cave et des travaux entrepris dans celle-ci ne révéla rien de particulier, si ce n'est quelques fragments de tegulae.

IV. — COUR PASTEUR. Ancienne Faculté des Lettres

Au cours des travaux réalisés pour le nouveau Musée d'Aquitaine, plusieurs découvertes ont été réalisées. Tout d'abord, par M^{lle} Claire Hanusse et M. Y. Boscher. Les restes d'un dépotoir d'époque moderne furent fouillés et de nombreux fragments de céramique mis au jour³. En avril 1983, nous fûmes appelés sur les lieux pour procéder aux relevés de plusieurs structures d'époque moderne. Un grand mur orienté nord-ouest et sud-est avait été dégagé, ainsi que les restes d'une sépulture. Très rapidement, il apparut que nous étions en présence d'un bâtiment du XVII^e siècle. Les recherches en archives effectuées par M. Boscher permettent de penser qu'il s'agissait là d'un mur de la chapelle des Feuillants.

Signalons aussi la découverte, par M. J. Santrot, conservateur au Musée d'Aquitaine, dans des remblais, de fragments d'enduits peints gallo-romains.

V. — ÉGLISE SAINT-PROJET (fig. 3 et 4)

Nous passerons rapidement sur ce chantier puisqu'aucun terrassement n'a été réalisé lors des travaux de rénovation de cette église. Toutefois, le dégagement des vérandas et immeubles accolés contre cet édifice religieux a permis de retrouver les anciens éléments architecturaux du bâtiment. Le Service de l'Inventaire a pu effectuer une série de clichés. Ces restes d'architecture seront sauvegardés et mis en valeur dans le nouveau projet d'aménagement.

2. Cf. *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, IV, 1, 1877, p. 46-7 ; VII, 4, 1880, p. 201.

3. Cf. *Bulletin de Liaison n° 1 de l'Association des Archéologues d'Aquitaine*, 1983, p. 13-14 et fig. 3 et 3A.

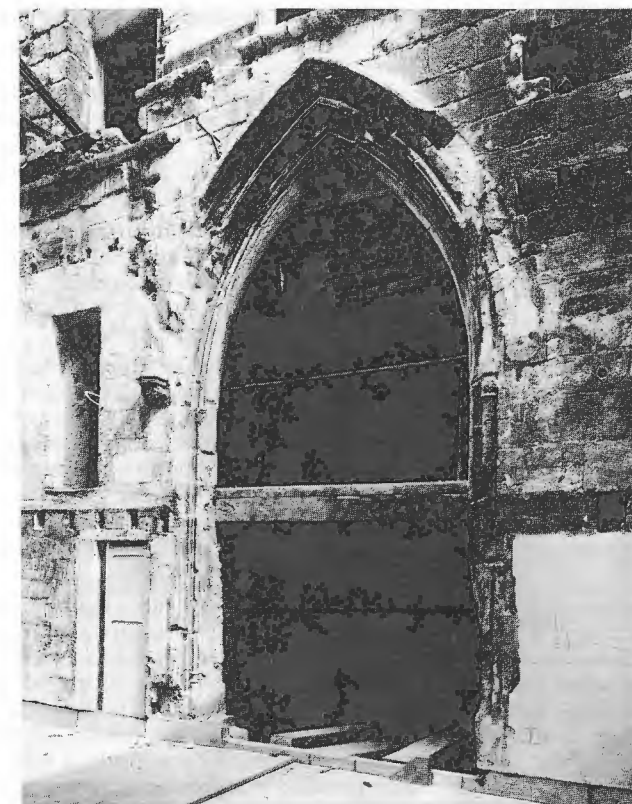


FIG. 3, 4. — Église Saint-Projet.
(Clichés Inventaire Général Aquitaine, photographes MM. Chabot et Dubau.)

VI. — 17 PLACE PEY-BERLAND. Eglise Notre-Dame-de-la-Place (fig. 5 et 6)

Un important projet de rénovation concernant ce bâtiment ayant été mis sur pied en 1979, la Direction des Antiquités avait demandé à être régulièrement informée de l'avancement des travaux. Déjà, des premières fouilles effectuées en mai-juin 1980 par M. J. Gardelles, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art du Moyen Age à l'Université de Bordeaux III, avaient permis de reconnaître tous les états tardifs de l'édifice religieux.

S'élevant à une soixantaine de mètres du chevet de la cathédrale Saint-André, l'église Notre-Dame-de-la-Place fut le centre d'une paroisse jusqu'à la Révolution⁴. Transformée en atelier de sculptures, puis en magasin, la façade fut détruite en 1879. Connue grâce à des dessins d'érudits bordelais du XIX^e siècle, elle occupait un îlot urbain bordé au sud par le rempart romain, au nord par la rue des Trois-Conils, à l'est et à l'ouest par la rue de Cheverus.

Attestée dès le XII^e siècle par des documents écrits⁵, l'église Notre-Dame-de-la-Place se situe à l'intérieur des remparts du Bas-Empire et du Haut Moyen Age, à quelques mètres d'un autre sanctuaire dédié au Saint-Sauveur. Ces vocables hagiotoponymiques du Sauveur et de la Vierge, ainsi que la formule d'églises jumelées, firent penser aux historiens bordelais à un regroupement épiscopal. Nous nous serions trouvés là devant le premier groupe épiscopal *intra muros* de Bordeaux, celui qui succéda à Saint-Seurin au V^e ou VI^e siècle. Dans un ouvrage sur *Les origines chrétiennes de Bordeaux*⁶, la marquise de Maillé avait déjà supposé une telle possibilité. Notre-Dame-de-la-Place aurait alors remplacé au X^e ou XI^e siècle l'église dédiée à Sainte-Marie entre 549 et 567 par Léonce II, évêque de Bordeaux.

Informés dès le mois de mars 1983 de la reprise des travaux, nous avons pu régulièrement surveiller la progression de ceux-ci. L'installation des pieux de soutènement du futur immeuble ne révéla rien. Une surveillance de routine fut donc simplement mise en place à la fin du mois de mars afin de contrôler le terrassement d'une galerie technique. C'est le dernier jour des travaux, le vendredi 1^{er} avril, qu'est apparue la première structure archéologique, sous le portail d'entrée de l'église Notre-Dame-de-la-Place, c'est-à-dire à l'opposé des fouilles de 1980, qui s'étaient surtout fixées dans le chœur de l'église médiévale. Une rapide concertation entre l'entreprise, la Ville de Bordeaux et la Direction régionale des Antiquités historiques permit d'engager une intervention de sauvetage.

Dès les premiers dégagements, une abside de 4,10 mètres de diamètre apparut. Un mur puissant (75 centimètres de large) en petits moellons avec une arase de trois rangées de briques le composait. Par endroits, l'élévation des murs atteint 1,60 mètres. Seul, un sol de travail correspondant à la construction du bâtiment a pu être mis en évidence. A l'ouest, un mur plus épais (85 centimètres) vient fermer l'abside au niveau de son diamètre. Très rapidement, sous ce premier bâtiment, apparurent les restes d'un habitat plus ancien détruit par un incendie. Le sol de tuileau contemporain de cet édifice avait été percé par la tranchée de fondation de l'abside. Le mobilier recueilli sous les niveaux d'occupation de cette maison privée (?) correspond à du matériel assez tardif : céramiques estampées paléochrétiennes notamment. La datation proposée pour ce dernier état ne peut donc être antérieure à la fin du IV^e siècle ; peut-être faut-il y voir un état du V^e siècle.

Le bâtiment avec abside ne pouvait donc avoir été construit qu'après la destruction du bâtiment précédent, vraisemblablement dans le courant du VI^e siècle. La poursuite de la fouille permit d'affiner cette datation. En effet, le bâtiment privé a connu deux états successifs qui ont livré, tous deux, des éléments de céramique estampée paléochrétienne sous les niveaux de sol. Ces deux états furent détruits par des incendies violents. Nous proposerions de voir dans l'état le plus ancien les restes d'un habitat du IV^e siècle (parfaitement orienté sur le castrum) détruit au début du V^e siècle. L'état II correspond à une réfection du bâtiment dans la première moitié du V^e siècle. La fin définitive de cet habitat se situant certainement au début du VI^e siècle, date à laquelle un incendie ravagea tout ce quartier du castrum⁷.

Le dégagement de deux bases de piliers au niveau des retours de l'abside et d'un contrefort tardif (VII^e ou VIII^e siècle) permit de préciser le plan du bâtiment paléochrétien.

L'étude des textes antiques (Fortunat), le type de construction (arase de briques et petits moellons) pour une période assez tardive, l'épaisseur des murs (75 à 85 centimètres), le contexte stratigraphique, la lecture des documents d'archives médiévaux, la localisation du site et le plan même de l'édifice dégagé, tout incline à penser qu'il s'agit bien des restes d'une église, probablement celle de Sainte-Marie édifiée entre 549 et 567 par Léonce II, évêque de Bordeaux.

4. Marquise de MAILLÉ, *Les origines chrétiennes de Bordeaux*, p. 253, fig. 62. D'après L. DROUYN, *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, 1874.

5. Bulle de Alexandre III, 1173, cité par Ch. HIGOUNET, *Histoire de Bordeaux*, tome II, p. 110, Bordeaux, 1963.

6. Marquise de MAILLÉ, *op. cit.*, p. 193-206.

7. Ch. HIGOUNET, *op. cit.*, p. 78.

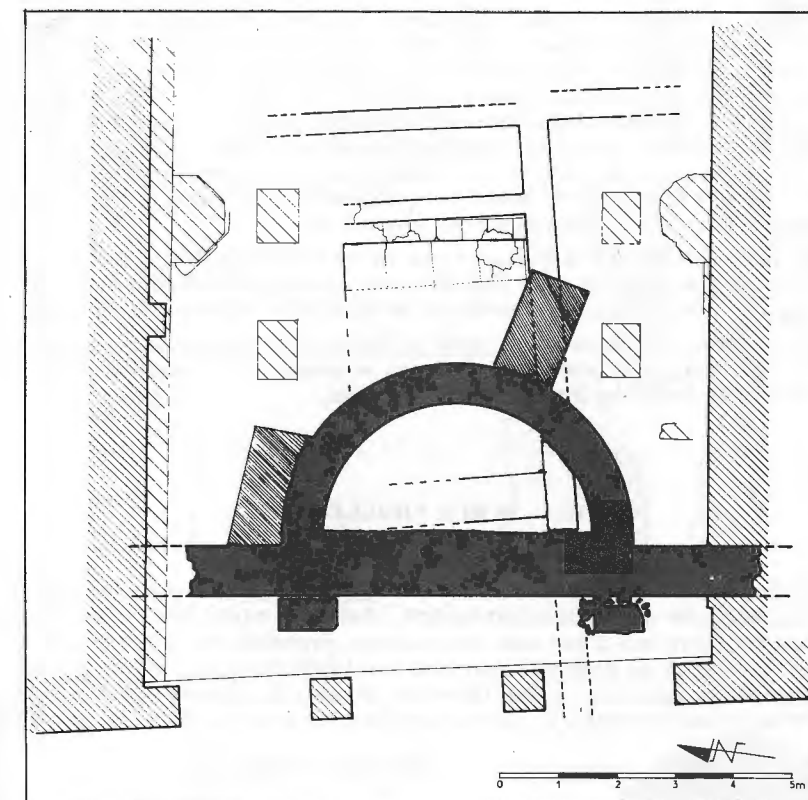


FIG. 5. — Plan de fouilles de l'église Notre-Dame-de-la-Place. En noir, l'église du VI^e siècle ; les contreforts du VII^e-VIII^e siècle sont représentés par des hachures serrées ; en blanc, les structures du IV^e siècle. (Relevés C. Martin et D. Barraud.)



FIG. 6. — Vue d'ensemble des fouilles de Notre-Dame-de-la-Place. (Cliché D. Barraud.)

Outre l'aspect concernant l'histoire religieuse de la ville de Bordeaux, cette fouille de Notre-Dame-de-la-Place apporte des éléments intéressants sur la connaissance du mobilier céramique tardif en Aquitaine. Ainsi, les premiers résultats de l'étude stratigraphique permettent de penser que la céramique estampée paléochrétienne apparaît à Bordeaux dans la deuxième moitié du IV^e siècle⁸. Grâce à la précision de la chronologie (fournie presque exclusivement par les textes), il sera possible de différencier les cycles d'estampée en plusieurs phases : phase I, matériel antérieur au début du VI^e siècle ; phase II, matériel du VI^e siècle ; phase III, matériel postérieur au VI^e siècle ; mais aussi d'y associer le matériel de céramique commune pour l'instant très approximativement daté en Aquitaine, pour ce qui concerne le Haut Moyen Âge.

Protégé aujourd'hui grâce à la création d'une crypte archéologique⁹, le site de Notre-Dame-de-la-Place a été fouillé jusqu'en août 1983. D'autres témoins archéologiques ont été exhumés, notamment des fragments de peintures murales et de stucs peints du VI^e ou du VII^e siècle.

C'est une nouvelle pièce importante à verser au dossier de la connaissance du groupe épiscopal de Bordeaux. Des sondages et protections devraient se poursuivre à proximité de l'église Notre-Dame-de-la-Place afin de définir le plan exact du bâtiment.

VII. — 20 RUE VIEILLE-TOUR

La construction d'un immeuble non loin de l'ancien rempart romain nous fit espérer un moment la possibilité de fouiller les abords de la fortification. Malheureusement, une visite de chantier nous permit de constater l'existence d'une cave très ancienne, probablement du XVI^e ou XVIII^e siècle, à double niveau. Six mètres de dénivelé séparent la rue Vieille-Tour du fond de la cave. Aucune structure antique n'a pu donc être repérée. De même, les murs du bâtiment sont modernes et n'ont donc pas réutilisé les soubassements du rempart comme c'est le cas rue Guillaume-Brochon.

VIII. — 10 RUE PORTE-DIJEUX. Ancien immeuble du journal « La France »

Situé à cinquante mètres du rempart Bas-Empire et à l'intérieur de la ville remparée, le site de « la France » se trouve ainsi à proximité du mont Puy-Paulin où furent découverts en 1905 les plus anciens vestiges de Bordeaux (deux tessons de céramique campanienne — 150-200 av. J.-C.)¹⁰.

Prévenu par un article du journal *Sud-Ouest* (16 septembre 1983) de la démolition de l'ancien immeuble du journal *La France*, des contacts furent aussitôt pris avec le cabinet d'architecture responsable de l'opération et le promoteur.

La consultation du permis de construire confirma les risques que feraient encourir ces travaux au sous-sol historique de la ville. Il était certain que les nivellements prévus à — 5 mètres écrèteraient des structures archéologiques. Une première visite de chantier, début octobre, permit de constater l'état d'avancement des travaux. En accord avec les entreprises, une surveillance fut mise en place. La présence de nombreuses caves semblait exclure pourtant la possibilité de découvertes importantes. Seul un secteur, en façade rue Porte-Dijéaux, n'avait jamais fait l'objet de telles infrastructures souterraines.

C'est vendredi 21 octobre, dans l'après-midi, que les premières structures archéologiques furent dégagées, tout contre l'ancienne façade de l'immeuble rue Porte-Dijéaux, à deux mètres de profondeur. Il s'agissait d'un mur puissant avec deux bases de piliers ou contreforts. Un nettoyage rapide nous fit découvrir plusieurs monnaies des III^e et IV^e siècles et mettre en évidence le niveau d'arase de l'édifice. Deux sols de tuileau venaient s'appuyer contre cette structure. La poursuite de la fouille, le dimanche après-midi, dans le calme, aida à préciser son plan, et son orientation est-ouest, conformes aux alignements de l'urbanisme gallo-romain à Bordeaux.

8. Il est à noter que cette constatation corrobore les résultats d'étude céramologique obtenus par les fouilleurs d'un chantier voisin en cours d'étude. Cf. une première publication : P. DEBORD, M. GAUTHIER, *Sauvetage archéologique et histoire urbaine*, catalogue d'exposition, 10 décembre 1982-9 janvier 1983, 71 pages.

9. La Ville de Bordeaux, propriétaire de l'immeuble, a décidé de conserver *in situ* les vestiges de cette église paléochrétienne.

10. Cf. catalogue de l'exposition *Bordeaux 2000 ans d'histoire*, Bordeaux, 1971, éd. Musée d'Aquitaine, p. 65, nos 49 et 50.

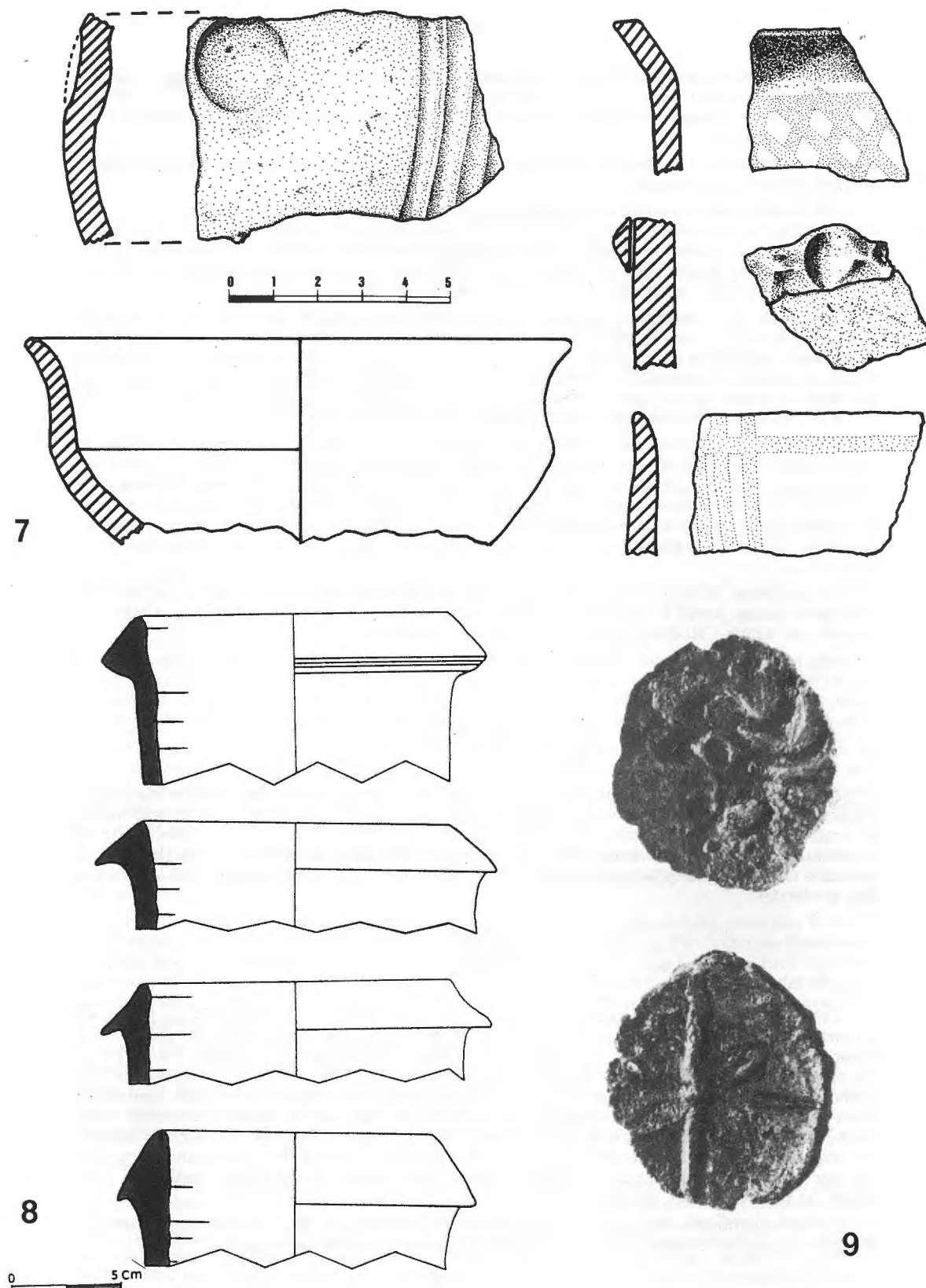


FIG. 7. — Ensemble de céramiques de la fin du I^{er} Âge du Fer ou du début du second (la Tène I). Elles proviennent du dernier niveau du site de la rue Porte-Dijéaux. (Dessins B. Chieze.)

FIG. 8. — Amphores Dressel 1A et Dressel 1B découvertes sur le « sol d'amphore ». (Dessins C. Sireix.)

FIG. 9. — Avers et revers d'une monnaie gauloise découverte avec les amphores. (Clichés J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

Dans la journée du lundi 21 octobre, la poursuite des travaux de terrassement, en contrebas des structures découvertes la veille, permit la mise au jour d'une importante stratigraphie de trois mètres de hauteur et le dégagement d'un puissant mur gallo-romain appartenant probablement à un bâtiment du II^e siècle.

Le nettoyage de la coupe de terrain révéla très rapidement de nombreux sols de galets superposés et des trous de poteaux.

Du mobilier archéologique très caractéristique fut retiré de ces niveaux : monnaies à la croix d'argent (fig. 9), céramiques campaniennes du I^{er} siècle av. J.-C., amphore de type Dressel 1A, poteries gauloises peintes et digitées de la Tène I. Cet ensemble semblait indiquer que l'on se trouvait bien en présence, pour la première fois à Bordeaux, de niveaux archéologiques antérieurs à la conquête romaine, voire même du III^e ou IV^e siècle av. J.-C.

La fouille s'est poursuivie jusqu'au 12 novembre. Elle a permis de mettre en évidence de nombreux niveaux de sols de galets et d'habitat. Entre la conquête et la fin du I^{er} siècle ap. J.-C., trois niveaux principaux d'occupation ont été repérés. Le plus ancien est probablement exclusivement en bois et torchis. Le second état, contemporain du début de l'ère, avait des murs bâtis en torchis sur une base en pierres sèches. Enfin, le troisième état, plus élaboré, probablement établi vers 35-45 ap. J.-C., était en torchis avec des sols d'habitat en béton à tuileau.

Une dizaine de sols superposés furent ensuite dégagés sous ces niveaux d'habitat : sols de galets et d'amphores tout d'abord, avec monnaies à la croix, amphore Dressel 1A et 1B (fig. 8), céramique campanienne ; puis sols de galets avec des céramiques de la Tène II et, enfin, restes d'habitat se présentant sous la forme de négatifs de cloisons et de poteaux. Cette dernière implantation avait été installée à travers un sol directement posé sur la grave naturelle. La fouille de niveau permit de découvrir d'importants restes de céramique de la fin du I^{er} Age du Fer ou plus probablement du second (fig. 7).

En contrebas, le long de la rue Margaux, les nivellements ont permis de mettre au jour des sépultures faisant partie d'un ancien cimetière appartenant à l'église Saint-Maixent. Celle-ci se trouvait rue Sainte-Catherine, en face de la rue des Alaudettes.

IX. — 56 RUE SAINT-RÉMI

En octobre 1983, à l'occasion d'un terrassement pour l'installation d'un transformateur électrique, les premiers niveaux archéologiques sont apparus à — 2,50 (7 mètres N.G.F.) de profondeur en fond de fouilles. Il s'agissait d'un remblai de terre noire comprenant, entre autres, quelques fragments de céramique estampée tardive, des tegulae et des petits moellons calcaires. L'arrêt des travaux à trois mètres de profondeur sous le niveau de la rue n'a pas permis d'apercevoir les couches plus profondes.

*
* *

Tel est le bilan de cette première année de service archéologique municipal. Déjà, 1984 nous promet plusieurs chantiers intéressants rue des Frères-Bonie, rue Ségulier et au cinéma « Le Français ». Toutefois, l'activité de fouille de sauvetage ne devrait pas occuper l'essentiel de l'année. La publication des trois chantiers importants de 1983 est en cours de réalisation. De même, nous comptons bien réaliser une carte des densités archéologiques du sous-sol bordelais à l'aide des nombreux sondages géologiques réalisés dans la ville depuis une vingtaine d'années. Cette carte permettra de posséder une idée de l'épaisseur du sédiment archéologique, qui varie de manière très importante suivant les secteurs de la ville. Ainsi, place de la Victoire, les niveaux archéologiques ont une puissance d'environ deux mètres ; place Camille-Jullian, ils atteignent facilement neuf mètres, et place du Palais, un mètre.

Cette cartographie conjuguée avec les données archéologiques déjà connues nous permettra d'avoir en mains un élément important pour nos discussions avec les aménageurs.

BORDEAUX ET LA REVUE GÉNÉRALE D'ARCHITECTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS

Première partie : 1840-1855 :
les étapes d'une renaissance artistique

par Marc SABOYA

En janvier 1840, l'architecte César Daly préfaçait le premier volume de la *Revue générale d'Architecture et des Travaux Publics* qu'il venait de fonder et dont il sera le directeur jusqu'en 1874¹. En 1869, la *Revue* tirait à 2 500 exemplaires et prenait ainsi la deuxième place dans la presse spécialisée en architecture derrière les *Nouvelles Annales de la Construction* qui comptait 2 900 abonnés.

Le succès de la publication de Daly était d'abord assuré par la qualité des articles, fruit du travail de l'équipe « d'hommes spéciaux² » choisie par le directeur parmi les architectes, ingénieurs, peintres, décorateurs, archéologues, historiens, juristes les plus éminents du XIX^e siècle : H. Horeau, A. Lenoir, Didron, H. Labrousse, Viollet le Duc, H. Husson, P. Mérimée, Cavaillé-Coll, Denfert-Rochereau, Garnier, Davioud, Rohault de Fleury, etc.

La perfection des illustrations accompagnant les textes sera aussi un des facteurs de la réussite de la *Revue*. Des graveurs spécialisés — J. Huguenet, F. Penel, Sauvageot, Roux — travailleront sans cesse à l'amélioration des planches.

Ce succès sera international ; des collaborateurs allemands, anglais, belges, portugais feront le point sur les constructions de leur pays ; plusieurs articles traiteront de l'architecture brésilienne, chinoise, des chemins de fer aux Etats-Unis et de l'aménagement du Ring à Vienne. En 1851, Daly peut mesurer avec une certaine satisfaction la réussite de son œuvre : « La *Revue* a des abonnés dans tous les grands centres civilisés, jusqu'au Brésil, aux îles Bourbon et Maurice, jusque dans l'Indoustan et à Java³. »

Dans la préface de 1840, en présentant avec le numéro un de la *Revue*, le vaste programme qu'il développera au fil des années, Daly lance un appel aux architectes et ingénieurs de province : « Nous avons aussi de nombreux correspondants dans les provinces, (...) nous les prions de vouloir bien nous tenir au courant de leurs travaux et de toutes les choses qui, dans leurs localités respectives, pourraient intéresser notre spécialité⁴. » Mais, jusqu'en 1855, date de l'ouverture à Paris de

1. César Daly (1811-1894), élève de Duban, est plus connu pour ses nombreuses publications que pour son œuvre architecturale réduite à la restauration de la cathédrale d'Albi et à la rénovation de sa résidence campagnarde de Wissous près de Paris. En 1874, il vend la *Revue générale de l'Architecture et des Travaux Publics* à son secrétaire de rédaction. La publication décline alors et disparaît en 1888. La bibliographie sur Daly et la *Revue* reste peu abondante, le principal ouvrage étant celui d'H. LIPSTADT, *Polémique, Débat, Conflit*, Paris, 1980. Ce travail, centré sur le conflit opposant les architectes aux ingénieurs en ce XIX^e siècle, offre des précisions sur la biographie de Daly et l'histoire de la *Revue*. Dans ces notes, nous désignerons la *Revue générale de l'Architecture et des Travaux Publics* par le sigle R.G.A.

2. DALY, R.G.A., I, 1840, col. 7.

3. DALY, R.G.A., IX, 1851, col. 408.

4. DALY, R.G.A., I, 1840, col. 7.

l'Exposition Universelle des Beaux-Arts et de l'Industrie et qui limitera la première partie de notre étude, seules quelques villes importantes feront, irrégulièrement d'ailleurs, le point sur certains de leurs travaux : Nîmes, Nantes, Lille, mais surtout Toulouse, Lyon, Rouen, Marseille et Bordeaux. En 1844, le directeur de la *Revue* cite, comme exemple de collaboration fructueuse, sa correspondance avec l'architecte bordelais Lafargue : « Je remercie ceux qui ont compris comme M. Lafargue que, pour opérer un ralliement général parmi les architectes, il faut reconnaître l'influence de la presse et en profiter ⁵. »

Dans ce même article, Daly pose le principe que toute participation, même minimale, est utile : « Quand bien même il ne serait *rien* fait dans le mois, nous voudrions qu'on nous l'annonçât (...) », cela incitant « à chercher pourquoi cette activité se montre si énergique d'un côté et si débile de l'autre ».

En 1853, Daly précise ses intentions : « Ce ne sont pas des communications importantes que nous vous demandons », mais un contact régulier, « au moins tous les trois mois, pour nous dire ce qui s'est fait ou projeté dans sa localité, de nature à intéresser les gens du métier » ⁶. L'architecte correspondant peut compléter ses informations par un rapide croquis à la plume en marge d'une lettre, « coté quand on le peut, sans cotes lorsqu'on n'en peut donner. Que les auteurs nous donnent des calques de leurs œuvres » ⁷.

Quant à savoir quels étaient ces collaborateurs de province, cela nous est extrêmement difficile car Daly exigeait que les articles d'information soient anonymes : « Nous taisons ces noms avec soin, car la discrétion est une condition indispensable de la collaboration que nous demandons à nos confrères ⁸. » Nous ne pouvons qu'avancer des hypothèses sur les raisons de cette discrétion. Peut-être faut-il y voir le souci de Daly d'éviter toute publicité pour tel ou tel confrère provincial ; l'anonymat éviterait aussi les conflits personnels et les polémiques esthétiques, celui qui s'y lancerait ne pouvant les soutenir de son nom et son œuvre.

Pour Bordeaux, il arrive tout de même que certaines initiales apparaissent en fin d'article ; ainsi ce L.L., non identifié, signant en 1851 une brève communication sur le Jardin Public et l'Ecole d'Equitation de Bordeaux ⁹ ; ou encore H.D. qui fait part des travaux réalisés dans cette même ville en 1844 et qui semble être l'architecte Henri Duphot.

Exceptionnellement, Daly accepte que l'article soit signé par son auteur provincial. Il faudra alors que l'architecte analyse son œuvre personnelle et que le directeur de la *Revue* perçoive tout « l'intérêt » que l'artiste pourra en retirer ¹⁰. Ainsi lorsque la *Revue* présentera l'hôtel de la Caisse d'Epargne de Bordeaux (1852), Daly, enthousiasmé par la modernité de ce bâtiment, laissera la parole à son architecte Henri Duphot et, ce qui est plus rare, à son entrepreneur, Lasserre.

Mais la majorité des interventions sont tout à fait anonymes. Pourtant dans tel article de 1842 faisant état des constructions dans le département de la Gironde entre 1840 et 1841, on perçoit bien l'esprit rationaliste de ce même Duphot qui paraît être le collaborateur bordelais privilégié de la *Revue générale d'Architecture*.

Donc, de 1840 à 1855, l'architecture bordelaise fera l'objet de plusieurs communications dans la *Revue* : 1842, 1843, 1844, puis, après un long silence, 1851, 1852, 1853, 1855. Cette présence se manifeste selon des modalités différentes que nous pouvons repérer ainsi :

— Une œuvre ou un édifice bordelais sert de référence esthétique ou de modèle à une étude plus générale (hôpitaux, arts religieux, arts décoratifs...).

— Des articles brefs énumèrent les différents travaux achevés ou en cours d'exécution à Bordeaux, à une date donnée.

— Des monographies illustrées de planches gravées relatent les différents moments de la construction de bâtiments récemment terminés dans cette même ville.

Si cette dernière série paraît la plus riche, les autres sont loin d'être négligeables et nous nous efforcerons de suivre, dans notre travail, cette classification. Nous respecterons bien entendu la chronologie au sein de chacun de ces groupes et nous multiplierons les rapprochements entre les éditoriaux annuels de Daly, à l'écoute de l'actualité artistique, et l'esprit des différents articles traitant de l'architecture bordelaise.

*
**

5. DALY, *R.G.A.*, V, 1844, col. 490-491.

6. DALY, *R.G.A.*, XI, 1853, col. 461.

7. *Ibid.*, col. 275 et 461.

8. *Ibid.*, col. 275.

9. *Ibid.*, col. 251.

10. *Ibid.*, col. 275.

Il arrive qu'une œuvre bordelaise soit citée en exemple ou serve de référence dans un article de caractère plus général. Ceci est intéressant car nous mesurons ainsi la portée nationale de certaines réalisations locales, dont l'originalité apparaît à travers les comparaisons proposées.

En 1844, l'architecte parisien D.J. Dupuy expose au Salon un projet d'hôpital pour 800 malades. Il présentera son édifice dans les colonnes de la *Revue* en insistant sur la vétusté des hôpitaux parisiens de cette première moitié du XIX^e siècle et donc sur la difficulté, pour un architecte, à s'inspirer de modèles satisfaisants ¹¹. Il trouvera pourtant à l'hôpital de Bordeaux ¹², de 800 lits aussi, ces pavillons isolés qui font l'originalité de son projet : « Les salles disposées dans des pavillons isolés doivent l'emporter sur tout autre système... Nous avons vu plusieurs applications de cette disposition au nouvel hôpital de Bordeaux..., disposition (qui) est aussi convenable au point de vue de l'art qu'à celui des besoins d'un tel établissement. » Comme à Bordeaux, les bâtiments seront bordés de galeries sur deux étages.

Malgré ces éloges, Dupuy relève, au nom de la salubrité, la mauvaise conception de certaines parties de l'édifice de Jean Burguet et tire ainsi profit de l'expérience bordelaise imitée et critiquée : « On se plaint de ce que les pavillons des malades sont beaucoup trop rapprochés à l'hôpital de Bordeaux et, en outre, de ce qu'ils sont reliés à leurs extrémités par des bâtiments formant ceinture. Cette disposition nuit en effet à la circulation de l'air et ne remplit pas cette condition essentielle de salubrité suivant laquelle chaque pavillon devrait former en quelque sorte un petit hôpital isolé ¹³. »

Pourtant, en 1852, soit vingt-trois ans après la construction de Saint-André, lorsque l'architecte Gauthier ¹⁴ achève l'hôpital du clos Saint-Lazare (Paris), la *Revue*, faisant son éloge, rappelle tout ce que ce type d'édifice doit à l'œuvre de Jean Burguet : « Neuf corps de bâtiments séparés entre eux par des cours, préaux, jardins, etc., ceux de nos confrères qui connaissent l'hôpital de Bordeaux peuvent en reconnaître la bonne influence dans cet isolement des bâtiments du nouvel hôpital parisien ¹⁵. » Cas intéressant de l'influence prolongée d'un édifice provincial sur l'architecture parisienne, l'œuvre de J. Burguet est présentée, dans la *Revue*, comme le modèle des hôpitaux modernes. On peut lire en 1856, sous la plume de l'architecte Sirodot, cette note : « L'hôpital de Bordeaux, bâti de 1823 à 1829, est celui dans lequel la séparation des salles a été mise en pratique pour la première fois ¹⁶. »

1855 : Exposition Universelle de Paris. Un des collaborateurs de la *Revue*, E. Dramard, dans un article consacré au mobilier religieux, cherche en vain parmi les objets présentés, lors de cette manifestation, une œuvre digne de ce siècle : « On ne saurait rencontrer d'œuvre originale... Nous voudrions que notre époque eût aussi un style particulier, que son caractère se retracât dans ses œuvres ¹⁷. » Pourtant, lorsqu'il décrit l'autel de marbre exécuté par le sculpteur bordelais Jabouin aîné ¹⁸, il le présente comme « un ensemble heureusement agencé... l'un des ouvrages les plus recommandables de l'exposition ». Mais, comme toutes les œuvres exposées, cet autel n'échappe pas à l'inspiration médiévale et, après l'avoir analysé, Dramard le classe « parmi les imitations du XII^e siècle ». Dans ces références historiques, il décèle en outre « un manque de vérité archéologique » et un certain éclectisme qu'il n'apprécie pas. Ainsi la sculpture du grand bas-relief représentant le trépasement de la Vierge lui paraît refléter l'influence de « l'école florentine du XVI^e siècle ». Malgré ce « défaut d'unité de style », l'œuvre de Jabouin aîné obtiendra une médaille de deuxième classe à l'Exposition Universelle (fig. 1).

Un autre Bordelais, le décorateur de meubles Beauvils, présentant ses œuvres dans la même exposition, attirera les jugements particulièrement bienveillants d'un des plus actifs collaborateurs de la *Revue*, l'archéologue Hyacinthe Husson ¹⁹. Celui-ci, exprimant un point de vue que développera l'école rationaliste, trouvait, dans la plupart des meubles exposés, « d'immenses machines » qui, « l'exposition une fois terminée, n'auront plus d'emploi possible ». Mais le décorateur bordelais échappe à cette sévère critique : « M. Beauvils représente honorablement la province. Ses meubles sont riches, élégants, solides : ils ont l'avantage trop négligé de pouvoir servir à quelque chose. » Et

11. DUPUY, *R.G.A.*, V, 1844, col. 361.

12. L'hôpital de Bordeaux (hôpital Saint-André, 1826-1829) est l'œuvre de Jean Burguet (1783-1848).

13. DUPUY, *R.G.A.*, V, 1844, col. 361.

14. Gauthier (1789-1855), architecte des hospices : hôpitaux Lariboisière et du Clos Saint-Lazare à Paris.

15. *R.G.A.*, X, 1851-1852, col. 124.

16. SIRODOT, *R.G.A.*, XIV, 1856, col. 136.

17. DRAMARD, *R.G.A.*, XIII, 1855, col. 334-387.

18. Jabouin aîné (1810-1889), sculpteur bordelais. Il pratiqua aussi la menuiserie, la ferronnerie et la peinture sur lave. L'œuvre présentée dans la *Revue* est l'autel de la chapelle des Carmélites d'Angoulême.

19. H. HUSSON, *R.G.A.*, XIII, 1855, col. 464 et suivantes. Beauvils (1814-1864) fonde à Bordeaux, en 1840, un atelier d'ébénisterie qui devient la maison la plus importante et la plus moderne du Sud-Ouest. Grande médaille d'honneur à l'Exposition Universelle de 1855. (E. FERET, *Statistique générale...*, 1889.)

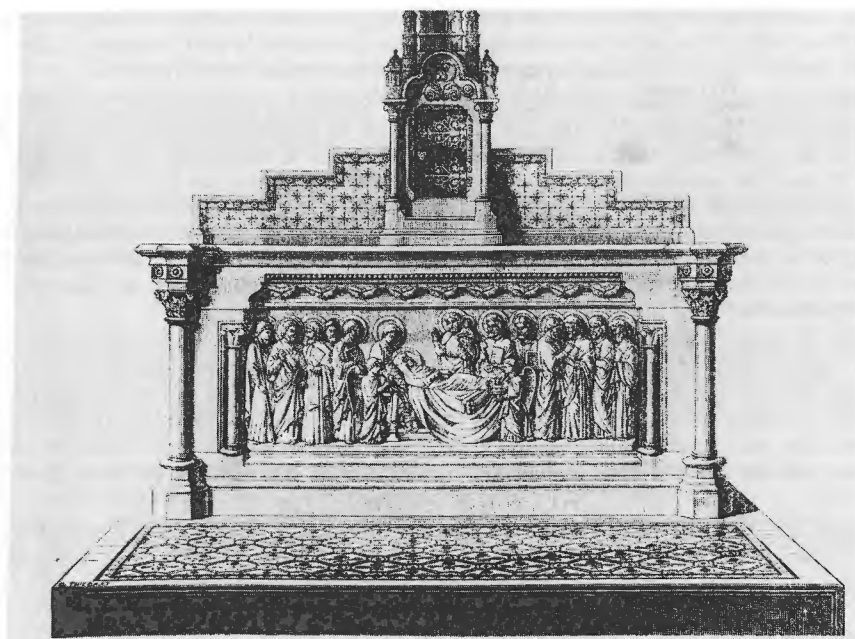


FIG. 1. — Jabouin aîné: Autel de marbre. (*Exposition Universelle, Paris, 1855.*)

Beaufils, qui obtiendra pour son œuvre la grande médaille d'honneur de l'exposition, est désigné comme le représentant provincial d'une certaine modernité esthétique chère à la *Revue*.

*
* *

Les articles d'information faisant état des réalisations provinciales sont précieux pour l'historien de l'art. Ils l'aident en effet à affiner la chronologie de certaines œuvres, à redécouvrir des édifices souvent absorbés dans le tissu urbain contemporain et à reconstituer, avec plus de précisions, la richesse de l'activité artistique d'une période donnée. Ainsi, en 1842, une note anonyme²⁰ fait état du prochain achèvement des grands entrepôts que l'administration des tabacs fait construire à Bacalan sous la direction d'Henri Duphot et d'après des plans de Lacornée²¹. Cette intervention de l'architecte parisien dans l'architecture bordelaise était inconnue jusqu'ici. Nous avons pu également retrouver cette importante construction. Le caractère fonctionnel de ces entrepôts, la nudité de ces murs rythmés de fortes chaînes d'angle et de grandes baies en demi-cercle (maintenant aveugles), ces galeries couvertes qui s'adossent aux bâtiments, tout cela rappelle les deux vastes constructions que Ledoux édifia de part et d'autre de la maison du directeur, au centre de l'usine de Chaux²². Deux pavillons d'entrée et un troisième réservé à l'administration offrent une décoration d'un néo-classicisme très sobre (fig. 2 et 3).

Dans la même note, le collaborateur de Daly à Bordeaux énumère les travaux en cours dans la ville. Il se montre des plus timides lorsqu'il s'agit de décrire l'aspect extérieur des œuvres considérées. Le Palais de Justice « promet un beau monument »; la charpente de la gare de Bordeaux (ligne Bordeaux-La Teste) est « d'une grande légèreté », quant à la colonnade soutenant celle de La Teste, « l'effet en est charmant ». Il sort pourtant de sa réserve à propos du pont de Cubzac, œuvre de l'ingénieur de Vergès, et dont « les arcades décroissantes vues de loin rappellent au voyageur les aqueducs de Rome, au milieu d'un paysage moins désolé ».

20. Ainsi que les informations et citations suivantes : *R.G.A.*, III, 1842, col. 46 et suivantes.

21. Lacornée (Bordeaux, 1779-Paris, 1856); il construisit ou agrandit plusieurs manufactures de tabacs, acheva en 1838 le bâtiment du Conseil d'Etat. Les entrepôts de Bacalan sont occupés par les chais de la maison Lichine qui a su conserver le caractère original de ces vastes constructions.

22. C.N. Ledoux (1736-1806); salines de Chaux : 1775-1779.



FIG. 2. — Lacornée: Entrepôts des tabacs de Bacalan.

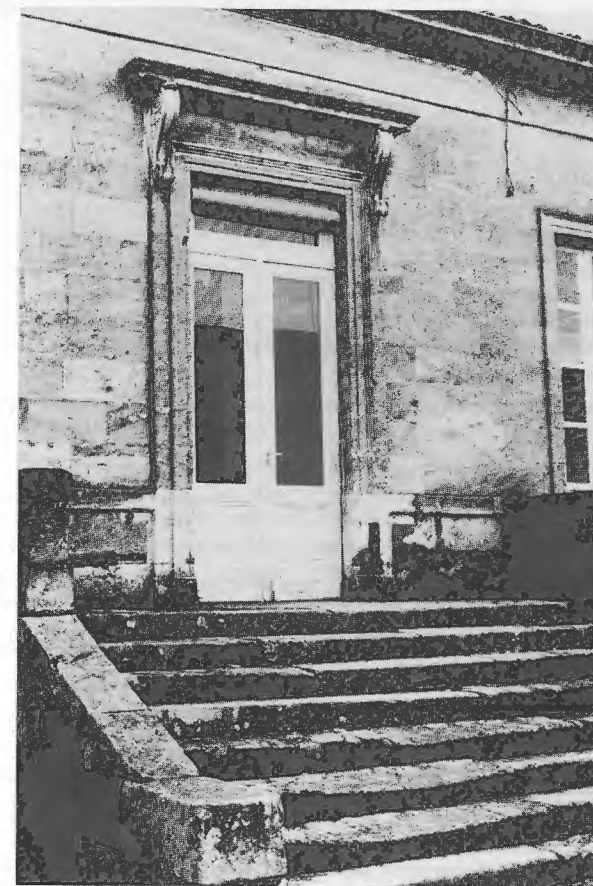


FIG. 3. — Lacornée: Entrepôts des tabacs de Bacalan.
Le pavillon de l'administration.

Lorsqu'il aborde le problème des techniques de construction, l'auteur de l'article est beaucoup plus précis. Nous apprenons ainsi qu'une partie des tambours formant les colonnes en fonte du pont de Cubzac a été fondue en Angleterre²³. Certaines de ces colonnes fabriquées à Fourchambault, dans la Nièvre, « ont été reconnues bien préférables aux premières ». Ailleurs, il décrit minutieusement la charpente de la gare de Bordeaux avec ses fermes aux extrémités reliées par des tirants de fer. Les hangars où stationnaient les locomotives avaient le mérite assez rare d'être « simples, commodes et d'une apparence extérieure en rapport avec leur destination ». Ce dernier détail est intéressant car il exprime un grand principe de la rhétorique rationaliste, sans cesse rappelé dans les colonnes de la *Revue*, et selon lequel la forme d'un bâtiment doit être « suffisamment motivée par la fonction de l'édifice »²⁴.

1852. Après le coup d'Etat, près de dix mille opposants sont déportés, certains dans des colonies pénitentiaires algériennes, d'autres au bagne de Cayenne. Les relations commerciales privilégiées que Bordeaux entretient depuis longtemps avec la Guyenne sont sans doute à l'origine de l'initiative prise, en cette ville, par la maison Bourguès et Vergès qui se charge de construire pour le compte de l'Etat « un certain nombre de baraques destinées au logement des transportés »²⁵. Pour la *Revue*, c'est une nouvelle occasion de rappeler l'intérêt qu'elle porte à « l'architecture mobile » spécialement destinée aux pays en cours de colonisation. S'affranchissant de toute considération humanitaire et amorçant ainsi son adhésion à l'Empire, la *R.G.A.* ne considère ces tristes « baraques » que d'un point de vue strictement architectural et comme un signe de l'expansion des « constructions mobiles (qui) deviennent de plus en plus d'un usage général ». Les logements des déportés pour Cayenne sont en bois. Ce matériau est préféré à la fonte qui « se brise facilement, et on ne trouve pas sur les lieux où s'exportent ces constructions mobiles le moyen de fondre de nouvelles pièces ». Seize mètres de long, neuf de large, quatre de haut, telles sont les dimensions; à l'intérieur, deux divisions seulement: le logement du gardien, « garni d'un plafond », et le dortoir des bagnards sans plafond pour masquer la charpente. Le plancher est posé sur un dé de briques, « les briques seront expédiées de Bordeaux ». Ces vastes bâtiments longs et bas sont à peine éclairés et mal aérés: un soupirail et deux ouvertures « construites sur le modèle des sabords de vaisseau servent (...) à éclairer la chambre et à renouveler l'air ». Les pièces détachées sont numérotées à Bordeaux afin d'en faciliter l'assemblage à Cayenne. « Les constructions accessoires », lits, porte-manteaux, étagères, « devaient être exécutées à Bordeaux; il a été décidé depuis qu'on ferait ces travaux sur les lieux ».

Nous terminerons cette partie de notre étude sur un aspect plus rassurant du progrès technologique. En 1852, la ligne de chemin de fer Paris-Bordeaux est ouverte aux usagers. Malgré les tragédies qui ensanglantent le rail en cette première moitié du XIX^e siècle²⁶, la *Revue* présentera toujours le chemin de fer comme un outil essentiel au développement économique et culturel du pays. Si le chemin de fer civilise, il se civilise aussi; tel le train qui relie Paris à Bordeaux en 1853: « c'est une distance de 583 kilomètres franchie en moins de quatorze heures sans rien supprimer de ses repas, et avec la facilité de faire la sieste paisiblement, ou de lire quelques-uns de ces excellents livres de la *Bibliothèque des chemins de fer*, que nous recommandons en passant à nos lecteurs »²⁷. Et dix ans après le tableau de Turner, *Pluie, Vapeur, Vitesse*, la *Revue* se lance dans l'éloge grandiloquent de ce nouveau moyen de transport: « Soyez donc cent fois bénie, bienfaisante vapeur, rails qui la dirigez, génie humain qui les avez associés dans l'intérêt de la grande famille dont tous les membres se rapprochent chaque jour davantage! »

En se laissant emporter par son enthousiasme fouriériste, Daly oublie qu'au même moment « la grande famille » fait construire à Bordeaux, pour ceux qu'elle rejette, les baraques de Cayenne.

*
* *

En 1844, Daly fait un séjour à Bordeaux. Il y rencontre H. Duphot et le charge de donner régulièrement à la *Revue* des nouvelles sur les constructions dans cette ville²⁸. Avec Thiac, Daly visite le Palais de Justice dont les travaux sont suspendus à la suite d'un différend financier

23. Il n'est pas rare, au XIX^e siècle, que l'Angleterre fournisse une aide technique à la France allant même jusqu'à une forme de coopération: en 1843, c'est l'ingénieur anglais Locke qui ouvrait le chemin de fer de Rouen et son compatriote John Jones celui d'Orléans; la population supporte mal cette concurrence « faite par des étrangers sur le sol français » (*R.G.A.*, VI, 1845, col. 189).

24. DALY, *R.G.A.*, XII, 1854, col. 28.

25. DALY, *R.G.A.*, X, 1852, col. 127 ainsi que les citations suivantes.

26. Les accidents ferroviaires n'épargnent pas la ligne Bordeaux-La Teste: en 1842, trois ouvriers qui travaillaient sur le viaduc de Pessac sont grièvement blessés par le passage d'une locomotive.

27. DALY, *R.G.A.*, XI, 1853, col. 269.

28. H.D. (très certainement Henri Duphot), *R.G.A.*, V, 1844, col. 519.

opposant le ministère de l'Intérieur et le conseil général du département de la Gironde. Mais, de tout ce qu'il voit, aucun bâtiment n'attire autant son attention que l'Ecole flottante de natation de l'architecte J.-B. Lafargue²⁹, au point d'écrire un long article pour la *Revue* cette même année et de faire graver deux planches (plan et élévations). Ce choix d'une construction de deuxième ordre est significatif de l'esprit de la *Revue*: Daly et ses collaborateurs s'attardent plus sur la description d'édifices utilitaires, fonctionnels et de second ordre (lavoirs, bains, écoles, entrepôts,...) que sur l'analyse de l'architecture monumentale: il n'y aura aucun article sur la Palais de Justice de Bordeaux par exemple.

Avec des notes prises sur place et aidé des renseignements que lui fournit Lafargue, Daly nous présente ce bâtiment étonnant et insolite « qui procure un ornement à la rade et un délassement salutaire aux habitants de Bordeaux »³⁰: deux flotteurs en fuseau de 48 m de long supportent, à 1,20 m au-dessus de la ligne de flottaison, une galerie qui fait le tour des bassins. Celle-ci abrite vingt chambres contenant chacune « douze petites armoires pour ranger les habits d'autant de nageurs »; selon un système toujours en vigueur dans nos piscines, les armoires sont marquées de numéros placés sur les caleçons des baigneurs, « de telle sorte qu'il ne peut pas y avoir de confusion lorsqu'on reprend ses vêtements ». En élévation, au centre de cette galerie et en guise de péristyle, une baie palladienne en bois, surmontée d'un fronton triangulaire, souligne l'entrée du bâtiment en vis-à-vis d'un salon « servant de café ». Les bains sont recouverts d'une tente formée d'un damier à jour, « cette combinaison amortit l'ardeur des rayons du soleil, laisse librement circuler l'air et offre un coup d'œil agréable ». L'eau des trois bassins est celle de la Garonne; des grilles de fer en laissent circuler l'eau et retiennent les corps étrangers. Le plancher du fond de la piscine est en bois et formé de « fortes longrines longitudinales en sapin du Nord, liées à des traverses du même bois par des boulons en fer à écrous ».

L'établissement est mouillé dans la rade par quatre chaînes et les baigneurs y accèdent à l'aide « d'un pont mobile en bois à deux travées reposant sur un ponton » (fig. 4 et 5).

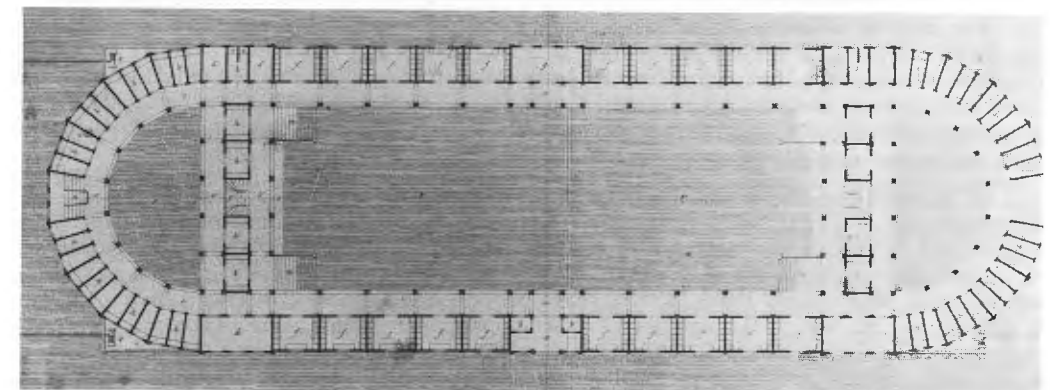


FIG. 4. — J.-B. Lafargue: Bains d'Orléans (plan).

Solides, beaux (nous avons vu qu'ils ornaient la rade, mais nous ne savons pas où ils étaient ancrés), ces bains ont aussi une fonction éducative évidente car on y apprend à nager (et nous retrouvons la devise trinaire des premiers rationalistes: le Beau, le Vrai, l'Utile³¹). Dans cette école de natation, « on (...) reçoit gratis les soldats de la garnison et les écoles gratuites ». Le duc d'Orléans, en daignant honorer ces bains « de son auguste personnage » (on sait que Bordeaux lui fit un accueil solennel le 17 août 1839), cautionna ainsi la vocation populaire de cet établissement qui porta longtemps son nom. Daly ne manque pas de le noter, ayant, lui aussi, beaucoup de gratitude envers le jeune prince qui fut un des premiers souscripteurs de la *Revue*.

C'est Lafargue qui devait se charger de la mise à l'eau de cette lourde construction; juin 1840: « au bout d'une heure, cette vaste construction semblait fixée au sol, assise sur un plan incliné combiné de manière à vaincre les difficultés que présentait le déplacement, franchit l'espace qui

29. Jean-Baptiste Lafargue (1801-1866). Avec son fils Jules (1825-1881) il fonda la Société des Architectes de Bordeaux.

30. DALY, *R.G.A.*, V, 1844, col. 490 et suivantes, planches 24 et 25. Toutes les citations suivantes renvoient à la même référence.

31. La médaille de la Société Centrale des Architectes portait cette devise: « le Beau, le Vrai, l'Utile ».

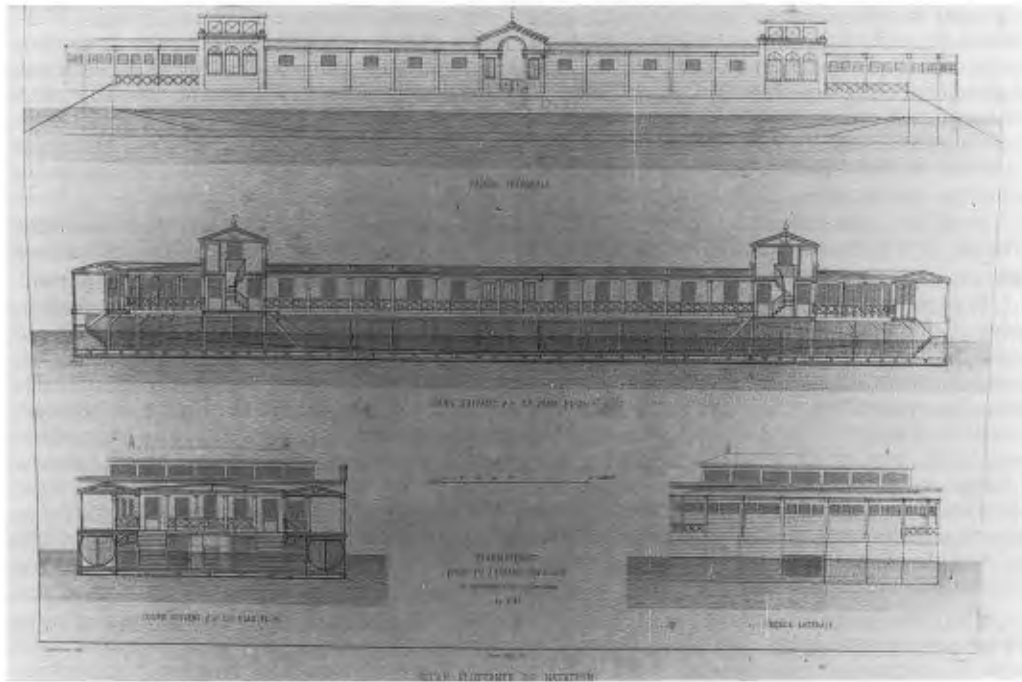


FIG. 5. — J.-B. Lafargue : Bains d'Orléans (façades et coupes).

la séparait du fleuve et s'avança tranquillement sur l'eau, en présence des autorités de la ville et aux acclamations de plusieurs milliers de personnes réunies sur le rivage».

Le 29 juillet 1818, Benjamin Delessert et le duc de La Rochefoucauld-Liancourt fondent à Paris la première caisse d'épargne. Quelques mois plus tard, Bordeaux ouvre la sienne. Les statuts en étaient déjà arrêtés depuis janvier 1818 par le comte de Tournon, Balguerie-Stuttenberg et de Gourgues, maire de Bordeaux³². En 1847, la Caisse d'Epargne s'installe dans un bâtiment spécialement conçu pour elle par l'architecte Henri Duphot. L'emplacement choisi avait été obtenu par la destruction, en 1844, de la chapelle de l'ancien hôpital Saint-André. Ainsi, «située au centre de cette belle cité»³³, face à la cathédrale, près de la mairie, la Caisse d'Epargne forme, en quelque sorte, une perspective architecturale symbolique où se rencontrent, par l'intermédiaire de ces trois édifices, pouvoirs religieux, civils et financiers. Ce nouveau bâtiment sera d'ailleurs à la fois inauguré et béni le 27 décembre 1847 par l'archevêque de Bordeaux, Mgr Donnet. En 1852, Daly montre son intérêt pour l'œuvre de Duphot en présentant dans sa revue une étude consacrée à cette construction récente. Un plan du bâtiment illustre l'article. L'édifice porte, aux yeux du directeur de la *R.G.A.*, deux qualités rares : au modernisme du parti s'associe le modernisme des techniques.

Institution nouvelle, la Caisse d'Epargne est surtout une institution populaire, ce qui ne manque pas d'intéresser Daly, fouriériste et ami de Victor Considérant. Il ouvrit maintes fois sa revue à des projets de cités ouvrières. Certains d'entre eux incluent dans leurs plans ce type d'édifice dont un des buts avoués est «de favoriser les habitudes de tempérance et de prévoyance»³⁴ des travailleurs tout en facilitant leur intégration sociale. C'est en précisant ce point que Daly introduit sa présentation du bâtiment de Duphot : «La Caisse d'Epargne est devenue un des plus importants moyens d'action adoptés pour rallier les classes ouvrières à l'amour du calme et de l'ordre.» Cette idée est reprise dans le même article par le président du conseil des directeurs de la caisse de Bordeaux. Pour celui-ci, épargner c'est faire preuve de civisme et la caisse doit conserver les économies des personnes laborieuses «tout en attachant leurs intérêts et leur confiance au gouvernement».

32. Les trois fondateurs nommèrent, le 13 avril 1819, les quinze directeurs de la Caisse d'Epargne : le comte de Tournon, le vicomte de Gourgues, Paul Portal, David Johnston, Balguerie-Stuttenberg, Pierre Baour, Guestier fils, Dawling, J. Dupouy, J. Brun, G. Pettersen, Tardieu, Sarget, D. Lopés, Dubec, Maillères. De 1819 à 1846, la Caisse d'Epargne était installée, gratuitement, dans l'hôtel de la Banque de Bordeaux.

33. Toutes les citations suivantes, sauf indication contraire, renvoient à *R.G.A.*, X, 1852, col. 81-87.

34. DUCPÉTAUX, *R.G.A.*, VI, 1846, col. 411.

Pour cette institution nouvelle, il faudra une construction moderne et Bordeaux inaugure la première Caisse d'Epargne de France à être installée «dans un édifice bâti expressément pour elle». Devant l'œuvre de Duphot, Daly n'hésite pas à vanter les mérites et la compétence d'un architecte qui a su, pour une fois, s'adapter aux exigences pratiques des constructions contemporaines. Un programme neuf échappe enfin à l'ingénieur pour être magistralement développé par l'architecte. Duphot, en concevant une œuvre moderne et originale, rejoint, dans l'esprit de Daly, Henri Labrousse qui, avec la bibliothèque Sainte-Geneviève, avait édifié le «premier monument public destiné à servir exclusivement de bibliothèque»³⁵. La *Revue* présente ces deux réalisations comme des modèles dignes d'être imités.

A la nouveauté du programme s'associe la nouveauté des techniques utilisées par l'architecte et l'entrepreneur qui travaillent dans une parfaite entente. Cette association est assez rare en cette première moitié du XIX^e siècle. Daly la trouve exemplaire et voit, dans la Caisse d'Epargne de Bordeaux, le témoignage d'une coopération fructueuse et tout à fait exceptionnelle entre celui qui conçoit et celui qui construit³⁶. Les mêmes éloges se retrouvent sous la plume du président du conseil des directeurs de la caisse qui loue à la fois l'habileté de Duphot³⁷ et la «haute intelligence» des frères Lasserre. C'est pour cela qu'exceptionnellement dans l'histoire de la *Revue*, Daly offrira à l'architecte et à l'entrepreneur la possibilité d'exposer eux-mêmes les solutions originales qu'ils apportèrent aux problèmes soulevés par la construction de leur édifice.

Il y avait d'abord des problèmes essentiellement techniques : le choix de l'emplacement rendra délicat le creusement de la tranchée qui devait contenir les fondations et les caves. Les infiltrations d'eau et la multiplication, au-delà des 3,65 m prévus par le devis, de «murs» remontant à «l'époque de la domination romaine», inciteront Duphot à suivre le principe de Rondelet³⁸ sur les sols compressibles. Selon un système complexe décrit par l'entrepreneur, il établira une couche de terre dans laquelle seront enfouis, à coup de masse, «des pilots de bois de chêne». Sur ce sol plus stable, l'architecte préférera une construction en pierre à une couche de béton, à cause «du peu de confiance qu'inspirait la chaux hydraulique que l'on pouvait se procurer à Bordeaux».

Problèmes de construction mais aussi problèmes de conception : l'architecte doit concevoir un édifice qui réponde à la fois à des impératifs de sécurité et aux besoins d'un service rapide et fonctionnel. Duphot mêlera habilement dans son plan ces deux exigences. Le programme précisait qu'il fallait «éloigner la salle d'attente de l'entrée afin de tenir le public loin de la rue et de faire que, lorsque dans certains moments de crise, un grand nombre de personnes veut à la fois retirer son argent, il y ait le moins de monde possible dehors ; en d'autres termes, que la queue soit autant que possible contenue dans l'établissement». Ainsi une foule inquiète sera mieux contrôlée à l'intérieur de l'édifice alors que, dans la rue, un tel rassemblement grossi par d'autres mécontents pourrait se changer en émeute. Le plan proposé par Duphot tient compte de cette exigence et offre une salle d'attente située à l'autre extrémité du bâtiment. Les clients y accèdent en parcourant un itinéraire complexe multipliant les chicanes et étirant sur toute la longueur du bâtiment la file hypothétique des usagers. Cette organisation de l'espace répond aussi à des impératifs tout à fait pratiques : le déplacement des clients, ainsi réglé, permet à ceux qui entrent d'éviter de se heurter à ceux qui sortent (fig. 6). Un seul surveillant, par mesure d'économie, mais bien placé dans une loge installée au pied du grand escalier, suffit pour contrôler ce va-et-vient. L'été, en ouvrant les baies de la galerie, les usagers peuvent, en attendant leur tour, se promener dans la cour intérieure et se rafraîchir à l'eau de la pompe. Ce parti résolument fonctionnel se retrouve dans les moindres détails : entre les colonnes de fonte qui portent les poutres du plancher du premier étage, Duphot surélève le sol des bureaux de 0,15 m par rapport à celui des galeries, «afin que le public puisse, devant les

35. DALY, *R.G.A.*, VIII, 1850, col. 416 : «Ainsi la plupart des architectes risquent d'être pris au dépourvu, lorsqu'on leur demandera des plans de bibliothèque, comme ils le furent pour les gares et stations de chemin de fer. (...) Les ingénieurs furent en général mieux inspirés et recueillirent la récompense de leur activité.»

36. «Il est si rare de rencontrer une administration qui ne se croie point satisfaite en tout point après le paiement des honoraires de l'architecte et le règlement des comptes de l'entrepreneur, que nous sommes heureux d'enregistrer un exemple de bon goût et de justice qui devrait rencontrer plus d'un imitateur» (Daly). Coût total du bâtiment : 126 457 francs.

37. Henri Duphot (Bordeaux 1810-1889). Elève de Debret. Œuvres principales : églises de Caudéran et de Portets, châteaux de Grenade (Saint-Selves) et de Virelade. Plusieurs châteaux et maisons de campagne en Gironde, Dordogne et dans le Tarn. Il est, jusqu'en 1855, le collaborateur bordelais de la *Revue*. En 1844, il envoie à la *R.G.A.* une étude consacrée à l'établissement thermal de Cauteret, mais Daly ne la publiera pas. Le directeur de la *Revue* appréciait la souplesse de son talent et le classe «parmi les premiers architectes de la province» (1868, col. 27). Alors qu'en 1876 il ne peut se rendre à Paris pour y recevoir la médaille de la Société centrale des Architectes (architecture privée), la *Revue* exprime sa déception : «Nous aurions été heureux de le saluer chaleureusement car jamais distinction n'a été mieux placée que celle qu'on lui accordait aujourd'hui» (1876, col. 179).

38. J.B. Rondelet (1743-1828), collaborateur de Soufflot. Son *Traité théorique et pratique de l'art de bâtir* (1802-1817) reste une référence pour tout le XIX^e siècle.

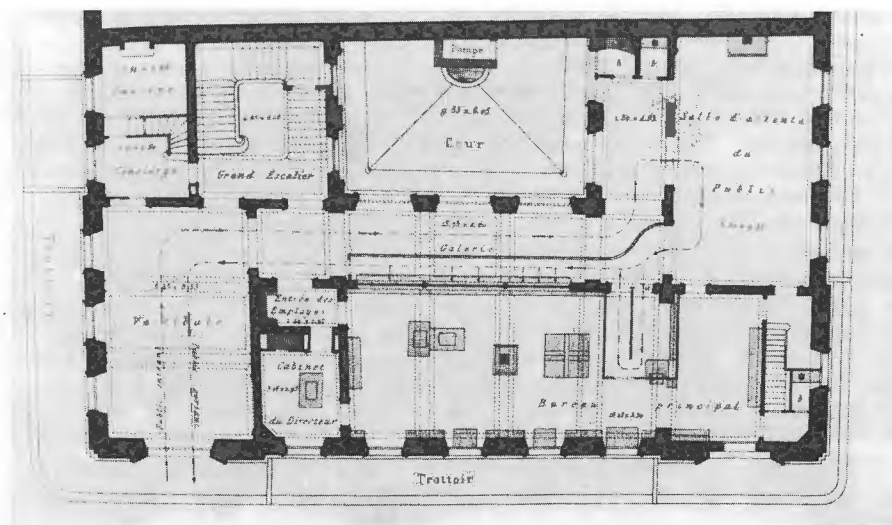


FIG. 6. — H. Duphot : Caisse d'Epargne de Bordeaux (plan du rez-de-chaussée).
Les flèches indiquent le parcours que doit suivre le client.

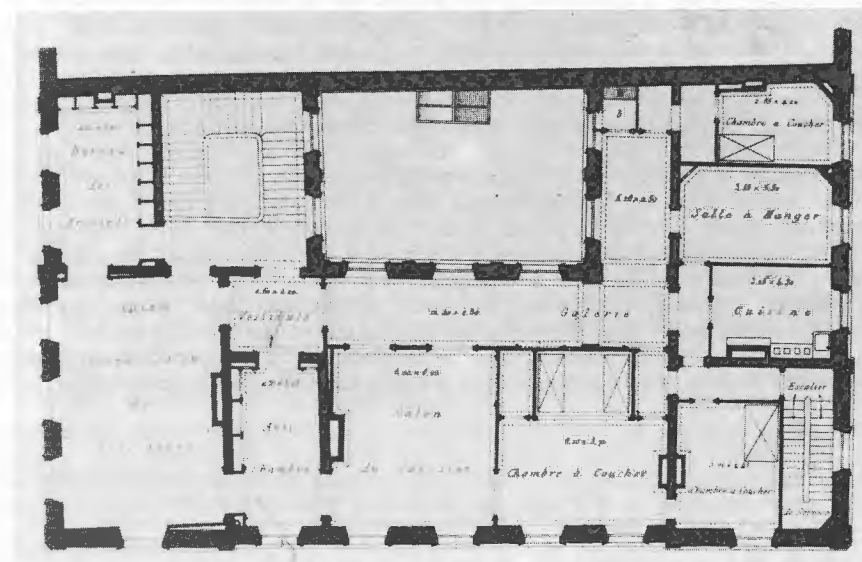


FIG. 7. — H. Duphot : Caisse d'Epargne de Bordeaux (plan du premier étage).

guichets, signer debout, sans se baisser d'une manière trop incommode». Pour faciliter la communication verbale à travers ces guichets et maintenir, sans surveillant spécial, «l'ordre et le silence», l'architecte préférera la «séparation en grillage» au vitrage ordinairement utilisé. Fonctionnelle aussi l'organisation spatiale de l'étage supérieur : le grand salon des directeurs donne sur le bureau des archives afin de faciliter l'examen des documents et restreindre les déplacements. Un pas perdu et une antichambre le séparent de l'appartement du caissier. Les pièces en sont vastes, bien éclairées et le salon «peut être affecté, dans les grandes réunions, à celui des directeurs» (fig. 7).

Voilà donc un édifice conçu rationnellement, une architecture où tout concourt à la bonne marche du service. Le fonctionnement parfait de ce petit organisme, à l'image des calculs précis qui s'y font et de cette ruche symbolique représentée plus tard au-dessus de l'entrée principale, semble avoir été la préoccupation essentielle du constructeur. Est-ce la raison pour laquelle Duphot néglige de décrire la façade de son édifice ? Dans son article, c'est en vain que nous cherchons quelques indications, même imprécises, sur l'aspect extérieur de la Caisse d'Epargne ; cela paraît étonnant de voir un architecte sacrifier ainsi la partie esthétique de son œuvre pour n'en développer que le côté fonctionnel. Est-ce Daly qui, reconnaissant ne citer qu'un extrait de la lettre de Duphot, a favorisé cette séparation, forme et fonction en quelque sorte, en coupant volontairement les passages relatifs à ce problème ? Est-ce que Duphot lui-même ne l'aurait pas négligée afin de s'accorder aux ambitions d'une revue essentiellement tournée vers des problèmes pratiques ? Il nous est impossible de répondre à cette question. Mais, si décrire un édifice, c'est en restituer une image qui peut, bien entendu, être une image critique, Daly, à l'aide d'un texte incomplet, n'offre à ses lecteurs qu'un aperçu particulier de l'œuvre de Duphot : un bâtiment réduit à des problèmes de construction et à l'organisation habile d'arrangements intérieurs. Ainsi la Caisse d'Epargne de Bordeaux devient, dans la *Revue*, un édifice sans façade. Curieuse façon de vanter une construction provinciale en négligeant tout ce qui en fait une œuvre d'art ! Pourtant, au XIX^e siècle, des cartes postales anciennes en témoignent, la façade de la Caisse d'Epargne ne manquait pas de caractère. Pour le corps central du bâtiment, Duphot utilisa un vocabulaire italianisant : sur un socle uni s'élève un rez-de-chaussée décoré de bossages à chanfrein et rythmé de baies en plein-cintre encadrées de délicates chambranles ; les deux étages sont ouverts de fenêtres couronnées de frontons triangulaires (premier niveau) et de corniches sur modillons (deuxième niveau). Ces réminiscences des palais Farnèse et de la Chancellerie (Sangallo, 1514 et 1511) ne sont pas sans rappeler le Reform-Club de Londres par Charles Barry (1839) dont le style italianisant, le «palazzo-style», aura un grand succès dans l'architecture bancaire, dès 1840³⁹. En 1847, Duphot sacrifie donc à cet éclectisme typologique (emploi différencié des styles selon le programme) qui s'accorde parfaitement à ses exigences rationalistes. Pourtant, il ne se résoud pas à proposer un pastiche du palais romain du Cinquecento. Ainsi deux avant-corps latéraux, en légère saillie, rythmés de pilastres jumelés et superposés, d'ordre toscan, couronnés par deux frontons cintrés à base interrompue et coiffés de toits en pavillon encadrant une haute couverture d'ardoise, donnent plus d'élan à l'édifice et lui confèrent un caractère plus national. Une décoration très sobre conviendra parfaitement à ce palais de l'épargne et donc de l'économie.

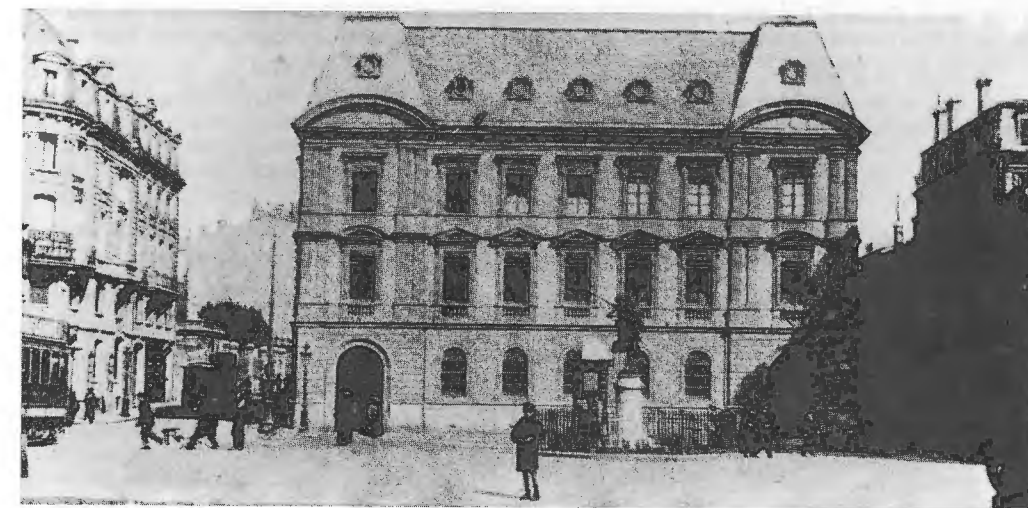


FIG. 8. — H. Duphot : La Caisse d'Epargne de Bordeaux
(façade, état avant 1907).

En août 1907, les directeurs de la caisse font appel à l'architecte Mialhe pour transformer profondément l'édifice⁴⁰. Les portes latérales sont supprimées (ce qui implique une modification de la distribution de l'espace intérieur qui faisait l'originalité de l'œuvre de Duphot) et une entrée

39. C. MIGNOT, *L'Architecture du XIX^e siècle*, Fribourg, 1983, p. 83.

40. Lettre du 20 août 1908 par laquelle le conseil des directeurs demande à la mairie l'autorisation de déposer dans la rue des matériaux destinés à la réfection de la façade de la Caisse d'Epargne. A cette lettre est joint un bleu d'architecte signé Mialhe représentant l'élévation prévue (Archives municipales).

plus monumentale est ouverte au milieu du rez-de-chaussée. Une riche décoration d'armoiries couronnées et de cornes d'abondance remplit les frontons. Les chapiteaux toscans disparaissent sous des médaillons ornés de guirlandes et de têtes de lions. Un tore feuillagé fait le tour de l'édifice et un bas-relief représentant une ruche environnée d'abeilles accueille les visiteurs au-dessus de l'entrée principale. Au niveau du premier étage, les avant-corps s'embellissent de balcons reposant sur de lourdes consoles. Ainsi, d'une façade à l'autre, la sobriété fait place à la riche décoration actuelle et nous avons, dans cette transformation, comme une représentation résumée du système de l'épargne : l'économie ouvre la voie à l'abondance.

*
* *

En ce milieu du XIX^e siècle, la revue de César Daly, désireuse de développer entre gens du métier l'échange d'un savoir technique, interroge à cette fin l'activité architecturale de la province. La *Revue* s'intéressera à Bordeaux où de nombreuses constructions témoignent d'une riche activité culturelle. A travers les colonnes de la publication de Daly se dessine l'image d'une ville résolument tournée vers les préoccupations esthétiques et pratiques de son époque. Des œuvres servent de référence (l'hôpital Saint-André) ; d'autres sont présentées comme tout à fait originales et modernes (la Caisse d'Epargne de Bordeaux serait, selon Daly, l'archétype des caisses d'épargne du futur). Les nouveaux matériaux (fer, fonte) commencent à être utilisés dans les charpentes (gares de Bordeaux et de La Teste) ou comme supports (pont de Cubzac). Les techniques récentes de construction font leur apparition (baraques préfabriquées pour Cayenne). Les sculpteurs et les décorateurs ont aussi leur rôle à jouer dans une modernité qu'ils partagent, souvent à leur avantage, avec les artistes parisiens (autel de Jabouin et meubles de Beauvils à l'Exposition Universelle de 1855).

Mais cette reconnaissance culturelle ne va pas sans une certaine sélection. La généreuse ouverture que la *Revue* offrait en 1844⁴¹ fait place progressivement à un choix : avec la complicité de ses correspondants bordelais, Daly s'intéresse surtout au développement d'une architecture utilitaire, pratique, à la naissance du courant rationaliste. En privilégiant cette tendance, le directeur de la *Revue* suscitera des articles sur des constructions de second ordre (les bains d'Orléans par exemple) et négligera un édifice monumental comme le Palais de Justice qu'il connaissait bien pourtant. C'est cette même orientation qui pousse Duphot à développer abondamment, dans son article sur la Caisse d'Epargne, l'étude de l'organisation fonctionnelle de l'espace intérieur de l'édifice ainsi que les problèmes posés par sa construction au détriment des considérations esthétiques.

En dépit de cela et peut-être même grâce à cette sélection, nous commençons à considérer sans mépris une architecture dite « utilitaire » et donc de peu de prestige. Ces œuvres anonymes vouées à l'ordinaire de notre vie et de notre ville étaient devenues pour nous « familièrement inconnues »⁴².

41. DALY, R.G.A., V, 1844, col. 189 : « Nous voudrions enregistrer tous les monuments qui s'achèvent, tous ceux qui se commencent et tous ceux qui se projettent. »

42. CHEMETOV (Paul) et MARREY (Bernard); *Architectures, Paris. 1848-1914*, Paris, 1980, p. 1.

DÉCOUVERTE DE CÉRAMIQUES ANCIENNES A SAINT-ÉMILION

par H. CROCHET et le Dr L.-R. CASTÉRA

D'anciennes carrières de pierre constituent les caves des négociants en vin de Saint-Emilion. On connaissait l'emplacement d'anciens silos à grains datant du Moyen Age, car une pelleuse avait ouvert le sommet de l'un d'entre eux et ils étaient situés sous la place Guadet, en face de la Poste. Le 29 décembre 1982, le propriétaire du Clos des Menuts nous fit visiter ses caves. Venant d'agrandir la dernière galerie des caves à environ dix mètres au-dessous du niveau du sol, les ouvriers avaient pénétré dans deux anciens silos remplis de terre contenant toutes sortes de détrit. Ils avaient servi de dépotoirs.

Nous avons remarqué qu'il y avait dans les déblais de nombreux fragments de poteries et certaines étaient presque entières. On trouvait des becs de pots à vin, des pichets, des anses de récipients divers. Aucune monnaie n'a été trouvée, nous a-t-on affirmé.

Les deux silos réunis aux galeries constituent des cavités coniques de près de neuf mètres de hauteur sur trois mètres cinquante de diamètre à la base. Leur sommet présente un orifice rectangulaire obturé et sur une des parois existe un autre orifice bouché, situé à mi-hauteur et qui permettait l'extraction des grains.

Avec M. Crochet, qui a une longue expérience en céramique, nous avons choisi quelques objets, aimablement donnés par le propriétaire. Ils font l'objet de notre présentation. Nous les avons photographiés ainsi que les plus belles pièces intactes qui sont exposées dans le salon du propriétaire.

M. Crochet a dessiné un tableau représentant les principales pièces, vues de face et de profil. Elles sont numérotées en concordance avec nos photographies (fig. 1).

En voici le détail :

N° 1 : Un fragment de marmite ventrue à petit col resserré. La paroi peu épaisse laisse apparaître quelques traces de peinture (fig. 1 et 2).

N° 2 : Fragment supérieur d'un récipient à liquide, à déversoir tubulaire. La paroi aplatie donne l'apparence d'une gourde. De chaque côté du déversoir se trouvent deux anses à section ovale. A la cassure, dans la pâte de couleur ocre-rouge, apparaissent quelques particules de calcite. Cet exemplaire paraît assez rare dans la région (fig. 1).

N° 3 : Récipient à panse cylindrique. La lèvre aplatie et l'anse rubanée sont bordées d'un décor exécuté à la roulette représentant des nids d'abeille. La paroi est ornée de bandes peintes de couleur brun, disposées en arête de poisson (fig. 1 et 3).

N° 4 : Autre récipient cylindrique à anse à lèvre aplatie, à paroi noire. Le fond de ce récipient et du précédent sont poinçonnés pour faciliter le séchage du fond de la poterie très épaisse en cet endroit pendant la cuisson (fig. 3).

Nos 5 et 6 : La céramique la plus nombreuse est représentée par des pichets de forme ovoïde (fig. 1, 4, 5, 6).

Ces pichets à bec verseur ponté plus ou moins volumineux sont dénommés pégaux (nom dérivé du latin *pegarium* et en provençal, *pégat*, pot à verser le vin). Ils sont signalés depuis le

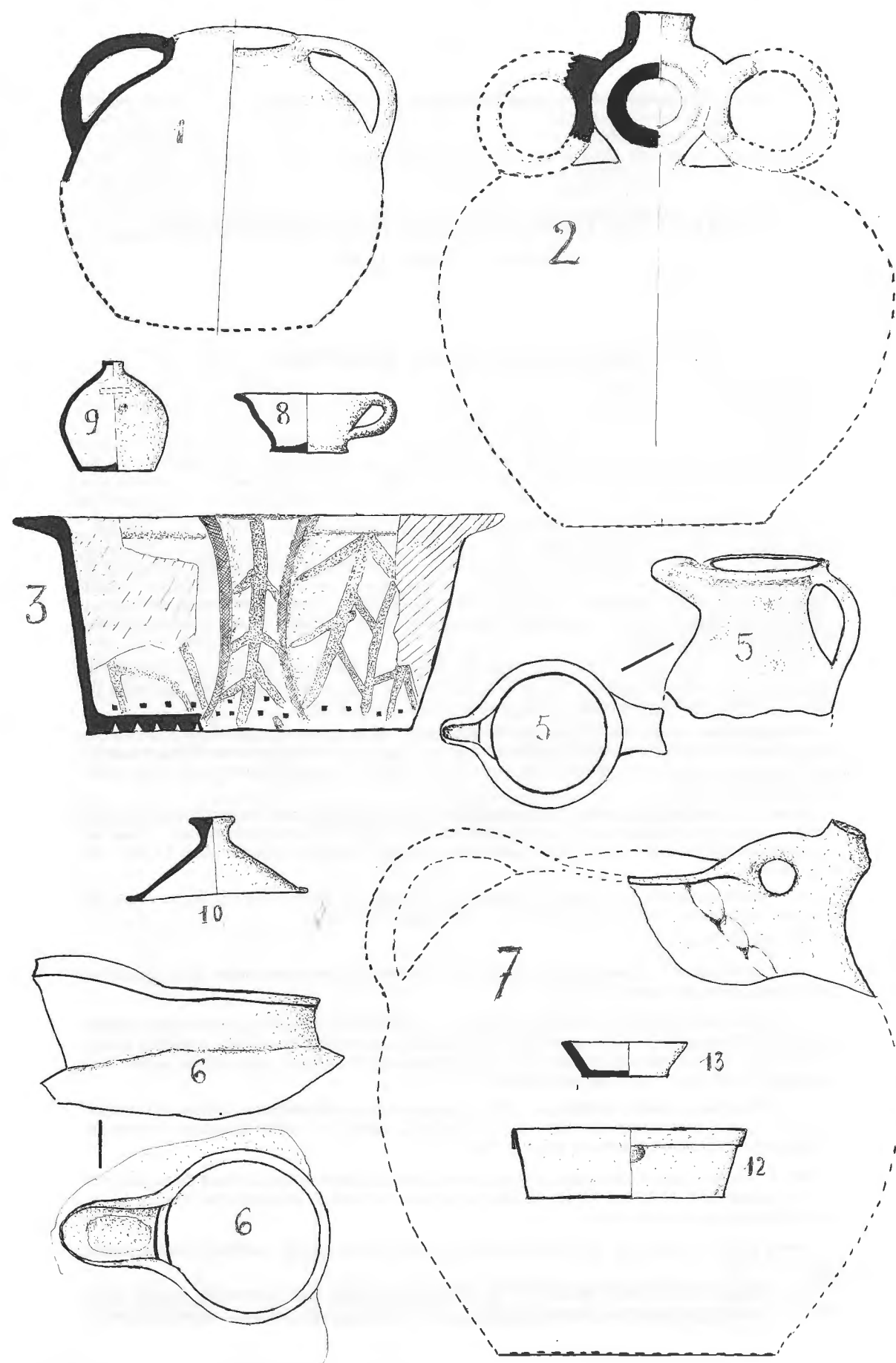


FIG. 2. — Fragment de marmite. Extérieur et intérieur (n° 1)



FIG. 3. — Deux récipients (nos 3 et 4)



FIG. 4. — Pégaux.



FIG. 5. — Pégaux (n° 5).

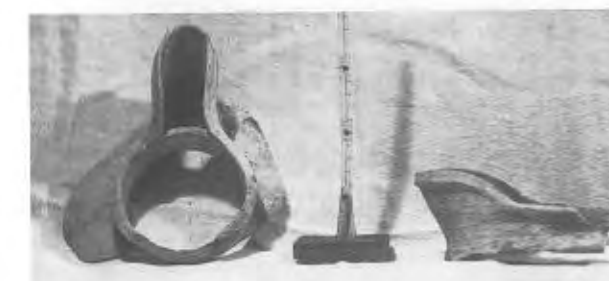


FIG. 6. — Pégaux (n° 6).



FIG. 7. — Fragment d'un grand récipient (n° 7).



FIG. 8. — Figurine (n° 11).



FIG. 9. — Marmite et pichets.



FIG. 10. — Vase à bec ovalaire.

v^e siècle au cimetière de Montariol à Montauban. A cette époque, la panse est très trapue. A Saint-Astier, une tombe a fourni un exemplaire daté du xii^e siècle. Puis, le vase devient plus élevé, de forme ovoïde, le bec s'agrandit en entonnoir, à Saint-Laurent-la-Vernède dans le Gard, une tombe du xiv^e ou xv^e siècle nous en a livré un exemplaire.

A partir du xiii^e siècle, un décor apparaît sur la céramique et perdure pendant plusieurs siècles. Il s'agit d'un émail plombifère de couleur verte recouvrant partiellement ou totalement la paroi des récipients. Aux environs du xiv^e siècle, le bec verseur subit une transformation et devient tubulaire. Il est fixé sur l'épaule et maintenu par un petit bras. En des temps plus modernes, dans les régions méridionales, la tubulure devient libre en abandonnant le petit bras.

Une règle de 0,25 m (demi-mètre replié et maintenu verticalement sur l'alignement des objets) permet d'évaluer leur hauteur : 18 cm pour le n° 6 ovoïde et 24 cm pour le pichet n° 6, vernissé de vert. Ce dernier serait d'une facture saintongeaise d'après M. Regaldo-Saint-Blancard.

Nous avons remarqué qu'il existe sur quelques pichets du même type un trou rond de 7 mm percé intentionnellement au niveau de la panse du vase et dont la signification nous échappe.

N° 7 : Fragment d'un grand récipient à liquide sans col. Diamètre de l'ouverture : 10 cm, déversoir à tubulure soudé à l'épaule dont le bras poinçonné est soudé sur la lèvre. Il possède un décor représenté par une bande d'argile impressionnée posée verticalement. Cet exemplaire paraît assez rare dans notre région et serait relativement récent (fig. 1 et 7).

N° 8 : Plusieurs petites tasses de forme tronconique ont été recueillies. Elles sont pourvues d'une anse en ruban. La lèvre est aplatie. Dans le fond intérieur, on observe des traces d'émaillage (fig. 1).

N° 9 : Deux petits objets en poterie de forme sphérique, émaillés sur leur partie supérieure (l'un d'eux porte un bouton de préhension) sont des morceaux de tire-lire (fig. 1).

N° 10 : Plusieurs fragments de couvercles en poterie blanchâtre, très commune, noircis par la fumée sur le pourtour (fig. 1).

N° 11 : Figurine en terre cuite représentant une tête de diabolotin. La bouche a servi de déversoir pour une fontaine. La partie postérieure manque, la cassure est récente. Cette terre cuite paraît dater d'une époque beaucoup plus récente que les pichets (fig. 8).

N° 12 : Petite casserole en cuivre, très oxydée à parois verticales, lèvre à ourlet. Sur une face externe une excroissance en fer rouillé paraît être le point d'insertion du manche absent (fig. 1).

N° 13 : Petite coupelle en plomb, d'usage indéterminé (fig. 1).

N° 14 : Deux pieds de verre paraissant d'époque récente.

Par ailleurs, le propriétaire expose dans son salon les plus belles pièces, qui sont :

- un vase intact large et pansu, à deux anses, décoré de lignes verticales et sineuses de couleur ocre (fig. 9) ;
- un vase large sphéroïdal à trois anses et à bec ovalaire proéminent ; le fond manque en partie (fig. 10) ;
- quatre pichets intacts, rangés par rang de taille sur l'étagère du devant de cheminée. Ils sont décorés de bandes verticales de vernis jaune séparées et portent des dessins en bandes verticales foncées, accostées de gros points (fig. 9).

En conclusion, on peut se demander à quelle époque ces poteries étaient en usage. Ce qui augmente la difficulté du classement c'est qu'à tout moment on a fabriqué des récipients de toutes les qualités, en pâte friable ou en pâte dure et les formes primitives ont subi des transformations suivant le temps et les lieux. Puisque nous ne sommes pas en mesure d'en opérer un classement définitif, nous nous bornerons à leur donner une datation provisoire qui s'échelonne du xiv^e au xviii^e siècle. Un certain nombre de ces poteries ont été observées lors des fouilles de Saint-Christoly et de la rue Arnaud-Miqueu à Bordeaux.

Bibliographie :

- CROCHET (H.), « Fouilles de sauvetage rue Arnaud-Miqueu ». *Société Archéologique de Bordeaux*, 1978, t. LXX, pl. VI.
- DE SAINT-VENANT (Y.), *Vases à bec. Etude de géographie céramique*. Extrait du *Bulletin monumental*, 1899.
- Bordeaux Saint-Christoly. Sauvetage archéologique et histoire urbaine*. Hôtel de ville de Bordeaux, décembre 1982- janvier 1983.

LES RECUEILS DE DESSINS DE JACQUES GASTAMBIDE (1759-1839), ARCHITECTE BORDELAIS *

par Jean-Pierre MOUILLESEUX

« Arrivé enfin à l'an 1834, je marche à grands pas vers le terme de ma carrière : j'emploie ces derniers momens (*sic*) à revoir quelques une (*sic*) de ces feuilles qui m'ont aidé à franchir l'espace qui me séparait de ma 76^e année¹. » C'est un architecte bordelais, Jacques Gastambide, qui s'exprime dans les marges d'un de ses dessins qu'il regroupe et annote à la fin de sa vie. Jusqu'à une récente exposition organisée par les Archives municipales de Bordeaux², ces dessins n'étaient guère connus des historiens et, la carrière bordelaise de Gastambide ayant été courte et plus fertile en projets qu'en réalisations, on comprend que ce nom soit à peine cité. Les documents autobiographiques du xviii^e siècle sont assez rares à Bordeaux pour que les deux recueils conservés aux Archives municipales méritent d'être aujourd'hui publiés intégralement pour le texte. Toute proportion gardée, on peut évoquer la démarche d'un Jean-Jacques Lequeu rassemblant, dans des albums transmis à la Bibliothèque nationale, ses dessins accompagnés d'un discours original et abondant³. Le néo-classicisme est aujourd'hui présent dans la mode comme dans l'histoire de l'art, et l'on voudrait, en dépit des travaux pionniers de Paul Courteault et de François Georges Pariset, affirmer un « style bordelais » qui ne tiendrait pas compte des relations étroites avec Paris ou le milieu international... C'est pourtant dans cette perspective que s'inscrit l'œuvre d'architectes bordelais rattachés aux courants culturels de leur temps comme Louis Combes, le camarade doué de Gastambide, J.-B. Dufart, Pierre Clochar, Arnaud Corcelle, bientôt Alexandre Poitevin. N'oublions pas que certains sont allés se former à Paris ou à Rome, ni que l'on connaissait à Bordeaux traités et projets gravés dont l'influence est évidente dans les dessins que nous présentons.

Gastambide est né en 1759, d'une famille de petits commerçants d'origine basque, installée à Bordeaux⁴. On connaît mal sa première formation, mais il semble qu'il faille éliminer tout lien avec ce « Jacques Gastanville », compagnon et apprenti de ville, reçu maître-architecte en 1776,

* Cette étude doit beaucoup à l'aide amicale de M. Jean-Paul Avisseau, conservateur des Archives municipales de Bordeaux, ainsi que de ses collaboratrices M^{mes} Du Vignau et Saux. Nous tenons à exprimer notre gratitude au professeur Paul Roudié qui nous a encouragé à publier *in extenso* les textes de Gastambide.

1. Le texte intégral figure en annexe (cat. 14).

2. *Les architectes bordelais et le néo-classicisme, 1770-1850*, Archives municipales de Bordeaux, 1970, préface de F.-G. PARISSET, catalogue par J.-P. MOUILLESEUX.

3. Sur Lequeu, en attendant la parution de l'ouvrage de Ph. DUBOY, on consultera son article « Documenti e testi inediti di J.-J. Lequeu », *Il piccolo Hans*, 10, avril-juin 1976.

4. Le 19 octobre 1759 est né Jean (*sic*) Gastambide, fils de Pierre G., marchand graisseux, et de Anne Raulet, habitant paroisse Saint-Michel ; le baptême eut lieu le 21 à Saint-André (Arch. mun., GG 110). Un frère, portant le prénom de Jacques, était né le 18 novembre 1755 (*idem*, GG 106), mais l'âge de l'architecte mentionné dans ses actes de mariage ou de décès, correspond bien à 1759 comme année de la naissance. A propos du milieu des Gastambide, relevons que la mère de l'architecte a été peinte en 1785 par Roques, le directeur de l'Académie de peinture de Toulouse (le portrait est reproduit dans le catalogue de l'exposition *Vingt ans d'acquisition du Musée des Augustins de Toulouse*, 1969, n° 25).

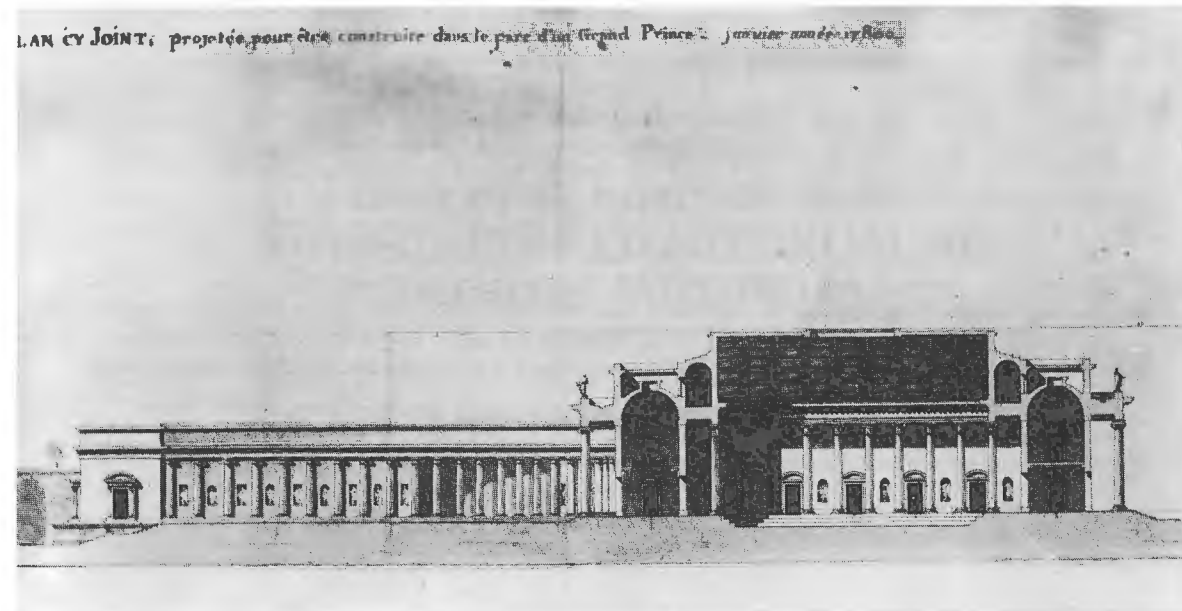


FIG. 1. — Maison de plaisance pour un grand prince, 1780 (cat. 4).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)



FIG. 2. — Pavillon pour servir de rendez-vous de chasse (cat. 6).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

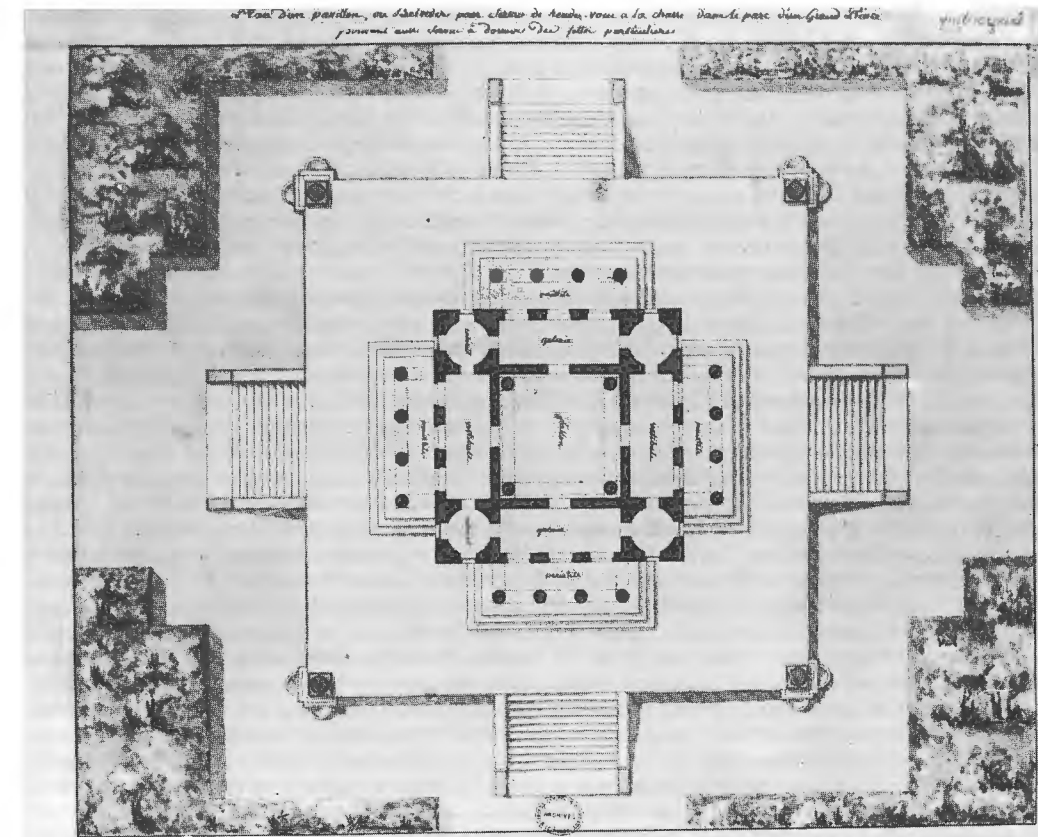


FIG. 3. — Pavillon pour servir de rendez-vous de chasse (cat. 5).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)



FIG. 4. — Copie du Temple des arts de Hélin (cat. 9).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

et qui est dit alors connu depuis plusieurs années⁵. Il est sûr que Gastambide a suivi les cours de l'Ecole de dessin de l'Académie royale de peinture, sculpture et architecture civile et navale de Bordeaux. Lui-même évoque « ces lambris où je reçus (...) les premiers préceptes de l'art⁶ ». Il parle de voyages à Paris, rappelant qu'à son retour, il voulut dessiner d'après le modèle vivant, louant avec des camarades un modèle qui posa chez lui pendant plus d'un an (cette initiative lui aurait valu l'hostilité de quelques académiciens, jaloux de leur monopole d'enseignement)⁷. Gastambide a probablement eu comme maîtres bordelais Lartigue et Bonfin, alors recteur de l'Académie, et comme condisciple Combes, auquel il ne manqua pas d'écrire lorsque ce dernier, lauréat du Grand prix d'architecture, était Pensionnaire du roi à Rome⁸. Les plus anciens dessins datés de Gastambide sont à mettre en rapport avec ses études⁹. Le *Projet de maison de plaisance destinée au parc d'un grand prince* (cat. 1 à 4) porte la date de janvier 1780¹⁰ et son programme est proche de ces sujets de concours académiques intitulés *Riche maison de campagne*, comme ceux des prix d'émulation de 1773 et de 1779 à l'Académie d'architecture de Paris. C'est la villa romaine, telle qu'elle hante l'imaginaire architectural à la suite des descriptions de Pliny le Jeune, qui a inspiré le parti d'ensemble dont le traitement formel et décoratif demeure un peu sec et maladroit. Outre l'emploi de l'ordre colossal (à l'intérieur comme à l'extérieur), et l'animation des parois par des niches à statues, on remarquera le salon central formant un atrium corinthien voûté à caissons et dont le sol est en contrebas, à la façon de l'impluvium. La même sécheresse de formes s'exprime dans le *Projet d'un pavillon ou belvédère pour servir de rendez-vous de chasse* (cat. 5 et 6)¹¹. La géométrie des volumes et des éléments de ce petit édifice cubique, couvert d'un dôme, et précédé sur chaque face d'un porche à colonnes ioniques, évoque la villa Rotonda à Vicence. Pour évidente, la leçon de Palladio, revue et corrigée au moins à travers les gravures, est néanmoins affaiblie par un côté systématique et, si les frontons sont omis au profit d'entablements, l'aspect général est loin d'avoir l'austère grandeur des demeures palladiennes de Ledoux, ni des projets de Combes, qui bâtit plus tard Château Margaux¹². Le dessin même de Gastambide met en scène cette fabrique de jardin au milieu de frondaisons, comme un décor de théâtre. Jusqu'en 1786, aucun projet académique ne semble avoir été conservé, l'architecte ayant réalisé des travaux de commande, nous le verrons. Le 26 février 1786, il prononça devant l'Académie des arts un discours pour son agrément, évoquant son ami Combes, de retour d'Italie et agréé la veille¹³. Pour être ensuite reçu académicien, Gastambide prépara un projet de Musée, et c'est en rapport avec ce projet qu'il exécuta la *Copie du Temple des arts de M. Hélin, membre de l'Académie royale d'architecture* (cat. 8 et 9). Il s'agit du Grand prix remporté en 1754 par Pierre Louis Hélin, camarade de Victor Louis à Rome et comme lui élève de Lorient¹⁴. Le programme veut rassembler les trois arts : peinture, sculpture et architecture ; il revient avec fréquence dans les sujets de concours, depuis le célèbre dessin de G.P.M. Dumont, *Temple des arts*, présenté en 1746 à l'Académie de Saint-Luc à Rome et gravé, jusqu'au *Palais des Académies*, Grand prix remporté par Charles Percier en 1786¹⁵. Dans ses commentaires,

5. C'est par erreur qu'on a écrit que Gastambide était le fils de ce maître-maçon (Ch. MARIONNEAU, *Les salons bordelais ou expositions des Beaux-arts à Bordeaux au XVIII^e siècle*, Bordeaux, 1884, p. 148). Les textes du morceau de réception de « Gastanville » ont été transcrits dans notre travail d'études et de recherches dactylographié, *Recherches sur l'activité du bâtiment au XVIII^e siècle à Bordeaux*, Faculté des lettres à Bordeaux, 1969, II, p. 23-24.

6. Bibliothèque municipale de Bordeaux, *Papiers de l'Académie des arts*, Ms. 1234, 26 février 1786.

7. Cat. 11.

8. Le 12 août 1783, il écrit à Combes alors à Naples ; le 1^{er} juin 1784, nouvelle lettre à Combes en Italie (Bib. mun., Delpit carton XXIII, notes biographiques, série A, Combes).

9. Les dessins des deux recueils ont été séparés ; nous avons essayé de les regrouper logiquement dans notre analyse et dans le catalogue en annexe. Gastambide déclare commencer son album avec des projets remontant à 1777, mais aucun dessin ne porte cette date.

10. Ne retrouvant pas le plan original à son retour en 1839, Gastambide l'a refait en se servant d'une esquisse (cat. 2).

11. Nous avons présenté ce dessin à plusieurs expositions : *Les architectes bordelais et le néo-classicisme* (...), 1970, exposition citée *supra*, n° 21, reproduit dans le catalogue ; *Bordeaux 2000 ans d'histoire*, Bordeaux, Musée d'Aquitaine, 1971, n° 356 ; *L'influence de Palladio sur les conceptions architecturales françaises du XVIII^e siècle au XIX^e siècle*, Paris, Hôtel de Sully, 1975, n° 44 (élévation) reproduit et n° 45 ; *Palladio : la sua eredità nel mondo*, Vicence, Basilica, 1980, p. 214, n° 1.

12. Sur ce sujet voir notre article « A la recherche de l'influence palladienne à Bordeaux et dans le Sud-Ouest », *Les Monuments historiques de la France*, 1975, 2, p. 66-73. En dépit de ce titre prudent, on a récemment voulu parler de « Palladio à Bordeaux », ce qui laisserait à penser qu'il y aurait une relation directe (?) entre l'architecte humaniste vénitien et le lointain Bordelais ! Si ce n'est pas le cas, il faut se garder de tout révisionnisme réduisant l'architecture bordelaise à un phénomène local. A Bordeaux, comme dans d'autres villes, des architectes cultivés expriment une relation culturelle à l'œuvre de Palladio portant sur la typologie et le parti des édifices et leur insertion dans le site plus que sur la citation d'éléments formels isolés.

13. *Papiers de l'Académie des arts* (voir *supra*, note 6), fol. 223-226.

14. M. GALLET, « P.-L. Hélin », *Art de France*, 1963, p. 187-194.

15. Le dessin de Dumont a inspiré celui de Hélin ; sur ce dessin voir le catalogue de l'exposition *Piranèse et les Français 1740-1790*, Rome-Dijon-Paris, 1976, n° 71. Citons aussi un *Projet de Temple pour les trois arts*

Gastambide note l'intérêt du vocabulaire architectonique mais critique la décoration et s'élève de façon générale contre les « prodigalités d'ornemens », ce qui reflète la leçon de l'abbé Laugier partant en guerre contre les « quolidichets » dans son *Essai* de 1753¹⁶. Plus sévère est la critique contre le plan triangulaire qualifié de « compliqué », marque du goût qui « régna longtemps dans la mauvaise école française » avant l'enseignement de Julien David Leroy. Célèbre pour son voyage en Grèce dont il publia les monuments en 1758, Leroy devint, à la suite de J.-F. Blondel, le pédagogue qui allait marquer une génération d'architectes néo-classiques à l'Académie d'architecture¹⁷. L'importance attribuée à Leroy par Gastambide, qui a peut-être été son élève à Paris, comme un autre bordelais Pierre Clochar, est même un cliché de la critique contemporaine¹⁸. Membre agréé, Gastambide a le droit de figurer à l'exposition organisée dans le palais de la Bourse en 1786 par l'Académie des arts de Bordeaux. Il y envoie six vues d'après les monuments antiques et modernes¹⁹, et un critique lui reproche d'« ignorer presque absolument les règles de la perspective » et d'« avoir l'esprit bien disposé à la tristesse, pour ne s'occuper que de prisons et de tombeaux²⁰ ». Même si la personnalité de l'architecte apparaît à travers ses écrits et ceux de ses amis comme assez mélancolique, on soulignera ici l'émergence chez les jeunes architectes provinciaux du courant piranésien français. Pour son morceau de réception à l'Académie des arts, Gastambide conçoit un projet de *Musée*, dont l'esquisse est conservée (cat. 11), ainsi qu'un important dossier inédit des Papiers de l'Académie²¹. On peut y suivre les péripéties d'une candidature, et apprécier le discours architectural et la critique pédagogique à Bordeaux. Dans son *Mémoire* du 22 décembre 1787, Gastambide définit son *Musée* comme « un monument public (...), un lieu d'étude et d'encouragement²² », et propose de le situer sur une place semi-circulaire (la place Rodesse qu'il projeta en 1784, voir plus loin), dans le nouveau quartier des terrains de l'Archevêché²³. Neuf pavillons ou écoles, reliés entre eux par des galeries-« salles d'exercices », forment un large demi cercle. Au centre, sur une butte, la salle de réunion commune à tous les arts, ou *Temple d'Apolon*, vivante allusion au Parnasse. Comme sur les projets de fêtes des années 1740-1750 à Rome, l'édifice classique à colonnes contraste avec l'aspect sauvage du soubassement. S'ouvrant par une grotte, cette « montagne » abriterait « ateliers et fourneaux pour la physique et la chimie, et dans certaines parties, livrant la nature à elle-même, [on] chercherait à la faire opérer et à la prendre sur le fait²⁴ ». Réunissant la théorie sensible de l'architecture, « poésie muette » à une symbolique ésotérique, Gastambide exalte la forme circulaire de son temple, comme « la plus douce à la vue, elle inspire à l'âme un charme inexprimable²⁵ ». Dans le commentaire qu'il rédige beaucoup plus tard dans la marge de son dessin, il fait état de l'hostilité de certains académiciens. Peut-être faut-il évoquer le rôle du puissant Lhôte, très concerné par les lotissements nouveaux et qui s'éleva également (mais en vain) en 1788 contre le projet du collège pour l'Académie des arts de Combes. En effet, le 21 janvier 1788, une nouvelle esquisse est refusée, le projet manquant cette fois de grandeur, l'élévation serait trop sévère, enfin la voûte sphérique de la salle publique, supportée par des colonnes isolées « apparut d'une exécution impraticable²⁶ ». Dernier reproche, le jury trouve « quelque ressemblance avec des projets connus ». Nouvel examen et nouveau refus le 29 mars 1788 évoquant même la source d'inspiration de Gastambide : « un projet gravé et très connu (Recueil des Œuvres de M. Peyre architecte)²⁷ ». Gastambide ne sera pas acadé-

dédié à Marigny, attribué à Rousseau par M. MOSSER et D. RABREAU, « L'Académie royale et l'enseignement de l'architecture au XVIII^e siècle », *Archives de l'architecture moderne*, n° 25, 1983, fig. 1.

16. Voir W. HERRMANN, *Laugier and Eighteenth Century French Theory*, Londres, 1962.

17. Leroy est nommé professeur titulaire en 1774 ; Gastambide écrit : « Cette heureuse révolution en architecture ne remonte guère avant 1775 » (cat. 8). Voir également D. WIEBENSON, *Sources of Greek Revival Architecture*, Londres, 1969.

18. On comparera la phrase de Gastambide (cat. 8) à celle du théoricien Durand, « l'architecture doit en grande partie (à Leroy) sa restauration », citée par W. SZAMBIEN, *Jean Nicolas Louis Durand 1760-1834. De l'imitation à la norme*, Paris, 1984, p. 24.

19. Nos 73 à 78 du livret publié par MARIONNEAU (*op. cit.*, *supra* note 5), p. 80 ; au même salon figuraient entre autres des dessins de Combes d'après des monuments antiques de Rome (nos 65-67) et plusieurs dessins de J.-C. Delafosse, architecte et décorateur parisien, un des plus inventifs du « style Louis XVI » (n° 68).

20. « Troisième lettre sur le salon de 1787, par M. D... », *Journal de Guienne*, 9 septembre 1787, publiée par MARIONNEAU, *op. cit.*, p. 90-91.

21. Nous donnons ici quelques extraits du dossier conservé dans les *Papiers de l'Académie des arts* afin d'éclairer le texte du recueil de Gastambide. L'Académie des arts était abritée dans les locaux vétustes de l'ancien Collège de Guienne. Le *Morceau de réception* de Combes était accroché dans la salle d'architecture (J. MARCHAND, « Le voyage de François-Jacques-Delannoy à Bordeaux (août 1790) », *Revue historique de Bordeaux* (...), janvier-décembre 1944, p. 35).

22. *Papiers de l'Académie des arts*, fol. 333.

23. *Idem*.

24. *Idem*, fol. 337 verso.

25. *Idem* ; cf. la phrase d'E.L. BOULLÉE dans son *Essai sur l'art* : « Les corps circulaires nous sont agréables par la douceur de leurs contours » (fol. 54).

26. *Papiers de l'Académie des arts*, fol. 359-361.

27. *Idem*, fol. 431-442 ; les *Œuvres d'architecture de M.-J. Peyre*, recueil de gravures paru à Paris en 1765, ont constitué un « véritable manuel du néo-classicisme français ». On comparera également avec le *Projet de Muséum* proposé en 1787 par Dubreuil au concours de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées.

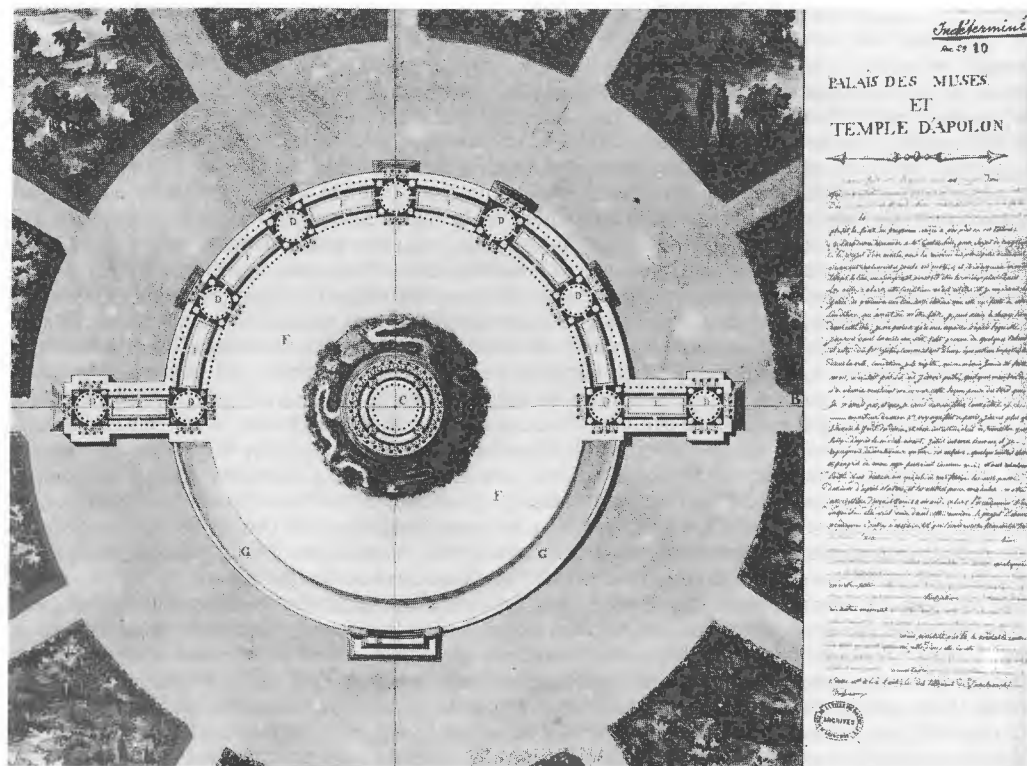


FIG. 5. — Palais des Muses et Temple d'Apollon (cat. 11).
(Cliché Archives municipales, Bordeaux.)

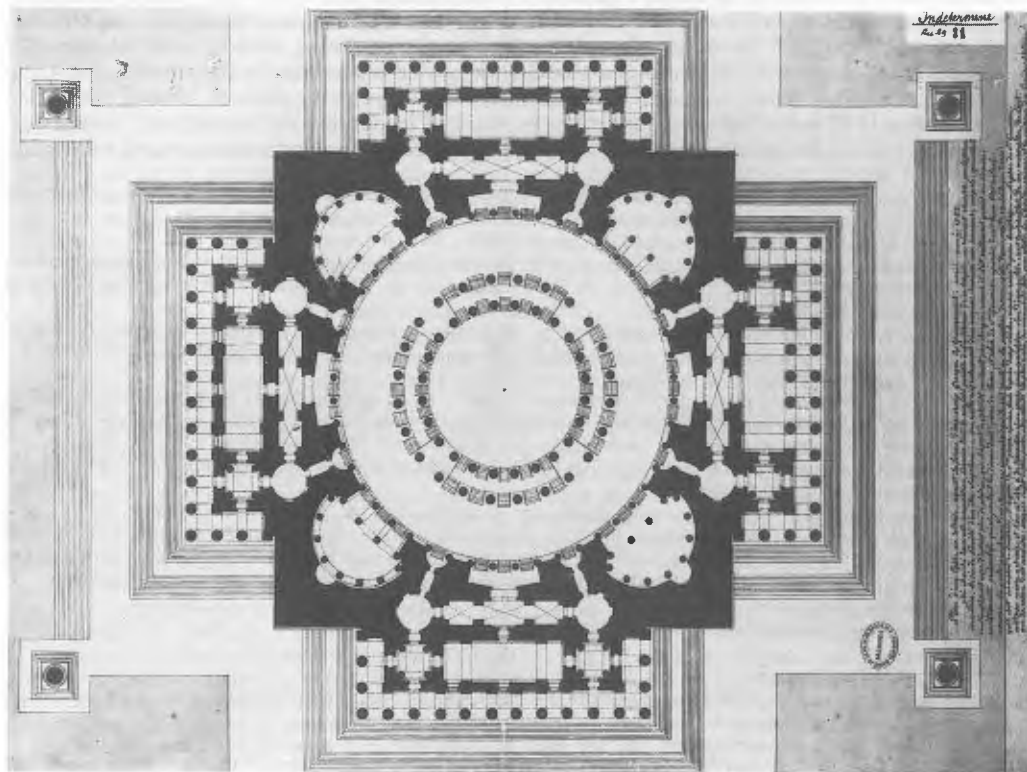


FIG. 6. — Plan d'une église en rotonde, 1788 (cat. 12).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

micien, mais il se peut qu'il ait continué à dessiner des projets académiques. Ainsi le *Plan d'une église en rotonde ayant la forme d'une croix grecque extérieurement* (cat. 12), daté d'avril 1788, où il est hanté comme beaucoup de ses contemporains par le temple rond à coupole, et qui reflète la vive polémique née à propos de la construction par Soufflot et ses successeurs de l'église Sainte-Geneviève (l'actuel Panthéon de Paris)²⁸.

En janvier 1787, Gastambide dessinait un *Projet de Collège des lois* (cat. 13 à 15) pour remplacer le vieux collège situé près de la Porte Basse²⁹. Reprenant son plan en 1834, l'architecte rappelle avec émotion le souvenir de ceux qui l'engagèrent à concevoir ce projet à la veille de la Révolution, et dont certains sont demeurés célèbres dans l'histoire des Girondins : le Procureur général Dudon, les avocats Lumière, Devignes, Grangeneuve, Guadet, Vergniaud, Gensonné... La plupart, nous apprend-il, étaient membres de la Loge des avocats qui commanda le projet (on sait que Gastambide était membre de la Loge de l'*Harmonie*, créée à Bordeaux par Lumière, loge qui comptait de nombreux avocats dans ses rangs³⁰). Le collège devait comporter au centre une vaste salle d'audience à coupole percée d'un oculus et reposant sur une rotonde de colonnes ioniques, et deux salles d'école pour le droit romain et le droit français. Les parties supérieures sont ornées de caissons à rosaces, de guirlandes, de rinceaux et de bustes : Cicéron, Caton, Horace et César (droit romain), Voltaire et Rousseau (droit français), et Ausone, Paulin, Montaigne et Montesquieu, illustres bordelais dans la salle principale. Le parti n'est guère fonctionnel ni inspiré au regard de l'Ecole de chirurgie de Paris, ou du *Projet de Collège* de Combes, plus logique et plus rigoureux.³¹

Un autre projet d'architecture publique est resté à l'état de dessin : il s'agit d'une *Grande salle des fêtes* (cat. 16 et 17) conçue en 1788 pour le retour des parlementaires exilés à Libourne³². Le long commentaire de Gastambide témoigne bien de l'agitation prérévolutionnaire qui régnait alors. Il nous apprend que son idée ne fut pas réalisée, la ville ayant décidé d'utiliser une salle de fêtes installée au Manège royal du Jardin public à l'occasion de la visite de la duchesse de Bourbon, salle conçue par J.B. Dufart³³. Le plan de Gastambide s'organise en longueur : un porche à colonnes, une longue salle de bal flanquée de dégagements, et, au fond, un petit théâtre. La coupe dessinée montre l'emploi de la travée inspirée des Thermes d'Agrippa, ornée de niches, médaillons et de rostres. La partie supérieure des baies devait servir de tribunes. Cet exemple d'architecture provisoire, peu connue à Bordeaux, est proche des salles édifiées, en 1782 à Paris par Moreau-Desproux et pour la cour par P.A. Pâris³⁴. Gastambide modifia ses dessins en février et octobre 1788, proposant à la ville une salle pour recevoir dignement les visiteurs de haut rang (cat. 18 et 19).

Les recueils gardent trace d'une activité (plus lucrative il est vrai que le dessin) qui l'occupa dès 1780 : le lotissement des terrains de l'Archevêché, l'associant à la plus importante entreprise immobilière de la ville. La vente des terrains, assurée par une compagnie de promoteurs dirigée par Rodesse, l'homme d'affaires de l'archevêque Mériadeck de Rohan, devait permettre de financer la reconstruction du Palais archiépiscopal confiée à Bonfin. Tracés de voirie, relevés, plans de distribution ont occupé Gastambide qui figurait comme nombre de ses confrères (Burguet, Béraud, Godefroy, Sabarot, Brothier, Tourfaire, Bayle...) parmi les acquéreurs de parcelles (cat. 20 à 26)³⁵. Il est probable qu'il a espéré faire fortune dans l'opération, et que l'arrêt de la compagnie et son échec à l'Académie l'ont déterminé à quitter Bordeaux. Deux places étaient prévues dans le nouveau quartier, l'une d'elles, circulaire, devait porter le nom de Rodesse. Gastambide a laissé un *Projet de place Rodesse* (cat. 27 à 29) daté de septembre 1784³⁶. Au centre de la place radio-concentrique, une fontaine est surmontée d'un obélisque dédié au successeur de Mgr de Rohan, Champion de Cicé. La place elle-même est formée de huit îlots dont la façade à programme développe au

28. Sur ce débat, consulter le récent catalogue de l'exposition *Soufflot et son temps*, Paris et Lyon, 1980, en particulier p. 158-166 ; Combes est l'auteur de *Réflexions sur les temples antiques et modernes de Rome et analyse de l'église Saint-Pierre* lues à l'Académie des arts (Arch. mun., Ms. 48/5).

29. La coupe (cat. 15) a figuré à l'exposition de 1970 (n° 42) et à celle de 1971 (n° 357), références *supra*, note 11.

30. Voir Johel COUTURA, *La Franc-maçonnerie à Bordeaux XVIII^e-XIX^e siècles*, Marseille, 1978 ; l'auteur, que nous remercions, a bien voulu nous confirmer l'appartenance de Gastambide à l'*Harmonie*.

31. Reproduit par F.-G. PARISET, « L'architecte Combes », *Revue historique de Bordeaux (...)*, année 1973, p. 33.

32. Ce retour eut lieu le 20 octobre 1788.

33. « Cette salle d'une très grande dimension fit honneur à M. Baffart qui en fut l'architecte » (cat. 16) ; nous proposons de lire Dufart, qui édifia en 1791 l'*Autel de la patrie* au Jardin public.

34. Voir A. Ch. GRUBER, *Les grandes fêtes et leurs décors à l'époque de Louis XVI*, Genève-Paris, 1972, fig. 76, 85, 86.

35. Le Fonds Rodesse aux Archives municipales conserve les paiements à l'ordre de Gastambide. On lit sur un plan (cat. 24) son nom sur plusieurs lots. Philippe Maffre nous a signalé des façades, près de la rue Georges-Bonnac, qu'il pense attribuer à Gastambide.

36. Le dessin a figuré aux expositions de Bordeaux, en 1970 (n° 14, reproduit) et en 1971 (n° 338), et de Paris, en 1975 (section Orangerie n° 1), citées *supra* note 11.

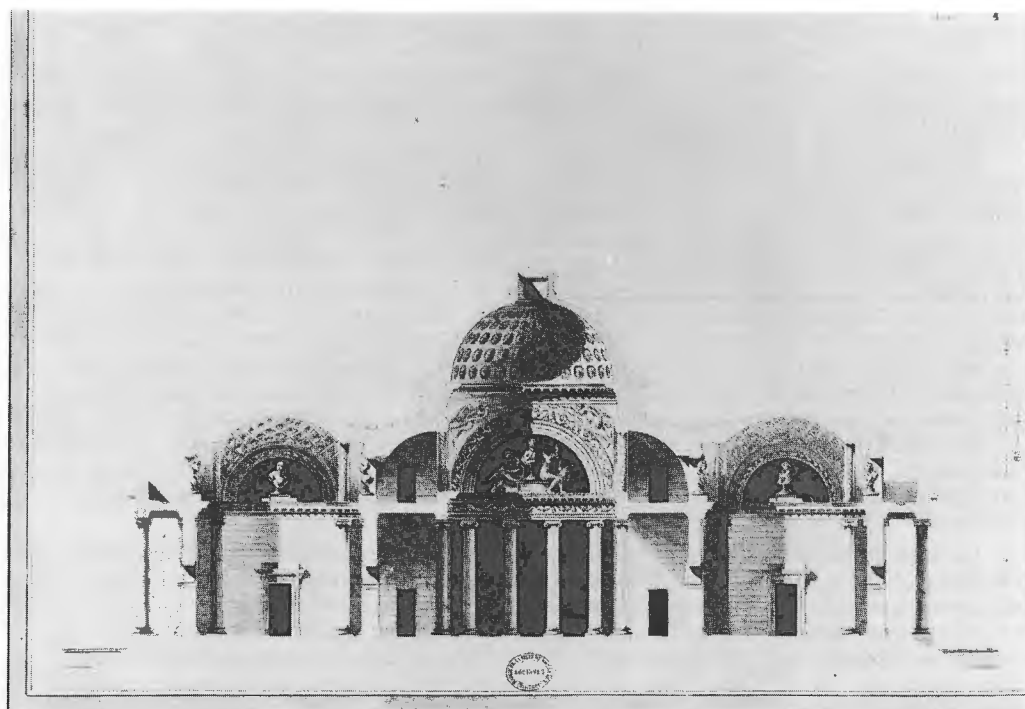


FIG. 7. — Coupe d'un Collège des lois, 1787 (cat. 15).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

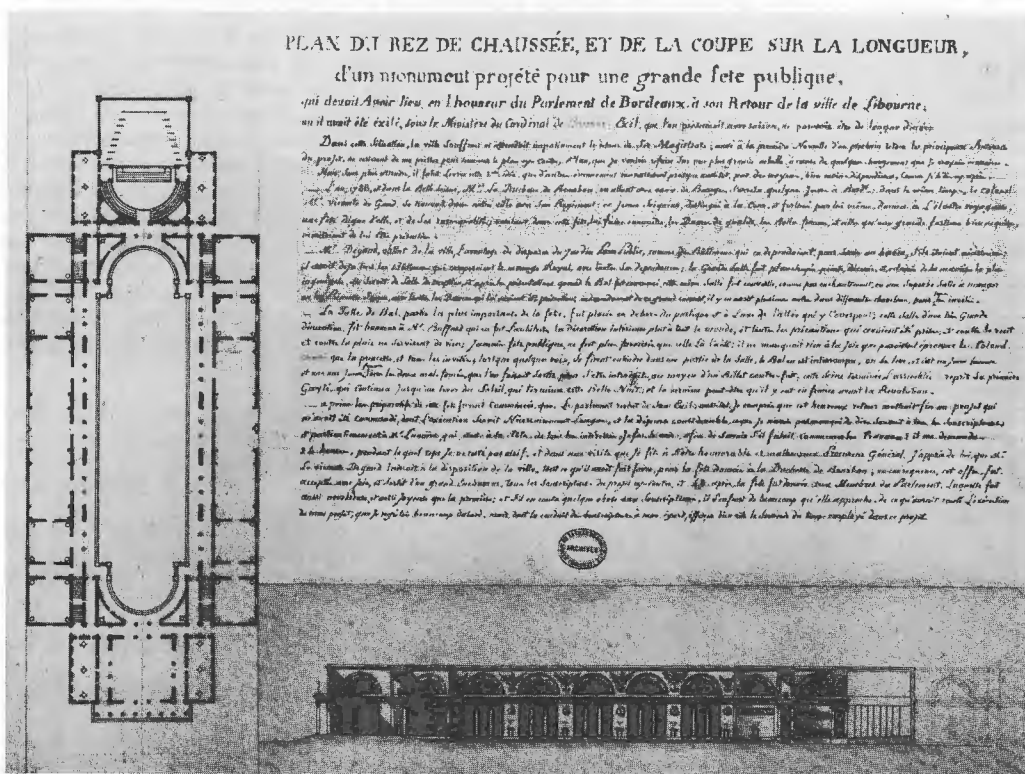


FIG. 8. — Plan d'une salle des fêtes, 1788 (cat. 16).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

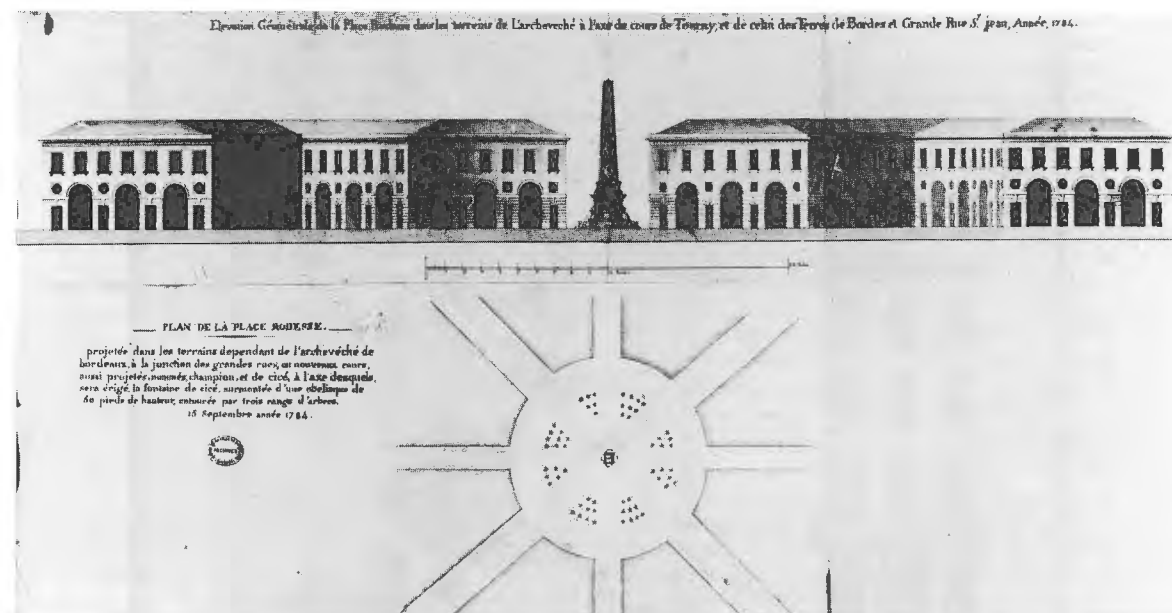


FIG. 9. — Projet pour la place Rodesse, 1784 (cat. 27).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

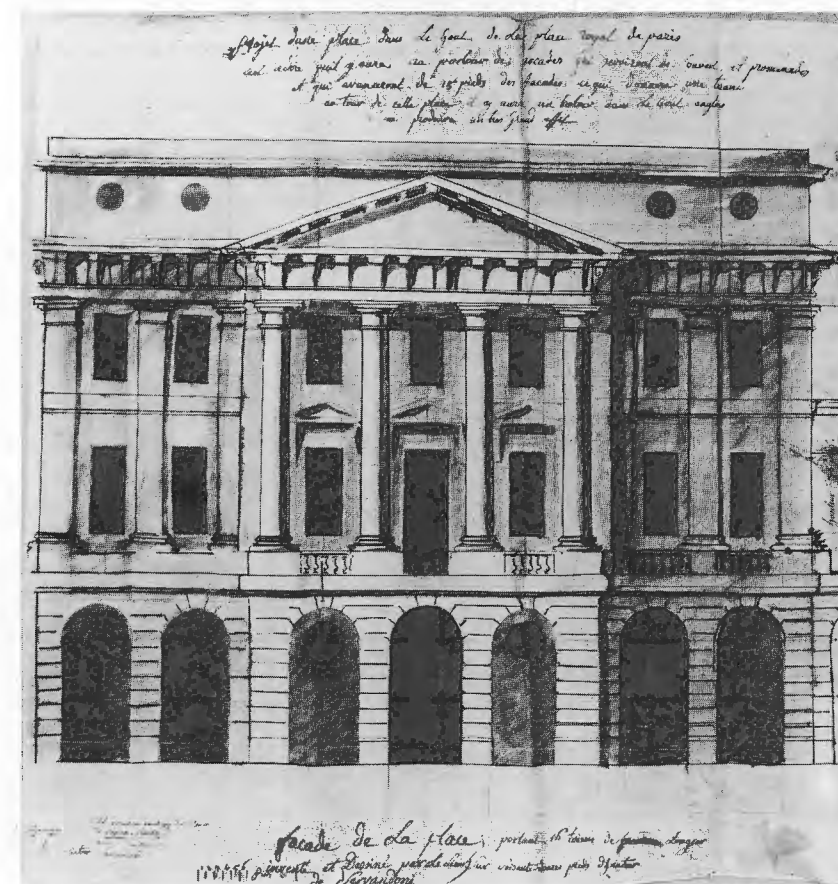


FIG. 10. — Dessin de J.R. Servandoni pour la place Rodesse, 1783.
(Photo Inventaire général Aquitaine, MM. Chabot et Dubau.)

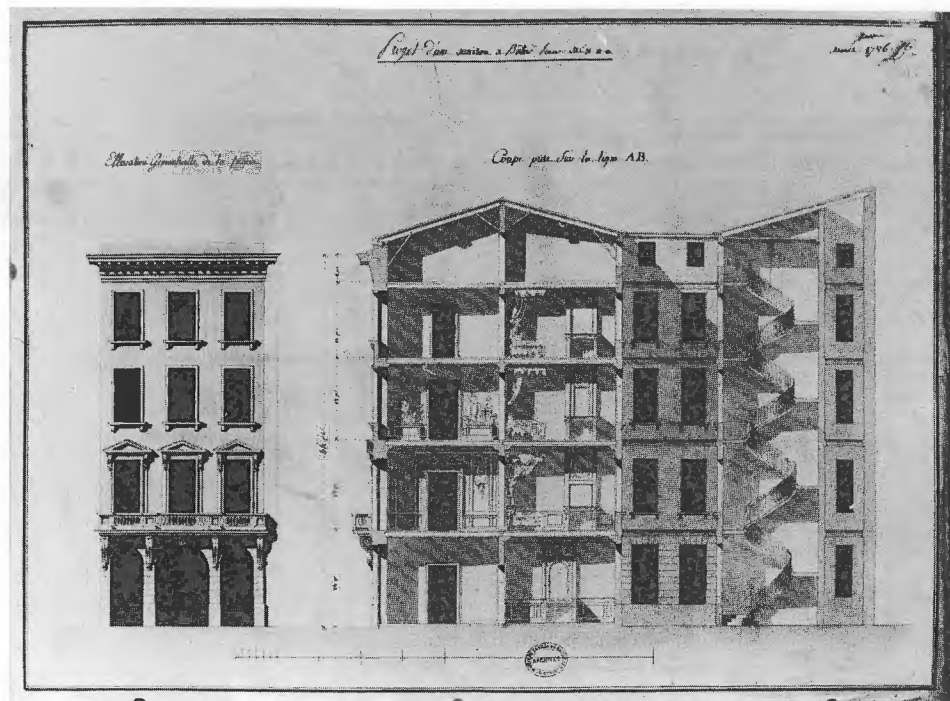


FIG. 11. — Projet de maison, 1786 (cat. 33).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

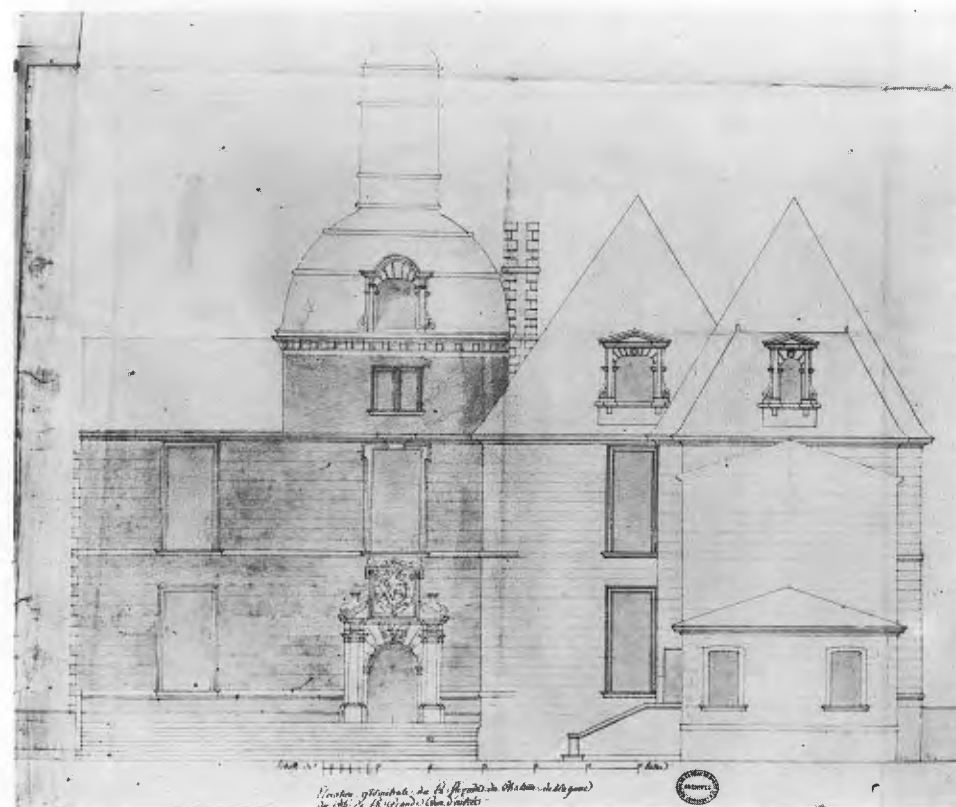


FIG. 12. — Relevé de la façade du château de Blaignac (cat. 42).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

rez-de-chaussée une série d'ouvertures en serlienne. Cette répétition, malgré sa sécheresse, rappelle le rythme des galeries de la Basilica de Vicence ; et c'est sur cette place, on l'a vu, que Gastambide proposa d'implanter son projet de *Musée*. Il est intéressant de comparer ce dessin au projet antérieur de Jean-Raphaël Servandoni, qui proposait en 1783 une série d'immeubles comportant un avant-corps central à fronton et colonnes sur deux étages au-dessus d'un rez-de-chaussée d'arcades à refends³⁷. Comme le souligne la légende du dessin l'aspect général s'inspire de la place Louis XV de Gabriel à Paris, même si les proportions manquent de noblesse et si le traitement graphique est grossier. A défaut d'une création de qualité, l'architecte offre des solutions rares dans l'urbanisme bordelais : des arcades à couvert et un trottoir « dans le goût anglais ».

Gastambide a laissé plusieurs projets concernant des demeures bordelaises : un hôtel pour le baron de Montbadon, en 1781 (cat. 31), des aménagements à l'hôtel de Jacques Pelet d'Anglade, rue Porte Dijeaux en 1785 (cat. 32), et une maison bourgeoise pour M. Delort, Fossés des Tanneurs en 1786 (cat. 34). Ce dernier projet est à rapprocher d'un dessin daté de janvier 1786 (cat. 33), sorte d'exercice presque scolaire sur le thème de la demeure bordelaise, avec sa façade à trois travées, trois étages, un rez-de-chaussée à arcades, un balcon sur consoles et avec son plan en longueur, un corridor traversant la maison pour atteindre une cour et un escalier à rampe³⁸.

Parmi les dessins pour la campagne, distinguons d'abord les projets pour des châteaux, liés à la « clientèle » bordelaise de l'architecte. En premier lieu, celui-ci a travaillé pour le duc de Durfort-Civrac, relevant les façades du château de Blaignac, dans l'Entre-deux-Mers, proposant de conserver la construction du XVII^e siècle, en égalisant les combles et en créant une cour d'honneur par l'adjonction d'une aile parallèle au château vieux ; il prévoyait en outre, d'alimenter une fontaine par une machine hydraulique (cat. 39 à 43). En 1786, il dessina un *Projet de prisons pour la seigneurie du duc de Civrac à Branne* (cat. 44), sorte de monument en réduction, de plan massé, avec une salle d'audience centrale à coupole surbaissée et éclairée par le haut, sans aucun ornement³⁹. Gastambide était lié à Pierre-Jules Dudon, Procureur général, et il dessina pour sa baronnie de Boinet, en Agenais, une restructuration du château et de son site (cat. 45 et 46), organisant mieux l'espace du travail agricole (écuries, parc à vaches, parc à brebis...) ⁴⁰. Mais c'est pour le baron de Montbadon qu'il conçut à la fois un aménagement intérieur et une mise en valeur du vieux parc du château, situé au sommet d'une colline, dominant les vignes et les champs de blé. Le projet est caractéristique de la volonté de l'aristocratie de moderniser une partie de son patrimoine foncier, et de mieux équiper les exploitations rurales tout en améliorant le cadre de vie de la vieille demeure seigneuriale où l'on se rend l'été. Les restaurations envisagées devaient agrandir le château carré flanqué de tourelles⁴¹, et créer un décor de boiseries dans l'appartement du baron. Deux dessins d'exécution proposent d'orner le dessus de porte et celui de la cheminée de médaillons avec le profil d'Henri IV (qui revient assez fréquemment dans les programmes décoratifs de la fin de l'Ancien Régime), et celui d'une Minerve casquée (cat. 48). Les bâtiments d'exploitation devaient être modifiés afin de rendre la cour d'honneur distincte de la « cour rurale » ; un bosquet en fer à cheval ouvrant sur un potager à exèdres aurait apporté un air classique au château de Montbadon (cat. 49). Enfin deux projets de maisons de campagne terminent la collection des dessins bordelais. D'abord l'élévation et les plans de la *Maison de M. Couchonneau à Saint-Léon*, près de La Sauve-Majeure en 1786 (cat. 51) qui ont été réalisés⁴², et, en 1787, le *Projet de restauration de la maison de campagne de l'avocat Lumière* (cat. 52)⁴³. Gastambide envisageait d'habiller la façade existante, reliant les deux pavillons d'angle par une galerie formant terrasse au premier étage. On remarquera surtout l'emploi de six colonnes doriques sans base dans la galerie, influence du « Renouveau grec » qui fait alors fureur. Une fois encore, il faut évoquer une source que Gastambide

37. « Projets d'une place dans le goût de la place royale de Paris, c'est-à-dire qu'il y aura au pourtour des arcades qui serviront de couvert et promenades et qui avanceront de 15 pieds des façades, ce qui donnera une terrasse. Au tour de cette place il y aura un trottoir dans le goût anglois ce qui produira un très grand effet. » « Inventé et signé par le sieur Servandoni », dessin au lavis (0,70 x 0,60) joint à l'acte de vente des terrains de la place les 5 et 7 juillet 1783, conservé dans les minutes Chalu aux Archives départementales de la Gironde. M^{me} Avisseau a pu retrouver pour nous ce dessin inédit, signalé par J.-P. Poussou ; nous tenons à la remercier vivement. L'activité de Raphaël Servandoni, fils de l'architecte de Saint-Sulpice, est encore à étudier.

38. Cat. 33. Ce dessin a figuré aux expositions de Bordeaux en 1970 (n° 20), en 1971 (n° 260) et à celle que nous avons présentée au C.R.D.P. en 1973, avec le concours de Monique GRÉ, *La maison au XVIII^e siècle*. *Architecture et construction*, n° 94.

39. Dessin exposé à Bordeaux en 1970 (n° 51) et en 1975 (n° 355).

40. Voir également le *Projet de portails et grilles pour le château Treulon à Bruges*, appartenant à P.-J. Dudon (cat. 47).

41. Nous n'avons pas pu visiter l'intérieur du château.

42. Nous avons pu retrouver cette maison, dite « La Canadonne » grâce aux indications de Catherine Arminjon que nous tenons à remercier. Une étude sur cette demeure est en préparation.

43. Nous n'avons pu retrouver la maison de Lumière. Celui-ci possédait une maison et un domaine à Mérignac ainsi qu'une maison à Cadillac (M. MARION, *La vente des Biens nationaux pendant la Révolution (...)*, Paris, 1908, I, p. 158 et 590).

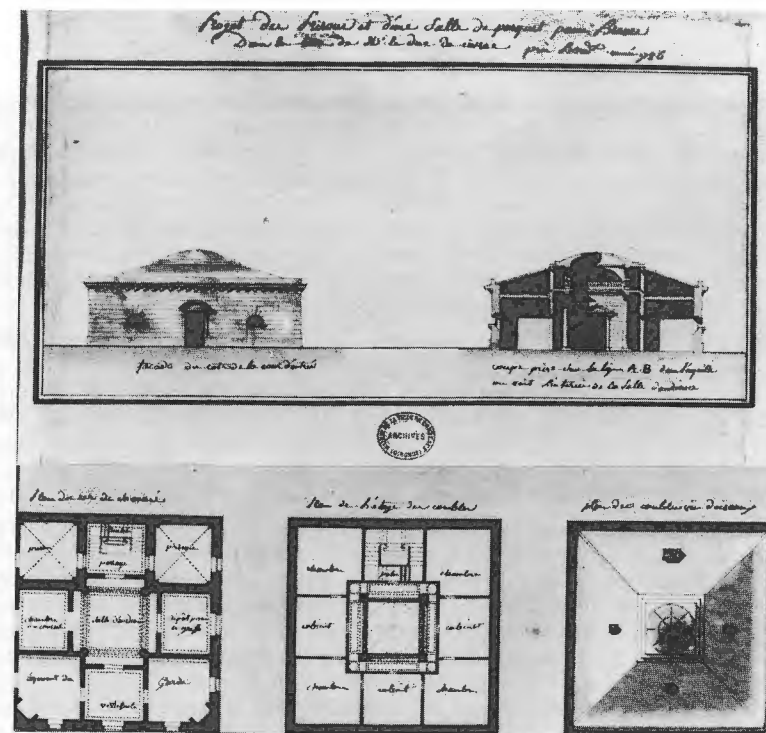


FIG. 13. — Projet de prison pour Branne, 1786 (cat. 44).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

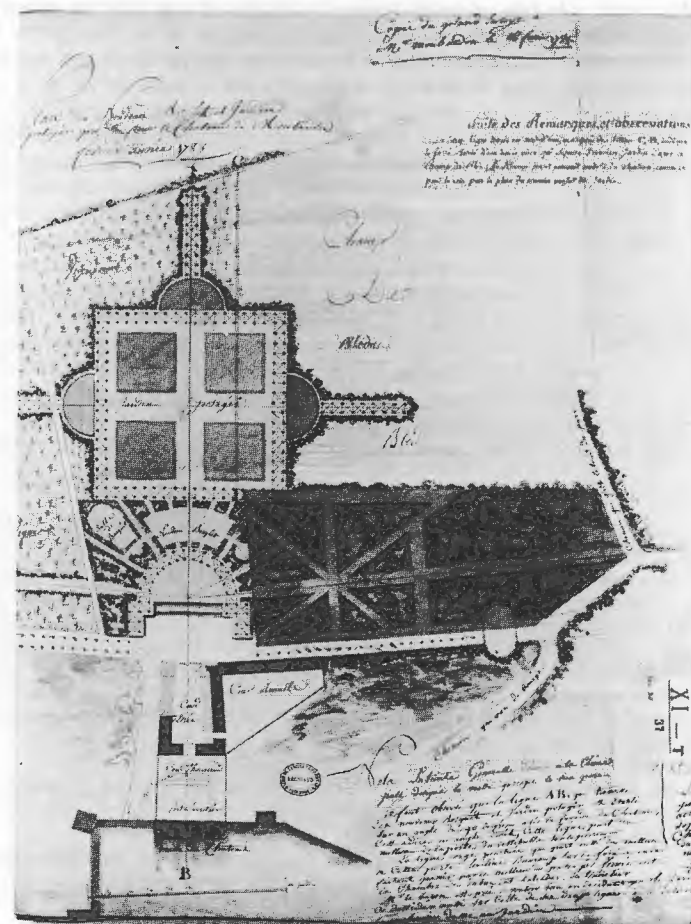


FIG. 14. — Projet d'un bosquet pour le château de Montbadon, 1788 (cat. 49).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

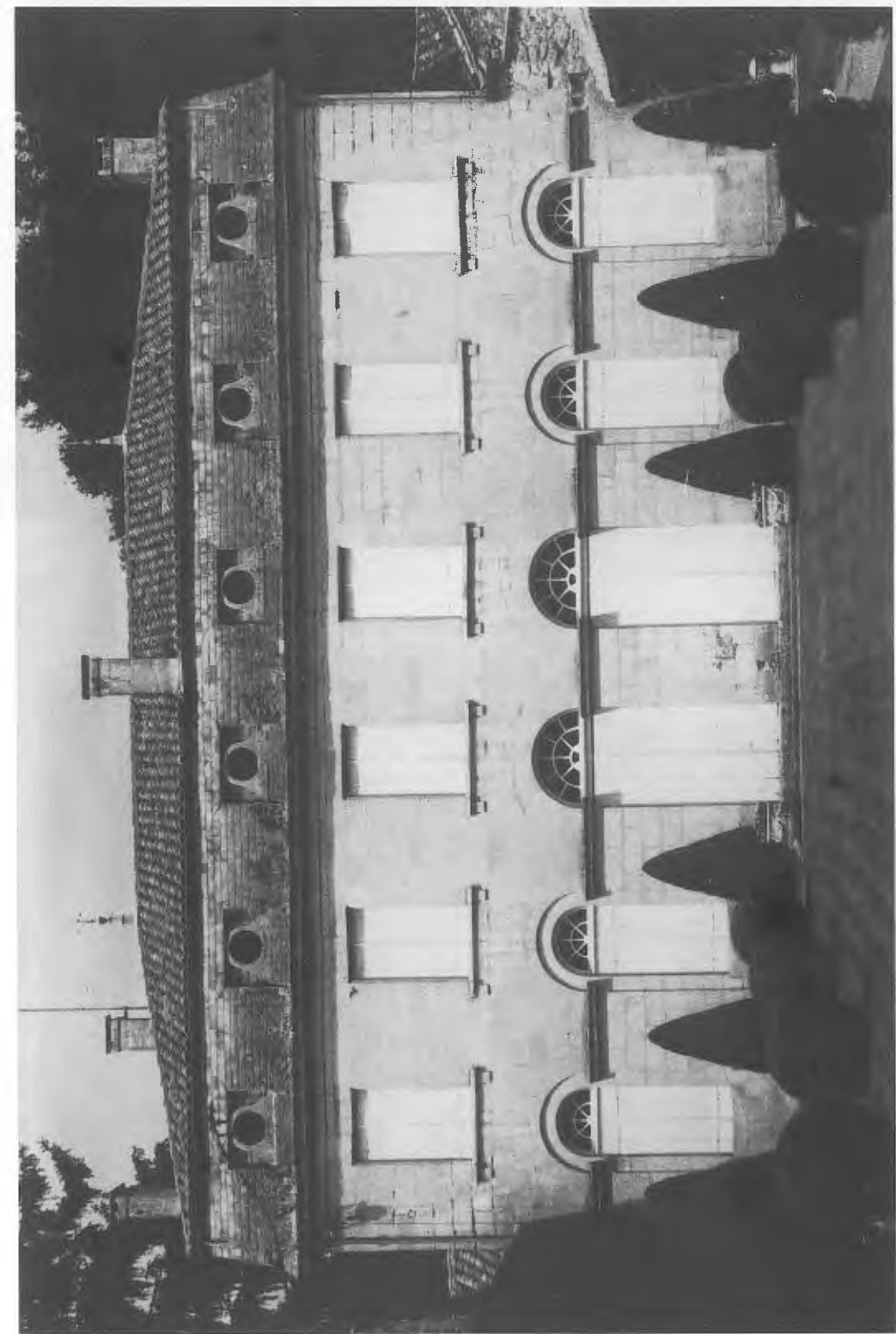


FIG. 15. — Façade de la « Canadonne » à Saint-Léon construite par Gastambide. (Cliché P.-V. Lorne.)



FIG. 16. — Dessin pour un dessus de porte au château de Montbadon, 1787 (cat. 48).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

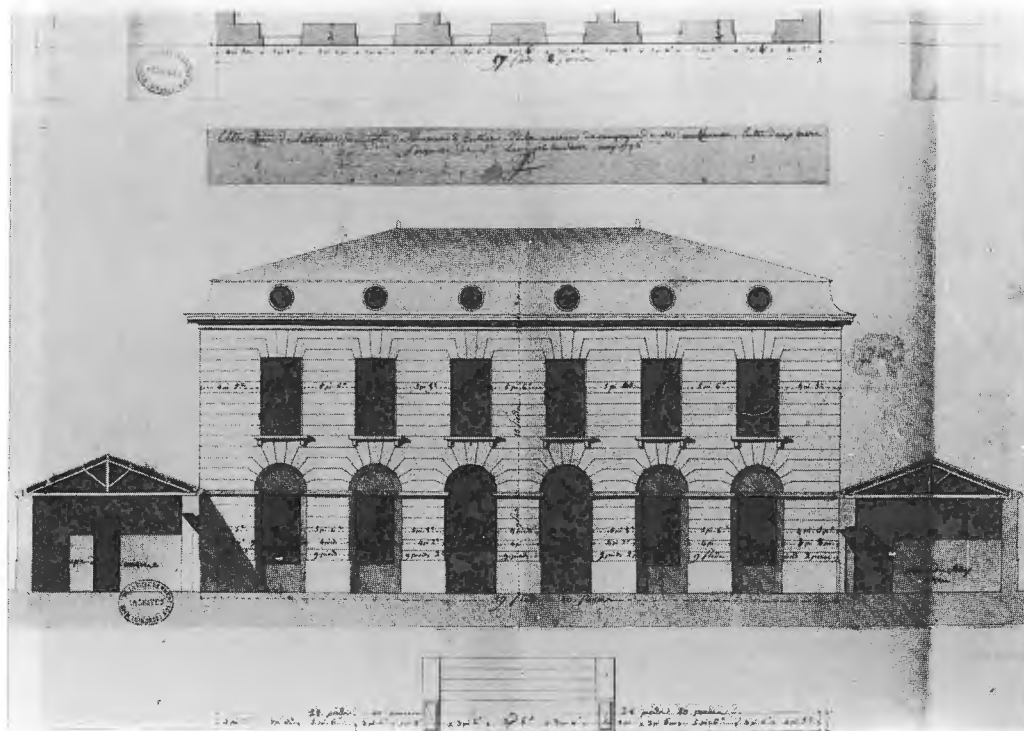


FIG. 17. — Maison de M. Couchonneau à Saint-Léon, 1786 (cat. 51).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

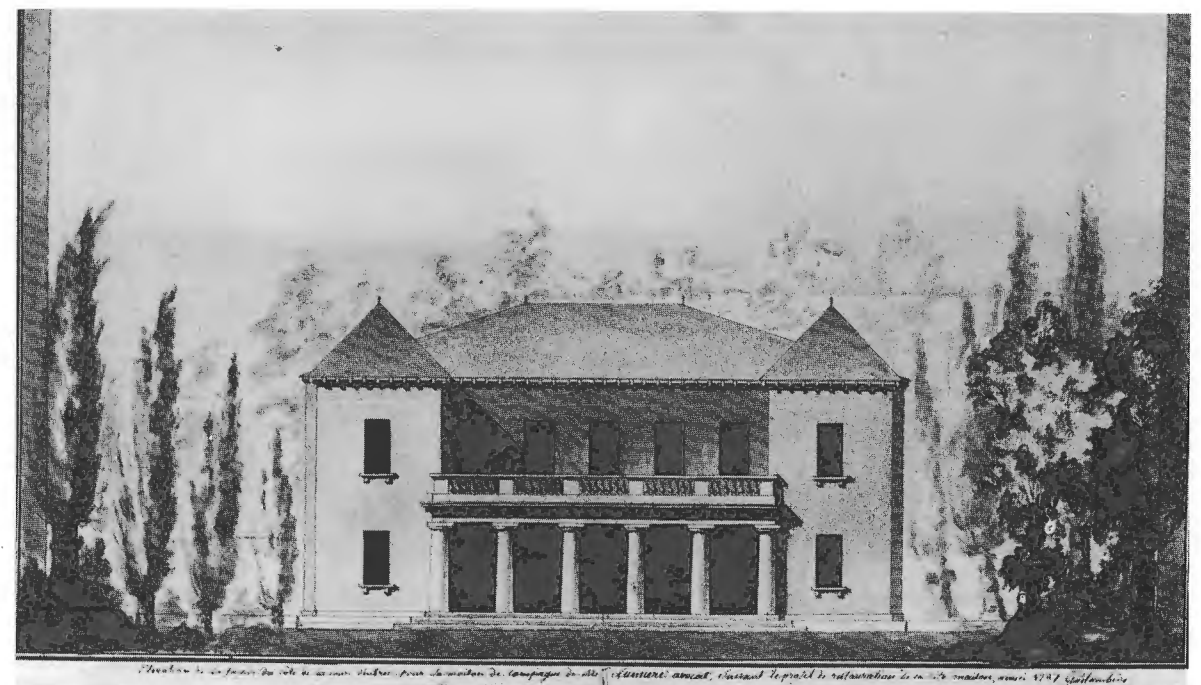


FIG. 18. — Projet pour la maison de campagne de M. Lumière, 1787 (cat. 52).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)



FIG. 19. — Temple pour une fête militaire à l'île de France, 1790 (cat. 56).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

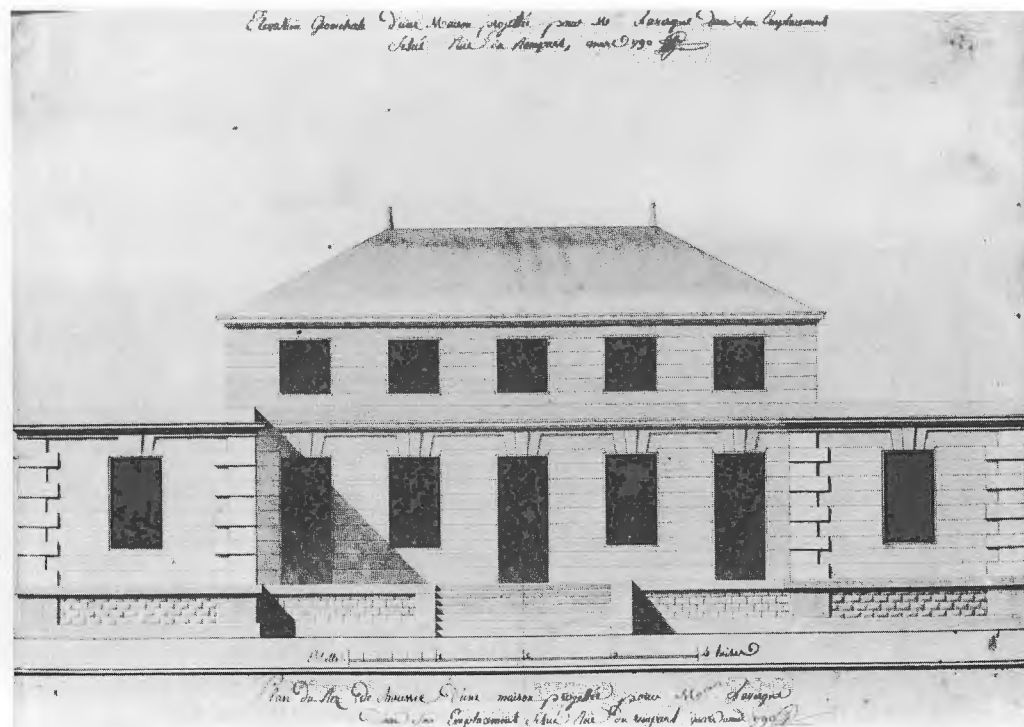


FIG. 20. — Projet de maison pour M. Lavergne à l'île de France, 1790 (cat. 57).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

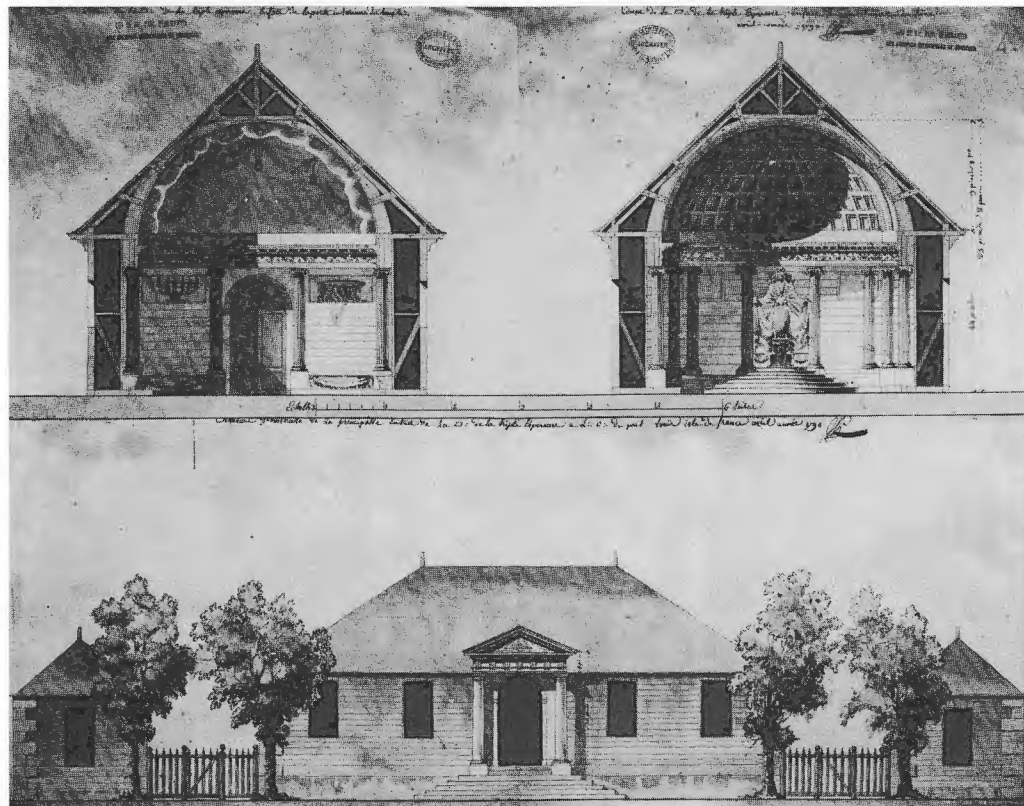


FIG. 21. — Loge de la Triple Espérance à l'île de France, 1790 (cat. 58).
(Cliché Archives municipales, Bordeaux.)

« cite » ici sans le dire : la *Folie Neubourg* construite en 1762 à Paris par Peyre et gravée dans ses célèbres *Oeuvres d'architecture* parues trois ans plus tard ⁴⁴.

La plupart des dessins que nous avons examinés sont restés à l'état de projets. Nous avons déjà souligné les échecs de Gastambide ; une lettre de Teulère, l'ingénieur de Cordouan, à Combes, datée du 17 juillet 1788, parle de lui : « Je crois notre ami Gastambide plus emporté qu'acablé par ses affaires. Je voudrais qu'il prit une marche plus expéditive ; mais il faut lui laisser débrouiller les anciennes et alors tenir conseil pour régénérer son bureau (...) » ⁴⁵. Nouvelles lettres, le 29 avril 1789 qui parle cette fois de départ : « Gastambide, partant pour les Indes, compte sur nous pour exercer sa place en son absence (...) Il va pour chercher de l'or ; mais il peut arriver un malheur qui le lui fasse perdre au port ; s'il n'avoit pas la ressource du travail à son arrivée, il ne résisteroit pas à ce double accident (...) » ⁴⁶. C'est l'île de France (l'actuelle île Maurice) qu'a choisie Gastambide pour tenter la fortune, et nul doute qu'il retrouva là-bas des familles amies parmi celles des négociants bordelais installés à Port-Louis, la capitale ⁴⁷. Il y demeura cinquante ans ! Les Archives municipales gardent la trace de son activité au début de son installation ⁴⁸. En 1790, il dessina un petit *Temple en rotonde pour une fête militaire* au Champ de Mars (cat. 56), sorte de tholos dorique, destinée aux serments patriotiques ⁴⁹. En mars de la même année, il proposa une *Maison pour M. Lavergne* (cat. 57), simple demeure à un étage, construite sur un massif en petit appareillage formant terrasse, et en avril, il dessina la *Loge de la Triple Espérance de Port-Louis* (cat. 58) ⁵⁰. Cette feuille, qui ne provient pas des recueils rassemblés par l'architecte, apporte un rare témoignage de l'architecture des loges maçonniques à la fin du XVIII^e siècle ⁵¹. On y trouve le Triangle au tympan du porche dorique, et à l'intérieur, la représentation du Chandelier à sept branches et de la Mer d'airain du Temple de Jérusalem, et au fond du sanctuaire, sous une voûte semi-sphérique à caissons, le Trône entouré d'un dais. En mai 1793, Gastambide écrit à Combes pour lui rembourser ses dettes ⁵² et, en février 1796, il projette la restauration de la maison d'un négociant lyonnais, Claude Toussaint Fissour (cat. 59 et 60). Le parti adopté, avec une loggia à quatre colonnes ioniques et un toit à forte pente, semble très fréquent à Port-Louis, il suit les formes de l'architecture coloniale d'alors ⁵³. Là s'arrêterait notre étude s'il n'y avait pas les Archives de Maurice ; celles-ci permettent de retracer ici brièvement la carrière de l'exilé ⁵⁴. En 1796, il se marie avec une jeune veuve originaire de Marseille ⁵⁵ ; de 1800 à 1804, il s'occupe activement de la construction du *Monument funéraire du général Malartic* sur le Champ de Mars, proposant d'abord un édifice circulaire comme le Tombeau de Cécilia Metella à Rome, puis un monument « dans le genre des tombeaux égyptiens » ⁵⁶. Cette réalisation lui causa des difficultés financières... En 1811, il est sous-directeur des Ponts-et-

44. Reproduit par A. BRAHAM, *L'architecture des Lumières, de Soufflot à Ledoux*, Paris, 1982 (édition anglaise, 1980), fig. 106.

45. G. LABAT, *Documents sur la ville de Royan et la tour de Cordouan, 1600-1800*, Bordeaux, 1888, p. 124-125 ; également p. 123 et 130.

46. G. LABAT, *Documents sur la ville de Royan et la tour de Cordouan, 1622-1789*, Bordeaux, 1884, p. 21.

47. Voir l'*Histoire de Bordeaux, Bordeaux au XVIII^e siècle*, tome V, p. 241. En 1787, paraissait *Paul et Virginie*, le célèbre roman de Bernardin de Saint-Pierre, ayant pour cadre l'île de France.

48. Outre les dessins cités, mentionnons un *Projet de terrasse pour la maison de MM. Maillard et Carré* (cat. 38), daté de 1789 et qui paraît être dessiné pour Port-Louis.

49. Le 10 mai 1790 eut lieu la prestation du serment des troupes au Champ de Mars en présence de l'Assemblée (A. TOUSSAINT, *Une cité tropicale, Port-Louis de l'île Maurice*, Paris, 1966). Ce dessin a figuré par erreur à l'exposition *La Révolution* présentée en 1939 aux Archives départementales à Bordeaux (n° 233).

50. Cette feuille provient du Fonds Beaumartin et n'a été que récemment réunie aux dessins des recueils. Nous remercions M^{me} Du Vignau de nous l'avoir signalée lors de sa découverte. Les deux vues en coupe ont été reproduites dans l'*Histoire des Francs-maçons en France*, Toulouse, 1981, parue sous la direction de D. LIGOU.

51. Voir A. VIDLER, « The Architecture of the Lodges: Ritual Form and Associational Life in Late Enlightenment », *Oppositions*, 5, juin 1976. Le cachet de Gastambide à Bordeaux (gravé peut-être par Andrieu) représente un génie près d'un autel et tient à la main une règle et un fil à plomb (Bib. mun. Delpit A XXXVIII).

52. Arch. mun. Delpit 68 ; il annonce l'envoi d'une lettre de change de 1 000 livres au nom de sa sœur Marguerite qu'il fait passer, prévient-il, pour la « pension alimentaire de sa femme en France » (Arch. mun. Delpit 136). Gastambide évoque aussi des dettes qu'il a remboursées au frère de l'architecte Roux.

53. On rapprochera cette façade de la planche XIV des *Différents projets relatifs au climat et à la manière la plus convenable de bâtir dans les pays chauds et plus particulièrement dans les Indes occidentales*, par M. d'Albare architecte, paru en 1776. La maison ne fut pas construite, Fissour ayant été tué en duel en 1795. La mention « rue du rempart » faisant référence à Port-Louis avait été lue comme rue des remparts à Bordeaux par erreur (expositions de Bordeaux en 1970, n° 52, et en 1971, n° 479).

54. M. Auguste Toussaint a bien voulu nous communiquer des extraits de ces pièces, qu'il en soit ici remercié. Nous envisageons de consacrer une étude à l'activité de Gastambide à l'île Maurice.

55. Le 5 ventôse an IV, Jacques Gastambide épousait Anne Hippolyte Ricaud, veuve d'Arnaud Maillard, native de Marseille (Arch. de Maurice, vol. KA 120 D, fol. 18).

56. Important dossier aux Archives de Maurice (Vol. A 18). En 1847, la femme du gouverneur anglais put faire édifier un obélisque sur le tombeau de Malartic, ancien gouverneur des Mascareignes (A. TOUSSAINT, *op. cit.*, p. 93). Nous avons retrouvé une lithographie du Monument d'après E. Crook (Bibl. nat., Est. Vh 34).

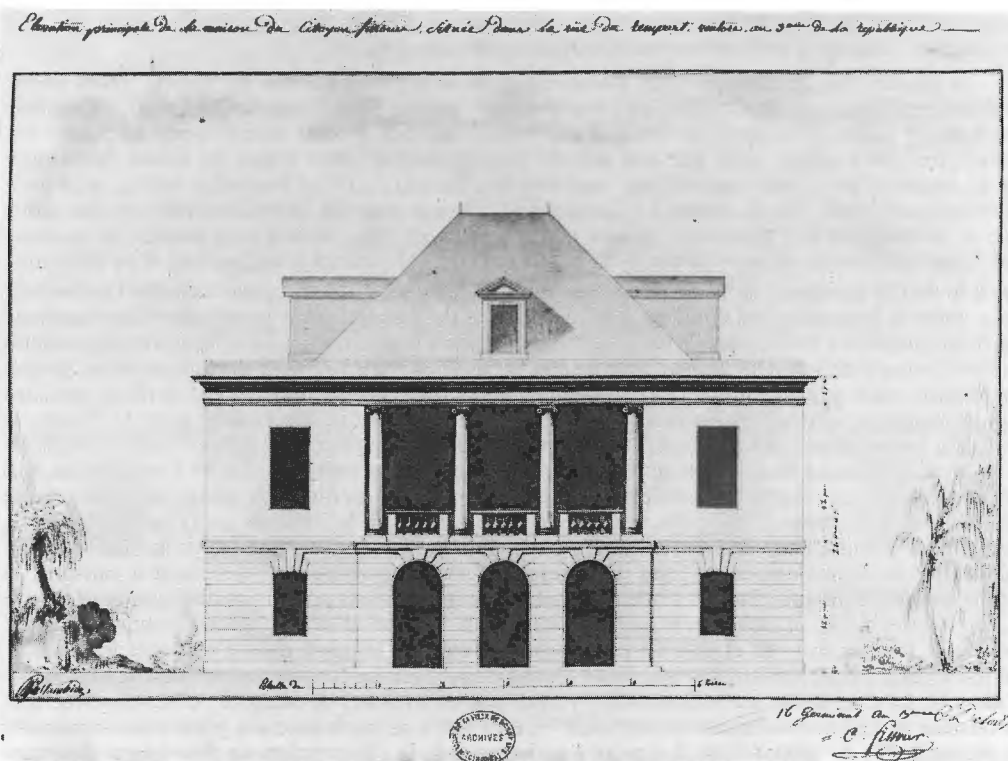


FIG. 22. — Projet de maison pour M. Fissour à l'île de France, 1796 (cat. 59).
(Cliché C.R.D.P., Bordeaux.)

Chaussées de l'île, et trace différents projets de voirie, et, après le grand incendie de 1816, il semble qu'il travailla surtout à la reconstruction de Port-Louis⁵⁷. Il n'oublie pas ses amis bordelais, dans une belle lettre à Combes, en avril 1815, au moment où l'île va devenir anglaise, il évoque le souvenir de Thiac, Bonfin, Corcelle et de Laclotte, la jeune génération qui s'affirme alors. Il se laisse aller aussi à la nostalgie : « il y a tout à l'heure 26 ans que j'ai quitté la terre qui m'a vu naître », et parle de la « chimère des colonies »⁵⁸. De retour bien plus tard dans sa patrie, à 80 ans, Gastambide meurt à Bordeaux le 26 avril 1839⁵⁹, l'année où s'ouvre le chantier du très néo-grec Palais de justice.

En face de l'abondante production de papier des architectes du XVIII^e siècle, on a pu souligner la distance qui existe entre projets et réalisation de chantier. La carrière avortée de Gastambide ne peut s'expliquer par de simples raisons économiques, dans la ville de France où l'on construisait le plus à la veille de la Révolution. Incontestablement, le jeune homme a eu des ambitions d'ordre artistique, à l'image de celles de son ami Combes, le seul architecte bordelais qui a connu une carrière marquée par le talent, et consacrée par la célébrité (du moins de son vivant) et par les commandes. Cette espèce de « repli sur le dessin », manifeste chez Gastambide, nous vaut de connaître un peu mieux le monde culturel des architectes du Bordeaux néo-classique.

57. Signalons un *Plan de la partie incendiée de Port-Louis*. (Arch. Maurice B 1 C/A 3 3/44) à mettre selon nous en rapport avec l'estampe de Pierre Lacour fils : *Plan de la ville de Port-Louis et (...) vue de son incendie*, 1817 (J. LETHÈVE, F. GARDEY, J. ADHÉMAR, *Inventaire du fonds français après 1800, Bibliothèque nationale, département des estampes*, XII, Paris, 1963, p. 148).

58. Arch. mun. Delpit 69. Il y parle de son fils Paul en voyage à Bordeaux et du « malheur arrivé au jeune Thiac » (la mort de J.-B. Thiac le 15 février 1815).

59. Décès de J. Gastambide, ex-architecte, âgé de 80 ans, au n° 29 de la place Dauphine (Arch. mun. 3 E 169, acte 381); c'est par erreur que Férét et Marionneau indiquent la date du 6 avril.

ANNEXE

Projets académiques

- 1 « Plan général d'une maison de plaisance et des principaux bâtiments qui l'environnent, projetée pour être construite dans le parc d'un grand prince. »
crayon, plume et lavis - 0,536 x 0,731
Daté : « Janvier, année 1780 »

Recueil 29 XXII - D/100.

- 2 « Plan du rez-de-chaussée d'une maison de plaisance projetée pour être construite dans le parc d'un grand prince. »
plume et lavis - 0,683 x 0,731
Daté : « Janvier, année 1780 »

« Remarque.

Ce projet que j'ai fait en 1780, appartient aux différentes études dont j'ai formé ce premier journal qui commence dans le mois de Novembre 1777 et que j'ai continué avec ce que j'ai fait de mieux depuis cette époque jusqu'au mois de Mai 1789; de cette composition il ne reste que la coupe prise sur la ligne AB jointe au présent plan — En arrivant à l'île de France, ne trouvant de ce projet que cette coupe, j'en prévins ma famille qui me répondit que je pouvois être tranquille sur le sort de tous les papiers et plans que j'avois laissés à Bordeaux. En conséquence de tout ce qui me manque aujourd'hui, je suis loin d'accuser aucun des jeunes gent que j'occupois depuis longtemps et qui m'aidèrent à faire mes malles, je n'accuse également personne de ma famille : mais la vérité c'est qu'indépendamment des cinq feuilles de ce projet que je ne retrouve pas, il m'en manque beaucoup d'autres. Heureusement que dans la quantité des papiers qui m'ont été remis à mon arrivée à Bordeaux, j'ai trouvé dans une liasse une légère esquisse au crayon fait sur une échelle plus petite de moitié. Jaloux de conserver ce projet, rapport au temps où je l'avois fait, et sans considérer la peine que j'ai à tenir un crayon entre mes doigts, j'ai entrepris à 80 ans de refaire ce plan à l'aide de mon esquisse que j'ai retrouvé et de la coupe que j'ai conservé par hasard pendant bien des années. Ainsi, si un projet semblable se trouvait dans d'autres mains, je le revendiquerois comme étant ma propriété; en conséquence je place avec raison ce projet au rang qu'il doit occuper dans mon premier journal. »

Recueil 29 XXII - D/101.

- 3 « Maison de plaisance pour un grand prince. »
à gauche : « Plan de la moitié de l'étage (aile droite) au dessus du rez-de-chaussée. »
à droite : « Plan (vue d'oiseau) de la moitié du com[b]le au dessus du 1^{er} étage. »
plume et lavis - 0,519 x 0,738
Daté : « Janvier, année 1780 »
[Lignes tracées au crayon pour des textes que Gastambide n'a pas écrits.]

Recueil 29 XXII - D/102.

- 4 « Coupe d'une maison de plaisance prise sur la ligne AB du plan cy-joint, projetée pour être construite dans le parc d'un grand prince. »
lavis d'aquarelle - 0,466 x 0,934
Daté : « Janvier, année 1780 »

Recueil 29 XXII - D/103.

- 5 « Plan d'un pavillon ou Belvédér[e] pour servir de rendez-vous à la chasse dans le parc d'un grand prince, pouvant aussi servir à donner des fêtes particulières. »
plume et aquarelle - 0,476 x 0,631

Recueil 29 Indéterminé/3.

- 6 «Élévation géométrale d'un pavillon pour servir de rendez-vous à la chasse.»
plume et lavis d'aquarelle - 0,380 x 0,550
Recueil 29 Indéterminé/2.
- 7 [Plan d'un pavillon]
plume et lavis - 0,297 x 0,298
[N.B. Peut-être en rapport avec les dessins précédents.]
Recueil 29 Indéterminé/7.
- 8 «Copie du Temple des Art^s par M. Hélin, membre de l'Académie Royale d'Architecture»
(plan)
plume et lavis - 0,480 x 0,638
«Projet qui dans le temps, fut, je crois, couronné d'un Grand Prix. Il ne le serait pas aujourd'hui, non pas que l'auteur ait manqué de faire preuve de talents, mais ce que ce genre est trop éloig[n]é de la belle et simple architecture antique que l'on pratique maintenant.»
«La forme triangulaire de ce plan, avec ses trois grands côtés mixtilignes, n'est guère aujourd'hui architectonique. Ce goût régna longtemps dans la mauvaise école françoise qui précéda les intéressantes leçons données par le savant professeur Mr. Leroy, à la suite de ses voyages en Italie et en Grèce; cette heureuse révolution en architecture ne remonte guère avant 1775. Vers ce temps-là, l'Académie réprouva toutes ces formes vicieuses et ses préceptes se bornèrent à diriger les élèves vers le goût le plus simple et le plus pur de la belle architecture antique. Et c'est à Mr. Leroy que les arts doivent cette heureuse révolution.»
Recueil 29 Indéterminé/4.
- 9 «Élévation géométrale d'une des trois grandes façades du Temple des Arts par Mr. Hélin.»
plume et lavis - 0,481 x 0,636
«Si la forme du plan n'est pas heureuse, si elle laisse bien des choses à désirer, il faut cependant convenir que la seule élévation géométrale de sa grande façade ne laisse pas que de produire au 1^{er} coup-d'œil, un ensemble fort agréable!
La rotonde à jour qui s'élève au-dessus de la grande salle, les petites coupoles qui couvrent les petis salons, et les deux péristiles qui se présentent diagonalement aux deux extrémités, rendent cette élévation vraiment intéressante.
Elle perd cependant de l'effet qu'elle produit, aussitôt que l'on reporte ses yeux sur le plan dont elle tire son origine; mais une chose dont je suis bien assuré, c'est qu'une vue perspective de cette façade produiroit le plus grand effet par le mouvement qui règne dans cette longue ligne, et dont on juge avantageusement par la vue seule du géométral que présente ce dessin; mais il est aussi vrai de dire, que le génie attache moins d'importance à la décoration qu'à la bonté d'un plan bien conçu. C'est sur cette partie principale qu'un grand maître porte toute son attention parceque d'un plan bien composé sort naturellement une noble ou simple décoration suivant l'objet de sa destination, parceque ce ne sont pas tous ces avant-corps et arrières-corps, toutes ces prodigalités d'ornements, souvent mal appliqués, qui peuvent cacher les défauts d'un projet. Tous ces détails produisent beaucoup d'effets dans les décorations théâtrales; mais dans l'architecture civile, un plan simple et bien entendu, avec une décoration analogue à sa destination, l'emportera toujours aux yeux des connoisseurs, sur tout autre projet qui ne présentera que les tours de force d'un génie, mal pénétré de l'idée qu'il aura à représenter sur le papier.»
Recueil 29 Indéterminé/5.
- 10 [Coupe d'un édifice à coupole]
crayon, 0,473 x 0,707
[Edifice inspiré par le dessin précédent? — Le rez-de-chaussée est fait d'arcades en plein-cintre; à l'étage des colonnes corinthiennes.]
Recueil 29 Indéterminé/9.

- 11 «Palais des Muses et Temple d'Apolon» [plan]
plume et aquarelle - 0,472 x 0,638
«J'avois fait cette esquisse pour le projet d'un Musée qui m'avoit été demandé par l'Académie; j'avoue que cette idée ne valoit pas grand-chose, mais était-ce bien ma faute si dans le moment je ne fist pas quelque chose de meilleur? Ou plutôt la faute du programme conçu à peu près en ces termes: «l'Académie demande à M. GASTAMBIDE, pour sujet de réception, le projet d'un musée, pour la réunion des principales académies». Si on eût seulement ajouté ces mots: «et il indiquera en même temps le lieu où son projet pourroit être le mieux placé dans la ville», alors, cette condition m'eût retenu et je me serois bien gardé de produire une idée aussi étendue que celle-ci. Faute de cette condition qui auroit dû m'être faite, je crus avoir le champ libre, et dans cette idée, je ne pensois qu'à une esquisse d'après laquelle j'aurois, dans la mise au net, fait preuve de quelques talents; et cette idée fut rejetée, comme étant d'une exécution impossible dans la ville, condition, je le répète, qui ne m'avoit jamais été faite. Mais ce n'étoit pas là où j'avois péché, quelques membres de l'Académie vousloient me donner cette leçon pour des tord que je n'avois pas, et que je crois devoir faire connaître yci.
Au retour de mon 1^{er} voyage fait à Paris, j'avois plus que jamais le goût du dessin et mon intention étoit de travailler quelques temps d'après le modèle vivant; j'étais devenu homme et je répugnois de me trouver qu'avec des enfans, quelqu'autres élèves à peu près de mon âge pensoient comme moi. Nous résolûmes entre nous d'avoir un modèle à nos fraix, les uns pour dessiner d'après nature, et les autres pour modeler: notre association dura 15 ou 18 mois. Alors l'Académie s'en inquiéta. Elle crut voir dans cette réunion le projet d'élever académie contre académie, tel que l'avoit voulu faire autrefois à Paris, l'Académie de St-Luc. Mais ce que je peux bien assurer aujourd'hui, ce que aucun de nous n'avoit eu une idée semblable. Nous étions alors au nombre de douze, quelques-uns se laissèrent persuader et furent reçu à l'Académie. Dans ces entre-faites notre modèle fut dangereusement malade et nous nous séparâmes dans l'intention de nous réunir dans un autre moment. En attendant, je resté seul chargé du ressentiment de l'Académie, parce que c'était chez moi que se tenoit notre réunion. Mais ce n'étoit pas là, la véritable cause du refus qu'avait éprouvé cette 1^{re} idée, elle existe dans l'amour propre offensé de deux ou trois de ses membres auxquels je n'avois pas pensé, circonstance que je détaillerai lorsque je serai arrivé à l'article des terrains de l'Archevêché de Bordeaux.»
Recueil 29 Indéterminé/10.
- 12 «Plan d'une église en rotonde ayant la forme d'une croix grecque extérieurement.»
plume et lavis d'encre noire sur papier bleu - 0,473 x 0,638
Daté: «Avril, année 1788»
«J'ai cherché dans cette composition à donner toute la majesté possible à l'intérieur de ce temple, en rendant sensible par la forme circulaire, l'idée de l'unité d'un être suprême. Une vaste nef entour[e]ait d'une manière heureuse une immense coupole que l'œil contemplerait avec d'autant plus de plaisir que l'esprit de solidité ne serait pas choqué, comme il l'est réellement quand on admire ces étonnants pendants qui suportent le dôme de St-Pierre de Rome et celui de Ste-Geneviève à Paris, dont leur état actuel annonce la perte prochaine des sommes immenses qu'ils ont coûté[s]. Le Panthéon de Rome existe depuis près de 18 siècles, on diroit qu'il sort des mains de l'ouvrier et l'église de St-Pierre, — à peine finie depuis deux siècles — menace ruine depuis longtemps — L'église de Ste-Geneviève n'est pas encore achevée et l'on est obligé de travailler sous œuvre pour consolider son dôme. Tels sont les résultats de ces merveilles de l'art que la raison doit combattre, lorsqu'il s'agit de faire passer à la postérité la plus reculée des monuments faits pour attester la gloire des princes et la puissance des grandes nations.»
Recueil 29 Indéterminé/11.
- Edifices publics
- 13 «Plan d'un Collège des Loi[s] projeté pour la ville de Bordeaux.»
plume et lavis sur papier bleu - 0,476 x 0,633
Daté: «Janvier, année 1787» Signé: «J.G.»
Recueil 29 VIII - H/2.

- 14 « Plan de l'étage attique du Collège des Lois projeté pour la ville de Bordeaux. »
plume et lavis - 0,476 x 0,634
Daté: « Janvier, année 1787 »

« Ce monument fut projeté pour être exécuté sur le même terrain qu'occupe aujourd'hui le vieux Collège des Lois et ses dépendances, situé près de la Porte Basse, depuis l'hôtel de Mr. le Chevalier Le Blanc jusqu'à l'angle de la rue des Aides [*sic* pour Ayres]. Je dis plus bas qu'elles furent les personnes notables qui m'engagèrent dans un projet aussi somptueux que celui-là et pourquoi je l'ai fait. »

« Remarque: En examinant de nouveau ce projet, j'ai trouvé cette feuille en si mauvais état que mon intention étoit de la supprimer, mais pensant qu'elle contenoit des détails qui ne pouvoient pas être rendu à la fois par le plan du rez-de-chaussée, j'ai préféré la refaire sans trop considérer la difficulté que j'ai maintenant pour tracer le plus petit dessin: dans cette copie je n'ai ajouté autre chose que les dernières lignes que j'ai consacré[es] au souvenir de mes respectables et malheureux amis que j'ai laissés à l'ouverture des Etats-Généraux, comblés de gloire et des honneurs qui leur étoient dus à juste titre !!! 10 Mai 1834 — Aujourd'hui 47 ans et 4 mois que j'ai fait ce projet, et aujourd'hui 45 ans et 5 mois que j'ai quitté Bordx. »

« Arrivé en fin à l'an 1834, je marche à grands pas vers le terme de ma carrière: j'emploie ces derniers momens à revoir quelques une[s] de ces feuilles qui m'ont aidé à franchir l'espace qui me séparait de ma 76^e année. Ce n'est pas pour faire l'éloge de ce projet que je m'arrête yci un instant; un sentiment bien différent occupe ma pensée et me ramène vers le souvenir d'une nombreuse société pleine de talens et de vertus; d'une société, qui fut persécutée, et dont plusieurs de ses membres, au lieu d'une couronne civique qui leur étoit due, trouvèrent la mort sous le fer des assassins de la Révolution. Les victimes que j'ai connu[es], et à la mémoire desquel[le]s j'atache yci la palme des martyres sont, entre-autres, MMr. le Baron Dudon, Procureur Général, Lumière, avocat distingué dont les talens, les connoissances et le génie planoient avec avantage sur les sociétés les mieux instruites; Devignes, jeune avocat dont les heureuses dispositions annonçoient devoir être un jour le flambeau du Barreau; Grange-neuve aîné, dont l'agréable société faisoit les délices de tous ceux qui avoient l'avantage de le connoître; Vergniaud, dont la fougue de la jeunesse fut arrêtée par le célèbre discours qu'il prononça sur les talens et sur la mort de Mirabeau; Guadet dont l'éloquence et la force de ses raisonnemens en imposèrent souvent aux plus hardis de la féroce Montagne du Corps Législatif; enfin Jansonné, auquel on ne pouvoit reprocher que trop de douceur dans le caractère; tous hommes de loi, remplis d'humanité, au Barreau les défenseurs nés de la veuve et de l'orphelin!!! Tels furent les hommes respectables, la plupart de la Loge des avocats, qui m'engagèrent au nom de toute la compagnie de me livrer à la composition de ce projet qui devoit avoir bientôt son exécution mais que les préludes de la Révolution renvoyèrent à un temps plus calme que celui où les parlemens s'agitoient tandis que le ministère, essayant sa puissance et par un dernier effort, les exiloit loin du chef-lieu de leurs ressorts. Ainsi cette lutte renvoya pour longtemps ce pauvre projet dans un coin de mon portefeuille où je pense bien qu'il mourra avec les autres. »

Recueil 29 VIII - H/3.

- 15 « Coupe géométrale d'un Collège des Loi[s] projeté pour la ville de Bordeaux. »
plume et lavis - 0,475 x 0,625
Daté: « Janvier, année 1787 ».

Recueil 29 VIII - H/4.

- 16 « Plan du rez-de-chaussée et de la coupe sur la longueur d'un monument projeté pour une grande fête publique qui devoit avoir lieu en l'honneur du Parlement de Bordeaux à son retour de la ville de Libourne, où il avoit été exilé, sous le Ministère du Cardinal de Brienne, exil que l'on présumoit avec raison ne pouvoir être de longue durée. »
plume et lavis - 0,477 x 0,636
Plan et coupe.

« Dans cette situation, la ville souffroit et attendait impatiemment le retour de ses magistrats; aussi à la première nouvelle d'un prochain retour, les principaux auteurs du projet ne cessèrent de me presser pour terminer le plan cy-contre, plan que je voulois refaire sur une plus grande échelle, à cause de quelques changemens que je croyois nécessaires. Mais, sans plus attendre, il falut livrer cette p[remière]re idée que d'autres événemens renversèrent presque aussitôt, par des moyens bien moins dispendieux, comme je dis cy-après.

L'an 1788, et dans la belle saison, M^{me} la Duchesse de Bourbon, en allant aux eaux de Barèges, s'arrêta quelques jours à Bord[eau]x; dans le même temps, le colonel Mr le Vicomte de Gand, se trouva dans notre ville avec son régiment; ce jeune seigneur, distingué à la Cour et fortuné par lui-même, donna à l'illustre voyageuse une fête digne d'elle et de ses rares qualités, voulant dans cette fête, lui faire connoître les dames de qualité, les belles femmes et celles qu'une grande fortune bien acquise méritoient de lui être présentées.

Mr de Gand obtint de la ville l'avantage de disposer du Jardin public, comme des bâtimens qui en dépendoient, pour servir au besoin, s'ils étoient nécessaires. Il avoit déjà tous les bâtimens qui composoient le Manège royal avec toutes ses dépendances. La grande salle fut plancheyée, peinte, décorée et éclairée de la manière la plus ingénieuse. Elle servit de salle de réception, et, après les représentations quand le bal fut commencé, cette même salle fut convertie, comme par enchantement, en une superbe salle-à-manger où la princesse soupa avec toutes les dames qui lui avoient été présentées. Indépendamment de ce grand couvert, il y en avoit plusieurs autres dans différentes chambres pour tous les invités. La salle de bal, partie la plus importante de la fête, fut placée en dehors du portique et à l'axe de l'allée qui y correspond; cette salle d'une très grande dimension fit honneur à Mr Buffard qui en fut l'architecte; la décoration intérieure plut à tout le monde, et toutes les précautions qui avoient été prises, et contre le vent et contre la pluie, ne servirent de rien. Jamais fête publique ne fut plus favorisée que celle-là l'a été. Il ne manquoit rien à la joie que paroissoit éprouver le Colonel ainsi que la princesse, et tous les invités, lorsque quelques voix se firent entendre dans une partie de la salle, le bal en est interrompu, on se lève et c'est un jeune homme et une jeune femme, tous les deux mal-famés, que l'on faisoit sortir pour s'être introduits au moyen d'un billet contre-fait. Cette scène terminée, l'assemblée reprit sa première gayté qui continua jusqu'au lever du soleil, qui termina cette belle nuit, et la dernière peut-être qu'il y eut en France avant la Révolution.

A peine les préparatifs de cette fête furent commencés, que le Parlement revint de son exil; aussitôt, je compris que cet heureux retour mettroit fin au projet qui m'avoit été commandé, dont l'exécution serait nécessairement longue, et la dépense considérable, ce que je n'avois pas manqué de dire souvent à tous les souscripteurs, et particulièrement à Mr Lumière qui étoit à la tête de tous les intéressés. Je fus le voir afin de savoir s'il falloit commencer les travaux? Il me demanda 24 heures, pendant lequel te[m]ps je ne resté pas oisif, et dans une visite que je fis à notre honorable et malheureux Procureur général, j'appris de lui que Mr le Vicomte de Gand laissoit à la disposition de la ville tout ce qu'il avoit fait faire, pour la fête donnée à la Duchesse de Bourbon. En conséquence, cet[te] offre fut acceptée avec joie et sortit d'un grand embarras tous les souscripteurs du projet cy-contre et 48 [heures] après, la fête fut donnée aux membres du Parlement, laquelle fut aussi nombreuse et aussi joyeuse que la première et, s'il en coûta quelque chose aux souscripteurs, il s'en faut de beaucoup qu'elle approche de ce qu'aurait coûté l'exécution de mon projet, que je regrettois beaucoup d'abord mais dont la conduit[e] des souscripteurs à mon égard, effaça bien vite le souvenir du temps employé dans ce projet. »

Recueil 29 XXII - D/98.

- 17 « Même plan que le précédent mais avec quelques aditions. »
plume - 0,479 x 0,638

« Observations:

Je fut le premier dans le temps à dire que, dans la ci[r]constance pressante où l'on étoit, on aurait dû se borner à des préparatifs qui n'eussent exigé, au plus, que 8 jours de travail, tandis que [ce que] l'on vouloit donner à la salle projetée exigeroit plus d'un mois ouvrable, que la dépense seroit considérable, tandis qu'en prenant la maison et le jardin aux Bardin[e]au, ce qu'on avoit fait autrefois, tant pour les princes français que pour les Grands d'Espagne et autres, qui ont passé par Bordeaux[x], et que la ville a voulu fêter comme par un sentiment naturel à tous nos citadins ce qui eût été parfaitement d'accord avec les sentimens d'estime et de respec[t] que nous avions pour nos anciens magistrats. Mes idées d'économie ne furent pas goûtées parmi quelques obstinés mais heureusement les offres obligeantes de M. le Vicomte de Gand prévalurent parmi les esprits les plus sages, et, en moins de 48 heures, fut donnée à nos exilés, sans qu'il en coûtât la cinquième partie de ce qu'auroit coûté seulement l'exécution de mon projet. Aussi, le traitement que je reçus quelques jours après la fête, offert de la manière la plus agréable et la plus obligeante. »

« Renvoi et remarques.

D'après ce que j'ai dit cy-dessus, ainsi que dans la feuille précédente, je n'ajoute ce renvoi et ces remarques que pour conserver, en moi, l'idée des dispositions des différentes pièces qui composent ce projet.

A. Porche, ou entrée principale - B. Grand vestibule ou salle des maîtres de cérémonie - C. Chambres des Commissaires - D. Chambre pour les toilettes - E. Principale salle pour le Parlement, pour toutes les cours souveraines du ressort, le Corps de la Ville, la Noblesse, le Commerce, la Bourgeoisie et les artistes distingués dans les Arts libéraux ; toutes les réceptions faites, le centre de la grande salle serait livrée à la danse - Les deux salles F.F. salles latérales, une pour les magistrats et une pour les dames - Les quatre salles G.G.G.G. pour le service des salles de banquet F. - Les quatre salles marquées des lettres H. pour le jeu - Les deux salles marquées des lettres I. de même grandeur que celle marquée C., destinées pour la toilette [des] dames - K. Salle de spectacle ; je la fits parce qu'on l'avoit exigée, je me suis borné dans donner seulement une légère, parcequ'une salle en état de contenir tous les invités, il aurait falu une salle de l'étendue de notre Grand-Théâtre, au lieu qu'une petite salle telle que je l'entendois, sufisoit pour adresser un compliment à nos braves magistrats, suffisoit pour y arranger un grand orchestre, et y chanter quelques jolis couplets relatifs à la fête - Les 8 petites galeries marquées des lettres L. étoient destinées pour ramasser d'un côté les mant[e]aux des hommes, et de l'autre pour ramasser les mantellets des dames. »

Recueil 29 XXII - D/99.

- 18 « Plan du rez-de-chaussée et du premier étage pour une Salle de bal et concert à construire à l'entrée des bosquets du Jardin public, destiné principalement pour les fêtes publiques que le Corps de la Ville est dans l'usage de donner au passage des princes, princesses et autres grands personnages du Royaume. »

plume et lavis - 0,475 x 0,631

Signé et daté : « Bordeaux, Février, année 1788. Gastambide »

« Extrait du mémoire qui accompagnait la mise au net du présent plan. En adressant de nouveau ce 2[n]d projet à MMr les Commissaires, j'aurai l'honneur de leur observer que, conformément à leurs instructions, je n'ai rien changé aux dimentions des principales parties de mon 1^{er} travail, mais que, pour donner plus de noblesse à l'entrée de cet édifice (comme ils m'ont paru le désirer) j'avais fait choix de l'ordre corinthien avec double rang de colonnes, toutesfois faisant l'ordre assez colossal pour qu'il embrassât d'une manière agréable le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage ; que, pour avoir une salle de banquet de 100 couverts (comme on l'a demandé) j'ai été o[b]ligé de faire une addition considérable à la salle de bal ; que, de plus, pour résister à la poussée de la voûte d'une salle aussi immense que celle-là le devient aujourd'hui, j'ai été obligé de l'entourer d'une galerie excentrique qui, jointe à celle qui est à la suite de la grande salle, peut (dans une fête extraordinaire) contenir encore 200 couverts de plus ; que cette nouvelle disposition, jointe aux offices et cuisines qu'on désiroit pratiquer dans une partie des souterrains m'ont également forcé d'avoir recours à d'autres additions, afin que le service d'un monument semblable ne souffrît en aucune manière les jours de fêtes publiques. Si, par toutes ces augmentations, j'ai atteint le but que MM. les Commissaires se proposent, alors, je m'occuperai du devis général que j'ai promis. »

Recueil 29 XXII - D/105.

- 19 « Plan général du Jardin Public, relatif à l'érection d'un monument projeté à l'entrée des bosquets et sur le grand axe du Jardin. Edifice destiné par le Corps municipal de la Ville pour recevoir et fêter dignement les princes, les grands du Royaume et autres personnages d'un haut rang, qui passent par Bordeaux. »

plume et aquarelle - 0,636 x 0,479

Daté : « Octobre, année 1788 »

Recueil 29 XII - D/104.

Travaux d'urbanisme

- 20 « Plan géométral de l'enclos des Minimes situé à l'entrée du chemin du Tondut à Bordeaux. »

plume et lavis - 0,650 x 0,477

Daté : « A Bordeaux, année 1780 »

[Donne sur l'allée d'Albret. A rapprocher du lotissement des terrains de l'Archevêché ?]

Recueil 30 XII - A/24.

- 21 « Plan géométral de l'enclos des Minimes situé à l'entrée du chemin du Tondut à Bordx. »
plume - 0,583 x 0,478 - Toisé général du terrain
[Voir le numéro précédent]

Recueil 30 XII - A/25.

- 22 « Plan géométral d'une partie des terrains de l'Archevêché dans lesquels sont désignés par une teinte rouge différents massif lesquels sont les restants des terrains de la première spéculation, indiquée par les lettres ABCDE, en faveur de Mr Jacques Gastambide, architecte demeurant rue des Ayres, paroisse Ste-Eulalie, (présentement rue du Cahernan). »
plume et lavis sur papier bleu - 0,540 x 0,691

Daté et signé : « Bordeaux ce 30 7bre 1784, Rodesse, Gastambide »

Recueil 30 XII - A/26.

- 23 « Plan de distribution des terrains vendus par les Chartreux à MMr. Rodesse et Beauvalon, situés à l'entrée du chemin de Mérignac, entre les possessions de l'Archevêché, celles des R.P. Chartreux et le jardin de M. l'Abbé Castelnau. »

plume, crayon et lavis - 0,478 x 0,618

[avec observations de Viographie]

Recueil 30 XIV - A/9.

- 24 « Plan géométral des terrains dépendant cy-devant de l'Archevêché de Bordx. et d'une partie du domaine de la Chartreuse, le tout acquis par Monsieur Caude Alexandre Rodesse, écuyer, Secrétaire du Roy, Maison, Couronne de France, et de ses finances. »

plume et lavis - 0,891 x 1,130

« Nota » : [des indications relatives à la légende du plan]

au dos : « Plan des terrains de l'Archevêché avec les corrections faites par Gastambide, sur lequel sont marqués les différents fiefs ainsi que les ventes faites à divers acquéreurs. »

Recueil 30 VIII - A/45.

- 25 « Petit plan d'autres détails, relatifs aux terrains de l'Archevêché de Bordeaux » [inscrit au verso].
aquarelle, plume et lavis sur papier bleu - 0,518 x 0,848

Recueil 30 VIII - A/46.

- 26 « Plan géométral des terrains de l'Archevêché de Bordeaux et de ceux y réunis acquis de MM. les Chartreux et des R.R.P.P. Minimes. »

plume et lavis - 0,474 x 0,827

Approuvé par Rodesse et les jurats : « Approuvé et arrêté le présent plan du sieur Claude Alexandre Rodesse, écuyer, à la charge d'assurer... les opérations... nécessaires à l'exécution dudit plan. A Bordeaux en jurade le 19 mars 1788 / et ont signé Mr Mr Leidet jurat, Villotte jurat ; Acquart, jurat, de la Montagne, secrétaire de ville. »

Recueil 30 VIII - A/44.

- 27 a) « Elévation géométrale de la Place Rodesse dans les terrains de l'Archevêché à l'axe du Cours de Tourny et de celui des Terres de Bordes et Grande rue St-Jean. »
b) « Plan de la Place Rodesse, projetée dans les terrains dépendant de l'Archevêché de Bordeaux à la jonction des grandes rues, ou nouveaux cours, aussi projetés, nommés Champion et de Cicé, à l'axe desquels sera érigée la Fontaine de Cicé, surmontée d'un obélisque de 50 pieds de hauteur, entourée par trois rangs d'arbres. »

plume, lavis d'aquarelle - 0,475 x 0,950

Elévation datée « Année 1784 » collée sur la feuille.

Plan daté « 15 septembre 1784 ».

Recueil 30 XIV - A/8.

- 28 « Plan de la Place Rodesse située dans les terrains de l'Archevêché à l'axe du prolongement du Cours de Tourni et du Cours des Terres de Bordes. »
plume et crayon - 0,940 x 0,932
Daté et signé: « Année 1784 J.G. »

Recueil 30 XIV - A/10.

- 29 [Elévation d'une partie de la façade de la Place Rodesse]
plume et lavis - 0,481 x 0,346
[N.B. Ce dessin aurait logiquement dû être regroupé avec ceux du Recueil 30.]

Recueil 29 Indéterminé/6.

- 30 [Plan esquissé du Château Trompette]
plume - 0,478 x 0,634

Recueil 30 XXI - A/6.

Demeures urbaines

- 31 « Plan du rez-de-chaussée de l'hôtel projeté pour M. le baron de Monbadon. »
plume et lavis - Collé sur une feuille avec le N° 48 - 0,478 x 0,623
Daté: « Année 1781 »
« Nota: Ce plan est la seule feuille de ce projet qui me reste de ce que j'avais laissé en partant de Bordeaux dans le carton qui contenait les plans et devis y relatif, ainsi qu'une partie concernant les travaux du Château de Monbadon. Le projet de l'hôtel eut lieu vers la fin de 81. A cette époque, M. de Monbadon n'étoit que capitaine de cavalerie dans le régiment du duc de Lorge son parent. Alors, il était question d'un riche mariage, en raison duquel il falloit un beau logement. Mais, en 1783, le grade de colonel dont il fut promu, lui ouvrit une autre carrière, ce qui fut cause, je crois, que la construction de l'hôtel n'eut pas lieu et que tous les soins se portèrent vers la restauration du château. »
[Le terrain est situé près de l'Archevêché, avec une entrée sur la rue Ferdinand.]

Recueil 30 XI - T/39.

- 32 « Plan de l'hôtel de M. d'Anglade, Conseiller au Parlement. »
plume et lavis - 0,477 x 0,635
Signé et daté: « Bordeaux, année 1785 - J.G. »
Plans du rez-de-chaussée et du premier étage.
« Renvois et observations » sur le plan du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage.
« ... je profite du désir que M. d'Anglade aurait d'avoir dans cette construction, une chambre qui serait dans tout événement une pièce solidement fermée et à l'abris de toute incendie. C'est ce que je crois avoir parfaitement bien rempli en proposant de voûter le secrétariat qui est au rez-de-chaussée, se trouvant encore au côté de l'entrée également voûtée. »

Recueil 30 XI - T/41.

- 33 « Projet d'une maison à bâtir pour M. ... »
plume, lavis et aquarelle - 0,430 x 0,610
Daté et signé: « Janvier, année 1786, G. »
Elévation et coupe.
N.B. Bien que figurant dans le recueil 29, nous avons classé ce projet avec ceux des demeures urbaines.

Recueil 29 Indéterminé/8.

- 34 « Projet d'une maison à bâtir pour M. Delort, Fossés des Tanneurs. »
plume et lavis sur papier blanc - 0,480 x 0,693
Daté: « Année 1786 »

Recueil 30 VIII - Z/7.

- 35 « Plan du premier étage de la maison de M. Bourgade située rue du Cahernan, avec une nouvelle distribution arrêtée entre nous soussignés et désignée par une teinte d'un rouge clair. »
plume, lavis et crayon - 0,375 x 0,542

Recueil 30 IX - P/6.

- 36 [Plans de maisons]
plume - 0,458 x 0,660
[Pour le quartier de l'Archevêché? A gauche maison appartenant à Cabirol, le sculpteur?]
Recueil 30 Indéterminé/14-15.

- 37 [Plan de maison]
plume et lavis - 0,382 x 0,540

Recueil 30 Indéterminé/16.

- 38 « Elévation d'un projet de terrasse avec fontaine pour la maison de MMr. Maillard et Carré. »
plume et aquarelle - 0,358 x 0,478
Daté: « année 1789 »
[Ce projet est-il pour Bordeaux ou pour l'Ile de France?]

Recueil 30 Indéterminé/13.

Projets pour la campagne

- 39 « Minute du plan du château de Blagnac situé Entre-deux-mers, appartenant à M. le duc de Civrac. »
plume, crayon et lavis - 0,650 x 0,543
Daté: « levé le 29 Octobre 1784 ».
« Tout ce qui est [h]âché sont les bâtimens actuels, et tout ce qui est lavé en rouge pon[c]tués sont les distributions et augmentations que l'on ce [sic] propose de faire faire conformément au plan qu'avait tracé Monsieur le duc de Lorge.
Si l'esquisse de ce plan convient l'on enverra tous les détails, coupes et profils, élévation, le devis général et l'estimation de ce que devra coûter tous les dits ouvrages. Si l'on ce décide à faire démolir le vieux château de Lugagnac, les matériaux qui en proviendront, joint avec les autres bâtimens qui faut démolir au château, l'on estime qu'il en aurait assez pour faire une des deux cours et assez de moelon pour faire les fondemens de l'autre. Comme aussi, si l'on se desside à conserver le château, comme il y a toutes apparences, en refasant les combles et [à] supprimer les pavillons dont il y a une quantité de dalles qui pourrissent la charpente et les murs, il se trouverait assez de bois pour refaire une nouvelle charpente, en mettant un entablement tout de niveau, tel que Monsieur le duc a convenu. Cela procurerait un logement considérable pour les étrangers, le plomb que l'on sortira, payera la main-d'œuvre du charpentier et du couvreur. L'on ce propose de tirer un niveau d'eau pour voir s'il est possible de procurer les eaux d'une fontaine qu'il y a à quelque distance du châteaux par un petit canal ou dalle que l'on ferait en pierre dure, l'on croit qu'il y a la possibilité, en faisant un réservoir près le châteaux ou dans l'avant-cour, s'il est possible, l'on fera une estimation de ce projet que l'on balancera avec la machine hidrolique ».

[Au-dos, esquisse de plan radio-concentrique d'une place ou d'un parc, au crayon].

Recueil 30 Blagnac/1.

- 40 « Plan géométral du rez-de-chaussée du château de Blagnac. »
plume et lavis - 0,945 x 0,610
Daté: « levé au mois d'Octobre 1784 »
Recueil 30 Blagnac/2.
- 41 « Plan géométral du premier étage du château de Blagnac. »
plume et lavis - 0,943 x 0,606
Daté: « levé au mois d'Octobre 1784 »
Recueil 30 Blagnac/3.
- 42 « Elévation géométrale de la façade du château de Blagnac du côté de la grande cour d'entrée. »
plume et aquarelle - 0,530 x 0,630
Recueil 30 Blagnac/4.
- 43 [Elévation latérale du château de Blagnac]
plume et aquarelle - 0,478 x 0,962
Recueil 30 Blagnac/5.
- 44 « Projet des prisons et d'une salle de parquet pour Bra[n]nes dans la terre de Monsieur le duc de Civrac, près Bord[eau]. »
plume et aquarelle - 0,440 x 0,420
Daté: « Année 1786 »
« Façade du côté de la cour d'entrée »/« Coupe prise sur la ligne AB dans laquelle on voit l'intérieur de la salle d'audience »/« Plan du rez-de-chaussée »/« Plan de l'étage des combles »/
« Plan des combles vus d'oiseau ».
[Verso: voir plus loin n° 61]
Recueil 30 Branne/9 recto.
- 45 « Plan géométral du château de Boinet appartenant à Mgr le Procureur général avec le projet de restauration et d'agrandissement désigné par une teinte rouge. »
plume et lavis - 0,636 x 0,478
Daté et signé: « 9 bre, année 1786. G. »
Recueil 30 Bruges/13.
- 46 « Plan du premier étage du château de Boinet appartenant à Mr le Procureur général, avec le projet de restauration et d'agrandissement, désigné par une teinte rouge. »
plume et lavis - 0,636 x 0,483
Daté et signé: « 9 bre, année 1786. G. »
Recueil 30 Bruges/14.
- 47 « Projet de différents portails, grilles et barrière pour l'entrée de la cour d'honneur du château de Monseigneur le Procureur général à Bruge[s]. »
plume et lavis - 0,431 x 0,288
Daté et signé: « février 1787. G. »
Recueil 30 Bruges/15.

- 48 « Château de Monbadon - Couronnement du dessus de la porte d'entrée de l'appartement de M. le baron » [à gauche] - « Couronnement du dessus de la cheminée de Mr le baron » [à droite].
plume et lavis - deux feuilles 0,166 x 0,202 (chaque) collées en plein [voir n° 31].
Daté et signé: « 7 bre, année 1787. G. »
[Deux impostes ornés d'un médaillon suspendu à un nœud:
a) à gauche: dans le médaillon, profil d'Henri IV;
b) à droite: profil de Minerve casquée (?).]
Recueil 30 Monbadon/8.
- 49 « Plan d'un nouveau bosquet et jardin potager projeté pour le château de Monbadon. »
plume et aquarelle - 0,638 x 0,477
Daté: « février, année 1788 »
« Copie du plan envoyé à Mr de Monbadon le 16 février 1788 »
[avec remarques sur le trace projeté du jardin].
Recueil 30 Monbadon/7.
- 50 « Plan du château de Monbadon. »
plume et lavis - 0,481 x 0,621
[Avec les restaurations projetées, en rouge]
Recueil 30 Monbadon/9.
- 51 « Elévation de la façade, du côté de la cour d'entrée de la maison de campagne de M. Couchon-nau, Entre-deux-mers, paroisse de S[ain]t-Léon, près La Sauve. »
plume et lavis - 0,790 x 0,535
Daté: « may 1786 »
[Elévation et plans du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage]
Recueil 30 La Sauve/54.
- 52 « Elévation de la façade du côté de la cour d'entrée pour la maison de campagne de M. Lumière avocat, suivant le projet de restauration de laditte maison. »
plume, lavis et aquarelle - 0,784 x 0,467
Daté et signé: « année 1787, Gastambide »
[Elévation et plans du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage]
Recueil 30 Indéterminé/12.
- 53 [Plan d'une maison de campagne]
plume, crayon et lavis - 0,535 x 0,390
[Au-dos: dessin de voûtes (?) au crayon.]
Recueil 30 Indéterminé/17.
- 54 [Dessin de charpente]
plume et lavis - Fragment de feuille, 0,231 x 0,479
Recueil 30 VIII-A/44.
- 55 « Plan géométral des principaux bâtiments de l'Abbaye de La Sauve, Entre-deux-Mers. »
plume, crayon, lavis - 0,441 x 0,574
Daté: « Levé dans le Mois d'Octobre 1786 »
Recueil 30 La Sauve/53.

Séjour à l'île Maurice

- 56 « Elévation projetée d'un petit temple en rotonde pour une fête militaire. »
plume et aquarelle sur papier bleu - 0,476 x 0,633 (partie centrale rapportée)
Daté et signé: « Année 1790. G. »
« Nota: Ce petit monument devait être élevé au centre du Champ-de-Mars et exécuté en pierre et brique comme il avait été fait partie en bois. »

Recueil 29 XXII-D/97.

- 57 « Elévation géométrale d'une maison projetée pour M. Lavergne dans son emplacement situé rue du rempart » et « Plan du rez-de-chaussée [...] ».
plume et lavis - 0,649 x 0,485
Daté et signé: « mars 1790. G. »
[au dos: dessin d'un voilier].

Recueil 30: Port-Louis/4.

- 58 a) « Elévation géométrale de la principale entrée de la [] . . de la Triple Espérance [sic] à l' . . O . . du Port Louis Isle de France. »
b) « Coupe de la [] . . de la Triple Espérance [sic] en face de la porte intérieure du temple. »
c) « Coupe de la [] . . de la Triple Espérance [sic] en face du sanctuaire et du trône. »
aquarelle, plume et lavis - 0,478 x 0,634
Daté et signé: « avril 1790. G. »

[Provient du Fonds Beaumartin, ne figurait pas à l'origine dans ce recueil.]

Recueil 29 Port-Louis/1.

- 59 « Elévation principale de la maison du citoyen Fissour, située dans la rue du rempart. »
plume, lavis et aquarelle - 0,480 x 0,633
Daté: « Ventôse, an 3^e de la République »
Signé en bas et à gauche: « J. Gastambide »
En bas et à droite, contresigné: « 16 Germinal, an 3^e. C. Delort, C. Fissour »

Recueil 30 Port-Louis/2.

- 60 « Projet de restauration pour la maison du citoyen Fissour, située dans la rue du rempart »
[Plans du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage].
plume et lavis - 0,476 x 0,625
Daté: « Ventôse, an 3^e de la République »
Contresigné: « 16 Germinal, an 3^e, C. Fissour, Charles Delort »

Recueil 30 Port-Louis/3.

- 61 [Plan d'un édifice en hémicycle] - Verso du n° 43
plume - 0,423 x 0,195
En bas: « Guay Fanfaron » [à mettre en rapport probablement avec Port-Louis où il existe le lieudit Trou Fanfaron]

Recueil 30 Branne/9 verso.
[voir plus haut n° 44]

SITE ARCHÉOLOGIQUE DE LA PLAGE DE L'AMÉLIE (commune de Soulac-sur-Mer, Gironde) SÉLECTION DE DÉCOUVERTES RÉCENTES

par Jacques MOREAU et Huguette RODOT

Dans un passé récent, le site archéologique de la plage de l'Amélie a livré de nombreux vestiges antiques. Nous rappellerons qu'en cet endroit du littoral atlantique médocain le sol antique apparaît dans un banc d'argile situé sur l'estran de la plage, en dessous du niveau des hautes mers. Il est l'objet, du fait de cette situation, d'une érosion marine permanente très active et pratiquement dans les quinze années qui viennent de s'écouler nous l'avons vu, peu à peu, disparaître.

Il a pu, fort heureusement, faire l'objet d'une surveillance quasi permanente par M^{lle} Jacqueline Dubarry, à qui revient l'honneur de la presque totalité des découvertes que nous allons évoquer.

Au fur et à mesure de la destruction du site, nous avons pu noter l'apparition de vestiges gallo-romains des 1^{er} et 11^e siècles de notre ère, de vestiges gaulois de la période de la Tène finale, notamment une importante série de monnaies en argent qui a été publiée par J.-C. Zittvogel¹, de quelques sépultures à incinération qui, à ce jour, n'ont pas été publiées et de nombreux vestiges attribuables au premier âge du fer avec des traces parfaitement identifiables d'une industrie d'extraction du sel².

De cette dernière période, fait exceptionnel dû à la présence d'un banc d'argile compacte humecté en permanence et favorisant particulièrement la conservation des matières organiques, des objets de bois ont pu être sauvés, notamment une sculpture anthropomorphe qui a été signalée par M. Jacques Couprie³.

Ce dont nous voulons tenir compte dans la présente note, ce sont des objets épars livrés par la couche archéologique. Les découvertes s'échelonnent sur plusieurs années. La fouille systématique étant pratiquement impossible pendant le trop court instant que laisse la marée basse, il ne s'agit que de découvertes à caractère de sauvetage, dont bien souvent le contexte exact n'a pu être observé avec toute la rigueur souhaitable.

Découvertes antérieures à 1972

Réf. AM 448

Très beau vase remonté, pratiquement entier, forme très particulière à panse rebondie débordant sur la partie inférieure du vase. Petit col légèrement évasé.

1. Bulletin de la Société française de Numismatique, 23, 1968, p. 334.

2. Bulletin et Mémoires de la Société archéologique de Bordeaux, LXVIII (1976), 111.

3. Gallia, 1975, 33, 2, p. 467.

4. Les numéros de référence sont ceux que portent les objets répertoriés et conservés au dépôt de fouilles de la Société d'Art et d'Archéologie de Soulac-sur-Mer.

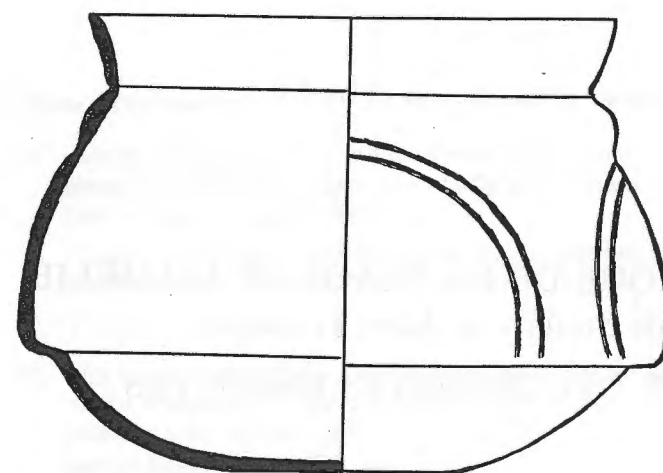


PLANCHE I



FIG. 1. — Réf. AM 448.

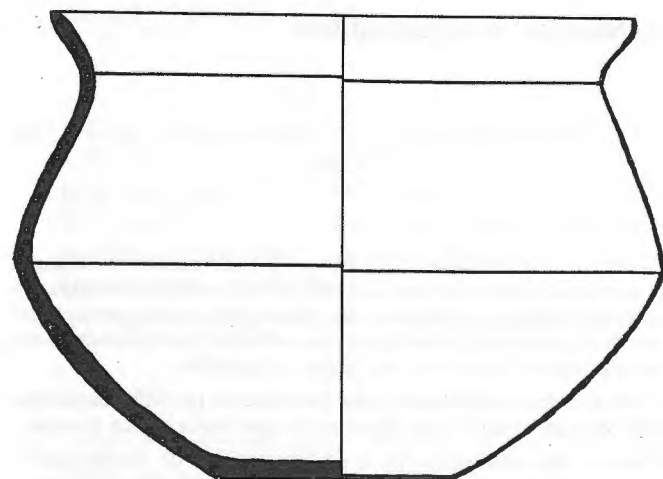


FIG. 2. — Réf. AM 445.

PLANCHE II

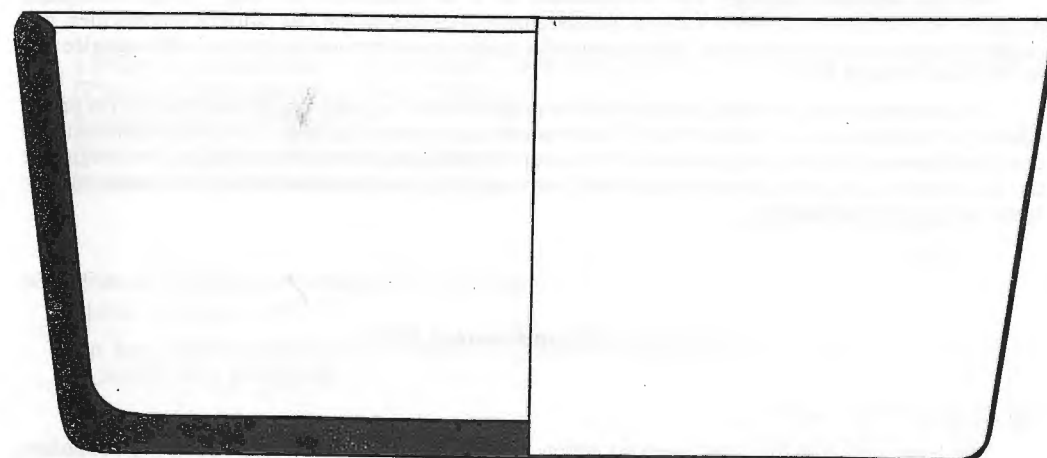


FIG. 1. — Réf. AM 437.

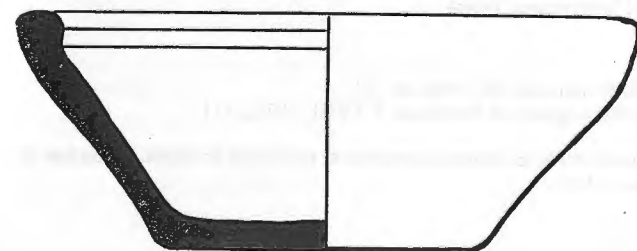


FIG. 2. — Réf. AM 439.

Céramique noire, brillante, non tournée mais parfaitement lustrée. Décor sur la panse formé de quatre profondes rainures disposées en quatre demi-cercles grossiers. Diamètre au col 16 cm, à la panse 20 cm, au pied 7 cm, hauteur 14 cm (pl. I, fig. 1).

Ce vase a très bien pu servir d'urne funéraire, mais nous n'en avons pas la certitude; il appartient au premier âge du fer.

Découvertes de l'année 1972

En provenance du niveau 2^e âge du fer (période de la Tène):

Réf. AM 437

Jatte profonde, à paroi presque verticale, pratiquement entière, en céramique gris rougeâtre sur pâte noire avec engobe gris noir fortement lessivé par la mer.

Diamètre 16,2 cm - hauteur 6,7 cm (pl. II, fig. 1).

Réf. AM 439

Moitié de petite jatte à lèvre rentrante, céramique à engobe noir sur pâte gris rouge et noire. Forme typique du 2^e âge du fer.

Diamètre 9,6 cm - hauteur 3,7 cm (pl. II, fig. 2).

En provenance du niveau premier âge du fer (période de Hallstatt):

Réf. AM 438

Petit vase à carène, pratiquement entier, céramique noire bien lustrée.

Diamètre à l'ouverture 9,7 cm - hauteur 6,5 cm (pl. III, fig. 1).

Cette forme est typique du premier âge du fer.

Réf. AM 442

Sous cette référence ont été groupés plusieurs tessons d'un même vase dont la forme n'est pas reconstituable. Ils présentent une qualité particulière. La céramique est fine, tournée, bien lissée, de couleur lie de vin à l'extérieur sur pâte grise, dure, avec un engobe rose à la face interne. On observe sur l'extérieur des traces d'un décor effectué au polissoir.

Ce type de céramique, de couleur rouge vineux, est signalé comme appartenant au premier âge du fer. Nous noterons sa rareté sur le site de la plage de l'Amélie, puisque ce sont les seuls tessons rencontrés, mais nous devons signaler la présence de fragments de même qualité au site du Gurp I (à quelques kilomètres au sud) dans un contexte typique du premier âge du fer.

Découvertes de l'année 1973

Réf. AM 443 et 444

Gros fragments d'une grille de four. C'est une plaque d'argile cuite, épaisse, avec de gros trous ronds d'environ 3 cm de diamètre. C'est là, sans doute, un vestige de l'industrie du sel. On pense que sur ces grilles étaient placés de petits augets dans lesquels on concentrait la saumure.

Réf. AM 447

Fragment d'un petit vase à fond plat, à paroi mince, en céramique rougeâtre, moulée à la main (pl. III, fig. 4 et 5).

Il pourrait s'agir d'un auget mais ceux-ci affectent en général des formes géométriques, ce n'est pas le cas de l'objet découvert qui n'est pas conservé sur toute sa hauteur et qui n'a pas une forme définissable. Son assimilation à un auget est donc douteuse.

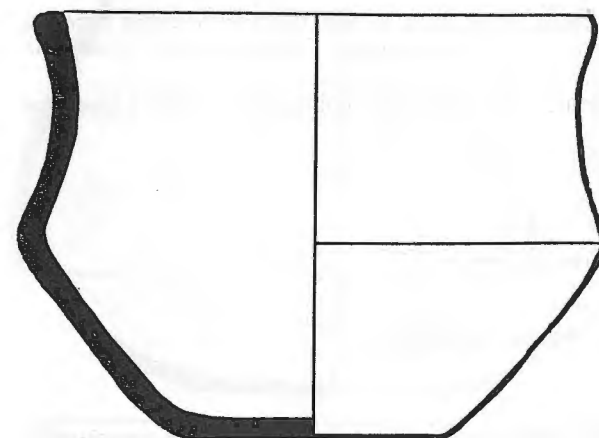


FIG. 1. — Réf. AM 438.

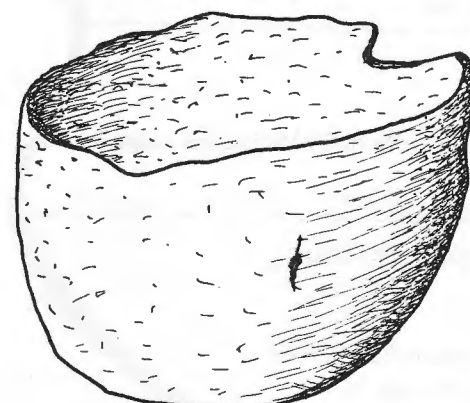


FIG. 2. — Réf. AM 446.

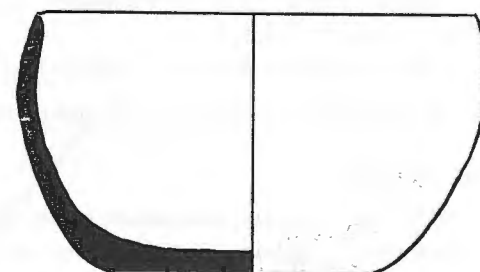


FIG. 3. — Réf. AM 446.

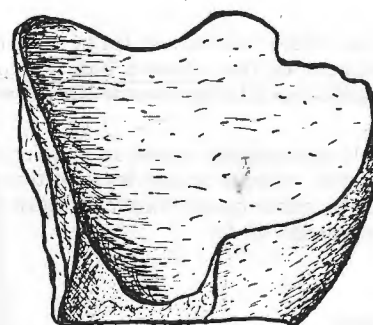


FIG. 4. — Réf. AM 447.



FIG. 5. — Réf. AM 447.

Réf. AM 446

Petite jatte complète à fond plat et à flancs arrondis, céramique rouge grossière, non tournée (pl. III, fig. 2 et 3). Attribuable au premier âge du fer.

Réf. AM 445

Vase presque complet, en céramique noire, non tournée, sans décor. Il pourrait s'agir d'une urne funéraire. La forme est à carène peu marquée (pl. I, fig. 2).

Diamètre au col 18 cm, à la panse 20 cm, au pied 7 cm, hauteur 14 cm.

Attribuable au premier âge du fer ou au Bronze final.



FIG. 1. — Réf. 457.

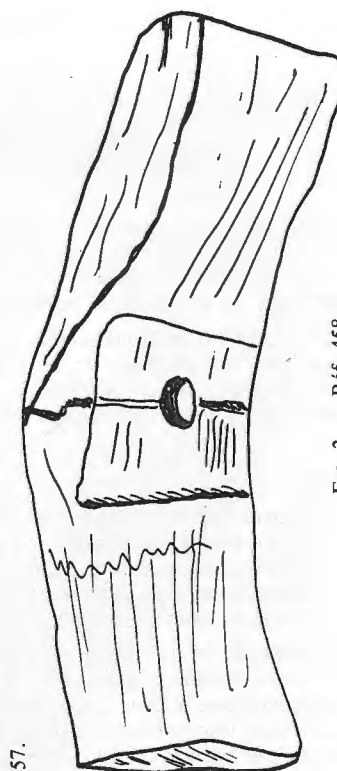


FIG. 3. — Réf. 458.

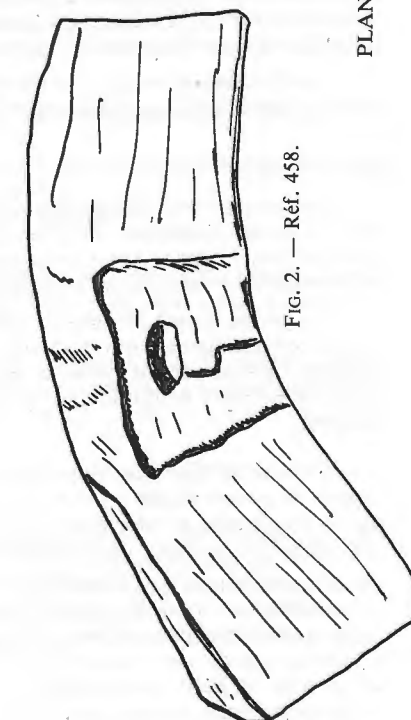


FIG. 2. — Réf. 458.



PLANCHE IV

Découvertes de l'année 1975

C'est au tout début de l'année 1975 que furent mis au jour, dans un banc d'argile compacte, plusieurs éléments de bois qui avaient manifestement été travaillés par l'homme.

Réf. AM 457

Un grand plat taillé dans un morceau de cœur de chêne. Il est grossièrement rectangulaire et mesure 42,5 cm de longueur, 18,5 cm de largeur et 2,5 à 3 m d'épaisseur. Il a été évidé au couteau sur une surface sensiblement ovale de 35 cm sur 16 cm. A la face inférieure deux autres évidements ont été aménagés sur les petits côtés, pour permettre une meilleure préhension (pl. IV, fig. 1).

La partie centrale du fond semble avoir subi l'action du feu et est percée d'un grand trou de forme irrégulière. La présence de cette détérioration, qui nous paraît intentionnelle, permet de supposer que ce plat pouvait faire partie du mobilier d'une sépulture où il aurait joué le rôle d'un objet rituellement tué; ceci ne peut être considéré que comme une hypothèse.

Réf. AM 458

Deux éléments, probablement jointifs et taillés dans une même bûche. Ils affectent la forme générale d'un arc de cercle qui aurait eu environ 80 cm de diamètre. La largeur est de 7 à 8 cm, le diamètre des deux parties réunies est de 6,5 à 7 cm mais l'une des deux est nettement plus épaisse (4,5 cm). Un trou traverse de part en part les deux parties, il est légèrement ovale (25 mm sur 18 mm) et est orienté d'une manière oblique par rapport à l'axe des deux pièces.

Un fragment de la cheville de bois a été retrouvé. Sur leurs faces jointives, les deux pièces ont fait l'objet d'un évidement qui a réservé une cavité en légère forme de queue d'aronde, cavité au milieu de laquelle passe le trou. Dans la moitié la plus épaisse, la loge ainsi obtenue est plus profonde (6,5 mm) que dans l'autre moitié (3 mm). Cette loge, qui est donc de forme légèrement trapézoïdale, mesure à la grande base 6 cm, à la petite base 5,2 cm, la hauteur étant de 4,8 cm (pl. IV, fig. 2 et 3).

Quelle pouvait être la destination d'un tel objet? Nous sommes assez perplexes; la meilleure explication nous paraît être son attribution à une partie de la jante d'une roue de char. Les logettes trapézoïdales avec leur cheville permettaient la fixation du rayon de la roue. Nous n'avons observé aucune trace d'un bandage métallique faisant l'office de bande de roulement, ni aucune trace d'une possibilité d'assemblage de ce fragment de jante avec ses voisins.

Etant donné le contexte archéologique de ces deux objets de bois, on peut les attribuer au premier âge du fer. Après traitement approprié, leur état de conservation est excellent.

Réf. AM 452

L'objet que nous allons décrire maintenant a été découvert en janvier 1975 par l'un de nous (H.R.), sur des indications fournies par Jacqueline Dubarry. C'est un grand vase. Il était écrasé en place au milieu d'une fosse ceinturée par une structure de bois. Au début de l'intervention la partie supérieure de la fosse avait déjà été détruite par la mer.

Les parois étaient formées de piquets de bois fichés verticalement, de madriers et de fascines placés horizontalement qui dessinaient grossièrement un carré d'environ 1 m de côté (structure en gabion). La fosse devait avoir au départ 90 cm à 1 m de profondeur, mais il n'en restait que 50 à 60 cm. L'intérieur était rempli d'argile mêlée de sable et contenait les débris d'un vase qui a pu être remonté.

D'après Mlle Dubarry, la partie supérieure observée quelques jours auparavant avait livré divers tessons de poterie et une corne de bœuf. Tout en surface on pouvait voir une zone brûlée constituée par de minuscules et informes débris d'argile cuite. Au niveau des débris du vase ont été également rencontrés divers objets dont ci-dessous l'inventaire:

- un galet de quartzite blanche qui est manifestement un outil tant sa forme est fonctionnelle; il présente un corps cylindrique et deux extrémités arrondies avec quelques traces de percussion. Il a pu servir de pilon pour écraser du grain dans un mortier ou sur une meule;
- un nucléus de silex blond cireux d'assez mauvaise qualité;
- un éclat de géode de quartzite;
- un grand éclat de silex blond cireux;
- un grand fragment de meule en poudingue rose foncé;
- un éclat de galet de quartzite rose;
- un morceau de bois (emplacement d'un nœud);
- un petit fragment de fond de faisselle;

PLANCHE V



FIG. 1. — Grand vase, réf. AM 452.

- un fragment de poterie noire brillante, de type gallo-romain (probablement amené dans la fosse par la mer);
- quatorze tessons de poterie non tournée, typique du premier âge du fer, dont un seul tesson (fragment de fond) présente un dégraissant fait de coquilles;
- six fragments d'os d'animaux dont la moitié d'une mâchoire de bœuf;
- un fragment de charbon de bois.

L'intérieur du vase contenait des débris d'ossements brûlés et non brûlés ainsi que des dents. L'analyse anatomique a montré qu'il s'agissait d'ossements de bovidés et de dents de lait de mouton. Il n'y avait aucun débris humain.

Le vase a pu être reconstitué en dépit du grand nombre de fragments et de la friabilité d'une céramique gris noir, assez peu cuite et non tournée. Il mesure 23 cm de diamètre à l'ouverture, 25 cm à la panse, 11,5 cm au pied pour une hauteur de 22,5 cm (pl. V, fig. 1). La forme est ovoïde à large ouverture avec courte lèvre légèrement éversée.

Il semble donc qu'on soit en présence d'une fosse contenant un dépôt votif correspondant à l'holocauste de jeunes animaux.

Par ailleurs, nous avons l'impression que le vase lui-même n'est pas tout à fait contemporain des tessons de poterie qui l'entouraient. Ceux-ci sont parfaitement datables du premier âge du fer, le vase nous semble plutôt appartenir à la période du Bronze final. Il pourrait alors s'agir d'un vase funéraire, de la période des champs d'urnes, réutilisé postérieurement pour y déposer une offrande. Il serait intéressant de savoir si une telle coutume est attestée par ailleurs, notamment en Aquitaine.

Réf. AM 460

Petit vase entier, de forme presque sphérique, à fond plat, en céramique noire non tournée, assez bien lustrée. Le col éversé est marqué d'une rainure faite à la ficelle. Diamètre au col 9 cm, même diamètre à la panse, diamètre au pied 4,5 cm, hauteur 6,3 cm (pl. VI, fig. 1). Datation présumée: début du premier âge du fer.

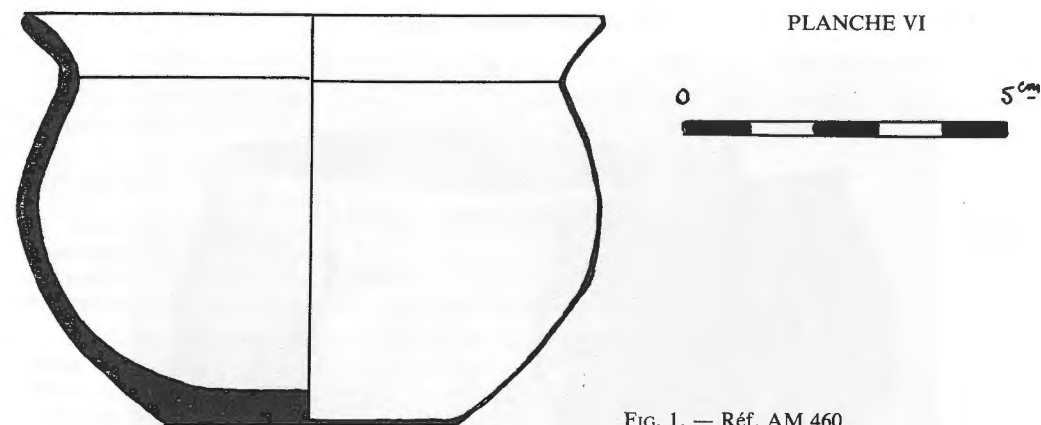


FIG. 1. — Réf. AM 460.

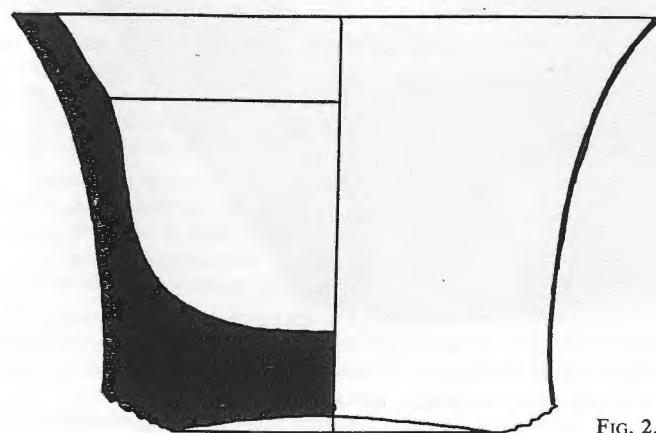


FIG. 2. — Réf. AM 461.

Réf. AM 461

Ecuelle en céramique noire, non tournée, bien lustrée. Diamètre 10,1 cm, hauteur 6,3 cm (pl. VI, fig. 2).

A l'examen on s'aperçoit que cette écuelle n'est en réalité que le pied creux d'un vase du type vase balustre qui a été retaillé au niveau d'une cassure afin d'être réutilisé. Nous avons déjà rencontré ce type de réutilisation dans une fosse datable du 2^e âge du fer au chantier de fouilles de la Pointe de la Négade (rapport 1973), mais d'après la qualité de la céramique le présent objet est datable du premier âge du fer.

Conclusions

Au fil des années la plage de l'Amélie se révèle comme un site archéologique très important où se côtoient des vestiges d'une industrie et les traces d'un habitat révélé par des offrandes et des sépultures. Malheureusement, l'impossibilité d'y effectuer des fouilles systématiques suivies empêche une vue d'ensemble et une synthèse des activités humaines aux diverses époques.

LA CASERNE DE LIBOURNE, JALON PRÉCOCE DU NÉO-CLASSICISME EN BORDELAIS ?

Contribution à l'étude architecturale
du quartier de cavalerie de Libourne

par Jean-Yves BOSCHER

Le quartier de cavalerie de Libourne, improprement appelé caserne, a été édifié pour remédier aux problèmes posés par le logement des gens de guerre, la ville recevant soit des troupes de passage, soit des régiments qui y tenaient garnison pendant un séjour plus ou moins prolongé. La construction d'une caserne devait permettre à la ville de s'acquitter de ce devoir sans avoir recours à la location onéreuse de maisons et lui éviter les inconvénients des charges annexes (entretien d'un casernier, aménagement d'écuries provisoires dans des hangars ou des chais, fourniture de l'ustensile et d'une partie du mobilier, l'autre partie restant à la charge de l'habitant)¹.

LES PREMIÈRES CASERNES

Ce problème de l'hébergement des gens de guerre s'était posé à Libourne dès le début du XVIII^e siècle. En 1718, décision fut prise par la ville d'édifier une caserne. Un projet s'ensuivit dès 1720 qui prévoyait la construction *intra muros* d'un quartier de cavalerie pour 2 000 hommes et 320 chevaux. Mais, par suite de l'indécision de la ville à entériner son projet, et du fait même de l'absence totale de troupes à Libourne de 1728 à 1745, les premières études et travaux ne commencèrent qu'au milieu du XVIII^e siècle (vers 1757-1759).

Une première caserne devait s'édifier en ville aux abords de la rue de Périgueux. Un projet attribué à l'ingénieur Duperron (bien que non daté et non signé) présente un plan du premier niveau de l'édifice (cuisines et écuries), une coupe et un profil sur cour, plusieurs autres coupes et l'élévation de la façade prévue pour la rue de Périgueux (fig. 1, 2, 3, 4)².

L'ensemble de ce projet prévoyait un pavillon des officiers encadré sur cour par deux longues ailes attenantes et symétriques, destinées aux écuries et aux soldats, logés à l'étage. Les écuries étaient réparties sur tout le premier niveau. Elles comportaient quatre alvéoles de neuf boxes chacune au pavillon des officiers, situées de part et d'autre d'un vestibule cantonné d'un important massif d'escalier ; sur toute la longueur de chaque aile, elles se divisaient en huit alvéoles de quatorze boxes, ayant chacune leur ouverture et séparées à intervalles réguliers de deux alvéoles par un escalier.

1. Cf. LEWDEN, *Les casernes de Libourne...* ; toutefois, les casernes une fois construites, le problème de l'hébergement des militaires chez l'habitant ne disparaît pas...

2. Projet dit de Duperron : plans, coupes, élévations ; Archives Départementales de la Gironde (A.D.G.), 8 J 319.

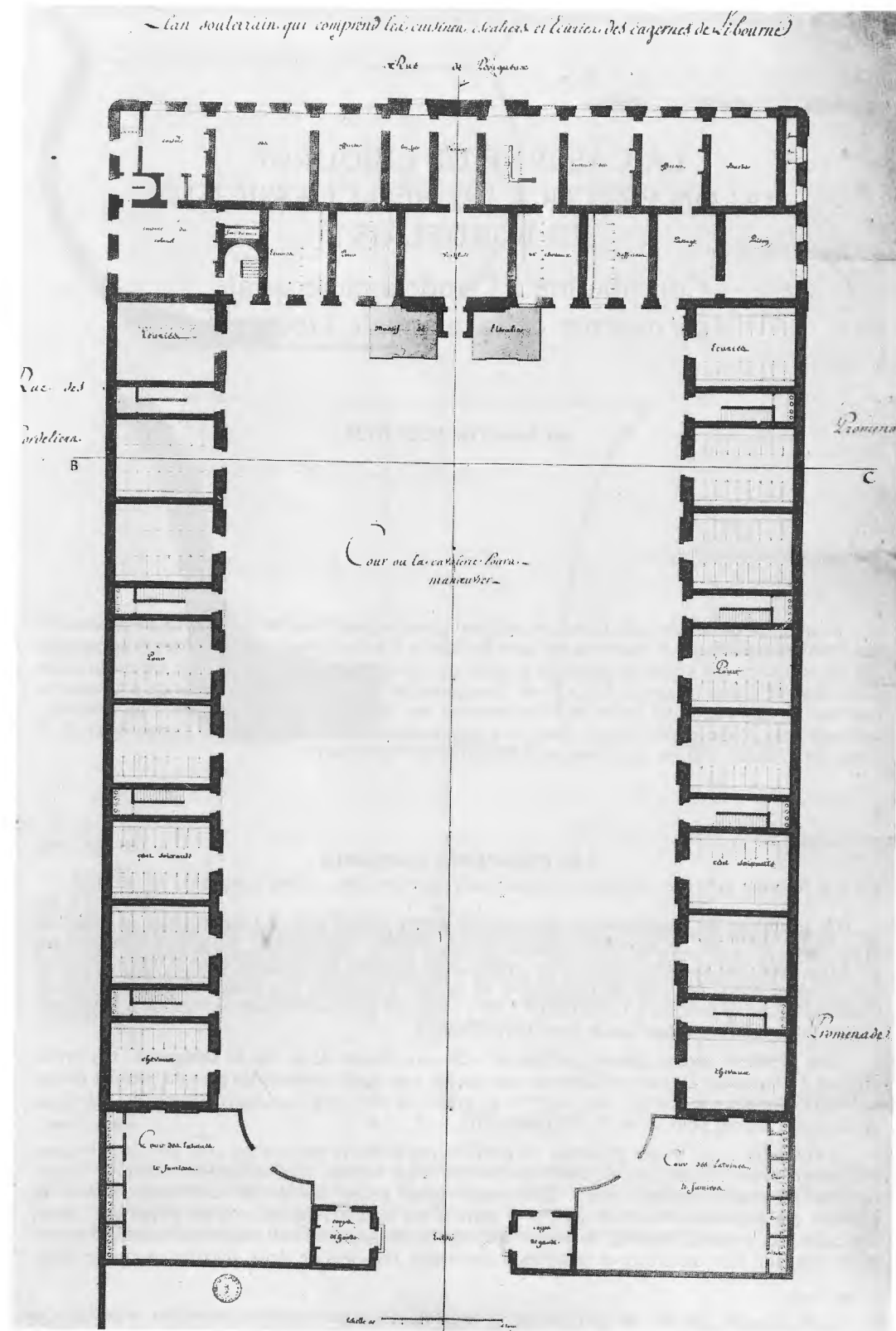


FIG. 1. — Plan de l'ancien quartier de cavalerie.
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

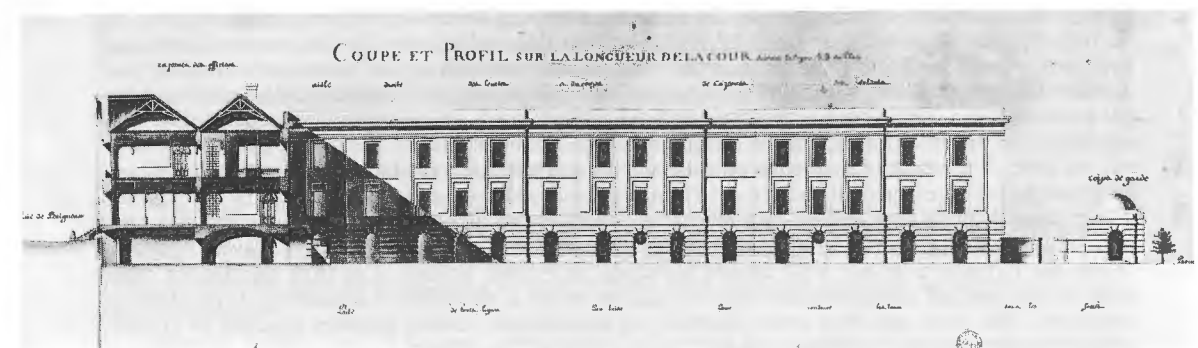


FIG. 2. — Ancien quartier de cavalerie : coupe et profil sur la longueur de la cour.
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)



FIG. 3. — Ancien quartier de cavalerie : façade sur la rue de Périgueux.
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

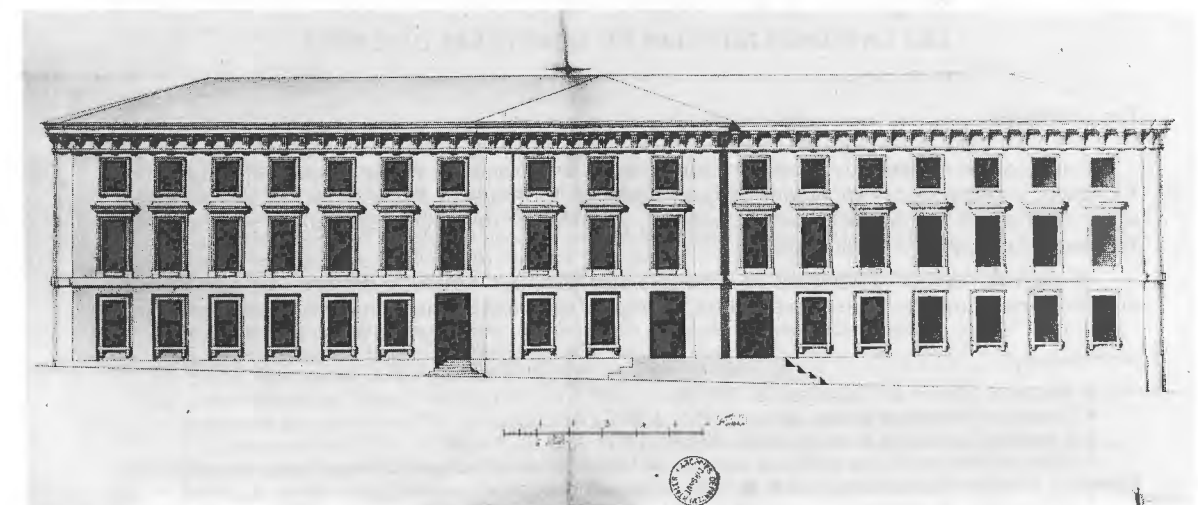


FIG. 4. — Projet de transformation de l'ancien quartier de cavalerie : façade, rue de Périgueux.
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

L'ensemble était ainsi apte à recevoir 324 chevaux, dans des boxes disposés « canoniquement » de façon à recevoir la lumière de côté. La multiplication des escaliers des écuries et leur disposition était conforme à la distribution des quartiers de cavalerie adoptée depuis Vauban et conseillée par Bélidor³. L'ensemble des bâtiments revêtait une certaine majesté par le caractère déjà monumental du parti adopté. L'élévation se composait de trois niveaux sur la cour, traités avec ce souci d'homogénéité et de lisibilité qui caractérise l'architecture de l'époque dite de transition. Sur un premier niveau doté d'un appareil à refends et d'un escalier à double révolution au pavillon des officiers, s'élevaient deux étages auxquels est réservé l'appareil lisse, selon une conception classique à l'époque. L'importance du rythme ternaire qui régentera l'architecture néo-classique est déjà assez accusée : chaque aile, côté cour, est rythmée de trois avants-corps en faible saillie de trois travées chacun ; le jeu des ouvertures et des oculi adopte également le rythme ternaire. Les trois façades sur cour sont couronnées par une importante corniche qui les unifie. L'ensemble de ce quartier de cavalerie se terminait, côté cour, par deux cours réservées au stockage du fumier, séparées chacune de la cour d'honneur par un mur curviligne attenant à l'un des pavillons d'entrée dotés chacun de l'appareil à refends des écuries et élégamment sommé d'un petit dôme.

La façade de la rue de Périgueux, en raison de la dénivellation, n'offrait que deux niveaux et comportait en son centre un avant-corps de faible saillie doté d'un fronton à l'antique et rythmé de trois travées.

Ce projet de Duperron de Gesnecourt, assez remarquable, reçut un début de construction. Il s'élevait à la hauteur du rez-de-chaussée en 1760⁴. Mais, la construction étant défectueuse, les travaux furent suspendus dès cette même année⁵. Les écuries étaient en effet placées à neuf pieds (2,92 m) en dessous du niveau de la rue, solution qui ne fut guère appréciée ; la mauvaise construction des fondations et un défaut d'appareil dans les voûtes, le risque d'humidité dû à l'importante dénivellation firent abandonner ce projet en cours de réalisation. Dès 1763-1764, cette ancienne caserne fut promise à une reconversion en logements d'habitation⁶. Il est en effet prévu à cette époque d'élever onze logements sur les fondations des deux bâtiments commencés. La cour d'honneur était partagée en neuf cours. Un plan de 1764⁶ indique l'état des travaux à ce moment : seuls l'aile nord et le pavillon des officiers avaient reçu leurs fondations. Le pavillon était aligné sur l'oblique du tracé des remparts de la ville qui avaient été conservés bien que le projet de Duperron en eût exigé la destruction. La nouvelle destination du bâtiment devait en changer l'aspect : l'aile nord des soldats était partagée par la rue Neuve Lirot et la façade de la rue de Périgueux devait recevoir des transformations qui, par absence totale de symétrie et l'adjonction d'un troisième niveau sans fronton, altéraient profondément le parti originel. Toutefois l'on peut remarquer dans ce projet de nouvelle façade quelques détails qui marquent, là aussi, une certaine pénétration des préceptes du néo-classicisme par l'apparition d'une corniche au-dessus de chaque fenêtre de l'étage noble et l'adoption d'un attique surmonté d'une importante corniche à modillons⁷.

Ce projet de transformation du quartier dut, lui aussi, rester sans suite. Les matériaux provenant des anciens bâtiments furent demandés en remploi pour servir à l'édification des nouvelles casernes par l'entrepreneur Touffaire dès novembre 1764, puis destinés par la ville à l'érection d'une fontaine⁸.

LES CASERNES ROYALES OU NOUVELLES CASERNES

Les architectes

Les secondes casernes de Libourne, implantées hors les murs de par la volonté du maréchal de Richelieu, construites dès les premières campagnes sur les fonds de l'Etat (le projet des anciennes ayant été financé par la ville), sont, semble-t-il, l'œuvre de trois architectes qui s'y sont succédé : Barreau, Mac Laurin et Saint-André.

Il est très tentant d'attribuer la paternité des premiers projets à Barreau de Chefdeville, architecte personnel de l'intendant Boutin, d'origine parisienne et inspecteur des Bâtiments pour

3. BÉLIDOR, *Science de l'ingénieur*, p. 388-392.

4. Lettre de l'intendant Boutin, 25 août 1765, A.D.G., C 1265.

5. Lettre de l'architecte Saint-André du 20 avril 1771 ; A.D.G., C 1267.

6. Plan de distribution des anciennes casernes de Libourne (signé Belliquet et Faugereau ; « ne varietur ») ; Libourne, Archives Municipales, EE 19/28.

7. « Élévation des maisons à construire sur les fondations des casernes commencées à Libourne » ; A.D.G., 8 J 319.

8. Lettre Touffaire de juillet 1765 ; A.D.G.

l'intendance de Guyenne. Les textes signalent en effet un architecte parisien, Barreau, dont le décès survient la même année que celui du protégé de l'intendant. Barreau aurait livré les premiers projets en 1764-1765 ; leur exécution aurait été confiée après sa mort en 1765 à un architecte de même origine, Mac Laurin, « demeurant à Saint-Sulpice »⁹. Ce dernier fut chargé, vers 1770 de l'édification d'un hôtel pour une compagnie de corps de garde à Amiens¹⁰, et, de ce fait, fut bientôt relayé en 1771, par la volonté de l'intendant Esmangart, par un troisième architecte, Saint-André, ingénieur des Ponts et Chaussées et auteur d'un projet pour les casernes d'Auxonne⁹.

Oudot de Mac Laurin, architecte de Saint-Sulpice, auteur de la tour nord de cette église, connu pour avoir été l'un des amis de Barreau de Chefdeville, a participé à la construction de Saint-Nicolas de Nérac, où il s'est fait, là aussi, en juillet 1765, le successeur de Barreau qui dès 1752-1753 s'était montré adepte du style « à la grecque » et avait présenté pour Nérac un projet de façade néo-classique, voire palladienne¹¹.

Barreau aurait donc été l'auteur des projets d'ensemble des nouvelles casernes, dont l'aile est des soldats aurait été construite par l'ingénieur Touffaire sous la direction de Mac Laurin qui, en 1770, livre une « décoration des corniches et ornements du rez-de-chaussée du pavillon des officiers », dont le projet d'ensemble n'était pas arrêté en 1767¹².

Mais les desseins de Barreau et Mac Laurin furent réduits et simplifiés par mesure d'économie à la demande de l'intendant Esmangart qui fit appel à Saint-André. Ce dernier aurait alors changé l'ornementation prévue pour l'escalier de l'aile des soldats et aurait travaillé à l'édification du pavillon des officiers¹³.

Les documents d'archives et la chronologie

Par ailleurs, les documents d'archives semblent donner une datation assez haute des deux premiers bâtiments construits : l'aile des soldats et le pavillon des officiers. L'aile des soldats aurait reçu ses fondations en 1766¹⁴ et se serait achevée fin 1771-début 1772¹⁵,¹⁶. L'intérieur (escalier, planchers, plafonds) restait encore à faire. En juin 1773, les planchers auraient été exécutés et les murs de l'escalier se seraient élevés à la hauteur du premier étage¹⁷. La fin des travaux de cette aile autour de 1772-1773 est par ailleurs confirmée implicitement dans un mémoire de 1793 qui indique que ce bâtiment était achevé depuis vingt ans¹⁸.

Le début des travaux du pavillon des officiers remonterait à 1771, année où toutes les sommes reçues sont employées à partir d'avril à sa construction. En juin de la même année, le pavillon « est avancé jusqu'à la hauteur de l'imposte des grandes arcades et croisées de la façade principale »¹⁹. Dès juin 1773, le gros-œuvre aurait été, selon les textes, en bonne voie d'achèvement et l'escalier commencé à la fin de l'année. Cependant la confusion des documents ne permet pas de discerner les travaux relatifs à l'escalier nord de l'aile des soldats et ceux propres à celui du pavillon central. En juin 1776, le dallage du pavillon des officiers est très incomplètement posé, et la rampe de l'escalier est encore inexistante. En novembre de la même année, un inventaire du mobilier des casernes établit en détail l'ameublement du pavillon des officiers, et laisse supposer que cet édifice était quasi achevé. Les historiens libournais du XIX^e siècle le tiennent pour terminé en 1777. Une lithographie de 1803 atteste qu'au début du siècle les deux premiers corps de bâtiment des casernes étaient entièrement achevés (fig. 5)²⁰.

9. Lettre d'Esmangart à Saint-André, du 1^{er} mai 1771 ; A.D.G., C 1267.

10. Lettre de Maclaurin à l'intendant des 20 mars 1770 et 7 janvier 1771 ; A.D.G., C 1267.

11. F.G. PARISET, *Barreau de Chefdeville...* (1962) ; *Saint-Nicolas de Nérac...* (1969).

12. Lettre Pierre Touffaire du 14 décembre 1767 ; A.D.G., C 1265.

13. Lettre de Saint-André à l'intendant du 20 avril 1771 (où l'architecte s'engage à terminer la construction du pavillon des officiers et à y apporter plus d'économie que dans les bâtiments précédents) ; A.D.G., C 1267.

14. Lettre Touffaire du 14 avril 1766 ; A.D.G., C 1265.

15. Lettre de l'intendant (?) à Saint-André du 1^{er} mai 1771 ; A.D.G., C 1267.

16. Lettre Touffaire du 3 janvier 1772 ; A.D.G., C 327.

17. Reconnaissance des ouvrages faits aux différents corps de bâtiments des casernes, juin 1773 ; A.D.G.

18. Rapport Bazignan de janvier 1793 (projets de travaux pour 1792-1793).

19. Lettre Saint-André du 21 juin 1771 ; A.D.G., C 1267.

20. Lettre Billard du 3 juin 1776 ; A.D.G., 8 J 319 ;

— Inventaire de novembre 1776 : plusieurs fois cité aux A.D.G., et aux Arch. Mun. de Libourne.

— Fin des travaux en 1777 : cf. SOUFFRAIN, *op. cit.*, qui maintient la date de 1766 pour le début des travaux ; dates reconduites par GUINODIE, *op. cit.*

— Bohé : les casernes de Libourne, lithographie datée de 1803 ; A.D.G., 4 L 555/5.

— Inventaire de novembre 1776 (A.D.G., C 1268...).

L'inventaire du mobilier du pavillon des officiers, dressé après vérification des fournitures et de l'ameublement déposés dans ce bâtiment, le 2 novembre 1776, révèle le détail de cet ameublement et la distribution

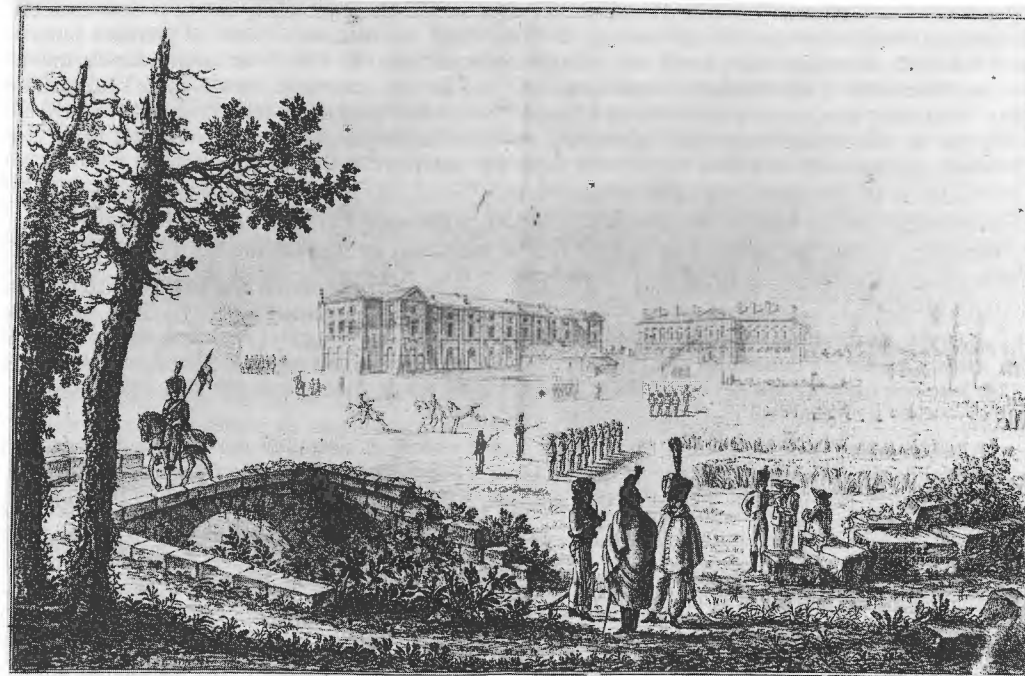


FIG. 5. — Les casernes de Libourne en 1803, par Bohé (lithographie).
(Cl. Inventaire Général, Aquitaine - Opérateurs Chabot-Dubau.)

Le style des nouvelles casernes : l'adoption délibérée du néo-classicisme

En regard de la datation proposée par les sources d'archives, le style adopté pour l'ensemble du projet, notamment dans l'aile des soldats et au pavillon des officiers, nous étonne par sa précocité. L'influence du néo-classicisme apparaît dès le premier bâtiment et se fait plus manifeste au second. Le sens du grandiose, du monumental est à l'ordre du jour chez les architectes de la fin du XVIII^e siècle.

intérieure du pavillon qui comportait vingt chambres au premier étage et vingt-quatre au second, toutes destinées aux officiers.

Il avait été prévu : 68 lits « à la duchesse », garnis chacun d'un ciel de lit, d'une paillasse, de deux matelas de laine fine en toile de guingan bleu et blanc, d'un traversin de plume, de deux couvertures de laine blanche, l'une de Rouen, l'autre de Montpellier ; 204 paires de draps, 408 serviettes, 68 pots de faïence avec cuvette, 68 vases en faïence, 88 chandeliers de cuivre, des mouchettes en fer, des rideaux de toile blanche ; 44 tables, 44 commodos munies de deux grands tiroirs et de deux petits, 44 porte-manteaux et 132 chaises.

En outre, les officiers supérieurs avaient droit à un mobilier plus important : le major et le lieutenant-colonel recevaient chacun un bureau (dont le deuxième était destiné au trésorier) « à quatre places » pour le major, et « à deux places » pour le trésorier ou le lieutenant-colonel, et une grande table à tiroir en sapin, deux fauteuils, une douzaine de chaises ; leur lit était agrémenté d'une courte pointe de siamoise flammée doublée de toile grise. Trois antichambres dotées de deux tables de dix-huit couverts étaient mises à la disposition des officiers supérieurs.

Chaque chambre d'officier était joutée d'un bouge destiné au domestique de l'officier. Il était prévu pour lui un bois de lit garni d'une paillasse, d'un matelas de laine commune, un traversin de plume, une couverture de laine blanche de Toulouse et deux paires de draps.

Les bureaux et les tables étaient disposés dans deux salles de compagnie au premier étage, réservées au major et au lieutenant-colonel.

Le pavillon comptait quatre salles à manger dont deux au premier étage et deux au second ; chacune d'elles était dotée d'une table de dix-huit couverts montée sur trois tréteaux, deux autres tables de moindre grandeur sur pliants et dix-huit chaises.

Les meubles en bois ont été exécutés par un menuisier de Libourne, Jean Doussenot, de juin à septembre 1776. L'ensemble du mobilier du pavillon a été estimé à 36 416 livres 6 sols le 10 février 1777 par l'intendant Dupré de Saint-Maur.

22. F.G. PARISSET, *Le néo-classicisme*, op. cit. Des contreforts de ce type ont été employés dans l'ornementation du second Château Trompette. Certaines casernes de la fin du XVIII^e siècle (d'époque Louis XVI) adoptent des éléments décoratifs de l'époque Louis XIV, voire de style Louis XIII.

Le projet prévoyait un grand pavillon central encadré de deux ailes rigoureusement identiques, chaque bâtiment étant indépendant, et l'ensemble traité dans un effet de perspective. Les écuries devaient comporter 644 à 668 chevaux à raison de 244 boxes pour la seule aile des soldats et 156 à 180 boxes dans le pavillon des officiers, ce qui, déjà, doublait la capacité de ce quartier par rapport à l'ancienne caserne. Mais l'aspect monumental est aussi surtout donné par la sobriété du décor, la justesse des proportions et des rythmes, la nudité des surfaces et l'importance accordée à la grande dimension des ouvertures.

L'aile des soldats (fig. 6, 7, 8, 9, 10) met en valeur l'importance du rythme ternaire, cher au palladianisme, adopté pour la répartition des masses principales du bâtiment, et dans l'élévation de trois étages avec attique. De même la division horizontale de la façade accuse ce parti dans le jeu et le nombre des arcades et des oculi du rez-de-chaussée. Les leçons du néo-classicisme ont été aussi retenues dans l'austérité du décor, l'équilibre des horizontales et des verticales, ces dernières pourtant fortement soulignées par des contreforts à fruit important « qui s'amincissent en montant »²¹, et sont, comme le fossé d'enceinte, des éléments archaïques empruntés à l'architecture défensive traditionnelle pour mieux rappeler la destination de l'édifice. En opposition aux contreforts, les bandeaux et allèges au dessin épuré, en très faible saillie, soulignent le parti horizontal de la façade, renforcé par l'imposante corniche à modillons directement posée au dessus de l'attique, sans élément intermédiaire. A l'intérieur, neuf travées scandent les écuries (voûtées d'arêtes), dans un système de correspondance mutuelle avec les ouvertures de la façade. Les extrémités de l'aile sont chacune divisées en trois éléments dont un escalier central assez important, aujourd'hui disparu, et doté, semble-t-il, d'une double révolution et palier central (dans un système probablement proche de celui adopté au vestibule du corps de logis des officiers).

Feuille 17
Caserne
Libourne 1792
pour 1795.

Plan à Rez-de-Chaussée des Casernes de Libourne,
Relatif aux projets de 1793.

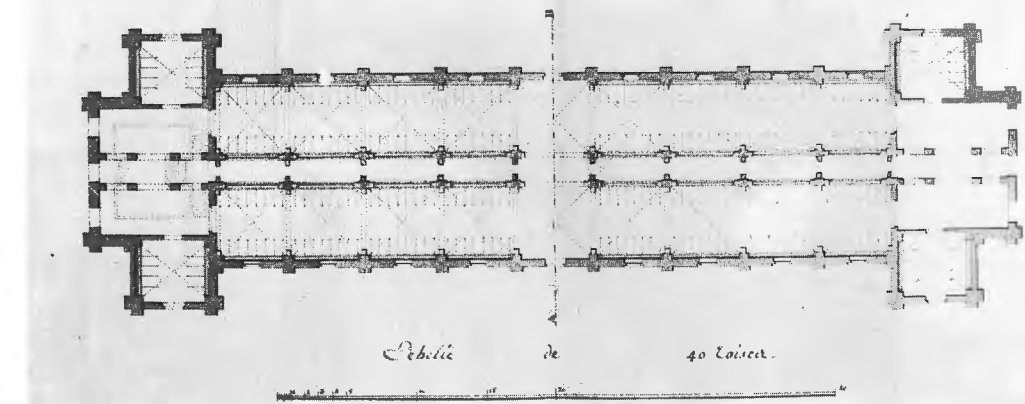


FIG. 6. — Plan des grandes écuries (rez-de-chaussée du bâtiment des soldats) (1792).
(Cl. J.-Y. Boscher.)

Les harmonieuses proportions des différents volumes que forment les écuries, le couloir central et les escaliers latéraux, obéissent à un certain rythme souligné avec logique et élégance par les baies, surmontées parfois d'un oculus, qui ponctuent le couloir central, voûté, et suffisamment étroit pour créer, à l'origine, un savoureux effet de perspective (qui est développé plus tard par Deschamps aux Entrepôts Lainé).

Le pavillon des officiers (fig. 11, 12) affirme la volonté d'austérité d'un néo-classicisme encore plus épuré. Le rythme ternaire scande également la façade composée de six travées de part et d'autre d'un avant-corps central de trois travées. L'élévation, de trois étages, comporte de petites ouvertures au soubassement ; fenêtres hautes et étage supérieur sont englobés dans une série de quinze embrasés.

21. F.G. PARISSET, *Le néo-classicisme*, op. cit. Des contreforts de ce type ont été employés dans l'ornementation du second Château Trompette. Certaines casernes de la fin du XVIII^e siècle (d'époque Louis XVI) adoptent des éléments décoratifs de l'époque Louis XIV, voire de style Louis XIII.



FIG. 7. — Façade de l'aile est (ancien bâtiment des soldats). (Cl. J.-Y. Boscher.)

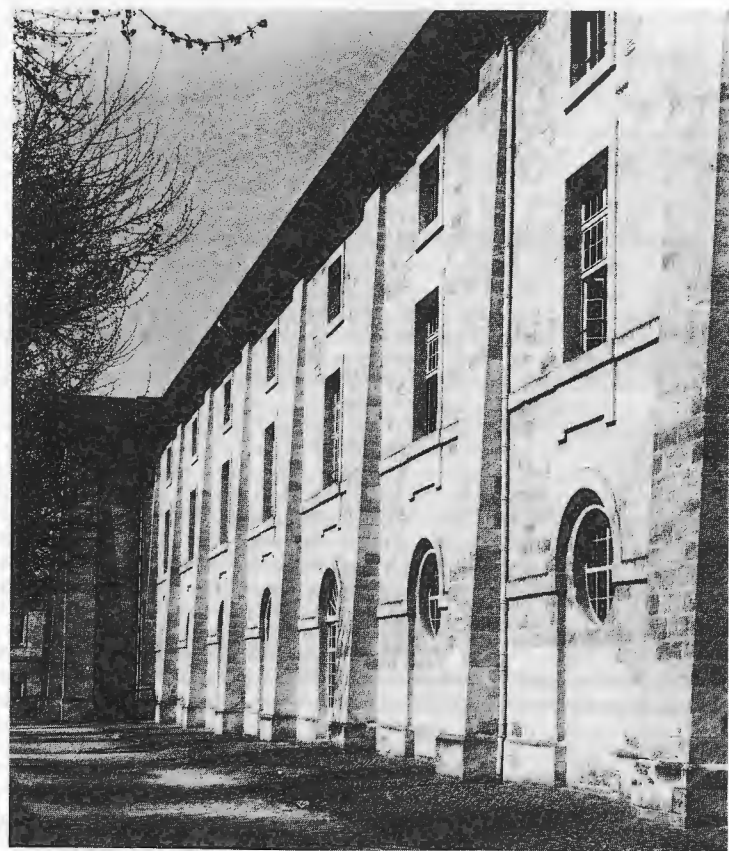


FIG. 8. — Façade de l'aile est. (Cl. J.-Y. Boscher.)

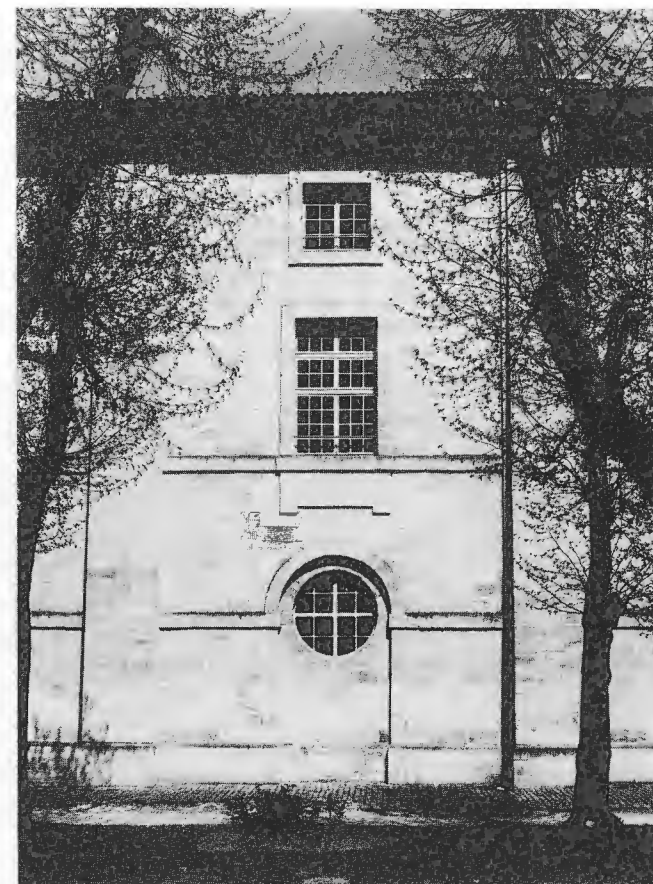


FIG. 9. — Une travée de l'aile est. (Cl. J.-Y. Boscher.)

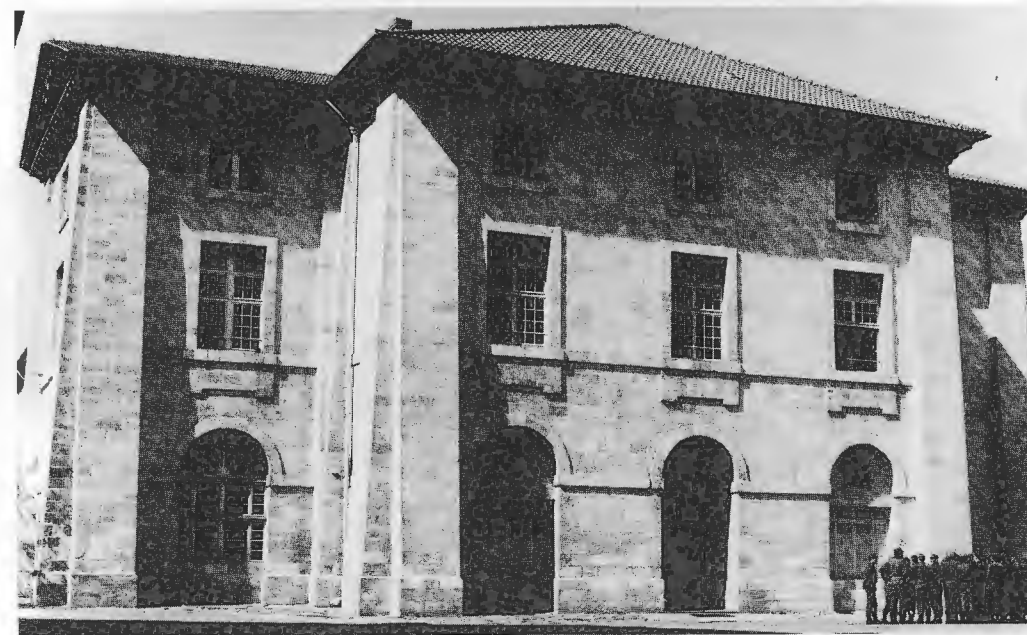


FIG. 10. — Façade latérale sud de l'aile est (ancien bâtiment des soldats).
(Cl. J.-Y. Boscher.)

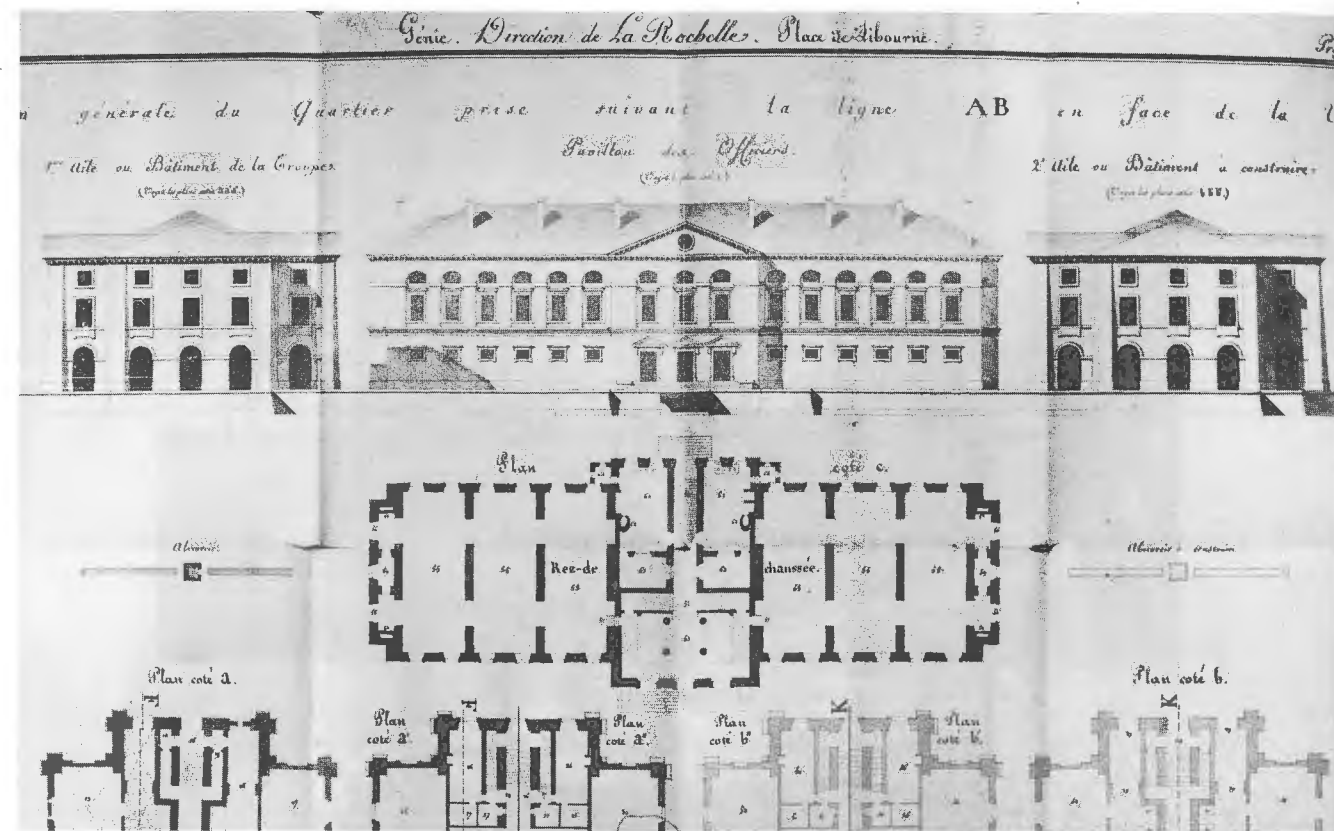


FIG. 11. — Élévation générale des casernes (cour d'honneur), d'après le plan Chayrou de 1822.
(Cl. J.-Y. Boscher.)



FIG. 12. — Façade sud du pavillon des officiers. (Cl. J.-Y. Boscher.)

res d'ordre colossal reposant sur une épaisse corniche. L'avant-corps central, doté d'un large fronton à oculus est muni de trois baies, chacune sommée d'un petit fronton triangulaire en fort relief. Côté sud, les ouvertures sont multipliées, les grandes embrasures ont disparu, l'étage noble reçoit des fenêtres hautes soulignées, chacune, d'une corniche, tandis qu'apparaît, au dessus un attique couronné d'une corniche à modillons. Le parti général de cette façade sud est très proche de celui de la façade remaniée de l'ancienne caserne, rue de Périgueux, au point, peut-être, de discerner une même main. A l'intérieur, un bel escalier à double révolution, et de goût néo-classique, longe les trois murs du vestibule pour aboutir à l'étage par une succession de trois paliers (fig. 13). Le dernier, sorte de passerelle jetée au centre de la pièce à la hauteur de l'étage, est supporté par une série de trois arcades reposant sur de fortes colonnes doriques sans base et de courtes proportions qui paraissent étonnantes de modernité. Le même système se reproduit aux étages supérieurs dotés de colonnes doriques



FIG. 13. — Escalier du pavillon des officiers. (Cl. J.-Y. Boscher.)

plus petites et plus frêles, reposant sur la plinthe, sans moulures intermédiaires (toutefois, la part du XIX^e siècle reste à préciser dans les détails d'ornementation du rez-de-chaussée de cet escalier qui fit l'objet d'une réfection au plafond en 1820 : un plan de cette époque présente, au rez-de-chaussée, de hautes colonnes munies de bases avec tore et scoties, supportant un plancher sans arcades intermédiaires!). Le vestibule est prolongé, au centre du pavillon, par un petit couloir voûté en berceau, d'un appareil soigné et régulier, dans le goût austère et raffiné de l'époque, mettant en valeur l'art du tailleur de pierre, et annonçant une esthétique nouvelle reprise une quarantaine d'années plus tard par Deschamps aux Entrepôts Lainé de Bordeaux.

Pour permettre le bel effet de stéréotomie des façades et du décor intérieur, le quartier s'est construit, à l'instar des anciennes casernes, en pierre de Saint-Emilion²², propre à satisfaire les exigences de qualité des architectes néo-classiques.

L'ampleur du parti des deux édifices construits au XVIII^e siècle a pu surprendre les contemporains. Certains détails, aux dires de l'architecte Saint-André, ne correspondaient pas aux normes de construction en vigueur dans les casernes d'alors : l'installation d'écuries dans le pavillon des officiers, la disposition longitudinale des rateliers sous le jour des fenêtres et oculi n'étaient pas conformes à l'ordonnance de 1768 ; une telle répartition des boxes, trop éclairés, risquait d'être néfaste aux chevaux ; les dimensions des chambrées, des chambres des officiers, celles des fenêtres des bâtiments et des grandes embrasures du pavillon central ont été jugées trop importantes.

Cependant ces bâtiments, à plus d'un titre, se situaient bien dans les recherches de l'époque, en adoptant, outre le style nouveau, le type de caserne à couloir central, déjà indiqué par Bélidor et généralisé surtout à partir des années 1750.

L'ŒUVRE DU DIX NEUVIÈME SIÈCLE

L'activité des ingénieurs du XIX^e siècle aux casernes de Libourne a été intense. De 1814 à la fin du Second Empire, il est peu d'années qui n'aient reçu de nouveau projet. Il fallait faire œuvre de réparation et de transformation des bâtiments préexistants, il fallait mener à terme le projet du XVIII^e siècle qui prévoyait la construction d'une seconde aile, identique à celle des soldats, il fallait, en assumant l'héritage néo-classique, créer des bâtiments annexes²³.

Principales réparations et transformations

En fait, dès la fin de l'Ancien Régime, les bâtiments construits ont dû subir plusieurs réparations en raison des dégâts causés soit par les intempéries, soit par la négligence des troupes.

Dès 1791, les piliers qui supportent les voûtes d'arêtes des murs de refend des écuries des soldats sont en mauvais état. Un projet du 8 octobre 1791²⁴ propose de les renforcer par des doubleaux. L'année suivante, les pierres ont été remplacées. L'architecte Combes ne serait pas étranger à cette opération. Toutefois il semble que l'aspect actuel de ces écuries, dotées de doubleaux plus larges, soit dû à des réfections postérieures (peut-être au cours des années 1826-1828).

En 1820²⁵, l'ingénieur Chayrou restaure, pour un devis estimatif de 2 500 frs le plafond de la partie centrale de l'escalier du pavillon des officiers. Deux ans plus tard²⁶ intervient un projet

22. L'acheminement de la pierre de Saint-Emilion, distant pourtant de quelques kilomètres, ne fut pas sans problèmes. Les travaux des anciennes et des nouvelles casernes furent ralentis entre autres par un refus des charretiers de Saint-Emilion et des campagnes environnantes de Libourne de convoier les pierres devant servir à la construction des casernes. L'affaire alla jusqu'à l'intendant qui dut prendre des mesures de répression. (A.D.G.).

23. Cet article ne comprend pas l'étude des projets de constructions secondaires développées près de l'enceinte est et projetées en cour sud (infirmerie des chevaux, magasins à fourrage, etc.). Certains d'entre eux ont été réalisés. Les projets des bâtiments les plus importants concernent les années 1814-1828 (pavillons de corps de garde et manège, aile ouest) qui marquent, avec les trois projets de 1844 et deux des années 1848-1852 (aile ouest) la période de création la plus active. Dans les années 1830-1844, les ingénieurs se sont portés sur les projets des bâtiments annexes, cour est et cour sud. Les bâtiments bas construits dans le prolongement des bâtiments d'entrée ont fait l'objet d'un projet en 1861-1862. La transformation de ces pavillons a retenu les architectes des années 1868-1870.

24. Projets pour 1793 : projet Bazignan du 8 octobre 1791 ; Vincennes, Arch. du Génie, article VIII, section 1, carton 1, plan 3.

25. Vincennes, Arch. du Génie, ... carton 1, plan n° 19.

26. Projet Chayrou du 31 janvier 1822 ; *id.*, plan 25.

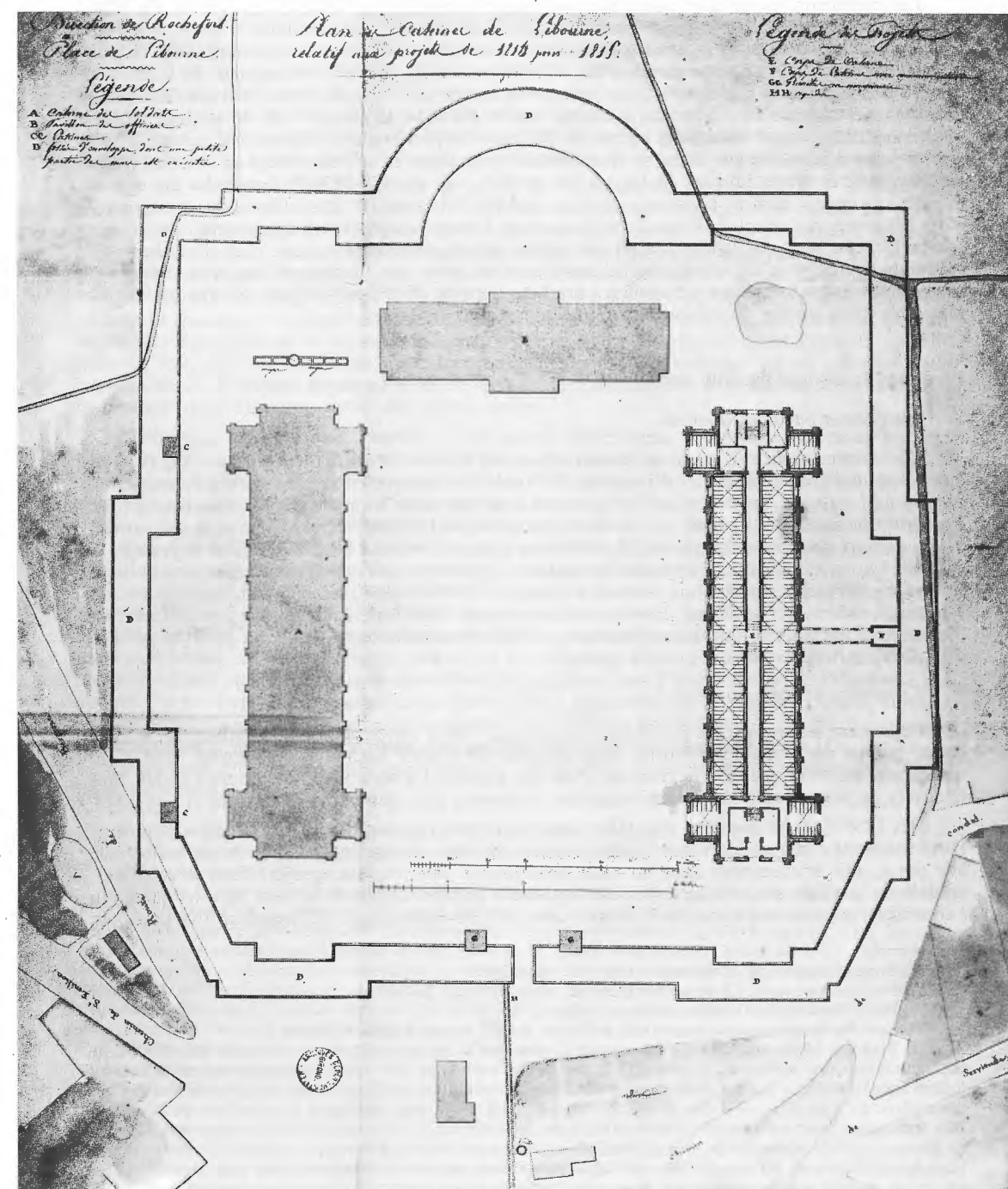


FIG. 14. — Projet d'achèvement (1814). — Arch. dép. Gironde 8 J 320.
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

de modification de l'escalier d'une des parties latérales de l'aile des soldats. L'ampleur de l'escalier est alors réduite. Ce projet est reconduit en 1823-1824 avec variante de distribution dans un souci de gagner davantage d'espace pour de nouvelles écuries²⁷.

Les ingénieurs ont en effet cherché constamment à multiplier le nombre des écuries. En 1824, Chayrou propose une disposition tantôt longitudinale, tantôt perpendiculaire des écuries des soldats, prévues alors pour recevoir 333 chevaux. Les escaliers latéraux comportent alors chacun un plan différent. En 1826, le pavillon des officiers reçoit un nouvel aménagement de façon à le doter d'écuries pour 24 chevaux²⁸. Il est aussi prévu de reléguer l'escalier latéral de l'aile des soldats dans l'espace restreint de l'avant-corps central sud²⁹. En 1844, la nouvelle aile du manège, où dès 1823 il avait été prévu d'inclure des écuries de 270 boxes de part et d'autre du manège central, devait être promise à la même évolution en transformant le manège en écuries dotées de couloirs transversaux, mais ce projet fut sans lendemain. En 1848³⁰, puis en 1853-1854³¹, l'ensemble des écuries des deux premiers édifices construits est une nouvelle fois modifié. L'aile des soldats comporte alors 288 boxes par simple variante de disposition et l'escalier latéral nord, totalement isolé et sans communication avec les écuries, reçoit son aspect actuel, enfermé dans une cage d'escalier plus restreinte, l'architecte éliminant ainsi le grand escalier prévu par Barreau et jugé trop coûteux et modifié par Saint-André. Le « croisillon » nord, tout entier dévolu aux écuries, adopte un volume plus important, proche du volume actuel (cafétéria actuelle).

Poursuite des projets du XVIII^e siècle

Enceinte et pavillons d'entrée.

Les architectes du XIX^e siècle se devaient d'achever l'œuvre de leurs prédécesseurs. En 1814 est alors projeté de terminer le mur d'enceinte des fossés d'enveloppe et de construire à l'entrée deux pavillons de corps de garde sur plan carré, sommé d'un fronton et à unique alvéole, dans la plus pure tradition néo-classique (fig. 14). Un dessin de Chayrou, en 1817³², précise le plan et les élévations, mais ces deux petits édifices ne seront élevés que plus tardivement (en 1828³³ pour le premier et vers 1844 pour le second). Leur façade principale s'agrémentait alors d'un petit péristyle mais perd le fronton prévu au profit d'une toiture à croupes. En 1867-1868, les pavillons sont dédoublés sur l'emplacement des anciennes douves comblées depuis 1860 : le péristyle unique se transforme en trois travées, dans un certain respect du système de correspondance mutuelle, au pavillon est. Les dispositions ultérieures en ont altéré le parti³⁴.

Le manège et l'aile ouest.

Cependant les travaux les plus importants du XIX^e siècle concernèrent la construction de l'aile ouest, prévue dès l'origine et édifiée dans un souci de grande harmonie d'ensemble, en élevant une façade à l'identique de son vis-à-vis, l'aile des soldats. La seule variante apportée réside dans une note de polychromie de brique rouge aux bandeaux, aux cintres des ouvertures et aux oculi.

Dès 1818³⁵, il est question d'installer dans le quartier de cavalerie un grand manège couvert. Deux solutions s'offrent alors aux ingénieurs : soit aménager le manège à l'intérieur de la nouvelle aile ouest, soit le construire dans un local spécifique et indépendant, projeté dans la cour sud, au-delà du pavillon des officiers, où sont également prévues des constructions annexes (magasin à fourrages, magasin aux vivres, local de manutention). La même année³⁵, l'ingénieur Ilfers propose

27. Projet Chayrou du 19 décembre 1823 ; *id.*, plan 29/3.

28. Projet Chayrou du 15 décembre 1826 ; *id.*, plan 37/2, pl. 2.

29. Plan Chayrou du 9 octobre 1828 ; *id.*, plan 42/2.

30. Etat des lieux et projets pour 1848, bâtiment A ; *id.*, carton 3, plan 4, feuille 1.

31. Plan des bâtiments A et C ; *id.*, carton 3, plan n° 7. La porte d'accès de l'escalier latéral nord du bâtiment A (aile des soldats) aux écuries est bouchée définitivement en 1849-1850. Nous ne savons pas la date des légères transformations qui ont altéré l'aspect des baies cintrées du rez-de-chaussée des façades latérales de l'aile des soldats. Le plan d'octobre 1791 (note 21) n'est pas assez précis pour distinguer les baies aveugles (avec ou sans oculi) des baies ouvertes. Le projet de 1822 (note 25) présente, lui, un ensemble de cinq baies ouvertes pour ces façades de l'aile des écuries et de la nouvelle aile (du manège) projetée. Le premier projet du 25 août 1844 crée pour les extrémités de la nouvelle aile une élévation rythmée au premier niveau par une baie centrale cintrée ouverte et un jeu d'oculi placés dans les baies aveugles des quatre autres travées (avant-corps central et décrochements des croisillons).

32. Projet de corps de garde : plan Chayrou du 19 mars 1817 ; *id.*, carton 1, plan 12.

33. Plan Chayrou du 15 décembre 1826 (projet pour 1827) ; *id.*, carton 1, plan 37/2.

34. Projet de dédoublement des pavillons d'entrée : plan Ratheau du 14 décembre 1867 ; *id.*, carton 3.

35. Projet Ilfers, du 20 octobre 1818 (2^e projet pour 1819) ; *id.*, carton 1. En fait, les officiers de l'époque de l'Ancien Régime avaient déjà émis le souhait de doter le quartier d'un manège. En 1782, demande fut faite par le vicomte de Noailles de convertir en manège l'une des quatre grandes écuries des casernes (lettre Manignet, du 21 octobre 1782) ; A.D.G., 8 J 319.

de construire le manège dans la nouvelle aile ouest, prévue en outre pour le local de manutention, deux magasins à bois dans les « croisillons », une buanderie et un magasin à pain, le manège et un grand magasin à fourrages. Aux extrémités deux escaliers dont l'un, à l'instar de son pendant à l'aile des soldats, occupe un grand vestibule.

Deux ans plus tard, les ingénieurs Emy et Chayrou livrent deux projets de manège. Le premier, de juillet 1820³⁶, situe le manège en un bâtiment indépendant, cour sud. C'est sans doute, dans son austérité, l'exemple le plus épuré de style néo-classique jamais connu pour ce quartier. La façade, très nettement palladienne, dotée d'un attique, sommée d'un large fronton orné d'un hémicycle, est rythmée, comme les longs côtés, de contreforts identiques à ceux de l'aile des soldats. La façade postérieure s'orne d'une abside, dans l'esprit des recherches de volume de l'époque. L'intérieur, doté d'une tribune, accentue cette recherche par la simplicité des volumes et la raideur des ouvertures.

En fait, cette solution est rejetée au profit de l'érection du manège dans la nouvelle aile envisagée. En décembre 1820³⁷, Emy et Chayrou conçoivent un projet qui donne les grands principes de distribution de la nouvelle aile. Au-dessus du manège, s'élève un étage. L'ingénieur adopte un système de grande charpente quasi identique à celui qu'il avait expérimenté à Marac^{37 bis}, près Bayonne, mais cependant moins imposant et moins satisfaisant en raison de la présence de l'étage supérieur. En 1823-1824, Emy supprime l'étage de manière à créer un grand volume pour un manège spacieux³⁸. La charpente, par le système nouveau employé à Marac, annonce l'architecture en fer des ingénieurs de la seconde moitié du siècle et libère considérablement l'espace jusqu'au faite du toit. Elle est constituée de quinze arcs légèrement outrepassés, chacun composé d'un intrados de 20,92 mètres de diamètre et de cinq feuilles d'épaisseur. L'ensemble permettait ainsi de dégager tout l'ensemble central des parties hautes.

L'élévation intérieure du manège, d'un aspect entièrement fonctionnel, accuse, par des bandeaux, les structures et la distribution internes des parties latérales de l'aile, prévues au-delà du manège. Au centre de cette composition, un motif rectangulaire en saillie, de la hauteur d'un niveau (le rez-de-chaussée), met en valeur la baie d'accès au couloir central, surmontée d'un grand oculus, dans un jeu subtil et dépouillé des plans, des vides et des pleins. Le manège ainsi conçu fut terminé en 1828³⁹. A cette époque, les deux extrémités n'étaient pas encore construites, ainsi que l'indique une lithographie de Bertrand⁴⁰, où apparaît, dans l'ombre, la structure interne projetée, conforme à celle des plans de 1820. Un souci de grande homogénéité marque les projets de 1822²⁶,³¹ qui développent une belle façade régulière calquée sur l'aile des soldats, à peine modifiée en 1844³¹,⁴¹, par une variante de détail (adoption de baies munies d'oculi, dans un parti plus proche de l'état d'origine, connu par la gravure de 1803). En 1849, on projette d'élever un petit édifice indépendant, situé dans l'axe du manège et sur l'emplacement de l'extrémité sud de l'aile, pour abriter un magasin de munitions. Dans les années 1857-1858, des travaux auraient eu lieu pour compléter le manège sur le module du bâtiment des soldats⁴². Les deux extrémités de l'aile ouest n'auraient été finalement construites qu'en 1877⁴³. A cette époque, l'ensemble des bâtiments du quartier Lamarqué, érigés selon les conceptions des architectes du XVIII^e siècle, aurait donc été achevé⁴⁴.

36. Projet Emy/Chayrou de juillet 1820 ; Arch. du Génie, ..., carton 1, plan 22/4.

37. Plan Emy-Chayrou du 13 décembre 1820 ; *id.*, carton 1, plan 22/5.

37 bis. Aujourd'hui Marracq.

38. Plans Chayrou des 19 décembre 1823 et 10 décembre 1824 (projets pour 1824 et 1825) ; *id.*, carton 1, plan 29/3 et plan 32/4. Le nouveau système de charpente est inventé et utilisé par l'ingénieur Emy en 1819 pour couvrir un hangar de 20 m de largeur (charpente effectivement expérimentée dans ce hangar en 1825). En 1820, Emy propose ce système pour le projet de manège isolé de Libourne (cour sud). Projet de juillet 1820. Tout le volume jusqu'au comble est alors occupé par le manège : la charpente est alors dotée de grands arcs en hémicycle à l'image de la charpente prévue pour Marac. La présence de l'étage supérieur dans le premier projet de manège situé dans l'aile ouest (projet de décembre 1820) a obligé l'ingénieur à concevoir une charpente munie de grands arcs surbaissés. La copie conforme du système de Marac, avec l'emploi de grands arcs légèrement outrepassés n'est adoptée définitivement que dans les projets de décembre 1823 et décembre 1824 qui ont été réalisés. Ces arcs naissent à 7,60 m au-dessus du sol.

39. Plan Chayrou de novembre 1828 ; Arch. du Génie, *id.*, carton 1.

40. Dessin de Bertrand, gravé par Gaulon ; A.D.G., 4 L 555/5.

41. Premier projet de 1844, en date du 25 août 1844 ; Arch., du Génie, section 1, carton 2, plan 20.

42. Projet Pouzol, du 21 novembre 1856 (travaux pour 1857-1858) ; *id.*, carton 4, plan 2/2.

43. Plan Terrier, du 17 mai 1898 ; Direction des Travaux du Génie, Bordeaux. Ce plan est accompagné d'une longue notice historique sur l'origine de propriété des casernes de Libourne et sur leur construction. Le quartier Lamarqué est complété tout au long du XIX^e siècle par la construction de bâtiments annexes. A la fin du siècle s'érige, cour sud, la caserne Proteau (1875-1877) et des dépendances. A la suite de l'érection de cette caserne d'infanterie, des terrains nouveaux sont acquis en 1892 pour la construction d'un second manège dans la partie est, et en 1894 puis en 1910 côté sud-ouest pour élever un troisième manège pour les besoins du quartier (cf. Plan Terrier et notice y afférente).

44. Aujourd'hui, l'ensemble de la caserne de Libourne, formée par les bâtiments du quartier Lamarqué et ceux de la caserne Proteau est affecté à l'Ecole Nationale des Elèves Officiers de Réserve du Service de Santé des Armées (E.N.E.O.R.S.S.A.).

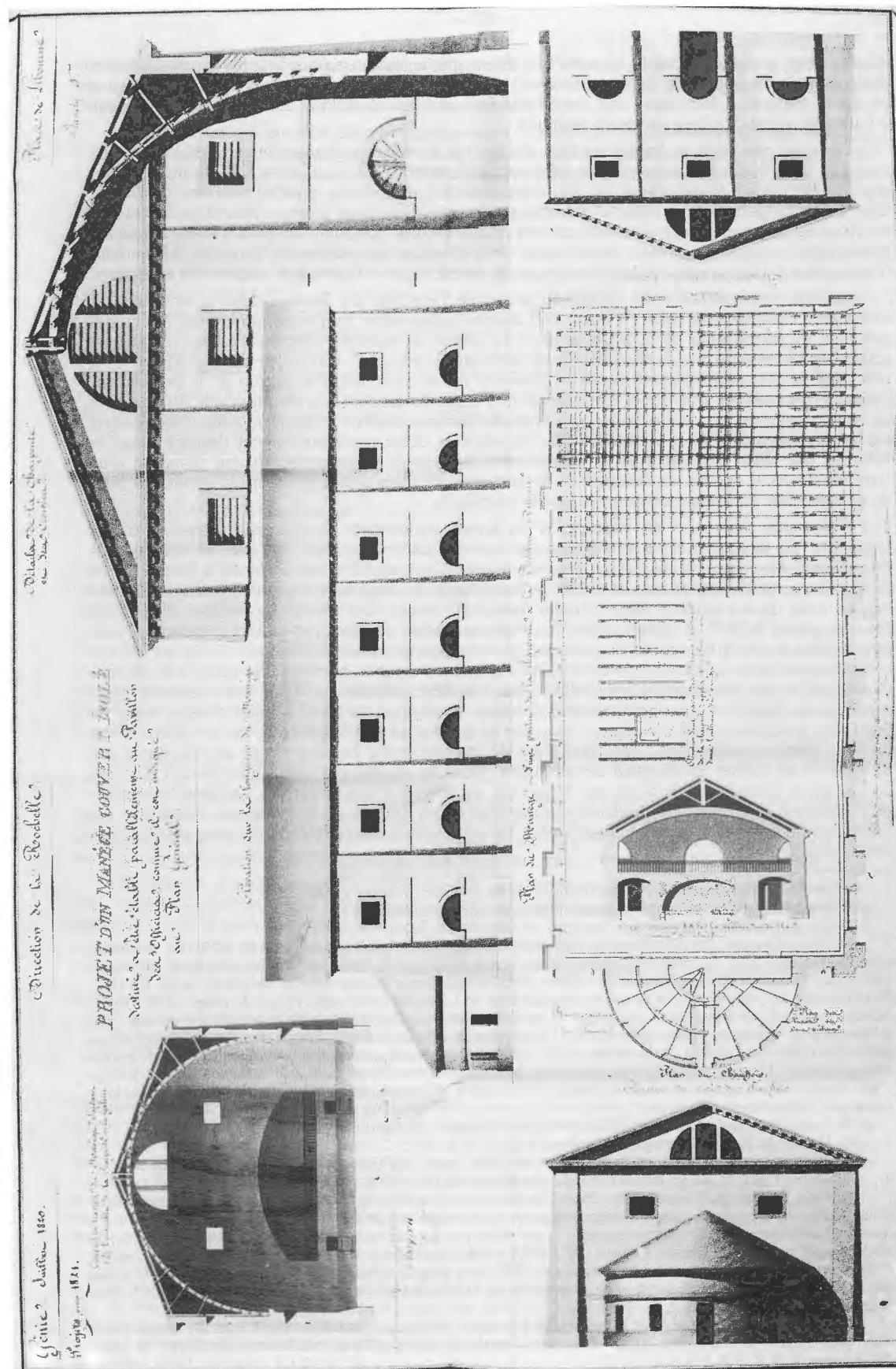


FIG. 15. — Projet de manège isolé, prévu cour sud (1820). (Cl. J.-Y. Bosch.)

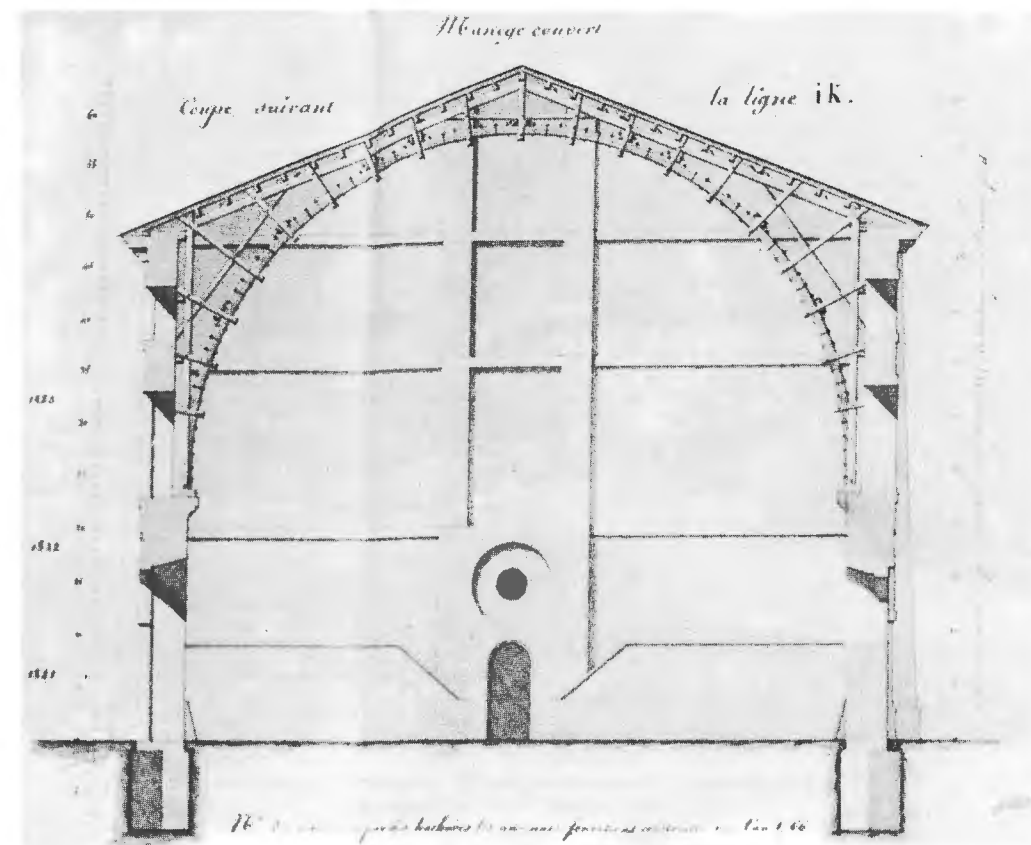


FIG. 16. — Coupe du manège, aile ouest (1823). (Cl. J.-Y. Bosch.)

Ainsi l'histoire de l'édification du quartier de Libourne met en évidence le rôle de tout premier plan joué par les ingénieurs dans la propagation, le maintien et la survivance du style néo-classique. En construisant l'aile des soldats, terminée vers 1772, les architectes du XVIII^e siècle ont fait œuvre de précurseurs en Bordelais en adoptant un style néo-classique qui n'avait pas encore conquis droit de cité dans les hôtels, les palais et l'urbanisme bordelais. La ville était toujours fidèle à la tradition et à l'idéal plastique de l'époque de Boucher et de Tourny ou tournée vers le style dit de transition.

Certes, la fonction même des casernes et l'économie des moyens mis à la disposition des architectes les incitaient tout naturellement à la recherche de dépouillement, d'austérité et à l'établissement d'une architecture fonctionnelle, en corrélation avec les préceptes du style nouveau. Le respect de l'obéissance, prônée comme premier devoir du soldat, le souci d'un certain prestige de la hiérarchie militaire trouvaient leur traduction plastique dans la sobriété, la grande rigueur des formes et la recherche de l'effet monumental. Dans la distribution intérieure, l'emploi du couloir central permettait une meilleure transmission des ordres et peut-être une surveillance plus étroite des troupes et une meilleure discipline.

Ainsi la précocité, la modernité et la qualité architecturale du quartier de Libourne trouvent leur justification par l'adoption toute naturelle des principes du néo-classicisme par la nouvelle architecture militaire de la seconde moitié du XVIII^e siècle, mais aussi par la personnalité de ses premiers architectes et la convergence de certains faits et présomptions que nous avons tenté de définir.

Vingt ans après les premiers travaux du quartier de Libourne, Victor Louis a livré, en 1786, un grand projet pour la construction d'une caserne d'infanterie dans l'enceinte du Fort du Ha. L'architecte prévoyait un grand ensemble de plusieurs cours bordées de bâtiments longeant les remparts de la forteresse. Une grande cour d'honneur était délimitée par trois corps de bâtiment ininterrompus et dotés en partie de galeries; le dernier côté de la cour était occupé par un édifice autonome (pavillon des officiers?); unique bâtiment indépendant et sans appui sur le rempart, il occupait une position privilégiée au centre des deux cours en commandant les accès de l'une à l'autre, situés entre pavillon et dépendances... Aussi n'est-il pas impossible que, par ce parti d'un



FIG. 17. — Les casernes de Libourne (vers 1844 ?), lithographie de Bertrand (détail).
(Cl. J.-M. Arnaud, Musée d'Aquitaine.)

pavillon autonome, encadré de longues ailes de la cour d'honneur, le quartier de Libourne ait inspiré, pour ce projet, l'auteur du Grand-Théâtre de Bordeaux...

Ce seul exemple tend à montrer que par la précocité de son architecture et le style adopté, le quartier de Libourne occupe sans doute une place tout à fait notable dans le mouvement, sans précédent, de création de casernes que connut le XVIII^e siècle.

Dans les années de l'édification de cette caserne, les Bordelais avaient depuis longtemps assimilé le fait monarchique capétien et la grande époque des troubles et des révoltes était quasi résolue. La cité jouissait d'une paix et d'une prospérité commerciale qui lui valurent un nouvel âge d'or. L'importante caserne du Château Trompette n'avait, dès la fin du siècle, qu'une utilité relative et allait bientôt cesser d'être opérationnelle. Dans ces conditions de stabilité retrouvée et d'existence d'une caserne et de bâtiments préexistants, il n'y avait peut-être pas lieu de prévoir un nouvel ensemble militaire à Bordeaux. Ancienne bastide, ancienne forteresse, Libourne offrait l'avantage d'une position stratégique privilégiée, au carrefour d'une des allées de Bordeaux sur le chemin de Paris et d'une des voies d'eau qui assuraient le commerce de Bordeaux avec le Haut Pays. La ville, depuis la fin du XVII^e siècle, était située sur le passage des gens de guerre, et devait donc s'acquitter de leur logement. Aussi, ces différentes raisons ont peut-être guidé le choix de cette ville par l'intendant, les autorités militaires et les ingénieurs pour l'implantation en ces lieux de l'édifice imposant et de grande qualité dont nous avons tenté de préciser l'histoire de la construction et l'importance architecturale dans le développement du style néo-classique en Bordelais.

REMERCIEMENTS.

Nous tenons à remercier toutes les personnes et organismes qui ont bien voulu faciliter nos recherches et tout spécialement M. le Général Gavarrino, Commandant de l'E.N.E.O.R.S.S.A., qui a bien voulu nous accorder l'accès aux locaux du quartier Lamarque, et M. le Professeur Roudié pour l'attention qu'il a bien voulu nous témoigner et les conseils et encouragements qu'il a bien voulu nous prodiguer.

Les clichés n° 1 à 5, et n° 14 et 17, ont été effectués avec l'aimable autorisation des Archives Départementales de la Gironde.

Les clichés n° 6, 11, 15, 16 ont été effectués avec l'aimable autorisation du Service de la Section historique de l'Armée de Terre, Archives du Génie (Château de Vincennes).

Les clichés n° 7 à 10, 12 et 13 ont été effectués avec l'aimable autorisation de M. le Commandant de l'E.N.E.O.R.S.S.A., Caserne Lamarque, Libourne.

Orientation bibliographique

I. — DOCUMENTS D'ARCHIVES

Bordeaux, Archives Départementales de la Gironde (A.D.G.): Série C: C 324, C 327, C 335, C 339, C 1265, C 1267, C 1268. 8 J 319, 8 J 320.

Libourne, Archives Municipales: Boîte XIV, BB 31 à BB 36; Série EE 18 et EE 19.

Vincennes, Archives du Génie (Château de Vincennes): Article VIII, série 1, cartons 1 à 4 (Libourne: 1792-1875).

II. — BIBLIOGRAPHIE

BÉLIDOR (Bernard Forest de). — *La Science des Ingénieurs dans la conduite des travaux de fortification et d'architecture civile*. Paris, 1729 (nouvelle édition, 1813).

EMY (A.R.). — *Description d'un nouveau système d'arcs pour les grandes charpentes exécutées à Marac près Bayonne et sur le manège de la caserne de Libourne*. Paris, Carilian Goeury, 1828.

GUINODIE (Raymond). — *Histoire de Libourne*, tome I, 1876.

HAUTECŒUR (Louis). — *Histoire de l'Architecture classique en France*; tome III: *La première moitié du XVIII^e siècle: le style Louis XV*, Paris, 1950; tome IV: *La seconde moitié du XVIII^e siècle: le style Louis XVI (1750-1792)*, Paris, 1952.

Lieutenant-colonel LEWDEN. — « Les casernes de Libourne et les corps de troupes qui y ont tenu garnison » dans: *Revue Historique de Bordeaux et du Département de la Gironde*, XII^e année, nos 2 et 3, avril-juillet 1919.

MAFFRE (Ph.) et BÉRIAC (J.). — *Le Bordelais néo-classique*. Ed. Iaca, 1983.

PARISSET (F.G.). — « Le Néo-classicisme », dans: *Information d'Histoire de l'Art*, supplément n° 2, mars-avril 1959.

— « L'architecte Barreau de Chefdeville », dans: *Bulletin de la Société d'Histoire de l'Art français*, 1962.

PARISSET (F.G.). — *Bordeaux au XVIII^e siècle*; coll. *Histoire de Bordeaux*, dirigée par Ch. HIGOUNET, tome 5; Bordeaux, 1968.

— « Saint-Nicolas de Nérac », dans: *Congrès Archéologique de France, 127^e session, 1969: Agenais*; Paris, 1969.

— *L'Art néo-classique*; Paris, Presses Universitaires de France, 1974.

ROYER (Jean). — *Libourne, son passé, son état actuel, son avenir*. Libourne, Séguin, 1929.

SOUFFRAIN (J.B.A.). — *Essais, variétés historiques et notices sur la ville de Libourne et ses environs*, tome IV (chapitre 61), 1806.

APERÇUS SUR LE PAYSAGE ANTIQUE DE L'ENTRE-DEUX-MERS ET SA PERMANENCE

par Pierre RÉGALDO-SAINT-BLANCARD¹

L'Entre-Deux-Mers est sans doute la région la plus riche de la Gironde. Riche en densité : on y compte presque la moitié des communes de ce département pour un peu moins du cinquième de sa superficie ; cette densité qui remonte aux temps médiévaux semble exister dès l'antiquité gallo-romaine. Riche en variété : un réseau très dense de petits ruisseaux a profondément attaqué les strates qui couvrent le socle de calcaire à astéries stampien d'argiles, de sables et de graviers qui se juxtaposent sur des distances si brèves que l'on ne les distingue pas géologiquement ; ainsi s'est créé un vallonnement très serré où la ligne d'horizon, souvent très proche, change rapidement ; géologie, pédologie et relief orientent naturellement ce terroir vers une polyculture qui paraît très ancienne.

La réalité naturelle ancienne et actuelle de ce terroir rural a réuni autour de mêmes thèmes un groupe de chercheurs². Si le projet de recherche que nous avons alors bâti n'a pas été retenu, la problématique que nous y posions demeure et ce qui suit s'inscrit tout naturellement dans ce cadre³.

Telle est la variété de l'Entre-Deux-Mers que l'on a pu contester la validité du découpage d'un terroir qui porterait ce nom. Et certains de rattacher un versant à la vallée de la Dordogne et l'autre à celle de la Garonne. Et d'autres de découper selon les zones d'influence des villes proches et de distinguer des territoires appartenant au Libournais, au Bordelais ou au Bazadais.

Les défenseurs de l'Entre-Deux-Mers arguent de l'existence ancienne de territoires administratifs et religieux — archiprêtré, prévôté — et d'un texte datant de 615 souvent cité : « *villa Floriaco sita inter duo maria* »⁴. Mais si la Garonne et la Dordogne fournissent des frontières nettes, la limite orientale pose un problème : celle de la prévôté fluctue avec le temps ; la superposition de celle-ci avec celle de l'archiprêtré est hasardeuse ; les points ultimes de remontée des marées dans les fleuves — phénomène qui justifie l'expression latine « *inter duo maria* » — varient selon les époques, selon

1. C.N.R.S., ERA 584.

2. P. RÉGALDO, Ph. ROUDIÉ, A. VIAUT et J. WILBERT, *L'Entre-Deux-Mers près Bordeaux, espaces et cultures d'un terroir rural en mutation*, réponse à l'appel d'offres 1983 : « Appartenance régionale et identité culturelle » de la Mission du Patrimoine Ethnologique, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, janvier 1983.

3. La meilleure preuve en est l'aide généreuse que m'a apportée pour cet article M. J. Wilbert, ingénieur-pédologue à l'I.N.R.A. : non seulement il m'a permis d'utiliser des cartes qu'il avait réalisées et qui ne sont pas encore publiées, mais encore il a bien voulu relire mon texte. Qu'il trouve ici l'expression de ma plus vive reconnaissance.

Il faut encore préciser ici que les données qui m'ont servi de base documentaire sont uniquement issues de travaux publiés (en majeure partie anciennement) ou de mes propres recherches. Un des buts du programme que nous avons bâti était de rassembler toute la connaissance archéologique de ce terroir, car beaucoup de découvertes n'ont jamais été publiées. Il me paraît urgent de réunir toutes ces données, sans pour autant léser personne. J'ai le ferme espoir que c'est possible et je souhaite que cet article soit une première impulsion en ce sens.

4. Cf. en particulier C. JULLIAN, *Inscriptions Romaines de Bordeaux*, tome II, p. 144.

le moment de l'année et selon le mode de détermination choisi. Aussi a-t-on pris l'habitude de faire coïncider la frontière orientale de l'Entre-Deux-Mers avec celle du département de la Gironde⁵.

Mais, ce faisant, on rend caduc l'argument historique justifiant le découpage de ce terroir. De plus, en démontrant l'ancienne par une citation de l'expression latine — en dehors de toute polémique sur la coïncidence supposée de l'ancien et du vrai — peut être contesté, d'abord par l'unicité du témoignage, ensuite par la nature même de l'expression : il s'agit d'une situation non pas *dans* un terroir, mais *par rapport* à un phénomène bien connu. L'on peut simplement dire que le même phénomène a été formalisé par la même expression dans les découpages administratifs médiévaux et rien ne prouve qu'il ait existé avant eux un territoire, de quelque nature qu'il soit, appelé « inter duo maria ».

Si donc je retiens ce découpage, peu fondé historiquement, pour cadre d'une recherche archéologique qui ne se limitera pas, je l'espère, au présent article, c'est de propos délibéré et en fonction d'une problématique précise. Il convient de ne pas s'arrêter à la pluralité et à la superposition de découpages dont les critères diffèrent ; choisir l'un n'est pas nier les autres et tous trois — les bassins-versants de la Garonne et de la Dordogne ; Libournais, Bordelais et Bazadais ; l'Entre-Deux-Mers — sont des réalités entremêlées mais à distinguer.

L'on peut voir dans ces découpages deux raisonnements : l'un géographique ou écologique ; l'autre historique ou administratif. Dans la mesure où il s'agit d'étudier un milieu rural — et sauf cas particuliers introduisant une réelle discontinuité, mais il n'en est pas question ici — ce dernier raisonnement n'a guère d'intérêt. En revanche, établir un découpage selon des données de géographie physique présentera l'avantage évident de fonder cette étude sur la réalité du terroir.

Garonne et Dordogne sont des coupures naturelles très nettes, ces larges fleuves ne pouvant être franchis qu'en des points précis : il y a là une réalité tangible, de tous temps valable⁶. De plus, leurs cours déterminent un territoire qui est longtemps resté exclusivement rural, jusqu'à la récente extension péri-urbaine de Bordeaux : les villes aiment les fleuves et les rives que présente l'Entre-Deux-Mers ne sont guère propices à leur implantation. Reste le problème de la limite orientale : elle est, par la nature même du découpage, imprécise ; la fixer sera de toute façon arbitraire, autant donc retenir la limite administrative actuelle du département de la Gironde. Cela n'a qu'un intérêt restreint par rapport à une problématique qui se fonde sur la géographie physique pour déterminer un territoire rural qui sera l'objet d'une recherche archéologique.

Les données d'inventaire archéologique d'une région comme l'Entre-Deux-Mers sont par nature assez disparates. L'on est pour beaucoup tributaire de publications anciennes : les unes, d'une valeur très ponctuelle, ne transmettant des informations que sur un lieu précis ; les autres, sous forme d'inventaire, dus soit à la réunion de différents travaux sur le même secteur soit à une recherche bibliographique. Sur l'Entre-Deux-Mers quatre inventaires existent : celui de l'abbé Labrie sur la vallée de l'Engranne⁷, celui de A. Conil sur la vallée de la Dordogne⁸, celui de H. Redeuilh sur le canton de Cadillac⁹, et celui esquissé par R. Arambourou dans les notices de *Gallia* pour la vallée du Dropt¹⁰. En dehors de ces inventaires, il y eut un grand nombre d'observations ponctuelles, menées pour la plupart des cas par les archéologues de la fin du siècle dernier, Léo Drouyn en tête ; ces observations ont été rassemblées en un corpus unique par E. Piganeau pour l'ensemble de la Gironde¹¹. A cet ensemble s'ajoutent quelques observations récentes que j'ai eu l'opportunité de faire ou dont j'ai eu connaissance. Il est à noter ici que, de nos jours, beaucoup d'archéologues de notre région ont tendance à négliger les prospections systématiques que menaient nos ancêtres pour s'enterrer sur des chantiers restreints à une problématique immédiate, alors que les travaux constants de notre siècle et leur programmation pose en permanence, avant même les travaux d'intervention et de sauvegarde, le simple problème de la connaissance des données qui disparaissent.

L'inventaire archéologique de l'Entre-Deux-Mers est donc, pour le moment, soumis à la disparité évidente de sources pour la plupart anciennes. Il existe, pour toute opération de terrain, un seuil de perception archéologique qui est fonction à la fois de la plus ou moins grande matérialité

5. Abbé J. LABRIE, « Les Gallo-Romains au Centre de l'Entre-Deux-Mers », *Bull. Soc. Arch. Bx*, 30 (1908) p. 117, n. 1. Depuis 1911, la limite de l'appellation viticole Entre-Deux-Mers coïncide aussi avec la limite départementale.

6. On la constate de façon quotidienne si l'on y vit. A titre d'exemple, l'on pourra en trouver quelques expressions pleines de poésie dans le roman de Pierre LUCIN, *La taupe*.

7. « Les Gallo-Romains au Centre de l'Entre-Deux-Mers », *Bull. Soc. Arch. Bx*, 30 (1908) p. 116-144 et 31 (1909) p. 106-145.

8. « Statistique des découvertes gallo-romaines et mérovingiennes faites aux environs de Sainte-Foy-la-Grande », *Revue Hist. et Arch. du Lib.*, 1934.

9. « Vestiges gallo-romains et mérovingiens du canton de Cadillac-sur-Garonne (contribution à l'établissement d'un répertoire archéologique) », *Rev. Hist. de Bx*, VII () p. 11-35 et 81-99.

10. En particulier *Gallia* 13 (1955), 2, p. 191 et suiv.

11. *Bull. Soc. Arch. Bx*, 22 (1901), p. 10 et suiv.

apparente du fait à constater et de l'attitude de l'individu constatant. Toute démarche systématique tendra donc à rabaisser ce seuil de perception : ce facteur est d'importance pour notre problème actuel de disparité dans l'inventaire. Il faut noter néanmoins que ce facteur doit être atténué légèrement : c'est parce qu'un secteur est particulièrement riche et attire de ce fait l'attention qu'est mené un travail systématique de prospection.

Autre facteur de disparité : l'ancienneté de la plupart des inventaires. Le compte rendu d'une prospection systématique interprète les faits observés en fonction de modèles plus ou moins implicites. Il faut donc, pour pouvoir utiliser les inventaires anciens, démontrer la démarche d'interprétation et retrouver les modèles implicites, faire ainsi œuvre d'histoire de l'archéologie, ce qui a pu d'ailleurs paraître à certains fondamental pour l'archéologie d'aujourd'hui. Il m'a, ainsi, semblé¹² que la conception qu'a l'abbé Labrie d'une villa romaine est très voisine de celle d'une ferme du XIX^e siècle, aux bâtiments regroupés en une surface restreinte, tandis que, enrichie principalement par les observations aériennes, la nôtre est d'une part plus étendue dans l'espace et d'autre part éclatée en des petits bâtiments annexes dispersés dans le territoire suivant les besoins de son exploitation. J'ai donc tenté de regrouper les observations de Labrie en une cartographie plus vraisemblable (cf. fig. 1 et 2). Nos trois autres inventaires ne posent pas, semble-t-il, de problèmes d'une telle acuité.

Au-delà de ces problèmes stratégiques, on peut constater que l'occupation romaine de l'Entre-Deux-Mers n'est pas régulière (cf. fig. 3). Certes ce fait était attendu, comme il était prévisible que fût plus riche la rive de la Garonne. Mais la pointe jusqu'à Targon et Branne a une densité très faible malgré la proximité de Bordeaux qui devrait pourtant jouer un rôle attractif important. Qu'il en soit de même dans tout le secteur oriental autour de Pellegrue est au contraire logique mais pourrait être bouleversé par des travaux en cours : je crains que ce ne soit plus dû à un manque de publication des faits archéologiques qu'à une grande faiblesse d'occupation. Toujours est-il que la densité de l'implantation gallo-romaine auprès de Bordeaux peut paraître anormalement faible. Une fréquentation presque constante du Créonnais m'a confirmé cette faiblesse, même si plusieurs sites n'étaient pas encore répertoriés comme à Sadirac, Loupes ou La Sauve. En réalité cette densité supposée plus forte autour d'une grande ville n'est qu'une vue de l'esprit, un modèle interprétatif commode. L'occupation d'un secteur, sa mise en culture, est fonction de la réalité du terrain, d'un certain vécu : ils sont nombreux les critères à moduler l'occupation d'un terroir et la proximité d'un centre urbain n'est qu'un parmi eux.

Ces vallonnements constants de l'Entre-Deux-Mers sont aimés à l'époque antique, comme les aiment — de trop, à mon goût — les promoteurs de lotissements. Il y a une *valeur scénographique* très nette dans l'implantation de l'habitat gallo-romain. La situation sur la croupe d'un coteau, d'où la vue plonge dans la vallée boisée d'un ruisseau et s'arrête aux collines qui bordent son autre rive, est particulièrement prisée. On le constate aisément sur les bords de la Garonne ; mais il y a ici, en sus de la valeur scénographique de la localisation, une commodité de communication par le fleuve et l'on imagine volontiers de petits ports aux embouchures des nombreuses rivières comme à Latresne¹³. Mais, même si quelques-unes pouvaient être remontées sur quelques kilomètres par des bateaux plats comme la Leuille, l'intérêt des communications fluviales ne peut plus expliquer, à l'intérieur des terres, le même type d'implantation. J'ai pu constater cette implantation à Carignan, à Sadirac, à Loupes, à Camarsac, etc. ; on peut le voir aussi à Capian et à Lugasson où des sites gallo-romains sont en cours de fouille.

Quelques *contraintes locales*, par exemple climatiques ou hydrologiques, ou encore de relief ont pu jouer un rôle.

Il est évident qu'un habitat doit se garder des zones inondables et se mettre à l'abri de trop forts ruissellements. Placés ainsi sur la croupe d'un coteau, les sites romains sont bien sûr hors des zones inondables et se tiennent juste à la limite des zones de trop fort ruissellement : un peu plus bas sur la pente, il serait souvent presque impossible de tenir le terrain, comme à Sadirac ou Carignan. L'orientation en revanche ne paraît en aucune manière systématique. Pour reprendre toujours les mêmes exemples : à Carignan, l'habitat gallo-romain est sur une croupe qui fait face au sud-est : à Sadirac au sud-ouest ; à Loupes au sud ; à Camarsac à l'est-nord-est. On peut néanmoins constater une tendance à éviter l'ouest et le nord, et surtout le nord-ouest.

Mais ces deux types de critères ne peuvent justifier la faiblesse de la densité d'occupation pour la partie la plus bordelaise de l'Entre-Deux-Mers. Il en existe un troisième type qui justement pourrait être responsable de cette disparité de densité : c'est la *pédologie* qui le fournit. Je suis ici tributaire de Jacques Wilbert, ingénieur-pédologue de l'I.N.R.A., qui a établi la carte pédologique d'une partie de l'Entre-Deux-Mers ; cette carte, qui pour ce qui nous intéresse correspond aux feuilles I.G.N. 1/50000 de Pessac, Podensac et Langon, n'est pas encore publiée mais devrait l'être d'ici deux ou trois ans. C'est grâce à l'amabilité et à la compréhension de son auteur que j'ai pu travailler dessus et que je peux en utiliser certaines données.

12. « L'abbé Labrie à la découverte de l'antiquité de l'Entre-Deux-Mers », *L'abbé Labrie*, ASPECT, 1984.

13. Des amphores y ont été trouvées, ainsi que des pieux.

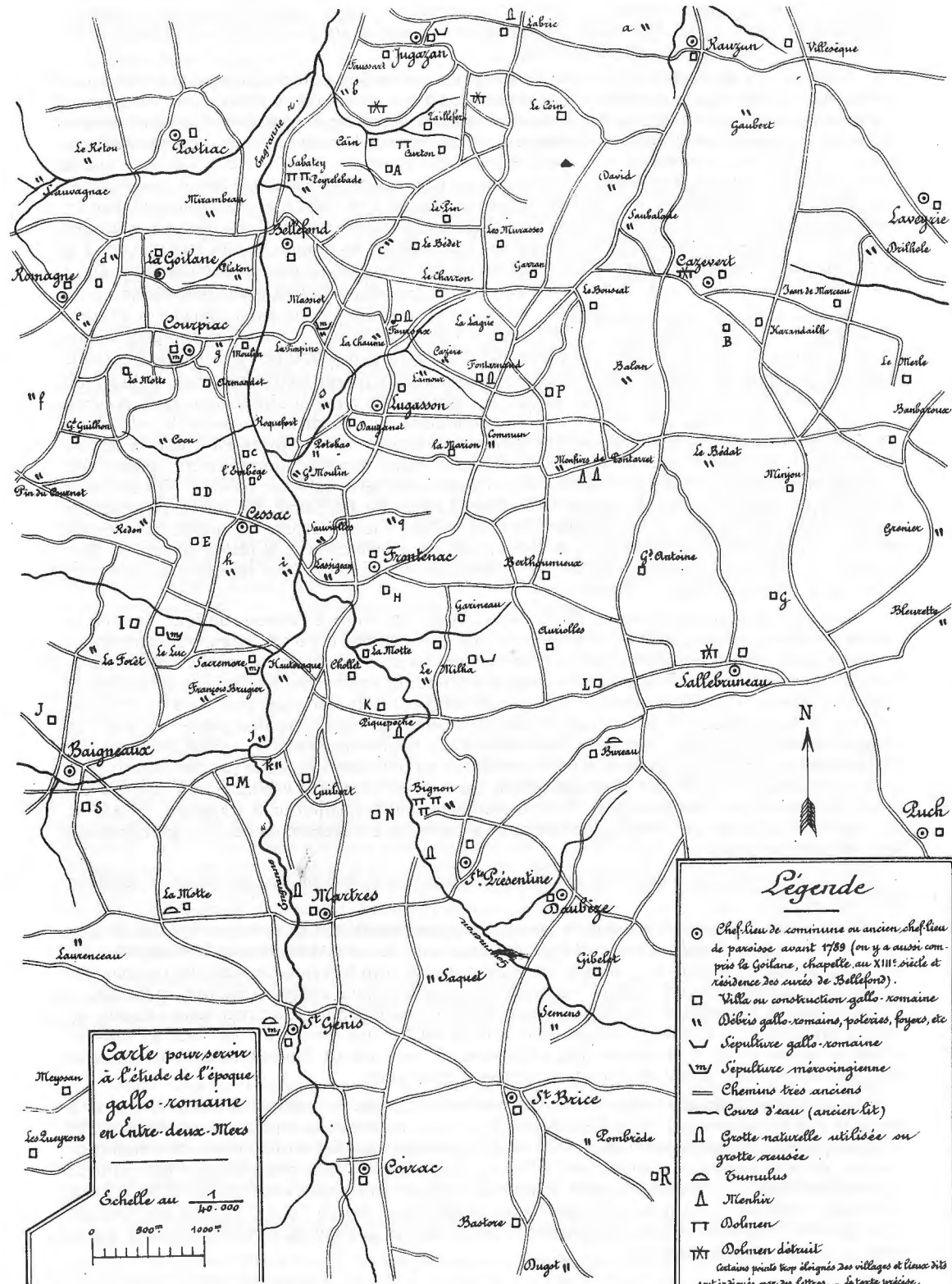


FIG. 1.

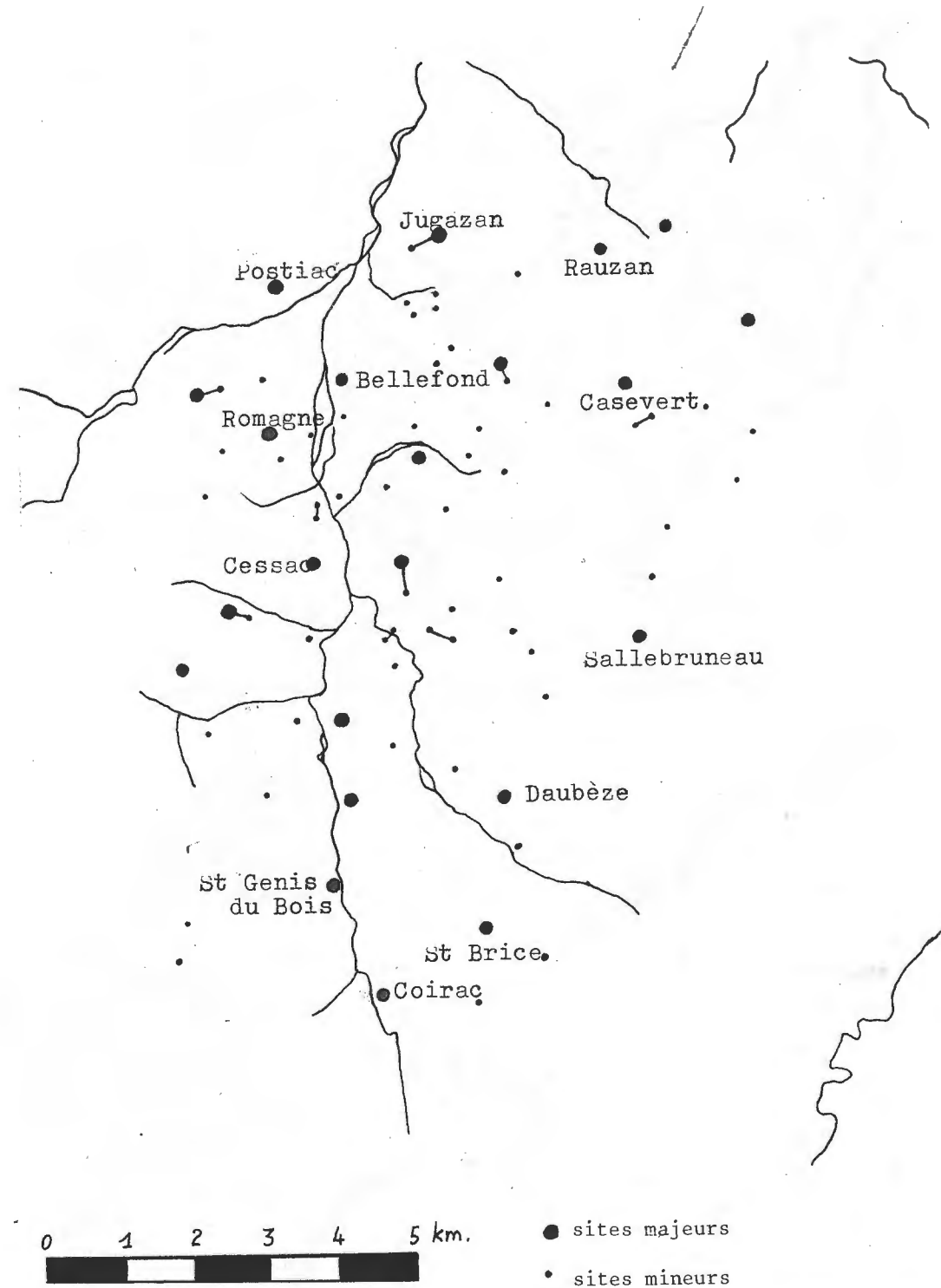


FIG. 2.— Proposition pour une carte de l'habitat gallo-romain dans la vallée de l'Engranne d'après l'abbé Labrie.

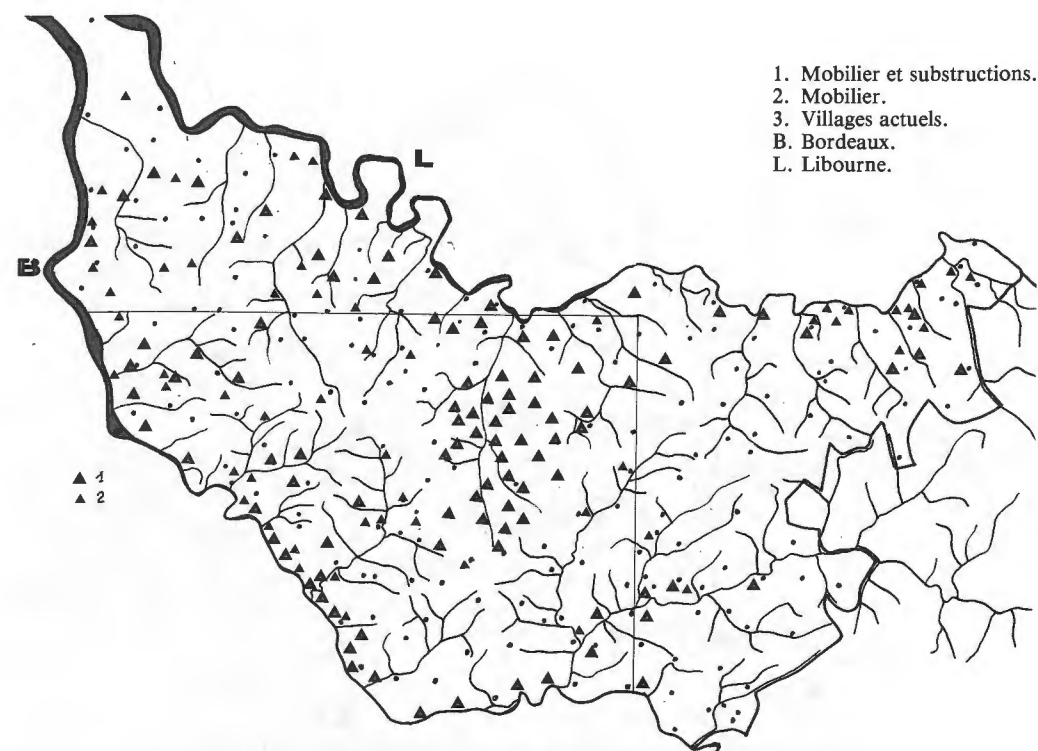


FIG. 3. — Carte indicative de l'occupation gallo-romaine de l'Entre-Deux-Mers.

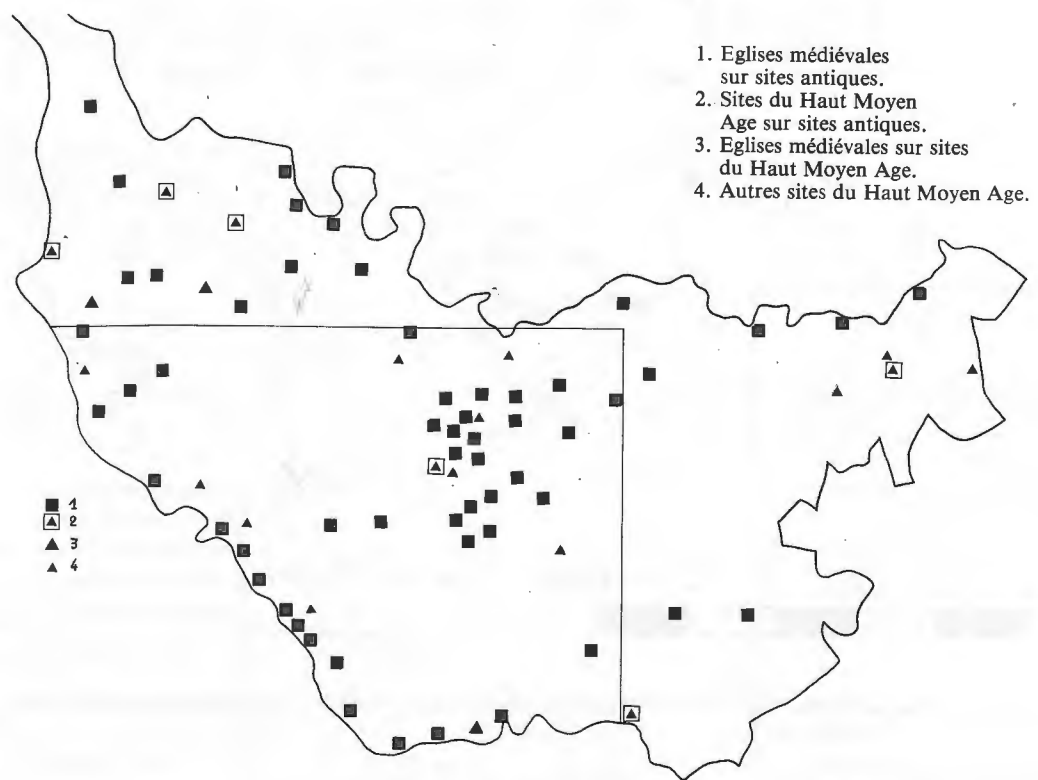


FIG. 4. — Carte indicative de la permanence de l'occupation de l'Entre-Deux-Mers et des sites du Haut Moyen Age.

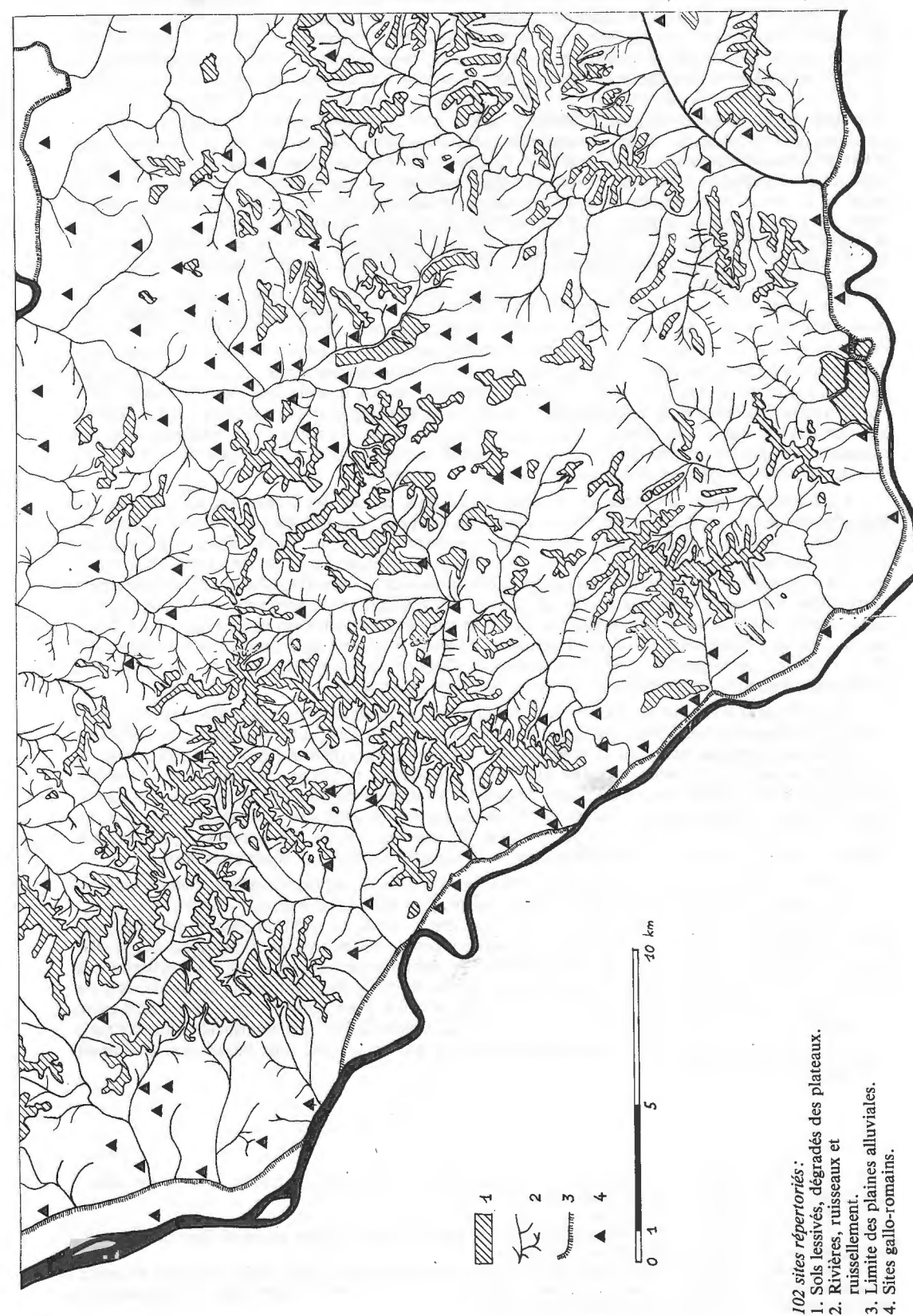


FIG. 5. — Carte comparative de l'occupation gallo-romaine et de la pédologie. Cartographie P. Régault à partir de la carte de J. Wilbert au 1/100 000.

L'Entre-Deux-Mers présente des sols variés et de fertilité diverse, et ce en des zonages souvent très restreints et particulièrement découpés, déchiquetés par l'abondance du réseau de petits ruisseaux. Un certain type de sols, les plus anciens, sortes de boubènes, appelés «sols lessivés dégradés des plateaux», est peu fertile en surface et les labours doivent être assez profonds. Il apparaît que l'habitat romain évite de s'implanter sur ces sols (cf. fig. 5). Ce fait peut correspondre à des raisons de différents ordres. D'une part ces sols, dans les secteurs où ils existent, se localisent de façon constante sur un certain relief, les plateaux, d'où leur nom; cela peut se relier à ce que je constatais plus haut sous le biais de la valeur scénographique des sites. Mais d'autre part leur fertilité médiocre, et l'excès d'eau au printemps, dans la mesure où l'occupation n'exerce qu'une pression faible, peut aussi justifier qu'on cherche à les éviter et ce trait expliquerait, mieux encore que des données de relief ne le font, l'excellent degré de corrélation — négative, il est vrai — que l'on peut constater entre ces sols et l'habitat antique; ce serait là, dans le cadre de l'agrosystème, un cas particulier de la notion de praticabilité¹⁴. «Il est une exigence qui l'emporte sur toutes les autres», explique M. Le Glay¹⁵, «c'est la fertilité du sol. En Gaule les *villae* sont systématiquement installées au milieu des terres les plus riches».

Une simple lecture des agronomes latins montre que, s'ils n'avaient pas de la pédologie une conception rigoureuse, ils savaient parfaitement jouer des qualités des sols pour leurs cultures. On tire aussi de leurs écrits une idée de la répartition de l'agrosystème autour de l'habitat majeur que l'on pourrait schématiser ainsi : l'*ager* est plus proche, le *saltus* un peu moins, la *silva* plus lointaine, ce qui, à l'extrême, induit un modèle de zones concentriques. Ce modèle doit bien sûr être pondéré par les réalités du relief et de la pédologie, c'est-à-dire en gros par la notion de finage et les modèles que l'on peut en établir : par exemple pour ce qui nous occupe ici, des bois en basse plaine, le long des ruisseaux, des pâtures en bas de pente, des cultures et la villa au milieu et en haut de pente, et les sols des plateaux en pâtures et broussailles (*saltus*) ou en forêts¹⁶.

Logiquement selon ces modèles, la forêt d'une part occupe les crêtes, sur les sols lessivés dégradés des plateaux, et les fonds plus ou moins marécageux et inondables des vallées, le long des ruisseaux et rivières et d'autre part servirait de frontières entre deux *fundi* voisins. Ce corollaire aux raisonnements que je tenais plus haut rejoint pour partie les observations de Jean-Louis Fournier¹⁷. Celui-ci constate que près du tiers des actuelles communes de l'Entre-Deux-Mers ont un boisement préférentiel sur leurs limites. Cela pose clairement le problème de la survivance de l'agrosystème gallo-romain jusqu'à nos jours, problème que l'on peut prendre sous un autre biais : y a-t-il une permanence de l'occupation de l'Entre-Deux-Mers à travers le Moyen Âge et dans quelle proportion ? De la réponse à cette question dépend la possibilité d'utiliser des données actuelles pour interpréter les données antiques, par exemple en ce qui concerne le boisement.

Je crois qu'il n'est pas inutile ici de distinguer permanence de continuité. Permanence (latin *manere*) implique une référence spatiale; par opposition, continuité aura une référence humaine; à permanence s'oppose abandon et à continuité, rupture. Plus sujette à l'évolution historique, la continuité est souvent partielle, c'est une question de proportion, tandis que permanence ou abandon sont des faits, des réalités concrètes. La perception archéologique de données spatiales est par nature plus aisée que celle de données humaines. C'est pourquoi, je crois que l'archéologue se doit en priorité de raisonner en termes de permanence, laissant les cas de déplacements, par exemple rapportés par la tradition comme à Baigneaux ou à Lugasson, pour une étape ultérieure.

A priori, un bon cas de permanence est celui fourni par la superposition d'une « villa » romaine et d'une église romane, l'église symbolisant le centre d'un habitat maintenant disparu. Ce cas est relativement fréquent dans l'Entre-Deux-Mers. C'est, par exemple, ce que l'on observe à Camblanes. Si l'on étend ce cas à toutes les trouvailles romaines à proximité immédiate d'une église médiévale, sans se limiter aux découvertes de substructions qui sont souvent fonction de l'opportunité des travaux, on obtiendra un taux de permanence de l'ordre de 50 %. Sachant que ce raisonnement est sans doute trop limitatif, on peut estimer la récession durant le Haut Moyen Âge quelque part entre la moitié et le tiers de l'occupation gallo-romaine. Il s'agit bien sûr là d'une hypothèse de travail mais un autre calcul fondé sur des données toponymiques, qui me semble plus hasardeux, donnerait une approximation du même ordre.

14. Cf. G. BERTRAND, « Pour une histoire écologique de la France rurale », *Histoire de la France rurale*, sous la direction de G. DUBY et A. WALLON, tome I, Seuil, 1975, p. 72.

15. M. LE GLAY, « La Gaule romanisée », *ibid.*, p. 231.

16. Cf. G. BERTRAND, *ibid.*, p. 97. Et notamment le finage de front de côte qui paraît bien proche de la réalité que l'on peut imaginer pour l'Entre-Deux-Mers.

17. *Les espaces boisés de l'Entre-Deux-Mers, analyse de la répartition des bois et approche de la propriété agricole boisée*, thèse pour le doctorat de 3^e cycle de géographie, sous la direction du professeur P. BARRÈRE, Bx, 1983. Notamment, vol. II, carte 30 et schémas p. 52-57.

Un trait est frappant sur une cartographie de ces points de permanence comparée aux données pédologiques des sols des plateaux : les abandons frappent préférentiellement les sites voisins de ces sols, comme si leur établissement était plus précaire que les autres. C'est ainsi que la dorsale de l'Entre-Deux-Mers, presque entière, serait abandonnée et livrée à un reboisement naturel comme le montrerait le cas de La Sauve. La cartographie des sépultures mérovingiennes montre le même zonage, légèrement décalé (cf. fig. 4).

En appuyant le raisonnement sur la toponymie des défrichements et sur la chronologie des constructions d'église, on pourrait penser que la reconquête romane s'appuie sur ces points de permanence pour gagner l'ensemble de l'Entre-Deux-Mers, laissant aux époques ultérieures une très faible proportion de paroisses à créer. Au XIII^e siècle, ce terroir aura très sensiblement les mêmes centres d'habitat que maintenant. Mais ceci dépasse notre propos actuel.

L'on observe ainsi un véritable phénomène de flux et reflux alternés : l'implantation romaine, la récession mérovingienne, la reconquête romane. Mais il semble bien clair que tout ce pays est marqué par l'occupation gallo-romaine. En fait toute la structure de l'espace de l'Entre-Deux-Mers est réellement d'origine romaine, mais la mise en place de cette structure est étroitement dépendante des réalités physiques du terroir.

VAYRES ANTIQUE

I. — La phase finale du premier âge du fer

par Henri CROCHET

Le propos de cette communication n'est pas d'aborder en détail l'ensemble des problèmes rencontrés sur le site de Vayres, mais uniquement de regrouper et de présenter le résultat des sondages effectués depuis une vingtaine d'années.

Il y a environ deux mille cinq cents ans, sur la partie élevée de la commune, existait une tribu qui nous a laissé de précieux vestiges archéologiques de cette époque.

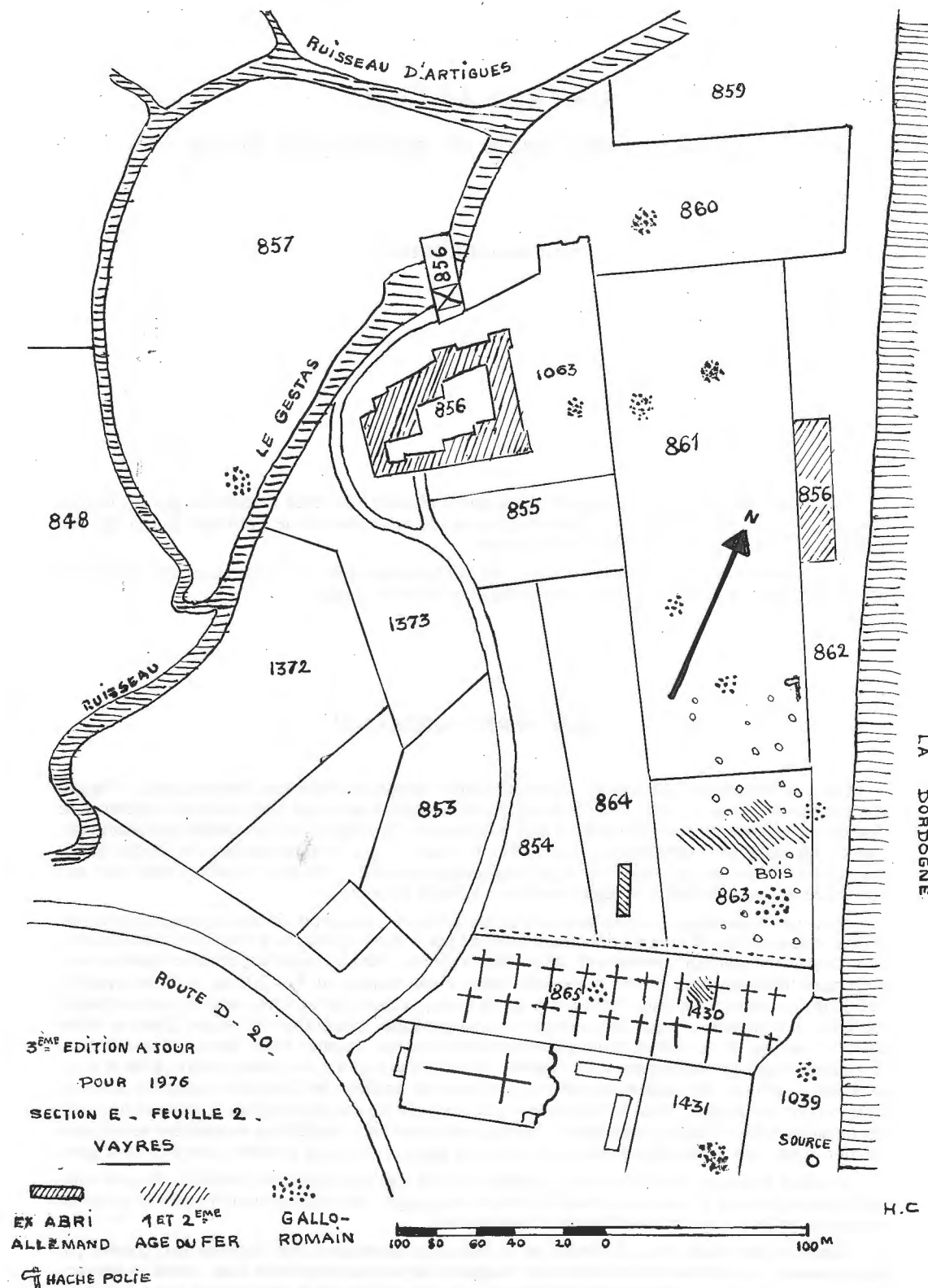
DÉCOUVERTES ANCIENNES

Dans la préface de l'*Histoire de Vayres* d'André Videau, le professeur Sarraut disait : « Vayres est en effet une vieille et fière cité dont les lettres de noblesse remontent loin, puisque la présence de l'homme y est attestée sur les terrasses qui dominent la Dordogne, dès les temps préhistoriques. Après l'obscurité qui s'appesantit sur la durée incertaine de ces époques reculées, le lieu fut habité dès la période gauloise et faisant suite à l'occupation celtique, l'époque romaine devait voir aux abords du ruisseau le Gestas la vigne remplacer la forêt primitive. »

M. le baron de Bony, propriétaire du château de Vayres, ayant fait défoncer pendant l'hiver de 1870 le terrain sur lequel était édifiée une chapelle dédiée à Notre-Dame, en a trouvé les substructions. Il découvrit une quantité considérable de tombes en pierre, elles n'étaient pas creusées dans un seul bloc, mais bâties avec des pierres posées de champ d'une hauteur de 15 à 20 cm, et d'une longueur de 30 cm. Le cadavre reposait directement sur la terre; le couvercle se composait de pierres plates; toutefois, il a été trouvé aussi des couvercles de sarcophages monolithes en batière. Dans le même champ, il trouve de nombreux fragments de poterie romaine, les uns d'une finesse extraordinaire, de couleur rouge (probablement de la sigillée), les autres grossières, de couleur noire, grise et ocre, des tuiles à rebords, des plaques de marbre. Une monnaie gauloise de Contoutos aurait été ramassée dans la cour du château. Tout le bourg de Vayres est parsemé de substructions romaines; on y voit des mosaïques dans plusieurs maisons du bourg; une aurait été trouvée dans le cimetière actuel, près du mur ouest. Des vases gallo-romains ont aussi été aperçus dans une gravière, non loin de la gare.

Pendant la guerre de 1914-1918, le château faisant fonction d'hôpital militaire, des convalescents transformèrent le jardin à la française en jardin potager, ils y découvrirent un four de potier de campagne gallo-romain près de l'escalier monumental.

Après la guerre de 1940, J. Vacher et A. Videau prospectèrent une tranchée-abri creusée par les Allemands, ils y trouvèrent de nombreux fragments de poterie grossière et fine. Après les labours, ils ramassèrent les fragments de poterie sigillée, dont certains portaient la signature du potier fabricant.



DÉCOUVERTES RÉCENTES

En 1960, des souches d'arbres morts furent arrachées dans la partie boisée est du château. Cet enlèvement a permis de reconnaître la présence de vestiges antiques antérieurs aux périodes gauloise et gallo-romaine déjà signalées.

Un habitat fut reconnu, il est situé sur une large bande de terre qui sépare la Dordogne de son affluent, le Gestas, entre le bourg qui est construit sur la hauteur à l'extrémité sud-est, et le château à l'extrémité nord-ouest. Tout ce plateau constituait par lui-même un endroit facile à défendre. Une source située à l'est, à une centaine de mètres de la propriété, alimentait les habitants en eau potable.

A la suite d'un accord survenu avec M. et M^{me} Dubost, les propriétaires du domaine et avec une autorisation accordée par M. le professeur Coupry, directeur des Antiquités historiques d'Aquitaine, il a été possible d'entreprendre une série de sondages.

La partie du terrain autorisée qui nous occupe est inscrite au cadastre sous le n° 863, section E, feuille 2, 3^e édition. Elle est formée de trois terrasses inclinées en pente douce et baignée par la Dordogne. La préservation exceptionnelle du site archéologique tient à ce que la zone concernée, plantée d'arbres, a été un endroit préservé de toute culture; cependant des plantations successives ont pu perturber quelque peu le sous-sol.

A ce jour, les sondages ont été opérés sur une surface d'environ 400 m². La couche archéologique d'une puissance maximum d'un mètre est assise sur un substratum composé de galets, graves et sable fluviatile. Les sondages opérés de 10 en 10 cm n'ont donné qu'un résultat stratigraphique peu satisfaisant; toutefois les vestiges céramologiques tiennent une place essentielle. Il a été possible de reconstituer graphiquement un certain nombre de profils de récipients, ce qui nous a permis d'avoir une assez bonne connaissance des formes utilisées sur le site. Pour un classement préliminaire, nous nous sommes référés aux types de céramiques extraits de sites connus en tenant compte aussi de l'emplacement des fragments dans les sondages.

L'étude typologique de ces importantes trouvailles nous autorise à reconnaître les différentes périodes d'occupation du plateau correspondantes à la phase finale du *premier âge du fer*, du *deuxième âge du fer* et à la *période gallo-romaine*¹.

PREMIER ÂGE DU FER: PHASE FINALE²

L'occupation de l'habitat est à situer probablement aux alentours du *v^e siècle av. J.-C.* Les sondages caractéristiques de cette époque sont localisés dans la partie est du château où les sondages sont autorisés. Le matériel livré est représenté par des céramiques à pâte grossière, de confection locale, sans exclure celles à pâte fine, probablement importées. Dans la quantité de fragments récupérés, très peu de récipients sont reconstituables. Ceux à pâte grossière sont confectionnés par la méthode dite « au colombin ». La cuisson s'opérait dans une cavité faite dans la terre sur un feu de bois.

Céramique à pâte grossière non tournée

Les fragments à pâte grossière provenant de couches de détritus sont assez nombreux, mais très dispersés. La reconstitution graphique des récipients s'avère laborieuse, à part quelques rares exceptions. La céramique grossière comprend des récipients de grandes dimensions, ce sont les vases à conserves, mais les plus nombreux sont ceux d'une grandeur moyenne, d'une hauteur approximative de 20 centimètres. Il s'agit de récipients destinés à cuire les aliments, nous les nommons « marmites »³. Certains de ces récipients enduits de suie nous laissent penser à une utilisation sur le feu. Généralement les formes tronconiques ont les parois rugueuses, les fonds sont plats ou peu concaves (pl. VI, 1, 3 à 5), les lèvres festonnées (pl. II, 1, 4, 11; III, 1, 3), arrondies (pl. III, 2-4), incisées (pl. VII, 3; VIII, 28). La couleur des parois oscille entre l'ocre rouge et le marron.

1. L'étude du *deuxième âge du fer* et du *Gallo-romain* feront l'objet de prochaines communications.
2. Le site de Vayres ne semble pas avoir connu la céramique des époques précédentes. A ce jour, le seul témoin antérieur à l'âge du fer fut trouvé en surface, il s'agit d'une hache polie en silex, probablement importée des environs, sur le site (fig. VII, 17).
3. Ces appellations ne sont employées que dans le seul but de différencier les formes.

PLANCHE II.

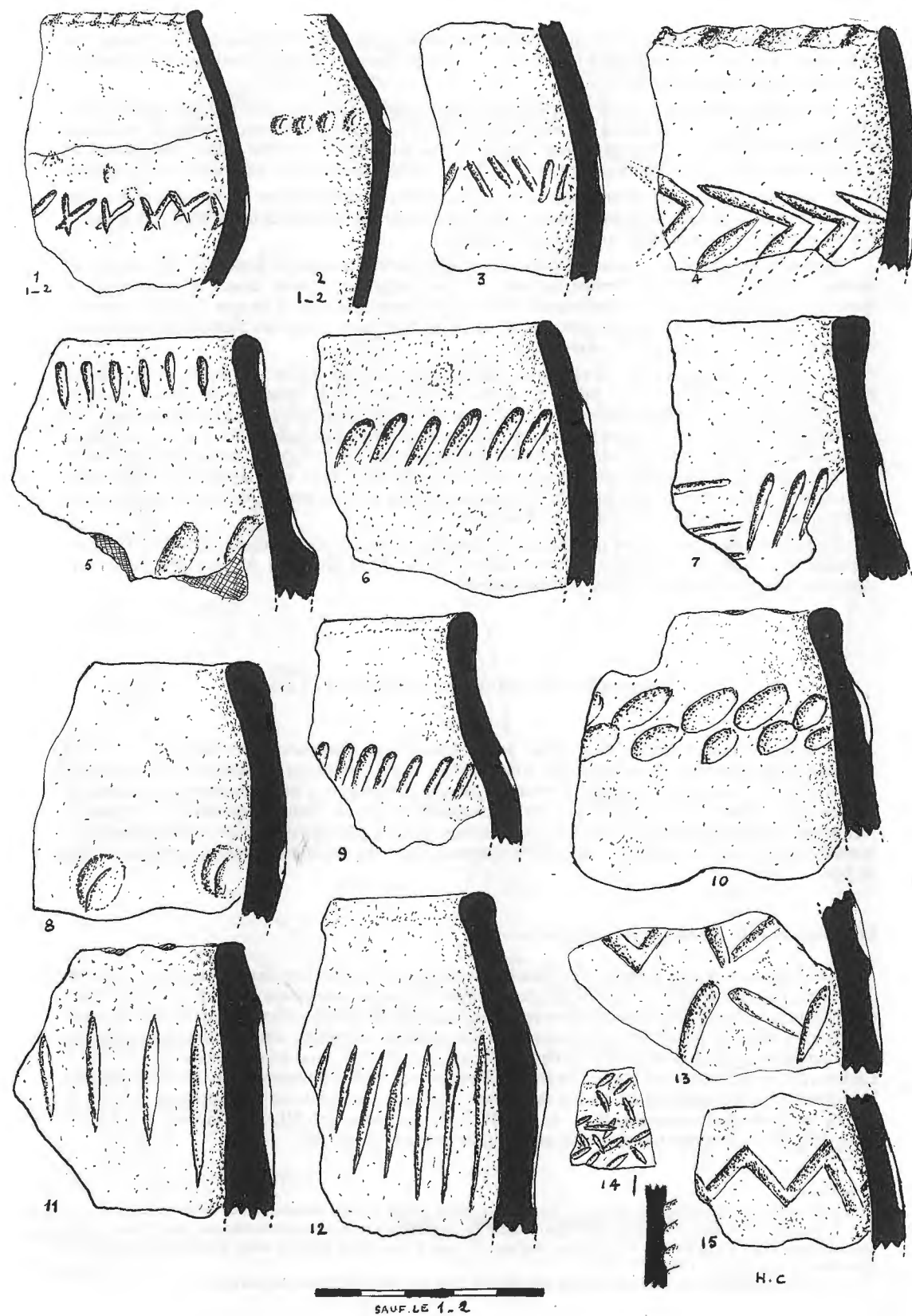
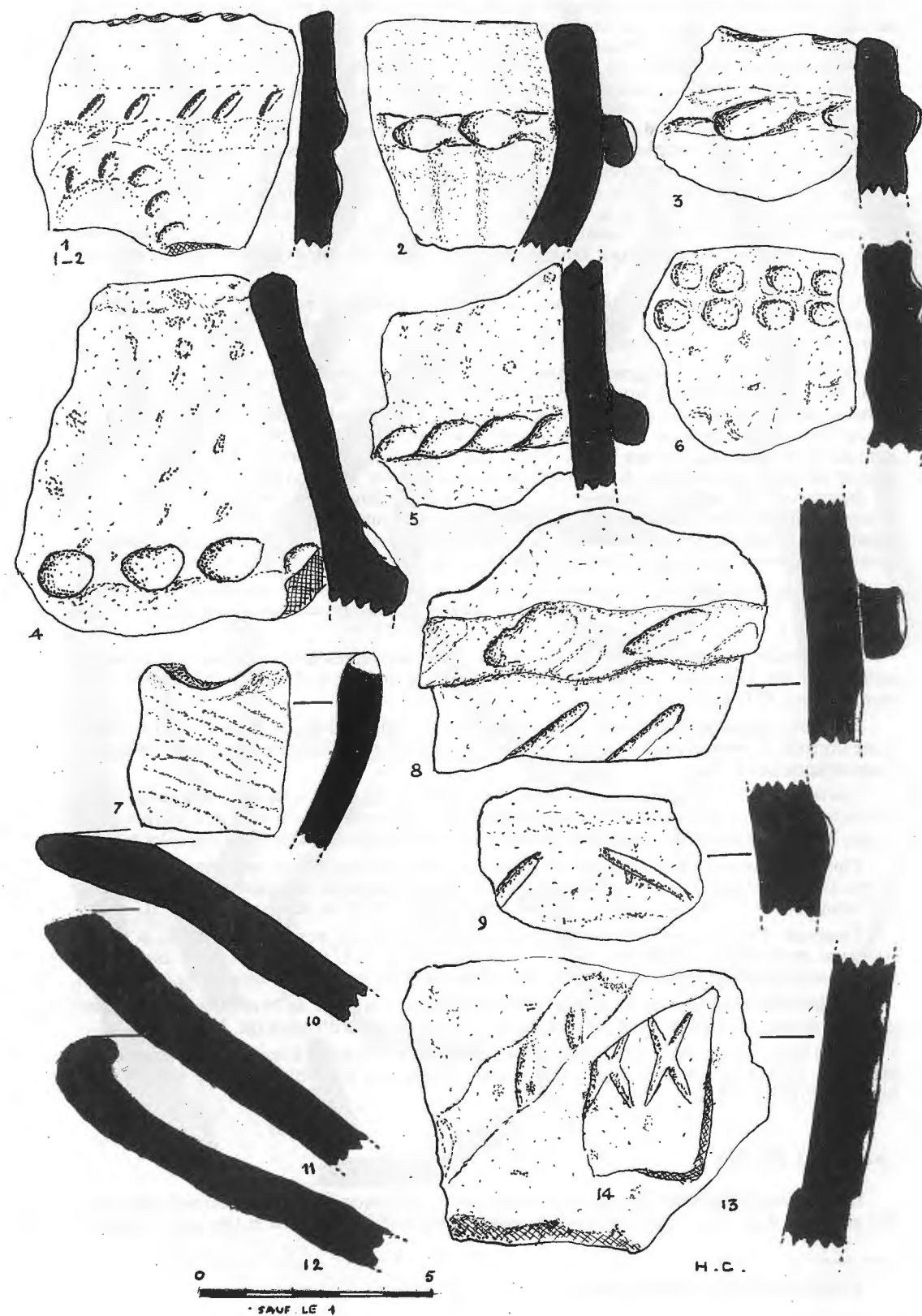


PLANCHE III.



A la cassure, dans la pâte, on aperçoit de la silice, des coquilles broyées, des petits grains de quartz. Les parois accusent une épaisseur moyenne d'un centimètre.

Les motifs décoratifs sont représentés par des cordons modelés à part, appliqués à la barbotine sur la paroi, et par un pincement des doigts, leur donnant un aspect torsadé (pl. III, 2, 5, 8). Les moyens de préhension faisant défaut, les cordons en facilitaient le transport. Ce décor héritier d'une longue tradition est bien représenté dans les habitats du premier âge du fer. Des récipients similaires destinés au même usage sont décorés de pseudo-cordons dus à un épaississement de la paroi. La carène peut être ornée de compressions, ongulées ou digitées (pl. II, 2, 5, 8; III, 3, 4), digitées sur deux rangs (pl. II, 10; III, 6), digitées sur un rang et soulignées de pseudo-cordons, de forme elliptique (pl. III, 1). Un récipient similaire, destiné au même usage, décoré de compressions ongulées a été restitué (pl. IV, 24). Il se peut fort bien que ce même type de décor ait perduré pendant la période de la Tène ancienne. Un certain nombre de fragments sont décorés par l'intermédiaire d'un outil tranchant (pl. II, 1, 3, 4, 7, 11 à 13, 15; III, 9, 13, 14), avec une baguette (pl. II, 6, 9). Cet ensemble de décors est bien connu dans les habitats et nécropoles de l'âge du fer en Aquitaine. Nous retrouvons ces mêmes décors, remarquablement représentés sur l'oppidum du mont Lassois (21, Vix).

Un unique fragment de coupe à flanc galbé est représenté; la paroi est ornée d'un cordon horizontal posé à 2 centimètres du bord. La base de la panse est côtelée. Le diamètre d'ouverture accuse 30 centimètres. Paroi et pâte sont de couleur ocre rosé, C U C 148⁴ (pl. III, 2).

La récupération de 87 fragments provenant d'un même récipient a permis sa reconstitution. Il s'agit d'un dolium destiné à stocker des céréales ou à contenir de l'eau en réserve. La panse de forme ovoïde est surmontée d'un col cylindrique dont la lèvre est biseautée. Une cannelure d'une largeur d'un centimètre décor le col, à la rupture, col-épaule. La paroi extérieure lissée horizontalement est de couleur brun-havane foncé, C U C 131, avec plages plus foncées. L'intérieur de même couleur est lissé verticalement. A la cassure, la pâte de couleur brun-havane, C U C 132, contient des dégraissants siliceux accompagnés de grains de quartz: dimensions: hauteur, 55 centimètres; diamètre panse, 45 centimètres (pl. IV, 19; VIII, 13). On peut rapprocher ce type de récipient de ceux signalés en Gironde dans l'habitat de Saint-Peyde-Castets, en Agenais dans la nécropole de Fauillet, dans les Pyrénées à Lamarque, dans le Languedoc à Mailhac et dans bien d'autres sites.

Trois fragments jointifs provenant d'une épaule de dolium décorés de cannelures sont pourvus de deux trous de réparation; surface couleur brun-havane, à la cassure couleur gris cendré, C U C 234 (pl. VIII, 4).

Un fragment d'épaule de dolium décoré d'un bandeau représentant des losanges incisés est encadré par des cannelures, couleur des surfaces, havane clair, C U C 132, à la cassure couleur terre d'ombre, C U C 702 (pl. VI, 2).

Plusieurs fragments provenant d'un dolium ont les parois internes couvertes d'un engobe rouge corrodé et formant des vacuoles; on peut considérer cette détérioration comme le résultat d'une attaque par le sel.

Les terrines sont des récipients plus larges que hauts; le diamètre varie de 30 à 40 centimètres. Les surfaces plus ou moins rugueuses sont d'une couleur qui oscille entre le brun et le marron. Dans la pâte les dégraissants sont représentés par de la silice, de la calcite, parfois des coquilles broyées.

Plusieurs fragments provenant d'une terrine de forme hémisphérique ont permis sa reconstitution. Caractéristiques: diamètre, 35 centimètres; surfaces peignées en tous sens, pâte de couleur ocre orange, C U C 177. Le rebord possédant une encoche servait de déversoir (pl. III, 7).

Fragment d'une terrine de forme tronconique dont le rebord possède un méplat, la surface extérieure est bosselée, la pâte est de couleur terre d'ombre, C U C 701. Ce type a une certaine analogie avec les couvercles d'urnes cinéraires signalés dans de nombreuses nécropoles (pl. III, 10).

Fragment de paroi légèrement galbée, d'un diamètre approximatif de 38 centimètres, possédant une lèvre aplatie; la surface extérieure peignée est de couleur terre d'ombre (pl. III, 11).

Autre fragment de forme hémisphérique à bord rentrant; la paroi bosselée est de couleur ocre rougeâtre, C U C 342; à la cassure couleur terre d'ombre, C U C 701; diamètre approximatif, 40 centimètres (pl. III, 12).

Céramique à pâte fine

Dans les sondages, il est fréquent de rencontrer la céramique à pâte fine associée avec celle à pâte grossière, donc de la même époque. Le matériel céramique est important et très varié. Toutefois,

4. Code universel des couleurs, SÉGUY E.

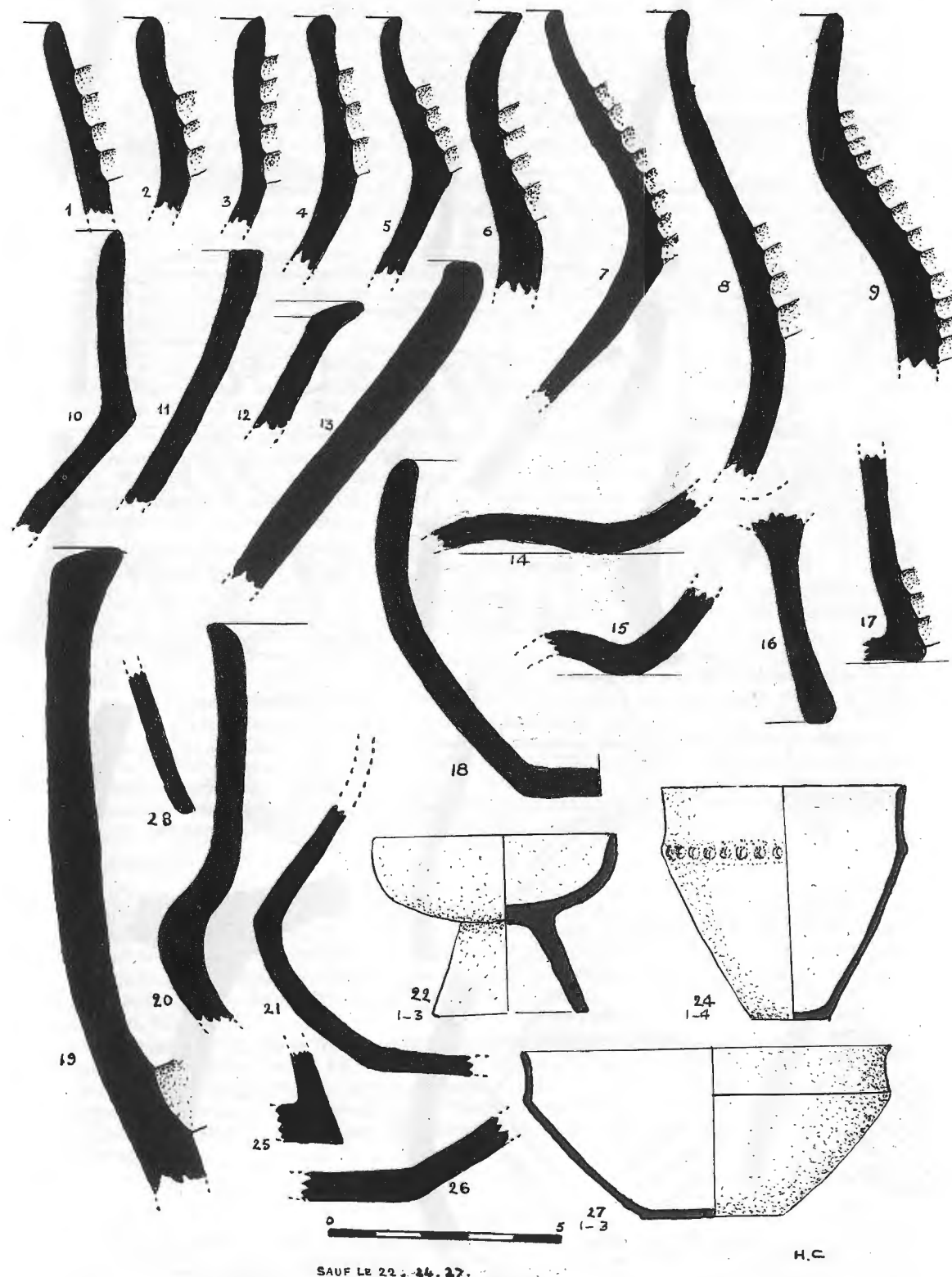
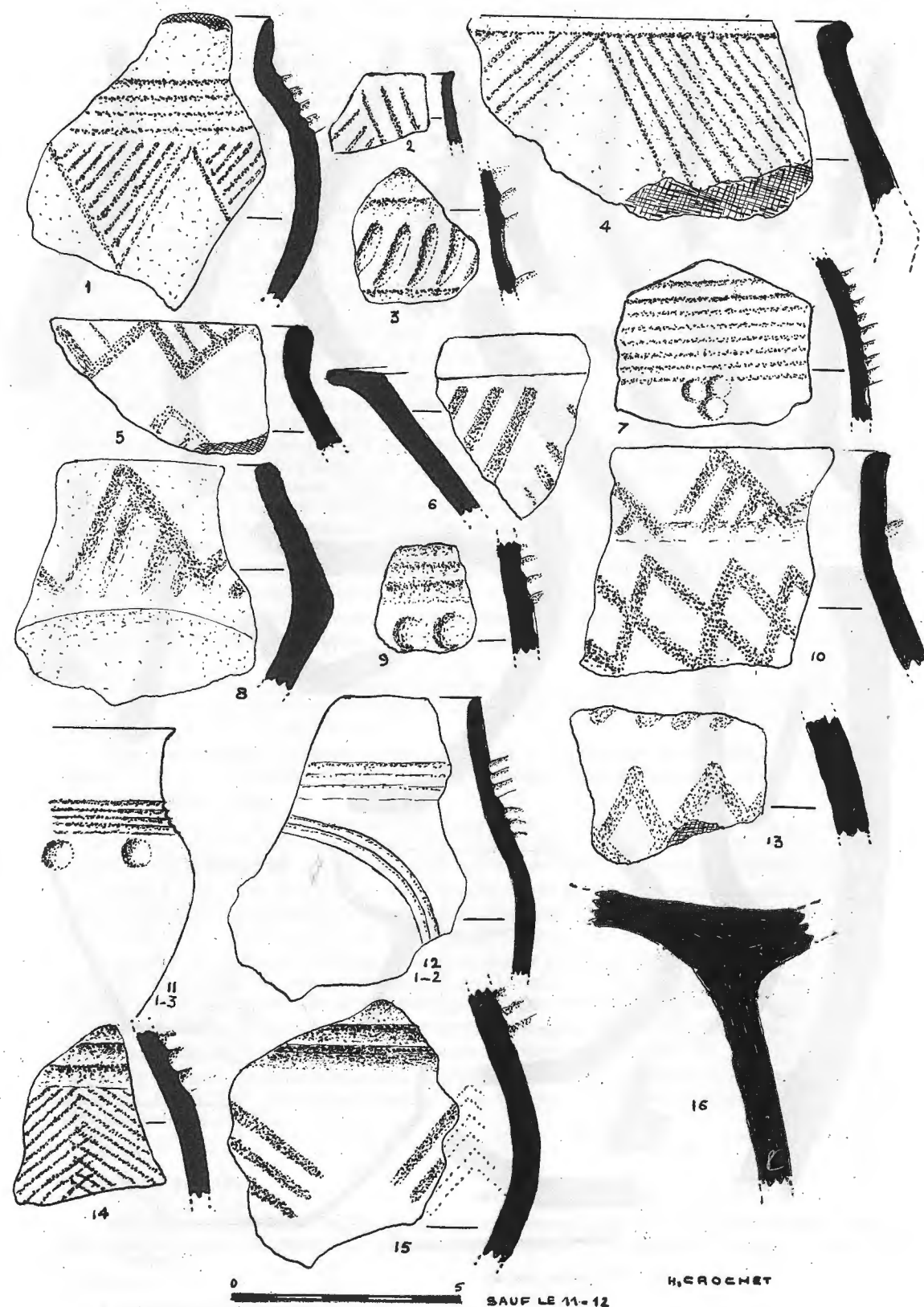


PLANCHE V.



on peut signaler la présence de plusieurs objets en bronze. La pâte est de bonne qualité. Sur les parois des récipients, on remarque de fines traces de lissage, qui ne sont pas dues au tournage. La couleur des surfaces est le plus souvent noire, parfois brun-havane. A la cassure, dans la pâte, on observe un dégraissant siliceux et quelques minuscules paillettes de mica; la couleur oscille du brun-havane au marron foncé. Des assemblages de fragments issus de récipients de moyennes et petites dimensions ont permis la reconstitution graphique de différentes formes. Les profils peuvent être bombés à large ouverture, coniques, hémisphériques, cintrés, tronconiques à carène plus ou moins adoucie. La grande majorité des fonds sont plats (pl. IV, 26); certains sont ombiliqués (pl. IV, 14, 15); pieds élevés tronconiques (pl. IV, 16, 22, 28; V, 16). Les décors sont variés; les cannelures sont les plus nombreuses, les cupules, les triangles hachurés par lissage, peints à la barbotine ou à l'ocre sont aussi présents⁵.

Les assiettes sont des récipients de forme tronconique, très ouverts, d'un diamètre moyen de 20 centimètres. La lèvre à méplat est dirigée vers l'extérieur. Les surfaces lissées sont de couleur noire, parfois brun-havane, C U C 132. A la cassure la pâte fine est de couleur terre d'ombre, C U C 701, ou couleur feuille morte, C U C 191. Des parois ne présentent aucun décor (pl. IV, 12; VIII, 15 à 17). Un rarissime fragment possède un décor, il s'agit de bandes obliques de couleur terre d'ombre clair, C U C 702, appliquées au pinceau, ton sur ton. Les parois de l'assiette sont de couleur brun-havane, C U C 132 (pl. V, 6). Les décors à l'ocre ne semblent pas avoir été signalés dans le groupe girondin.

Un unique fragment est décoré de trois cannelures sur le méplat (pl. VII, 18). Deux autres fragments présentent des lignes décoratives disposées en triangles sur le méplat; le sommet d'un triangle se continue par une ligne lissée à l'intérieur de l'assiette (pl. VI, 16).

Les bols sont des petits récipients décorés ou non décorés, dont le diamètre oscille entre 8 et 15 centimètres. Trois formes sont à retenir: A. globulaire, non décorée (pl. IV, 18; VII, 10 à 12; VIII, 20); B. globulaire, à petit col redressé, décorée de cannelures sur l'épaule et soulignée de triangles hachurés à *stralucido* (pl. V, 1)⁵; C. tronconique, non décorée (pl. VII, 9; VIII, 19), décorée de traits hachurés, rugueux au toucher, appliqués avec une barbotine blanchâtre (pl. V, 8).

Les coupes sont des récipients à large ouverture à panse galbée ou tronconique. Les lèvres sont arrondies ou aplaties. Les parois sont de couleur marron (pl. IV, 11, 13; VIII, 21 à 23).

Un fragment de coupe à lèvre rentrante accuse un diamètre d'environ 27 centimètres. Les parois de couleur brun-havane, C U C 132, sont décorées de petites couronnes d'un diamètre d'un centimètre, terre d'ombre 702. A la cassure, la pâte fine est de couleur terre d'ombre (pl. IV, 13). Ce décor est à rapprocher de celui qui est présent sur un petit vase exposé au musée Borda à Dax, lequel proviendrait de Saint-Sever. Une petite coupe à boire hémisphérique fixée sur un pied creux tronconique a été reconstituée. Les surfaces sont de couleur noire; la pâte fine est de couleur terre d'ombre, C U C 701. Dimensions: hauteur, 75 mm; diamètre coupe 115 mm (pl. IV, 22). Cette petite coupe sur pied élevé est une variante de celles signalées en Aquitaine. Nous la trouvons dans les groupes girondin (Mios 33), landais (Mont-de-Marsan, Tursan, 40), pyrénéen (Avezac-Prat, Lamarque, Lourdes, Ossun, Tarbes, 65, Bougarbère, 64), limousin-périgordien (Jumilhac-le-Grand, 24, Rochechouart, 87), languedocien (Mailhac, 11), bourguignon (Vix, 21), en Lombardie (Ameno, Lortallo, Golasecca), en Emilie (Bologne).

Les écuelles.

Il s'agit de récipients bas, à large ouverture avec ou sans décor. Deux formes ont été reconnues: en bulbe d'oignon et à panse surbaissée, avec ou sans carène. Le col rectiligne accuse à l'ouverture un diamètre approximatif de 20 centimètres. Les surfaces sont de couleur noire, à la cassure la pâte fine est de couleur terre d'ombre, C U C 701 (pl. IV, 20, 21). Ces formes peuvent être rapprochées de celle du groupe jogassien; elles ont aussi une certaine analogie avec celles des groupes: pyrénéen (Avezac-Prat, Ibos, Ossun, 65); landais (Mont-de-Marsan, 40); quercinois (Frayssinet, Cazals, 46, Le Frau, 82).

Fragments d'écuelles de formes tronconiques non décorés à surface noirâtre, le diamètre oscille entre 20 et 25 centimètres (pl. IV, 10, 27; VII, 9, 14 à 16). Décorés de cannelures (pl. IV, 3 à 6), ce décor est très connu à l'âge du fer en Aquitaine, de chevrons lissés à *stralucido* (pl. V, 4). Nous retrouvons ces mêmes formes, non décorées, dans les groupes agenais (Montanat, Sainte-Livrade, 47); languedocien (Mailhac, 11; Millas, 66); girondin (Anglade, Blasimon, Saint-Hippolyte, Sainte-Florence).

5. A la phase finale de l'âge du fer, les récipients décorés d'incisions tendent à disparaître. Ils sont remplacés par un décor en triangles hachurés, lissé sur l'engobe avant cuisson par l'intermédiaire d'un lisseur ou d'un brunissoir. Ce décor est nommé à « *stralucido* » par les archéologues italiens. Il caractérise la seconde période de l'âge du fer dite de Golasecca, 550-400 av. J.-C.

Fragments provenant de différentes formes de récipients décorés à la barbotine (pl. V, 10, 13, 15); à stralucido (pl. V, 2, 14); de cannelures (pl. IV, 7 à 9); cannelures soulignées de compressions isolées (pl. V, 11); de compressions doublées ou tréflées (pl. V, 9, 7); d'un bandeau à godrons encadré de cannelures (pl. V, 3). Un mini-fragment décoré de cannelures est surchargé de petites incisions figurant des grains de riz, disposés en arête de poisson d'une façon désordonnée (pl. II, 14).

Plusieurs fragments d'une passoire ou égouttoir de forme hémisphérique ont permis sa reconstitution. Les surfaces non décorées sont de couleur noire. A la cassure, la pâte fine est de couleur brun clair, C U C 132. Dimensions: diamètre approximatif, 23 centimètres; hauteur, 7 centimètres; perforations, 2 mm (pl. VI, 13). Ce type de passoire ne paraît pas avoir été signalé en Aquitaine.

Les gobelets sont des récipients plus hauts que larges d'une hauteur variant de 10 à 12 centimètres. Le profil peut-être ovoïde sans décor (pl. VIII, 10) avec bord décoré de cannelures (pl. VIII, 9), à paroi cintrée non décorée ou décorée de cannelures à la base (pl. IV, 25, 17). Les gobelets à flanc cintré sont bien connus en Aquitaine, ils sont représentés dans les groupes landais, quercinois et principalement pyrénéen.

Les marmites de forme trapue ne sont représentées qu'à l'état fragmentaire. Le col de profil rectiligne est peu marqué. Le diamètre à l'ouverture varie entre 25 et 30 centimètres. La pâte est d'assez bonne qualité. Les parois d'une épaisseur de 70 à 90 mm sont de couleur noire. A la cassure, la pâte fine est de couleur terre d'ombre, C U C 701. Nous nous trouvons en présence de fragments non décorés (pl. VII, 8), décorés de cinq cannelures à la base du col (pl. VII, 7). Un unique fragment est décoré sur la panse d'un mamelon de 12 centimètres de diamètre, repoussé de l'intérieur, circonscrit de deux cannelures et de trois cannelures à la base du col (pl. V, 12). Ce décor mamelonné paraît proche de ceux signalés sur deux urnes cinéraires du Pujaut à Mios, 33. On peut aussi apparenter ce décor à ceux signalés dans le groupe pyrénéen, mais leurs dimensions paraissent plus réduites et les mamelons plus saillants.

Objets divers en céramique

Bracelets.

Ces parures étaient déjà connues en schiste et en argile depuis la période néolithique. Nous les retrouvons aux époques du bronze et du fer. Trois fragments en céramique à jonc torique sont représentés à Vayres. La pâte fine est de couleur brun-havane, C U C 131. Ces bracelets en argile ne paraissent pas avoir été signalés en Aquitaine. Plusieurs ont été signalés en d'autres régions; en Alsace à Fischerübelkurzgeland; dans le tumulus du Kasacker à Schallbach, 57; à l'oppidum de Vix, 21; dans la grotte des Fées à Tharax, 30 (pl. VIII, 5 à 7).

Deux types de chenêts, de facture primitive, sont à retenir. L'un mobile est représenté par deux fragments modelés dans l'argile, l'un supporte la bûche, l'autre, la tête ou le pied faisait office de buttoir, pâte couleur terre d'ombre, C U C 701 (pl. VI, 7). Le deuxième type est inclus dans la sole du foyer, la partie centrale du porte-bûche, par une usure prononcée, laisse supposer un long usage; la pâte est de couleur ocre rouge, C U C 146 (pl. VI, 8 A. B. C.).

Un objet énigmatique en argile, à section torique, d'un diamètre de 13 mm, pourrait être considéré comme un manche de cuillère ou un moule à confectionner un filet de pêche. La pâte fine est de couleur ocre rouge, C U C 146 (pl. VIII, 14).

Fragment d'un disque en argile qui à l'origine avait un diamètre de 145 mm et une épaisseur d'un centimètre. Les surfaces lissées sont de couleur noire. Peut être interprété comme plat à galette ou à pain pour être cuit sur la braise (pl. VI, 14).

Petit disque en argile décoré d'incisions sur le pourtour. Caractéristiques: diamètre, 23 mm; possède sur une face une cavité partielle profonde de 5 mm. La pâte fine est de couleur brun-havane. Emplois problématiques: en y adaptant une tige de bois, peut être interprété comme un objet soit de parure (tête d'épingle à cheveux), soit utilitaire (fusaïole). Ce pourrait aussi être un jouet, accouplé par deux roues de chariot, ou encore une bobine (pl. VI, 11).

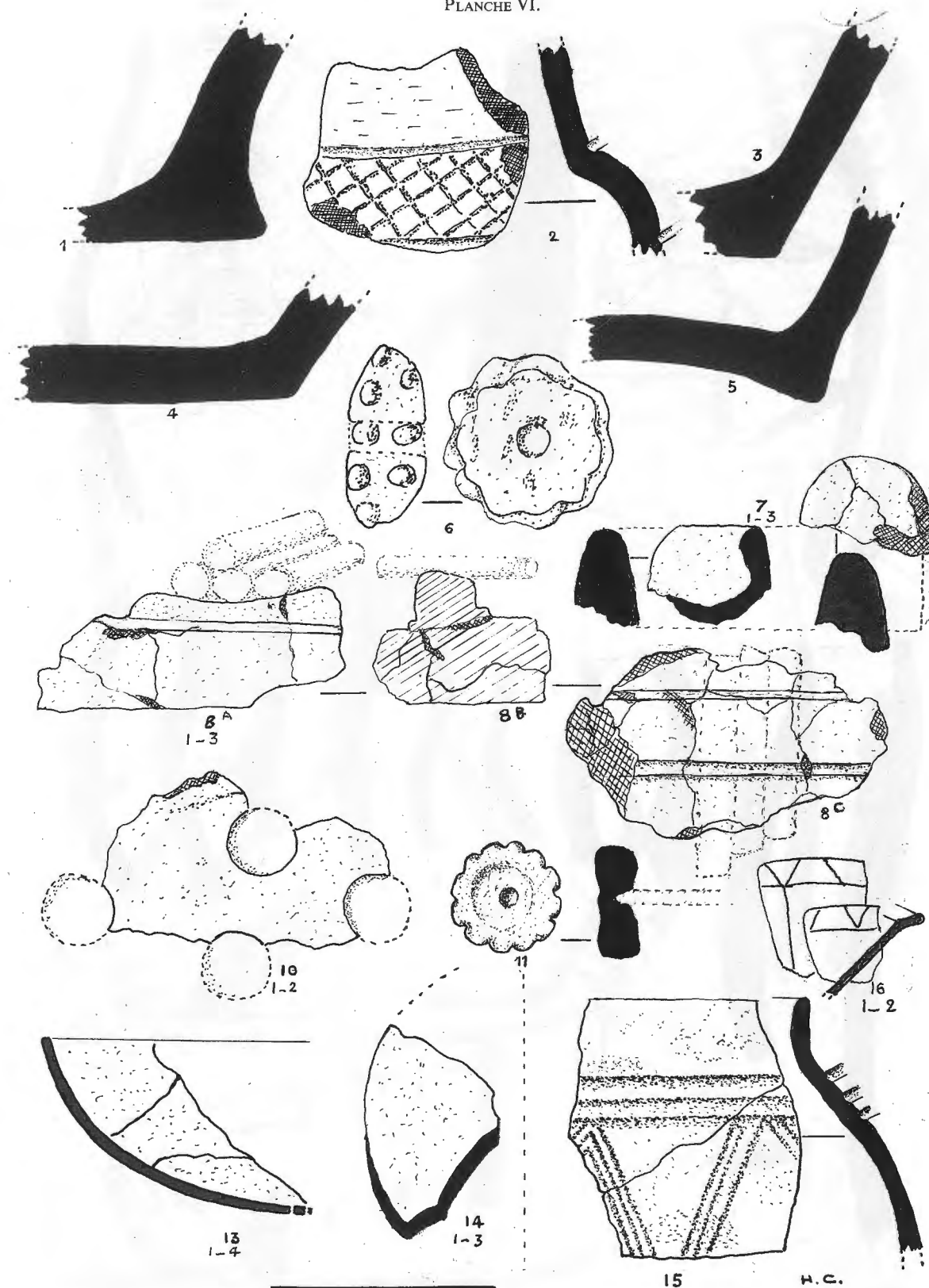
Fusaïole en argile décorée d'une double rangée de protubérances disposées en quinconces sur le pourtour: diamètre, 4 centimètres; largeur perforation, 7 mm. Pâte de couleur brun-havane (pl. VI, 6); paraît très proche de celle signalée à Vix.

Goulot de cruche ou biberon et fragment d'anse modelés provenant du même récipient, de facture très rudimentaire. La pâte fine est de couleur rouge-orangé, C U C 171-172 (pl. VIII, 26, 27).

Fragment de poids de filet ou de portière de forme circulaire en pierre marneuse, diamètre à l'origine 13 centimètres, perforation d'un centimètre légèrement décentrée (pl. VIII, 12).

Les vestiges d'habitation sont représentés par des fragments d'argile avec empreintes de clayonnage, des blocs de sol épais. Une plaque d'argile perforée de trous de 35 mm de diamètre, disposés en quinconces, paraît identique à celles provenant de l'oppidum de Mailhac et dans les

PLANCHE VI.



SAUF LE: 7.8.10.16.13.14.

PLANCHE VII.

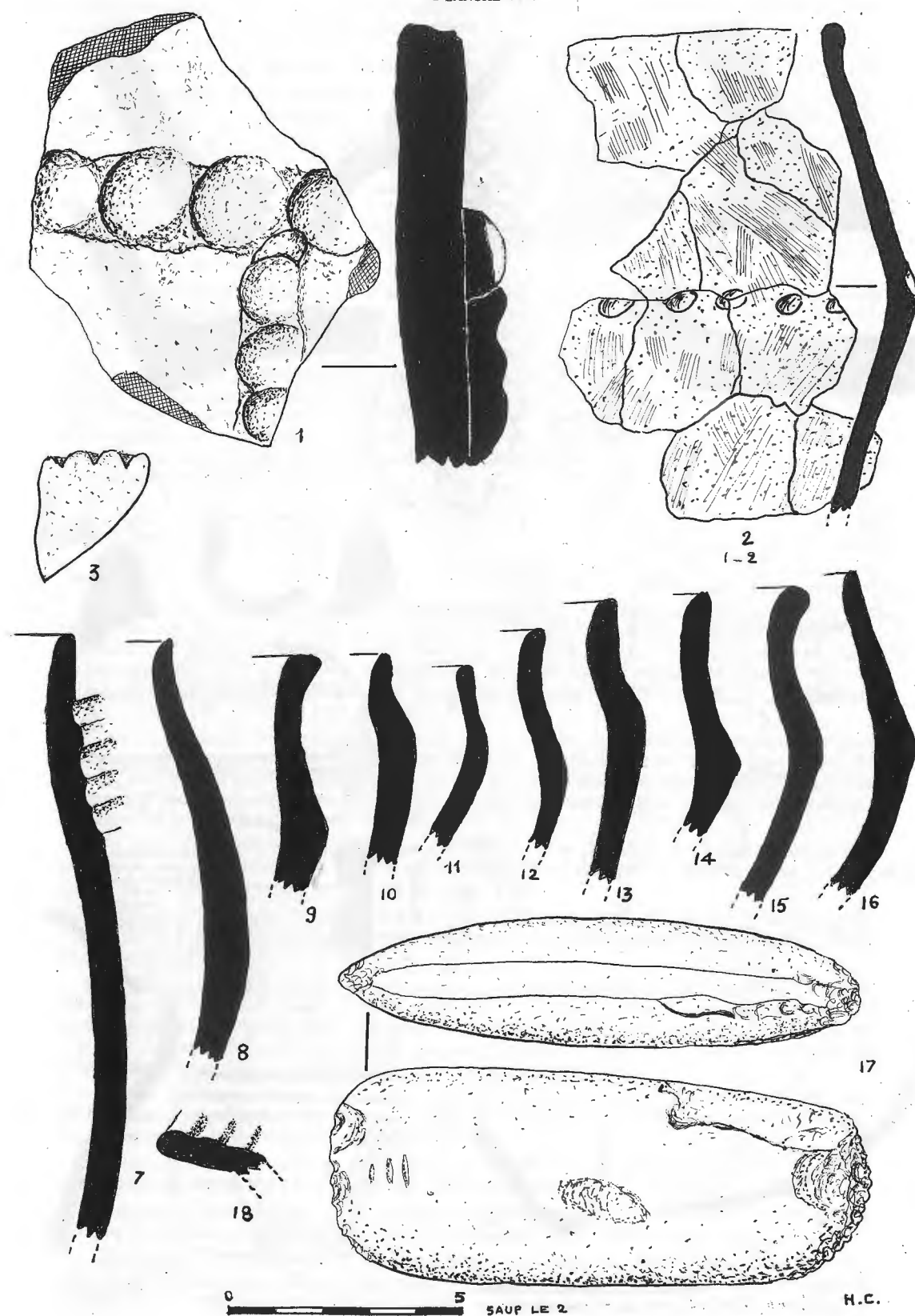
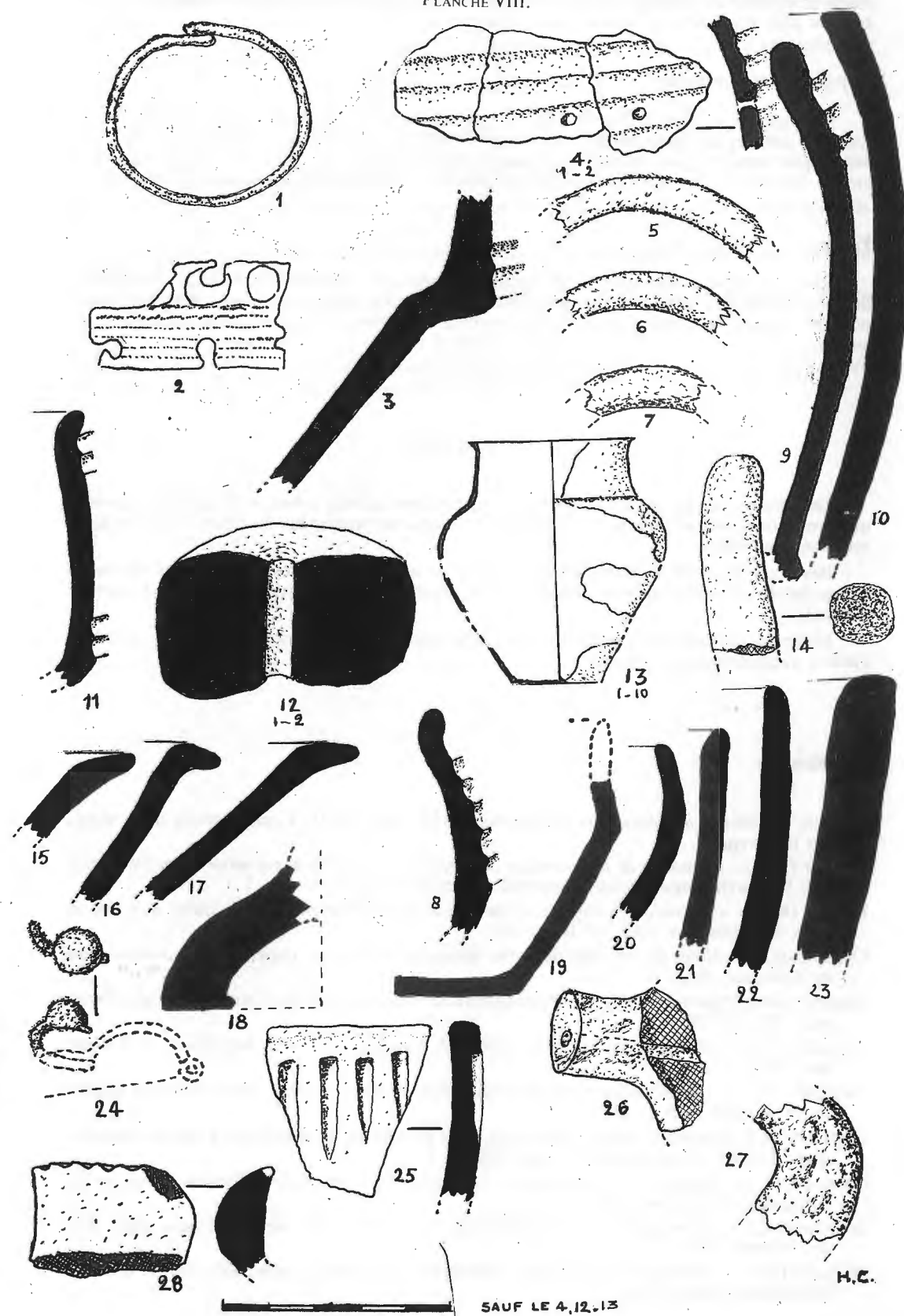


PLANCHE VIII.



fonds de cabanes de Bologne. On peut les interpréter comme grille d'évacuation d'eau, de sole de four ou grille d'aération de cabane à toit conique (pl. VI, 10).

Objets de parure en bronze

Sur l'habitat de Vayres, ils sont rares, nous n'en possédons que trois spécimens. Petit bracelet filiforme dont les extrémités se chevauchent (pl. VIII, 1). Un bouton non évidé avec un fragment de tige peut être interprété comme provenant d'une fibule (pl. VIII, 24). Petite plaque en tôle de bronze, décorée de cannelures et de bossettes, provenant probablement d'un ceinturon (pl. VIII, 2).

Faune

Parmi les ossements d'animaux domestiques et sauvages récupérés, on peut citer la présence du porc, du mouton, de la chèvre, du bœuf, du sanglier. Les os longs ont été brisés intentionnellement pour en extraire la moëlle; certains sont pourvus d'incisions provenant du décharnement des animaux.

CONCLUSION

Les découvertes qui ont été faites, pour fragmentaires qu'elles soient, nous semblent apporter une contribution non négligeable à l'étude locale de la fin du premier âge du fer et fournir quelques synthèses régionales.

Beaucoup de questions restent à résoudre en ce qui concerne la vie des occupants, les raisons qui les ont incités à s'établir sur le site, les lieux de sépulture et peut-être l'existence d'un aménagement défensif.

Malgré les difficultés de prospection rencontrées, nous souhaitons à nos successeurs de continuer l'œuvre que nous avons entreprise.

Bibliographie

- AUGIER. — *Société archéologique de Bordeaux*, 1881-1882, p. 45. Compte rendu de la séance du 10 novembre.
- BOUDET (R.). — *Approche de la céramique de l'âge du fer dans la basse vallée de la Dordogne*. T.E.R. d'archéologie antique. Université de Bordeaux III, 1979.
- BOUDET (R.). — « La station de l'âge du fer de Niord, Saint-Etienne-de-Lisse », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1982, nos 164 et 165.
- CORBINEAU. — « Notes sur un four de potier découvert à Vayres », dans : *Société archéologique de Bordeaux*, 1932.
- CROCHET (H.) et MOHEN (J.-P.). — « Protohistoire de Vayres », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1971, n° 139.
- CROCHET (H.). — « Etude d'un sondage au château de Vayres », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1975, n° 155.
- CROCHET (H.). — « Passoires ou faisselles antiques découvertes à Vayres », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1978, n° 169.
- DAUTANT (A.), GARNIER (J.-F.) et MARCADAL. — « Un habitat de l'âge du fer à Sainte-Livrade », dans : *Société préhistorique de France*, 1980, n° 5.
- DAUTANT (A.) et SEIGNE (J.). — *Sauvetage d'une tombe de l'âge du fer à Biganos*. Direction des Antiquités d'Aquitaine, 1981.
- DAUTANT (A.) et DAYNAC (M.). — « La nécropole du IV^e s. av. J.-C. de Montanat », dans : *Rev. de l'Agenais*, 1982.
- DUCASSE (B.). — « Recherches sur le camp protohistoire de Niord », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1982, n° 184.

- DUMAS (U.). — « Bracelet en céramique. Grotte des fées. Tharax », dans : *Société préhistorique de France*, 1976, p. 362.
- DROUYN (L.). — « Promenades archéologiques en Gironde : Vayres », dans : *Société archéologique de Bordeaux*, 1875.
- GUILAINE (J.). — *La préhistoire française*, 1976, p. 657 à 834.
- JOFFROY (R.). — *L'oppidum de Vix et la civilisation hallstattiennne finale*, 1960.
- LOUIS (M.) et TAFANNEL (O. et J.). — *Le premier âge du fer languedocien*, 1958, 3 vol.
- L'ELGOUACH. — « L'habitat protohistorique de la plage de Longeville », dans : *Société d'éducation de la Vendée*, 1966-1967, p. 113.
- MARCADAL (Y.). — « La céramique du premier âge du fer », dans : *Rev. hist. et arch. du Libournais*, 1974, n° 152.
- MOHEN (J.-P.). — « L'âge du fer en Aquitaine », dans : *Mémoires de la Société préhistorique de France*, t. XIV (1980).
- PAUTREAU (J.-P.). — « Les niveaux protohistoriques du camp Allaric-Aslonnes 86 », dans : *Société préhistorique de France*, 1977, n° 2.
- PEYNEAU (B.). — *Découvertes dans le pays de Buch*, 1^{re} partie, 1926.
- SIREX et MOHEN (J.-P.). — « Le site du premier âge du fer de Saint-Pey-de-Castets », dans : *Société préhistorique de France. Etudes et travaux*, 1971, t. LXVIII.

COMPTES RENDUS DES SÉANCES DU GROUPE JULES-DELPIT

Année 1983

SÉANCE DU 22 JANVIER 1983

M. COUSSILLAN fait un exposé sur les événements survenus à l'Isle-Saint-Georges au temps de la Fronde (cf. p. 121).

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1983

M^{me} SARTHOULET fait une communication sur la famille Duplessy (cf. p. 127).

SÉANCE DU 26 MARS 1983

Le DR DUHART présente deux armoires du XVII^e siècle provenant de la Chalosse. Il en analyse avec beaucoup de science et de précision technique la structure et le décor. Il insiste sur les ferrures et les serrures. En démontant l'une d'entre elles, il y a trouvé une pièce à l'effigie de Louis XIII.

M^{me} BERCÉ, à l'aide de documents originaux, raconte les démêlés qui ont opposé aux XVII^e et XVIII^e siècles des habitants de Mesterrieux à propos en particulier de limites de champs et de fossés.

SÉANCE DU 30 AVRIL 1983

M^{lle} TRAISSAC a étudié les carnets du Dr Elie Gintrac et présente les conclusions qu'elle en a tirées (le texte de cette étude sera publié ultérieurement).

M. ROUDIÉ étudie d'après les textes, en particulier des livres de comptes, la construction d'une maison édifiée au début du XVI^e siècle sur les Fossés pour le marchand Fortaney Dupuy (à paraître dans les Actes du colloque de Rennes : *Artistes, artisans et productions artistique au Moyen Age*).

SÉANCE DU 28 MAI 1983

M^{me} BIROT fait un exposé sur la carrière des Mollié, architectes originaires de Barsac (cf. p. 139).

M. COUDROY DE LILLE présente des plans d'Etienne Laclotte pour la reconstruction du château de Coimères (cf. p. 151). Il informe également les membres du groupe qu'il a trouvé dans un livre de Victor Forot, *Les sculpteurs et peintres du Bas-Limousin*, Paris, 1922, p. 270, des renseignements sur le peintre Mazoyer qui a peint plusieurs tableaux pour des églises de la Gironde (cf. P. Roudié, « Recherches sur quelques peintres bordelais du XVII^e siècle : les Duclercq, Mazoyer, Larraidy », dans : *La revue des musées de Bordeaux*, 1969). Il est mort à Brive le 20 juin 1686 et y fut enterré « aux Dominicains ». Il serait né vers 1620. Un baptême du Christ signé et daté de 1685 se trouve au-dessus de l'autel de la chapelle des Pénitents à Treignac (Corrèze).

SÉANCE DU 25 JUIN 1983

M^{me} BERCÉ raconte la vie d'un jeune homme d'après les livres de comptes de son père, notaire en Bazadais au début du XIX^e siècle (cf. p. 155).

M. le professeur Marc RÉGALDO fait un exposé sur politique et théâtre sous la Révolution à Bordeaux (cf. p. 161).

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 1983

M. RÈCHE étudie la vie aventureuse de François Seignouret (cf. p. 175).

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1983

M. ROUDIÉ présente deux portraits de Pierre Lacour (cf. p. 169).

M. Roudié présente de la part de M. TOULIER une étude sur la numérotation des immeubles de la « façade » des quais de Bordeaux (cf. p. 195).

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1983

Le D^r Duhart présente de la part de M. GAZEAU un manuscrit espagnol de 1706 richement enluminé contenant les titres de noblesse de la famille Avila.

M^{me} BASTEAU expose la carrière d'Augustin Hiriart dit de Bordeaux (le texte sera publié ultérieurement).

LA GUERRE DE LA FRONDE A L'ISLE SAINT-GEORGES, EN 1650

par Olivier COUSSILLAN

En 1650, le roi Louis XIV n'a que douze ans. Sa mère, Anne d'Autriche, est régente. Elle s'appuie sur Mazarin, premier ministre, successeur de Richelieu.

Mazarin poursuit, contre l'Espagne, une guerre commencée par Richelieu. Il faut beaucoup d'argent pour la guerre... et pour Mazarin lui-même. Pour en trouver, il augmente les impôts et en crée de nouveaux, alors que les récoltes sont mauvaises et que certains hivers de disette ont causé la mort de biens des pauvres gens.

Le Parlement des grandes villes, et notamment celui de Bordeaux, s'oppose à ces levées d'impôts avec l'appui de certains nobles, de bourgeois et du petit peuple. C'est « la Fronde ».

De plus, les fermiers généraux, percepteurs de l'Ancien Régime, sont malhonnêtes et confondent leurs propres poches avec celles du roi...

Bref, le Parlement de Bordeaux entre en révolte ouverte contre Mazarin mais garde son estime au roi qu'il croit mal informé.

La princesse de Condé, dont le mari a été arrêté par Mazarin comme frondeur, se réfugie à Bordeaux avec son fils, le jeune duc d'Enghien. Le duc de La Rochefoucauld et le duc de Bouillon, du parti des frondeurs, viennent aussi à Bordeaux avec elle.

Mazarin déclare la ville séditeuse et donne l'ordre au gouverneur de la Guienne, le duc d'Epernon, de mater la rébellion.

Héritier des comtes de Foix et de Candale, fils de Nogaret de la Valette, (et, entre autres, seigneur de l'Isle-Saint-Georges), le duc d'Epernon est un personnage haut en couleur, mais peu aimé par une majorité de ses contemporains, semble-t-il. (Son père était l'un des « mignons » d'Henri III...) Sous Henri IV, sa famille a fait construire le superbe château de Cadillac qui lui appartient.

Contesté par les Bordelais, Richelieu l'avait, autrefois, destitué de son poste de gouverneur de Guienne, et même condamné à mort par contumace... Mais Mazarin le rétablit gouverneur de Guienne à son arrivée au pouvoir. La colère des Bordelais contre lui sera à son comble quand ils s'apercevront qu'il s'apprête à expédier un navire de blé à l'Espagne, notre ennemie du moment (opération qui lui aurait rapporté la somme considérable de 120 000 livres).

Aux côtés du duc d'Epernon, son frère, le chevalier de La Valette, et, parmi tant d'autres, le maréchal de La Meilleraye, le meilleur spécialiste en artillerie et sièges de fortifications de son temps, militaire strict et intègre.

Nous ne retiendrons de l'histoire très compliquée de la Fronde à Bordeaux que la partie qui intéresse particulièrement l'Isle-Saint-Georges.

En 1650, il y a donc deux camps : les Bordelais frondeurs et les épernonistes aux ordres de Mazarin, le roi étant censé au-dessus de la querelle.

En ce (sans doute !) beau mois de juin de 1650, tout Bordeaux est en agitation. De la princesse de Condé avec ses amis les ducs de La Rochefoucauld et de Bouillon, en passant par le Parlement, les bourgeois et le petit peuple, tous sont très en colère, pour des motifs divers d'ailleurs, contre Mazarin et contre celui qui le représente en Guienne : d'Epernon.

Vers le 20 juin, les Bordelais partent dans le Médoc pour ravager les propriétés du duc d'Épernon. Il faut que la princesse de Condé les retienne pour ne pas qu'ils dépassent les bornes. (Elle fera restituer le bétail saisi.)

Mais pendant ce temps, d'Épernon s'emploie à investir Bordeaux. Il sait que, en l'absence de bonnes routes, la seule artère vitale pour la ville est la Garonne. Qui bloque la Garonne prive Bordeaux de ravitaillement en denrées et en matériel.

Il se rappelle que, parmi toutes ses seigneuries, il possède le château fort de l'Isle-Saint-Georges, qui lui venait de sa mère, et il prend la décision de le faire occuper militairement pour contrôler la rivière. Mais cette intention parvient aux oreilles des Bordelais (dans cette guerre civile, il y a beaucoup d'espions qui passent d'un camp dans l'autre).

D'après tous les historiens anciens, cette nouvelle provoqua une grande alarme dans Bordeaux. Le peuple, qui était persuadé que tenir le château de l'Isle revenait à tenir la ville, fit pression sur le Parlement pour qu'il se saisisse immédiatement du fort.

Et aussitôt on envoie La Mothe-Sauvage, un capitaine qui connaît bien le pays, pour recruter des paysans du village, les armer et tenir le château, ce qui fut fait promptement.

Mais le 22 juin, à peine installée, cette garnison de fortune voit arriver de Cadillac, par la Garonne, une troupe d'environ trois cent cinquante hommes du duc d'Épernon, commandés par un gentilhomme du pays, le comte de Canolles, qui était lieutenant-colonel au régiment de Navailles.

Pris de panique, les malheureux paysans, qui ne comprennent sans doute pas trop ce qu'il leur arrive, sont bousculés et jetés hors du château fort. On les renvoie dans leurs chaumières, et la troupe de d'Épernon occupe la place qu'elle s'emploie à mettre en défense.

Cet événement retentit comme un coup de foudre à Bordeaux : « ... Le Parlement s'assembla sur le champ et ordonna que tous les bourgeois, sans distinction, prendraient les armes au son de la cloche... pour aviser à la cause publique... » (1).

« ... Les Bordelais regardaient ce poste comme très important... ils regardaient cet endroit comme un lieu qui pouvait leur fermer le passage des vivres par le cours de la rivière et une retraite... » (2).

Le 26 juin, on tint conseil de guerre. La résolution d'attaquer le château est prise. Lamothe-Delas, assisté du chevalier de Roquelaure, fils de feu le Maréchal, ancien maire de la ville, est mis à la tête de quatre cents hommes provenant des régiments d'Enghien et de Lusignan.

On ordonne à des paysans de l'Entre-Deux-Mers, qui étaient déjà très aguerris, de se rendre à onze heures du soir au port d'Esconac, sur le bord de la Garonne opposé à l'Isle-Saint-Georges, dans l'attente d'un embarquement. Dans ce petit port, on amène de Bordeaux tout ce qui est nécessaire pour l'attaque, car on pense que l'opération ne sera pas facile en raison de la situation du lieu.

« ... Cette Isle est bordée d'un côté par la Rivière et de l'autre par un large ruisseau qui la sépare de la terre ferme. Outre cela [le terrain environnant] est entrecoupé de larges fossés dans une espèce de terre marécageuse qui rend tous abords extrêmement difficiles... » (2). (On voit qu'à cette époque l'Isle Saint Georges était encore une île.)

Dans la nuit du 26 au 27 juin, la troupe de Lamothe-Delas embarque de Bordeaux dans une flottille de chaloupes, et, probablement aidée par la marée montante, remonte la Garonne. A Esconac, d'autres barques amenant des hommes et du matériel se joignent à elle.

Vers les sept heures du matin, au point du jour, toute cette petite armée est devant l'embouchure de l'estey appelé en ce temps le Saint-Jean d'Étampes.

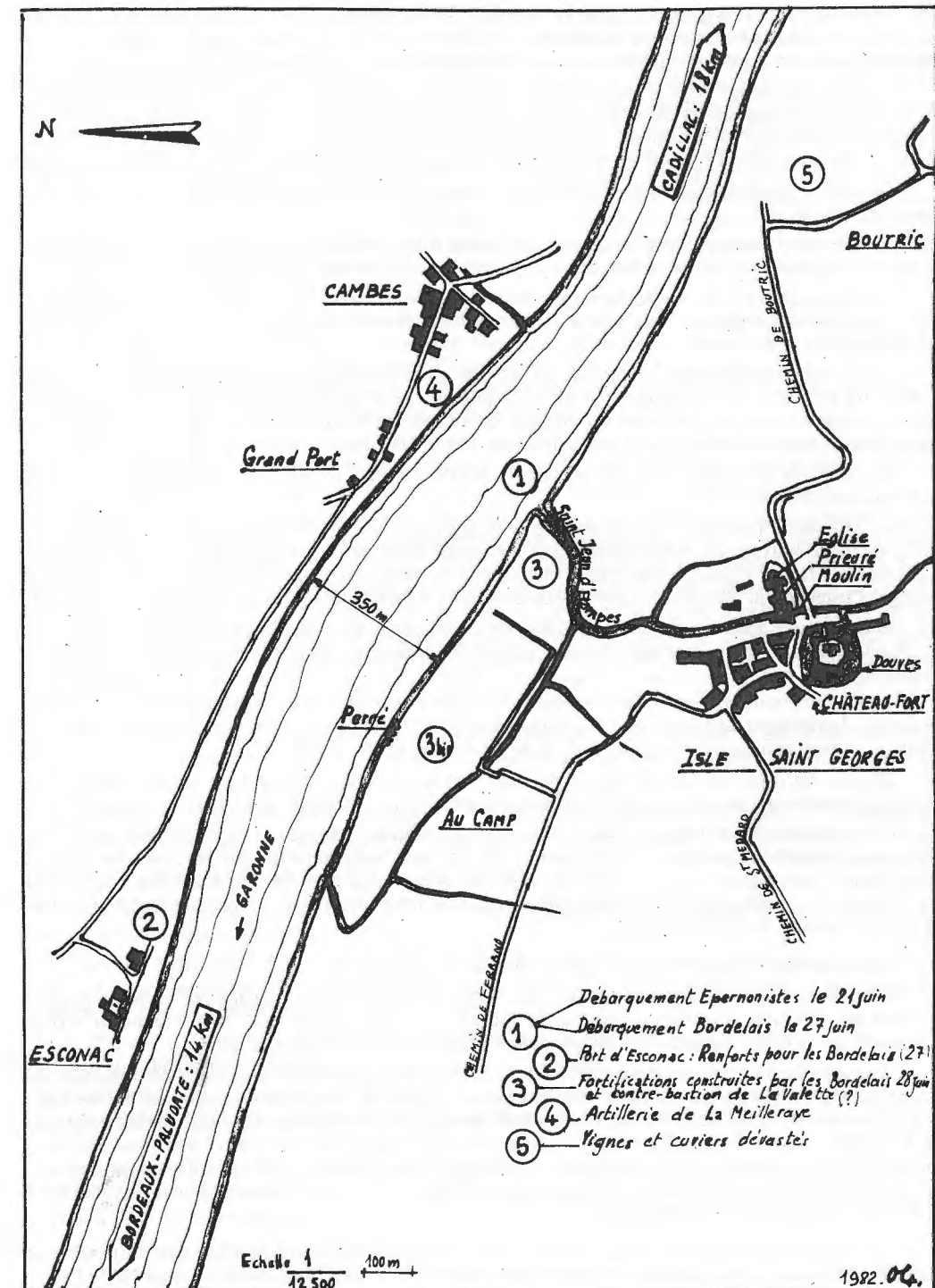
La marée est haute. On débarque sans que l'alarme soit donnée, probablement sur la rive gauche. Un habitant du pays, nommé Huguet, se charge de guider une avant-garde de 60 hommes le long de l'estey, pendant que deux chaloupes armées de vingt hommes, sous le commandement du lieutenant Vinace, remontent le ruisseau, chargées de paille, de fagots et de goudron (3).

Par des sentiers inconnus auxquels les ennemis ne s'attendaient guère (2), une autre partie de la troupe tombe sur le corps de garde du château. Surpris, peut-être encore endormis, les soldats de garde n'ont guère le temps de s'organiser et sont promptement neutralisés.

Le reste de la garnison prend les armes, les mousquets crépitent (on trouve encore des balles de plomb aux alentours de ces lieux).

Mais la porte du château n'étant plus défendue, une partie des défenseurs se replie dans l'église et dans le moulin, pendant que d'autres cherchent le salut en fuyant dans les vignes et les blés.

Lamothe-Delas, maître du fort, attaque le moulin et l'église. Il fait amener la paille, les fagots et le goudron pour y mettre le feu. Voyant la partie perdue, les épernonistes se rendent aux Bordelais avec leur chef, le comte de Canolles, et ils ont la vie sauve.



Combats de la Fronde de 1650 à Isle Saint-Georges

Moins heureux qu'eux, ceux qui s'étaient enfuis dans les vignes et les blés sont poursuivis par les paysans-soldats de l'Entre-Deux-Mers qui les massacrent tous...

Pour bien se représenter le champ de bataille, il faut savoir comment étaient les lieux à cette époque. Le château était entouré de douves aussi larges que l'estey actuel, sauf du côté du levant où il pouvait communiquer, grâce à un pont de pierres étroit avec l'ancienne église.

L'église elle-même était incorporée à un ensemble de bâtiments faisant bloc : le moulin et le prieuré des moines de Sainte-Croix. Comme en général les moulins à blé étaient plus ou moins fortifiés pour résister au pillage en cas de disette, l'ensemble dans lequel s'était réfugiée une partie de la garnison aurait pu fournir un centre de résistance, si les défenseurs avaient été moins surpris.

Derrière le prieuré, étaient les vignes et les champs de blé dans lesquels les malheureux fuyards trouvèrent la mort.

Le bilan de cet engagement fut de cent cinquante tués et deux cents prisonniers. Les prisonniers furent triomphalement menés à Bordeaux et promenés dans la ville sous la garde des soldats.

«... La populace était ivre de fureur et voulait tous les massacrer. Les ducs de La Rochefoucauld et de Bouillon employèrent toute leur autorité pour les garantir de la fureur du peuple qui voulait ardemment les faire mourir tous... » (2).

«... L'emportement était tel qu'un cavalier de La Rochefoucauld qui cria en se retournant : Vive le roi et Monsieur d'Epernon, fut sur-le-champ égorgé et traîné par toutes les rues après qu'on lui eut coupé le nez et les oreilles et qu'on l'eut honteusement mutilé, tant il est dangereux de parler ou d'agir à contre-courant contre les inclinations d'une populace mutinée... » (1).

On mit tous les captifs dans les prisons de Bordeaux, de Canolles et d'autres officiers furent enfermés au château du Hâ.

«... Le duc d'Epernon apprit la défaite de sa garnison de l'Isle-Saint-Georges avec bien du mal au cœur. Mais n'ayant pas les moyens d'une vengeance toute prête, il tourna ses pas de Blanquefort sur Ludon, Macau, Labarde, Cantenac, Margaux et Arsac qu'il ravagea entièrement. Il fut ensuite assiéger Castelnau qu'il reprit par capitulation avec des conditions honorables pour la garnison... » (2).

A Bordeaux, après ce succès, on exulte, on se félicite... Et le lendemain 28 juin, les ducs de La Rochefoucauld et de Bouillon viennent à l'Isle-Saint-Georges pour visiter le poste et établir un projet de défense.

Le Parlement de Bordeaux qui tient conseil de guerre, sur leurs avis, décide d'y envoyer six cents hommes du régiment de Conti sous le commandement de M. du Chambon, et d'y construire un fort dans «... une pointe que fait la terre sur le bord de la rivière... » (2).

D'après les ducs, cet endroit serait plus efficace que le château-fort pour tenir le fleuve. On pourrait facilement y envoyer des renforts par bateaux ou bien y prélever des soldats en cas de besoin.

Ce projet est promptement réalisé. Les six cents soldats débarquent et se mettent aussitôt à faire des remparts en terre et probablement avec des moëllons apportés par bateaux. Ils doivent bivouaquer, sans doute, mais au mois de juin, ce n'est pas désagréable au bord des eaux tièdes du fleuve... Ce grand camp devait être assez inquiétant pour les gens du village qui ne savaient pas trop quel parti ils devaient prendre...

Une question se pose : où était situé ce fort et ce camp ?

D'après les cartes anciennes (pas très exactes il faut bien le dire), comme par exemple la carte dressée par Belleyne à la fin du XVIII^e siècle, on ne voit aucune pointe de terre s'avancant vers la Garonne. Le premier cadastre officiel de 1847 n'en porte pas trace non plus.

Essayons de localiser cet emplacement qui, comme on le verra plus loin, était certainement en face de Cambes. En premier lieu, on pourrait penser au lieu-dit « Au Camp », dont un ancien tracé à peu près carré de soixante-dix mètres de côté figurerait le campement. En face, sur les berges de la Garonne, on voit encore les restes d'un perré considérable. On y a trouvé des sous tournois, monnaie de l'époque. Mais l'appellation ancienne « Aus Camps », qui veut dire Aux champs, existait déjà depuis plus de deux cents ans avant la Fronde... Et puis il ne semble pas possible qu'il y ait eu une pointe de terre en ce lieu.

Une autre hypothèse serait que, comme il arrive souvent, les bords de l'estuaire d'un ruisseau fassent une avancée de terre dans la rivière. Dans ce cas, le fort aurait été sur la rive gauche de l'estey du bord, à son embouchure. C'était stratégiquement un bon endroit qui aurait pu contrôler l'entrée du ruisseau conduisant au château.

Pendant ce temps, le maréchal de La Meilleraye, aux ordres du duc d'Epernon, assiège Libourne, tenue par les frondeurs commandés par Richon.

De La Meilleraye est un excellent artilleur, spécialiste des sièges de places fortes. Libourne ne tarde pas à se rendre sous promesse de la vie sauve pour la garnison. Mais Mazarin, gagnant de

vitesse la grâce royale, fait pendre Richon sous la halle de Libourne, au mépris de la parole donnée par La Meilleraye. Ce dernier en eut d'ailleurs un grand ressentiment contre Mazarin.

Le Parlement de Bordeaux, fort ému par ce meurtre indigne, décide que : «... on ferait pendre par droit de représaille le sieur Canolles, capitaine au vieux régiment de Navailles qui avait été fait prisonnier dans l'Isle Saint Georges quand elle fut prise par les Bordelais, et mis dans le château du Hâ avec beaucoup d'autres. Et ce jugement fut exécuté sur le champ, qui ne donna pas le désespoir au pauvre Canolles de languir longtemps dans l'attente de la mort. Le peuple était si en fureur et si animé qu'il aurait fait pendre également tous les prisonniers qui étaient au château du Hâ, s'il en avait eu la liberté. Rien n'est si à redouter que la fureur du peuple, pour peu qu'elle soit excitée par des personnes d'autorité, comme elle l'était alors. Elle monta à un point extrême dans cette rencontre. Le capitaine Canolles était huguenot, et jamais il ne fut possible de leur faire souffrir qu'on donna un prêtre à ce pauvre homme pour tâcher de le convertir en mourant. Ils voulaient qu'il fut damné, disaient-ils, parce qu'il était Mazarin, et si l'on n'eut fait prendre les armes aux troupes bourgeoises, il aurait été déchiré mille fois par la multitude avant d'arriver au supplice, qui fut fait aux Chartrons... » (2).

Le duc d'Epernon, comme on l'a vu, avait sur le cœur la perte de l'Isle-Saint-Georges. Son frère, le chevalier de La Valette, qui connaissait bien l'Isle, venait secrètement rôder aux abords de la garnison et cherchait des renseignements. Ce dernier chargea le maréchal de La Meilleraye de placer une batterie de canons sur la rive de Cambes pour tirer au-dessus de la rivière sur le fort et sur les bateaux qui venaient de Bordeaux pour le revitailler.

Plusieurs embarcations ayant été coulées par cette artillerie, le moral des Bordelais commença à baisser, d'autant plus que La Valette trouva moyen de faire un débarquement dans l'Isle à proximité de leur bastion, à portée de mousquet, et édifia lui-même un camp retranché.

Les Bordelais décidèrent de réagir : «... Messieurs Delas et Nort lieutenant-colonel du régiment d'Enghien qui commandaient le fort, impatients de voir l'ennemi à portée de carabine, résolurent de le débusquer. Ils commandèrent pour cet effet un détachement considérable d'élite de leur garnison, qui, sortant au point du jour, attaquèrent si rapidement le retranchement ennemi qu'ils l'emportèrent d'emblée l'épée à la main. Le chevalier de La Valette qui avait couru au secours (de ses soldats), eut le malheur d'y recevoir deux coups de mousquet, l'un dans l'épaule et l'autre dans la cuisse dont il mourut deux jours après dans la maison d'un paysan d'Arbanats. Messieurs Breuil maréchal de camp, Aubarède et plusieurs officiers et volontaires de l'armée du chevalier de La Valette subirent le même sort... » (2).

Les blessés ont dû être évacués par bateaux à destination de Cadillac. Mais il est probable que la gravité de l'état de La Valette fit qu'on le débarqua au plus vite dans une maison d'Arbanats où il devait mourir.

Il semble que ce fut le dernier succès des frondeurs sur l'Isle-Saint-Georges. Les troupes du duc d'Epernon, le 4 août, occupent l'église qui devait être sans défenseurs. Dans la semaine qui suit, elles attaquent incessamment le bastion bordelais. L'artillerie tire de temps en temps sur lui et aussi coule impitoyablement les bateaux qui veulent s'en approcher.

Une frayeur panique «... saisit les soldats et même les officiers... », si bien que le 11 août ils se rendent comme prisonniers de guerre.

Dans ses mémoires, le duc de La Rochefoucauld, auteur des fameuses *Maximes*, s'exprime ainsi : «... Les Bordelais perdirent tout à la fois cette île qui leur était si importante, et douze cents hommes de leur meilleure infanterie... »

L'épisode de l'Isle-Saint-Georges était clos. De cette date, l'importance du château fort commença à décliner. Sa disparition progressive était inévitable.

Sur le plan général, l'aventure de la Fronde allait se terminer. La paix entre les Bordelais et le roi fut signée le 28 septembre de cette même année de 1650, un mois et demi après la reddition de l'Isle.

Pour plaire à la ville de Bordeaux, entre autres satisfactions, le jeune Louis XIV révoque le duc d'Epernon. La carrière de celui-ci est bien terminée. Il prend sa retraite en Touraine et y meurt en 1662 à l'âge de soixante-dix ans.

Voici un extrait de l'acte de révocation :

«... Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre avons de l'avis de la reine régente, notre très honorable Dame et Mère, approuvé et approuvons, tout ce que dessus et, en exécution, révoqué et révoquons dès à présent notre très cher et bien aimé oncle le duc d'Epernon du Gouvernement de Guienne...

... Fait à Bourg sur mer (Bourg sur Gironde), le premier jour d'octobre 1650.

Signé, Louis et plus bas, Phelypeaux.»

Pour l'Isle-Saint-Georges qui, bon gré mal gré, fut impliquée dans ce conflit, il en résulta beaucoup de deuils et bien des dégâts.

Les soldats, sous prétexte de ruiner les biens ennemis, pillaient et faisaient beaucoup de dévastations. Les moines du prieuré siégeant près de l'église étaient propriétaires de vignes à Boutric. Devant la demande de dégrèvement des paysans qui leur devaient une redevance en nature appelée l'agrière, ils « décident une réduction de l'agrière pour les vignes sises dans l'enclos de Beautricq autrement dit Gaxion, en raison des dégâts causés par la guerre dans les maisons et enclos de Beautricq, n'ayant laissé aucuns meubles, cuves, pressoirs portes ny fenêtres, ny paus aux vignes... » (4).

Il faut noter que si la remise en état de la vigne et des cuiviers coûtera très cher, les ceps n'ont été ni coupés ni arrachés...

Bibliographie

1. Ant. SAINTMARC, *Bordeaux sous la Fronde*, 1859
2. Auteur anonyme dévoilé : Jean Martin de LA COLONIE, Conseiller au Parlement, *Histoire curieuse et remarquable de la ville et de la province de Bordeaux*, tome III, Bruxelles, 1760.
3. Edouard GUILLON, *Les châteaux historiques et vinicoles de la Gironde*, Bordeaux, 1866-1869.
4. Archives Départementales de la Gironde. H 489.

Bulletin et Mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux, tome LXXIV, 1983.

PIERRE MICHEL, SIEUR DUPLESSY INGÉNIEUR ET ARCHITECTE ORDINAIRE DU ROY 1633 ?-1693

par Madeleine SARTHOULET-MASSAT

Bien que tout le monde admette que Pierre Michel, sieur Duplessy, fut « l'une des plus intéressantes figures d'architectes que Bordeaux ait connues au cours du XVII^e siècle », assertion que nous trouvons dans le catalogue de la remarquable exposition « 2 000 ans d'histoire » tenue à Bordeaux en 1971, peu de choses subsistent de son œuvre, et nous connaissons mal sa biographie. Nous ne possédons aucun document sérieux sur sa généalogie en dehors de la tradition orale, rapportée par sa petite-fille par alliance, M^{me} Chazot-Duplessy, dans une lettre adressée à sa fille aînée, Elisabeth de Cursol, le 28 janvier 1779.

Voici le début du texte : « Vous estes originaire de Lorraine ; votre bisayeul fut appelé très jeune par le capitaine Michel, frère de sa mère... »

Eh ! bien, il y a là une erreur, déjà signalée par Charles Chauliac, il y a un siècle, dans son article sur l'église Notre-Dame, paru en 1881, dans *la Revue Catholique de Bordeaux*. Le capitaine Michel était le frère de son père et non de sa mère. Comment M^{me} Chazot-Duplessy a-t-elle pu ignorer l'existence de Marie Toussine Michel, qui épousa le 18 juin 1690 en l'église Saint-Projet de Bordeaux, Sieur Louis Bernard-Ducasse, praticien, que nous retrouverons quelques années plus tard, secrétaire de son cousin germain par alliance : Pierre Duplessy-Michel, conseiller au Parlement.

La confirmation de cette parenté, nous l'avons dans la « Cession » du 22 mars 1694 : « 652 livres 7 sols 2 deniers pour final paiement de la somme de 2 000 livres que le Sr. Pierre Michel-Duplessy, ingénieur du roy, père du dit Sr. Duplessy Conseiller avoit fait donation en faveur de Toussine Marie Michel, sa nièce, par son contrat de mariage, le 18 juin 1690 » (Caussade not.).

Donc, il est exact que Pierre Michel Sieur Duplessy avait un frère, sans doute décédé à cette époque, car il n'apparaît sur aucun acte. Mais que M^{me} Chazot-Duplessy ne l'ait pas su et qu'elle ait oublié que le patronyme de la famille de son mari était Michel, cela nous étonne.

Peut-être partageait-elle en secret le sentiment de l'aïeul qui signait : Duplessy-Michel d'une écriture ferme, haute, voire élégante et lui trouvait-elle aussi une consonance moins roturière ? A moins que ce ne soit tout simplement la preuve que les événements survenus dans le passé sont très vite méconnus et déformés, en l'absence de documents écrits.

Le reste de la lettre semble vrai, mais aucune précision, aucune date. Aussi, devons-nous nous satisfaire de quelques manuscrits retrouvés : correspondance, état civil, minutes de notaires et user de tous les indices, recueillis çà et là au cours de notre quête.

Fort heureusement, nous possédons quelques points de repères, sûrs.

Un premier brevet « octroyé par le roy », qui le retient pour le servir : « en l'Estat et Charge de l'un de ses Ingénieurs et Architectes ordinaires », signé Louis et plus bas de Guenegueaux, 30 juin 1662. Il est alors âgé de 29 ans.

Son mariage par inclination avec Marie Belin, à Paris, pourrait coïncider avec l'obtention de ce diplôme et se situer aussi en 1662 : l'aîné de leurs enfants, une fille, qui rentrera au Grand couvent de Saint-Joseph de Bordeaux, à l'âge de 18 ans, sera baptisée à Blaye en l'église Saint-Sauveur, le 25 mars 1663.

Ce qui nous apprend qu'ils sont venus habiter à Blaye, car, toujours d'après la lettre de M^{me} Chazot-Duplessy à M^{me} de Cursol, le capitaine Claude Michel, qui avait appris le mariage tenu secret de son neveu, l'avait envoyé chercher sa femme et, le 19 mars 1664, par un testament olographe, il le faisait son unique héritier. (Procuration du 8 may 1688 aux R. P. Bénédictins d'Argenteuil, Decorbier-la-Forêt not.)

Une autre lettre, datée du 12 octobre 1665, adressée à Colbert et signée par l'Intendant de Guyenne, Claude Pellot, nous éclaire sur les débuts de sa carrière.

« Le Duc Claude de St Simon, Gouverneur de Blaye demande une petite grâce, qu'un nommé Duplessis qui a un brevet d'Architecte soit employé dans les débours de Sa Majesté à tels gages que l'on voudra, car c'est principalement pour l'honneur. Il entend fort bien son métier. C'est lui qui a eu soin des réparations du château de Blaye. Je vous envoie copie de son brevet ¹. »

L'année précédente, le 19 août 1664, avait eu lieu le baptême de son fils Pierre, le futur conseiller au Parlement et, le 27 mars 1666, il a l'insigne honneur de voir son second fils Claude, tenu sur les fonts baptismaux par Claude de Rouvroy, duc de Saint Simon, gouverneur de Ville, Château et comté de Blaye, en compagnie de sa première épouse, haute et puissante Dame Henryette de Budos.

Dès ce moment, il paraît avoir acquis une part de la considération, dont bénéficiait son oncle, mais nous nous étonnons que le nom de celui-ci, son bienfaiteur, n'apparaisse sur aucun acte de baptême... Se pourrait-il qu'il appartienne à la R.P.R. (religion prétendue réformée) selon l'expression de l'époque? C'est possible, mais nous ne pouvons l'affirmer, manquant de pièces à l'appui.

Le 16 novembre 1669, un autre fils, François, mort jeune, fut encore baptisé à Saint-Sauveur de Blaye.

Les trois suivants : Jean Baptiste, en 1671, Joseph, le 28 avril 1672, qui deviendra religieux au couvent de Notre Dame de la Mercy à Toulouse et, en 1677, une fille qui ne vécut que quelques heures... nous les trouverons sur les registres de la primatiale Saint-André de Bordeaux, car le 3 février 1670, il y avait eu une nouvelle lettre adressée à Colbert, émanant cette fois du chevalier de Clerville, commissaire aux Fortifications, dont voici l'essentiel : « J'ai envoyé à Blaye pour faire venir le Sr. du Plessy Michel et le nommé Robelin pour le prix fait de tous les ouvrages de quelques natures que ce soit... pour l'achèvement de cette place » (Château Trompette).

*
* *

Mais qui était ce nouveau personnage, ce Jacques Robelin, architecte et ingénieur ordinaire du roy?

Né à Paris en 1605, mort à Bassens en 1677, de 28 ans plus âgé que Pierre Duplessy Michel, qui n'avait que 37 ans à cette époque, il est évident que le chevalier de Clerville avait voulu lui adjoindre un jeune architecte et la protection que ce dernier trouvait à Blaye auprès du gouverneur avait sans nul doute guidé son choix.

Jacques Robelin avait épousé Madeleine Mouflard, aussi de Paris, et ils avaient une fille, Marie-Magdelaine, mariée le 7 juin 1665 à Bordeaux, avec Antoine Leblond dit Delatour, peintre ordinaire du roy et peintre officiel de l'Hôtel de Ville de Bordeaux.

De leurs nombreux enfants, dont cinq fils, l'aîné Marc-Antoine succédera à son père dans cette charge.

Les deux jeunes ménages Duplessy et Leblond se lièrent et de nombreux contacts amicaux s'établirent entre eux et leurs enfants.

Le 3 septembre 1673, l'aîné des fils Duplessy fut parrain de Pierre, le troisième fils des Leblond, et, le 30 juillet 1676, Marie-Magdelaine Leblond eut pour marraine Marie, la future Carmélite.

Les Leblond Delatour, à maintes reprises, eurent recours à Pierre Duplessy Michel pour des prêts d'argent (Decorbier-La-Forêt).

De nouveau en 1699 ils empruntèrent à Claude Michel, le second fils — qui toute sa vie ignorera le nom de Duplessy et signera toujours Michel —, la somme de 1 274 livres pour se libérer d'un procès interminable, suite de la succession Mouflard et régler une dette envers une veuve Mouflard, femme Chevré, dont le mari de son vivant était maître sculpteur; car après le décès en 1693 de l'ingénieur-architecte Pierre Duplessy Michel les relations entre les deux familles ne s'étaient pas ralenties et, en 1697, deux ans avant cet emprunt, nous voyons la signature d'un Leblond Delatour sur l'acte du second mariage de Jean Baptiste Duplessy avec Anne de Lafosse.

1. Lettre due à l'obligeance de M. Johel Coutura.

Tout ceci pour essayer de comprendre et d'élucider les circonstances qui amenèrent Jean-Louis Lemoyne à exécuter le buste en marbre de Pierre Duplessy Michel, dont la date posthume de l'exécution suscite notre curiosité (fig. 1).

Le père de Jean-Louis Lemoyne était peintre ornementaliste à Paris, et il avait épousé Geneviève, une des sœurs d'Antoine Leblond Delatour. Nous pouvons donc supposer qu'il fit plusieurs séjours à Bordeaux dans la famille de sa mère et fréquenta la maison Duplessy avec ses cousins.

De toutes façons, nous avons la preuve qu'il était dans la capitale de la Guyenne le 26 janvier 1692, puisqu'il y fut reçu en même temps que son cousin germain, Marc-Antoine, à l'Académie de peinture et de sculpture, dont Antoine Leblond Delatour était l'un des fondateurs.

Il avait 27 ans, et cinq ans auparavant, il avait remporté le premier prix de sculpture à Paris; aussi, n'est-il pas exclu de penser qu'il ait pu modeler un ou plusieurs bustes en plâtre, du vivant de son modèle, car ce buste de marbre nous paraît trop ressemblant pour avoir été fait de mémoire. Il révèle une longue observation de la part de l'artiste et nous sommes tout de suite persuadés en le regardant que nous avons devant nous le vrai visage de Pierre Duplessy Michel, ingénieur et architecte du roy; nous y reconnaissons les dispositions essentielles de son caractère: énergie, volonté opiniâtre, ambition. De plus, nous remarquons sur les traits burinés par les intempéries et la soixantaine, une expression que nous qualifierions de sévère si dans le filigrane un sentiment de satisfaction, celui de l'homme qui a lutté pour acquérir une place enviable dans la société — et l'a obtenue — ne venait la tempérer. Il y a aussi le regard attentif, réfléchi, de l'architecte habitué à évaluer les objets sous les angles les plus divers de la perspective.

Mais ce qui nous gênerait un peu, en nous donnant l'impression d'altérer l'unité de cette œuvre d'art, d'une qualité indéniable, serait la perruque in-folio trop parfaite, aux boucles d'un modelé trop prestigieux, ainsi que le volant de guipure point de rose de la chemise, qui laisse voir le coup puissant de l'ingénieur, habitué à la direction d'un chantier plutôt qu'à la fréquentation assidue d'un salon et nous croirions volontiers à une œuvre de jeunesse si nous ne savions que Jean-Louis Lemoyne avait déjà un métier très affirmé, acquis auprès de son maître Coyzevox qui en plus du talent possédait une technique solide, alliée à une remarquable habileté. En 1694, Jean Louis travaillait encore dans son atelier, où régnait une atmosphère de cour, entretenue par les personnages de la noblesse qui venaient pour les séances de pose, ce qui expliquerait qu'il ne se soit pas entièrement dégagé de son influence.

Placé d'abord à l'Académie, selon Gonse (*Chefs-d'œuvre des Musées de France*), puis transféré au Musée d'Aquitaine, ce buste dont la valeur artistique fut la sauvegarde, fut acheté par la ville de Bordeaux en 1834², ce qui s'explique par les tribulations et les revers encourus par son propriétaire, François-Sabin Duplessy, et sa descendance.

Néanmoins, nous devons nous féliciter que tel quel, il soit parvenu jusqu'à nous, car aucun portrait des autres membres de sa famille (excepté celui de M^{me} Chazot-Duplessy qui est controversé) ne nous est connu. Ont-ils été perdus au cours des disputes acharnées, intransigeantes, qui les déchirèrent durant un demi-siècle? Ont-ils été oubliés au fond de quelque grenier où ils se désagrégent lentement? Nul ne le sait...

Peu importe, grâce à lui, nous connaissons la physionomie de l'ancêtre, du pionnier, de celui qui fut à l'origine de la fortune et de l'ascension sociale de sa maison qui continuera à progresser sur sa lancée, jusqu'à la Révolution.

Sur ses études proprement dites, nous aimerions en savoir davantage. M^{me} Chazot-Duplessy nous apprend, toujours dans sa correspondance avec M^{me} de Cursol, que « son oncle le mit dans le Génie où il fit de grands progrès ». Mais sur sa formation d'architecte, elle ne dit rien.

Restent les dires du conseiller Jean Raoul, réputé pour sa « mauvaise langue » et le plaisir pervers qu'il prenait à dénigrer autrui. Il le qualifiait tantôt de tailleur de pierre, d'entrepreneur de bâtiments, tantôt de maçon...

N'ayant fait aucune autre découverte inédite, une ressource cependant demeure : celle de scruter l'inventaire de 1708 fait sur la demande de Jeanne Giron, après le décès de son époux Pierre Duplessy, conseiller au Parlement.

Certaines descriptions qui ne nous ont pas frappée lors d'une première lecture, prennent davantage de relief à mesure que nous les considérons attentivement et deviennent matière à réflexion.

Dans l'hôtel du faubourg Saint-Seurin, nous notons qu'une chambre et un cabinet qui ont vue sur le « grand jardin » ainsi que la longue galerie orientée vers le midi, au-dessus du vivier et de la fontaine, ont leurs murs recouverts de tableaux.

2. H. de LA VILLE DE MIRMONT, *Histoire du Musée de Bordeaux*. C'est Jouannet, conservateur de la Bibliothèque municipale et du Cabinet des antiques qui l'acquiert pour le compte de la ville. Il fut d'abord placé à la bibliothèque.



FIG. 1. — Pierre Michel Sieur Duplessy,
ingénieur et architecte du roy (1633 ?-1693).
(Photo Michel Guillot.)

Les sujets en sont très variés : mis à part les portraits de famille, vraisemblablement signés d'Antoine Leblond Delatour ou de son fils Marc-Antoine, nous pouvons imaginer une sorte de musée privé. Beaucoup de tableaux religieux (la Vierge et l'Enfant y sont souvent représentés...). Des scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament... des allégories : un sépulcre ouvert, un malade qui fait son testament, une tête de mort à côté d'un parchemin, avec son sceau de cire... Une marine reproduit un combat naval... De nombreux paysages, des pastorales, des compositions bucoliques — fêtes champêtres et villageoises — Des bambochades... Quelques tableaux de genre, quelques antiquités. Les récits mythologiques de la Fable y sont évoqués. Autour d'un miroir, il y a cinq tableaux de moyenne grandeur, avec comme thèmes des fables anciennes... De temps en temps, une nature morte... « Deux petits tableaux sur cuivre avec des singes. » Des gravures : portraits du roy et de la reine. Des dessins dont la Tour de Cordouan.

En tout une soixantaine, un choix éclectique, représentatif de l'art contemporain, mais d'où curieusement les études de fleurs sont absentes...

Continuant nos investigations, nous relevons avec étonnement : « Des figures de plâtre de différentes représentations » au nombre de onze. Dans un meuble en forme de vaisselier, on en compte vingt-deux « tant grandes que petites » sans doute des statuette... « Des bustes de terre ou de plâtre » dix-sept... « Un grand vase de plâtre avec deux figures... vingt-huit coquilles pour ornements, des morceaux de marbre blanc de différentes grosseurs »...

Dans la petite galerie, près de l'orangerie, nous découvrons : « un carré de marbre pour broyer les couleurs pour peindre ». Dans un cabinet, enchâssé dans le mur du vestibule, une caisse en bois de sapin remplie de coquillages pour servir aux grottes...

Nous sommes, évidemment, moins étonnés lorsque nous nous trouvons devant « des dessins, plans de fortifications... et autres ouvrages... d'une table de géométrie... de 14 compas ou d'instruments servant à l'architecture... D'un cadran azimutal (sorte de boussole)... de seize cartes d'hydrographie »... etc.

Quelles seront alors nos déductions de tout ceci, sinon que Pierre Sr. Duplessy n'était pas seulement un architecte qui dessinait des plans d'édifices et dressait des devis : mais qu'il avait une formation artistique approfondie, qu'il s'était probablement exercé aux trois arts du dessin : peinture... sculpture (tout au moins modelage), architecture... et que sa vie professionnelle d'architecte était liée à celle de décorateur.

*
* *

Maintenant, après avoir essayé de combler le manque de documents, en relevant tous les indices pouvant nous aider à déterminer sa personnalité, nous allons essayer, au moyen de quelques pièces d'archives : contrats, adjudications, hommages, dénombrements et adveus, de le suivre durant un quart de siècle au cours de sa progression dans la hiérarchie sociale.

Lorsqu'il mourut subitement dans la soirée du 30 juillet 1693, il y avait seulement un mois et demi qu'il avait eu l'immense satisfaction de voir son fils aîné Pierre reçu conseiller au Parlement, en la place de Jean Allain de la Vigerie, dont il avait acheté l'office, dès le 31 janvier 1693, à sa veuve Jeanne de la Cromptse. Mais n'est-il pas surprenant qu'il ait attendu que son fils, « avocat en la Cour », ait atteint l'âge de 29 ans pour être enfin pourvu de la charge de conseiller ?

Etait-ce un manque d'argent ? Certainement pas... Alors où pourrions-nous en déceler la raison ?

En premier lieu, nous constatons que bien qu'il soit fixé à Bordeaux depuis 1670, bien qu'il soit un propriétaire foncier et immobilier important, il n'a obtenu ses Lettres de bourgeoisie que le « 30^e d'aoust 1687 ». Pourquoi cette concession tardive, par les « Maire et Jurats » de la Ville ?

Deuxièmement, nous apprenons qu'à la même époque, ce fils aîné, jeune avocat de 23 ans, se trouvait entraîné dans un procès, à la suite d'une querelle entre jeunes gens — la réputation d'une jeune fille étant en jeu.

Voici en résumé « l'Affaire » portée devant le Lieutenant criminel de La Réole : « Pierre Michel Duplessy, avocat en la Cour, disant que le 29^e de juin dernier (1687), sur les dix ou onze heures du soir — la nuit étant assez obscure — se retirant de la promenade, passait devant la porte de maître Roch Seguin, notaire royal, il fut arrêté par la fille du dit Seguin et par elle prié, de la vouloir conduire jusqu'à la rivière, où elle avoit dessein de s'aller baigner. Ce que le Suppliant n'ayant osé luy refuser, parce qu'il étoit amy du père, se mit en chemin avec elle et tous deux furent suivis par la demoiselle la Croix, accompagnée du nommé Belso et par la servante du dit Seguin, qui portoit de quoy frotter sa maîtresse au sortir du bain. »

Mais soudain, le frère de la demoiselle les rejoignit, et d'une voix menaçante, s'écria : « Morbleu ! l'on prétend s'aller baigner malgré moi, mais il n'en sera rien fait... la delle la Croix fera la folle si elle veut, mais ma sœur ne la fera pas ! »

Une bagarre s'ensuivit entre le nommé Belso et le dit Seguin. Des inconnus qui passaient par là les séparèrent, mais il eut « un second accès de violence... sa perruque s'écarte dans la bataille » et les mêmes inconnus durent à nouveau les séparer.

Alors, les filles ne pensèrent plus « à s'aller baigner », et reprirent bien vite le chemin de leur maison. L'incident semblait clos. Seulement, le dit Seguin porta plainte et, le 7 juillet 1687, il y eut « audition et confession volontaire par M^e Pierre Michel Duplessy, avocat en la Cour, randue par nous Jacques de la Vaissière, Conseiller du roy et Lieutenant criminel de La Réole ».

Le plaignant prétendait que tous s'étaient rués sur lui, l'avaient frappé à coups de canne et de poing et l'avaient jeté à terre, que « ledit Belso le mordit au costé de l'œil senextre et que la dite la Croix sestam aussi jeter sur luy le mordit et luy donna plusieurs coups, au-dessous de l'oreille dextre ».

Ayant réussi à s'échapper, le visage en sang, il fut poursuivi jusque dans le couloir de sa maison.

Le jeune avocat, quoique innocent — ce qui était difficile à prouver —, se vit compromis dans cette histoire et il fallut, sans aucun doute, un bon laps de temps avant qu'elle ne fût oubliée... (A.D. Sacs à procès)³.

*
* *

Pierre Michel Sieur Duplessy, à sa mort, avait cependant atteint le but poursuivi dès ses débuts : acquérir une fortune confortable qui lui permettrait, ainsi qu'à sa famille, d'accéder au rang des notables de la Cité.

Dès son second brevet octroyé par le roy, le 25 janvier 1670 et son association aux travaux entrepris au Château Trompette, il s'avéra qu'une carrière brillante s'ouvrait devant lui.

Il en eut conscience et régla ses affaires personnelles. Les 2 et 4 février 1670, il fit établir par Jean Caussade, notaire, un testament mutuel entre lui et son épouse, Marie Belin. Le 11 mars il achetait un bien de campagne appelé « de Chetz » et une petite maison « à l'Irsange », paroisse d'Ambès. (Chaumet not.)

Désormais, ses activités vont se partager entre les entreprises privées, civiles et militaires. Le 28 juin 1673, un arrest du Conseil privé du roy, rendu sur l'avis de l'Intendant Monseigneur de Sève, permit aux Jurats de faire abattre l'ancien mur de ville derrière l'Archevêché, jusqu'à la grande Tour du Château du Hâ, en vue de construire une porte, que l'on appellerait Porte d'Albret, en l'honneur du Gouverneur de la province, le maréchal d'Albret. Les travaux furent mis « à l'enchère », et le Sieur Duplessy, ingénieur, les exécuta.

« Le 23 décembre 1673, le maire et les Jurats donnèrent à fief nouveau au Sieur Duplessy toutes les places qui étaient dans la rue d'Albret, pour la somme de 6 000 livres. »

Comme le fait remarquer Paul Courteault, la Porte d'Albret était une porte sans prétention ; son objectif était uniquement de faciliter la communication avec le nouveau faubourg des Chartreux. Pierre Duplessy l'agrémenta de quelques ornements simples d'architecture, comme nous pouvons le constater sur une vue de Bordeaux qui se trouve aux Archives Municipales.

Elle fut démolie après 1743 ainsi que les portes Sainte-Eulalie et Dauphine.

*
* *

Suite aux émeutes de 1675 provoquées par l'impôt sur le tabac et le droit de marque sur la vaisselle d'étain, le roi décida d'étendre les défenses du Château Trompette, toujours avec le Chevalier de Clerville, et, après sa mort, dès 1678, avec Vauban qui devint commissaire général des fortifications et entreprit de jalonner nos côtes sur l'Atlantique de forteresses.

Dans un acte du 13 août 1690, Pierre Duplessy Michel est dit ingénieur des travaux et fortifications de Bordeaux ; ce qui nous apprend qu'après le décès de J. Robelin, survenu en 1677, il continua à prendre part aux travaux du Château Trompette, jusqu'à leur achèvement en 1691.

3. Aimablement communiqué par le commandant L. Coyne.

Continuant de compulser les archives, nous apprenons qu'il fut souvent consulté pour la réfection d'églises. Le 20 décembre 1678 il dresse un « état des lieux » de l'église de Bourg. En 1683, les Révérends Pères Dominicains s'adressent à lui pour établir le plan de leur nouvelle église, l'ancienne ayant été démolie pour l'agrandissement des glacis du Château Trompette.

« Aujourd'hui, dit Charles Chauillac, il est prouvé... que la conception de l'église Notre-Dame de Bordeaux doit être attribuée à P. Michel sieur Duplessy... » Il ajoute : « Duplessy, avant de mourir, avait prévu et dessiné toutes les parties de son travail. La menuiserie et la charpenterie étaient décidées aussi bien que l'ameublement intérieur qui fut commencé de son vivant, mais ne fut achevé que longtemps après sa mort... Dans les papiers des Dominicains nous trouvons des notes desquelles il résulte que le frère Jean Maupeau avait de son côté présenté un projet d'ornementation de la porte de l'église, mais que ce projet fut repoussé et le travail de menuiserie exécuté sur les dessins fournis par M. Duplessy... »

Ceci vient confirmer ce que nous avons entrevu, grâce à l'inventaire de 1708. Pierre Michel Sieur Duplessy était un architecte complet, capable, outre le gros-œuvre, de concevoir et de dessiner la partie décorative du bâtiment qu'il construisait. D'en décider seul de l'ornementation.

Le 27 janvier 1685, constat des réparations à faire à l'église Sainte-Colombe. Le 23 février 1689, une ordonnance de l'intendant Louis Bazin de Bezons : « pour que le Sr Duplessy architecte des Bâtiments du roy et le nommé Mathieu Labat maçon expert, nommés d'office, procèdent à la vérification des ouvrages commencés pour la construction de l'Eglise Ste Colombe et dressent un devis pour l'achever ».

Le 13 août 1690 il est à nouveau cité au sujet des réparations à faire à l'église de Bourg.

Autres devis, marchés, adjudications :

Le 13 septembre 1684, estimation des réparations à faire au moulin de Saint-Médard... et à la raffinerie des salpêtres de Saint-Seurin.

En 1691, devis des ouvrages de charpenterie pour la construction des fondements d'une tour en l'Isle de Blaye (8 février). Toujours en 1691, il est adjudicataire général des ouvrages de la Citadelle de Blaye.

26 mars 1692, marché entre Jean Lamorze et Pierre Michel sieur Duplessy, ingénieur et entrepreneur des ouvrages du roy, pour les fortifications des citadelles de Blaye et de Fort Médoc. 16 septembre 1692, compte et décharge. Dans cet acte, il est dit adjudicataire général des ouvrages de la Tour de l'Isle de Blaye. (Descorbier-La-Forest, not.)

En un quart de siècle, par son activité, ses placements habiles, sa fortune bien gérée a continué de s'accroître. Il est devenu un riche propriétaire foncier et immobilier, mais c'est pendant les dix dernières années de son existence qu'il fit les acquisitions les plus importantes.

« Le 27^e mars 1681, par sentence de décret du Sénéchal de Guienne, confirmée par l'arrest du Parlement du 25^e avril 1682, au préjudice de Gabriel Clary, avocat du Parlement », il acquit : « les deux tiers de la maison noble de Terrefort, en les paroisses de Molis et d'Arsin, juridiction de Castelnau, en Médoc. Laquelle nobilité provient de ce que la dite Maison estoit originairement en la mouvance de la Seigneurie de Soussan qui relève en foy et hommage du roy, par contract du 14 octobre 1635. Laquelle mouvance, a esté autrefois aliénée en faveur des possesseurs de la dite Maison de Terrefort ».

A savoir : « feu Jean de Genouillat, marquis de Raillacq, des 7^e mars et 20^e avril 1567 et de feu Estienne Daste, escuyer, 15^e et 16^e octobre 1635, comme seigneurs de la dite maison noble de Terrefort, à la place desquels, je suis ».

Cela est clair et net, il entend bénéficier des mêmes droits que ses prédécesseurs. (A.N. cote : P 531² et P 532³.)

Le dernier tiers, il l'obtint de Dame Marie Destignol de Lancre, relitte de feu Maistre Jacques Clary, avocat, au nom d'Etienne Clary, son fils, pour le prix de 3 000 livres : contrat de vente du 16^e d'aoust 1685 (Chaumet, not.).

Bien que l'achat de cette terre parût en règle, il lui fallut en plus de l'hommage du 11 février 1688, produire un adveu et dénombrement le 23^e may 1690, pour l'avoir définitivement et sans contestation en sa possession : fief, cens, rentes agrières, et être à l'abri des tracasseries « des receveurs, fermiers du domaine » auxquels « il fut fait défense de le troubler et inquiéter à l'avenir ».

Mais ce n'était pas suffisant, car Pierre Duplessy-Michel, conseiller au Parlement, lors de la transmission de la succession de son père, dut prêter à nouveau hommage le 1^{er} février 1694 et faire vérifier le dénombrement, le 24 novembre suivant.

Par la suite, Terrefort ne devint pas une résidence secondaire, selon l'expression actuelle, pour la famille Duplessy. Son achat avait été décidé pour sa qualité de fief noble que l'on espérait rentable, ce qui était le cas, en raison des pièces de terre variées qui le composaient. La polyculture étant à l'honneur, on y trouvait comme dans tous les « biens » d'alors, des bois taillis, des pâturages, des terres labourables et un vignoble qui dans la paroisse de Moulis donnait un vin excellent.

Après la mort de l'architecte, le conseiller, son fils, emporta meubles et tableaux de valeur, établit « une fille de chambre » pour tenir la maison et « un pastoure » pour s'occuper du bétail. Les travaux des champs étant assurés par une main-d'œuvre à la journée.

Après la disparition de ce dernier, le 11 avril 1708, une surveillance ponctuelle se poursuivait durant la tutelle de Jeanne Giron son épouse.

Leur fils aîné, Claude, lui aussi conseiller au Parlement, fit deux achats qui vinrent agrandir le domaine : le premier, le 24 mars 1735 : deux pièces de terre pour le prix total de 130 livres ; le second, le 17 novembre 1735 : un bois taillis pour 20 livres ; le 31 décembre 1736, sa veuve, M^{me} Chazot-Duplessy, en fit un troisième pour la somme de 69 livres.

Puis elle laissa les choses aller leur train, malgré les remontrances de son père, Claude Chazot, ancien receveur général des Fermes en Guyenne, non seulement pour la Terre noble de Moulis, mais pour l'ensemble des biens de ses enfants dont elle assurait, à son tour, la tutelle.

De telle sorte que, le 26 septembre 1761, après le compromis du 25 août (Lavau, not.) pour règlement de succession, principalement avec son fils aîné François Sabin, elle fut obligée d'emprunter à Sr. Jean Christophe Harmensen et fils « une somme de mille deux livres dix sols, pour être employée au frais de vendange sur son bien de Moulis : car sans le présent prêt elle n'aurait pas été en état d'exploiter et ramasser sa récolte en vin... qui aurait été par là exposée à périr... » (Guy, not.)

Lorsque François Sabin fut en possession de son « hérédité », cela n'alla guère mieux. Le 13 juillet 1769, il vendait une pièce de terre appelée « aux neuf cedons », paroisse d'Arcin en Médoc, 420 livres payées comptant. Le 20 octobre 1771, il passait une « police » avec le Sr Lamorère de Moulis, lui donnant à titre de culture et moitié fruits, toutes les vignes comprises dans l'enclos qui joint la maison (36 journeaux, pour 9 années). Les vignes étaient en friche, entièrement « perdues et abandonnées », elles disparaissaient sous les ronces et les ajoncs.

Un an plus tard, une mésentente survient entre les parties : François Sabin est condamné à payer 558 livres 18 sols pour les journées de main-d'œuvre, plus 311 livres 18 sols pour fournitures dues au Sr Lamorère depuis le 14 septembre 1763.

*
* *

Dans une lettre adressée à sa fille Elisabeth de Cursol, M^{me} Chazot-Duplessy nous apprend que ce fils, qu'elle rend responsable de sa ruine et à qui elle n'accordera jamais son pardon, va s'installer à Terrefort avec sa famille : ... « On croit qu'ils vont se confiner en Médoc... dit-elle, c'est bien temps !... »

Elle n'a jamais apprécié ce domaine. Le paysage, sans doute, a une uniformité qui l'attriste, les couleurs sont ternes comparées aux vallonnements verdoyants de l'Entre-Deux-Mers où réside M^{me} de Cursol, et aussi, quel désappointement à l'extrémité de la longue allée d'arbres, cette cour médiocre, cette maison qu'elle juge « inconfortable », alors qu'elle se figurait découvrir un château.

C'est pourtant là que les derniers Duplessy trouvèrent refuge, au retour d'un séjour désastreux à Paris. C'est là encore qu'ils restèrent cachés durant la « Terreur », leur fils Pascal ayant émigré.

Leur troisième fille, Agathe, devait y mourir le 26 juillet 1823. Elle avait épousé un lieutenant-colonel, plus très jeune, mais auréolé de gloire : grand blessé à Marengo — ce dont témoignaient ses nombreuses cicatrices —, décoré de la légion d'honneur, un survivant de l'épopée impériale...

Terrefort avait été évaluée 40 000 livres lors de la transaction entre M^{me} Chazot-Duplessy et ses enfants, le 31 mars 1762 (Duprat, not.).

L'adjudication définitive du 24 avril 1826 l'attribuera à M^e Chassaing pour le compte du Sr. Pomarède et de son épouse, dame Dumas, au prix de 16 000 francs.

Le 20 octobre 1830, son mari étant décédé, elle le revendra avec M^{me} Faye, sa fille, à M. Favre, négociant à La Havane, pour la somme de 23 000 francs.

Mais le domaine de Terrefort est détruit : les bâtiments sont sans toiture, le sol en friche...

Pourtant, en lisant l'expertise des architectes au moment de l'adjudication, on est surpris du nombre de pièces spacieuses, bien éclairées, lambrissées... du nombre de cheminées... Peu de choses aurait été nécessaire pour en faire une demeure très accueillante.

M. Favre, qui possédait déjà des biens mitoyens au moment de l'achat, devait le garder avec ses héritiers jusqu'après 1878, sous le nom de Château Duplessis. Quand et pour quelles raisons le nom de Terrefort fut-il abandonné ? Nous l'ignorons.

Plus tard, on lui ajouta le nom d'un nouveau propriétaire : Duplessy-Hauchecorne, sous lequel il est encore connu aujourd'hui et son vin apprécié.

En 1953, le vignoble couvrait 31 ha, actuellement sa superficie serait de 70 ha, et il appartient à une société.

Peut-être nous sommes-nous attardés, trop longtemps, à parler de ce bien de campagne, mais il le méritait. Grâce à lui, trois générations de Duplessy ont pu se parer du titre de seigneur de Terrefort, car si le fait de posséder une terre noble et d'avoir à prêter l'hommage-lige n'était pas une preuve de noblesse, il octroyait des droits à la notabilité qui ne pouvaient qu'affermir la position d'un conseiller au Parlement reçu de fraîche date. Pierre Michel Sr. Duplessy, ingénieur et architecte du roy, le savait et il augurait que les privilèges qu'un fief noble était censé apporter aideraient pour une bonne part à atténuer, sinon à effacer complètement ses origines obscures.

D'autres biens fonciers de moindre importance furent acquis successivement, en cette même période :

Le 22 avril 1682, une pièce de vigne, « La Reynaude », et un Bourdieu avec métairie appelé « Du Fourat » à Ambès. (Chaumet, not.). Quelques biens immobiliers s'ajoutèrent (immeubles qu'il construisit ou acheta).

Plusieurs maisons, rue Porte d'Albret, dont une au coin de la rue d'Albret et de la rue du Peugue. Quatre maisons, rue Marchande. Une maison avec deux corps de logis, rue Judaïque, en face de la rue Tustal. Une, rue Arnaud Miqueu. D'autres, rue du Palais Gallien, du Cayre, de Labirat.

A Blaye, l'Hôtellerie des Trois-Empereurs qu'il avait probablement héritée de son oncle, Claude Michel. Enfin, dans le faubourg Saint-Seurin, rue Fondaudège, deux maisons et neuf échoppes. Rue Duplessy, anciennement rue du Pradets, neuf échoppes près de la grande Maison.

Cette grande Maison, vignes, jardin, parterre, qui fut évaluée 40 000 livres dans la transaction du 31 mars 1762 (Duprat, not.) avait été sans doute construite, au cours des dix dernières années qui précéderent la mort de l'architecte Pierre Duplessy-Michel.

Ce dont nous sommes certains, c'est que Marie Belin, sa veuve, y demeurait le 12 janvier 1695, lors de l'acte d'exhérédation contre son fils Jean-Baptiste (Descorbier-La-Forest, not.) à l'occasion de son premier mariage avec Monique Le Petit Plessy.

Le 19 mars suivant, son fils aîné, le conseiller, s'y installait avec son épouse, Jeanne Giron, tout en conservant un appartement rue Saint-Projet, car le faubourg Saint-Seurin était considéré comme semi-rural, et, pour être exonéré des droits d'entrée et de sortie de sa récolte de vin, un bourgeois devait pouvoir témoigner d'une habitation urbaine.

Par ailleurs, il y avait un autre avantage à cet arrangement : celui de le rapprocher du Palais de l'Ombrière, siège du Parlement.

*
* *

Il semblerait qu'un mauvais sort se soit acharné à détruire ou à modifier, au point de les rendre méconnaissables, toutes les constructions signées Duplessy-Michel.

Cette grande Maison de Saint-Seurin, qu'en reste-t-il ? Les vestiges d'une jolie fontaine, au fond d'une cave... Un vieux pan de mur encastré dans l'hôtel de Lisleferme, aujourd'hui : « le Muséum »... Un morceau de muraille jouxtant le jardin public...

Aucune représentation, gravure ou dessin, ne nous le restitue dans sa structure initiale. Nous ne l'imaginons que d'après des plans de Bordeaux, un inventaire de 1708 et des actes notariés.

Si nous évoquons son environnement, nous nous apercevons que le paysage n'avait rien d'attrayant. Un terrain assez mal drainé, une humidité qu'entretenaient d'abondantes sources et la monotonie des vignes, mêlées aux échoppes d'artisans venus s'installer à l'abri de la sauveté de Saint-Seurin, pour fuir la zone d'influence des corporations.

Pas de voisinage aristocratique, rien qui puisse inciter à élever en cet endroit une riche et importante demeure, si ce n'est un mobile de spéculation et la prescience que dans l'avenir, en dépit de son apparence présente, défavorisée, il prendrait de la valeur.

Pierre Michel sieur Duplessy y trouvait cependant quelques avantages immédiats : d'abord l'accès vers la ville, facilité par la porte Saint-Germain et à l'ouest, vers sa propriété de Terrefort, par la route du Médoc.

De plus, cet enclos en forme de quadrilatère d'une contenance de 4 journaux, était orienté admirablement. Chacun de ses angles dirigé vers les quatre points cardinaux, confrontait ; du levant à la rue de Pradets qui prendra plus tard le nom de Duplessy, du couchant à une pièce de vigne, futur Jardin des Plantes, du nord à un tènement inculte qui le restera jusqu'à l'aménagement du Jardin Royal, ordonné par l'intendant Aubert de Tourny, après 1746 (arrêt du Conseil d'Etat du 23 août 1746). Enfin, du midi, au chemin de Blanquefort, prolongé par la route du Médoc.

Nous ne connaissons pas la date exacte de sa construction, mais un plan qui se trouve aux Archives Municipales nous la montre en partie construite en 1685 : le parterre sur la plate-forme, au-dessus de la fontaine, le vivier, et un corps de bâtiment y sont très lisibles.

Un autre plan, plus tardif, celui de Latré de 1755, nous aide à la reconstituer dans ses grandes lignes ; mais les détails de son architecture, son ornementation, nous ne les connaissons probablement jamais.

Elle a été édifiée, apparemment, selon le goût du dernier quart du XVII^e siècle. L'architecte Duplessy s'inspira, semble-t-il, de la mode parisienne dite « à la Française » qu'il modifia à sa convenance et adapta à l'échelle de la province.

A cet effet, il la plaça entre cour et jardin. L'habitation principale précédée d'une cour d'honneur, ou première cour, qui communiquait avec la seconde nommée « basse-cour », où se trouvaient les communs : écuries, remises des carrosses, greniers à foin, à céréales, buanderie...

Puis pour se conformer à l'engouement que nobles et bourgeois parisiens manifestaient pour ce nouvel agencement, il réserva un emplacement à une galerie destinée aux œuvres d'art : tableaux, livres de prix, collections précieuses qu'il situa sur une troisième cour, au midi, avec vue sur un vivier et une fontaine.

Pour accéder à ce vivier, on traversait cette cour qu'il planta de quatre ormeaux, puis on descendait plusieurs degrés sur la gauche, avant d'atteindre en contrebas la pièce d'eau alimentée par une fontaine placée dans une niche ornée de coquilles, qui abritait alors quelque dieu ou déesse de marbre, aujourd'hui disparu.

Cette charmante fontaine avec ses guirlandes de feuilles d'acanthé réunies au sommet de l'arcade en plein cintre, d'un mouvement souple et gracieux, nous pouvons toujours la voir et aussi les stalactites de pierre imitant le ruissellement de l'eau sur sa paroi entre deux socles usés, vides de leur statue qui l'encadrent de chaque côté.

Elle se présente encore, enchâssée dans l'ouvrage de maçonnerie qui supportait la plate-forme, que l'on atteignait par un escalier étroit, placé dans l'angle droit du bassin.

Sur le rebord de celle-ci, un lion en terre cuite dominait l'ensemble, comme pour surveiller le merveilleux et odorant parterre, dont la description nous enchante... « Quarante huit pieds d'orangers... quinze grands pots de loriers roze... treize pots de Jazeming d'Espagne... Six pots d'œillels... plus quatorze pots de terre à mettre des fleurs... ».

Cette partie de la maison, que nous appelons maintenant l'hôtel Duplessy, était la plus agréable à vivre, nous en sommes persuadés, et c'est celle que conservera Jeanne Giron, lors de la location du 27 novembre 1709, consentie à Messire Jean-Jacques Dejean, ancien curé d'Ambarès, après le décès de son époux, le conseiller Pierre Duplessy. Location qui nous laisse entrevoir, comme une ébauche, l'état des lieux alentour.

L'enclos, comprenant « vignes, verger et jardin », est entouré dans son entier « d'une muraille » que tapissent des « palissades de lauriers ». Il y en a le long des allées et dans le « boccage ou labyrinthe » au fond du parc. Ce dernier disparaîtra au moment du lotissement du 8 Prairial an III (27 mai 1795).

Mais comment en est-on arrivé là ?

Nous sommes étonnés que parmi les acquéreurs, si longs à se manifester, il ne s'en soit pas trouvé un seul pour l'acheter à titre personnel.

Il est vrai que le passage du restaurateur Bardineau avait contribué à le dégrader et à nuire à sa réputation (22 mai 1762, bail à loyer par François Sabin Duplessy au Sr. Jean Bardineau, maître pâtissier et rôtisseur à Bordeaux, pour une durée de 7 années [Farnuel, not.]).

Il y avait aussi un changement de mode. L'architecte Louis, avec le Grand-Théâtre et les magnifiques maisons, cours du Chapeau-Rouge, avait instauré un nouveau style, moins sévère et d'une inspiration renouée qui faisait école, et le château des frères Labottière, qu'Etienne Laclotte était en train de construire à proximité l'empêchait de soutenir la comparaison.

Une première fois, il fut vendu par parcelles, en 1769, à un groupe de notables qui très vite ne s'entendirent pas.

Le 22 septembre 1774, les frères Laclotte qui avaient attendu le moment opportun achetèrent quelques-unes de ces parcelles aux sieurs Doazan et Cazalet. En 1788, le sixième d'une maison rue Duplessy et au sieur Bulotte « un emplacement vuide », rue du Réservoir.

Le 17 juin 1778, Jean Boissière revendait à son gendre, Pierre Romain de Lisleferme, sa part achetée le 22 mai 1769, mais gardait 70 toises pour faire construire un petit hôtel qui deviendra « la Maison Calvé », puis l'Hôtel des Sociétés savantes.

Sur le terrain cédé par son beau-père, Pierre Romain de Lisleferme fit alors bâtir une imposante demeure tournée vers le Jardin Royal, où nous retrouverons incorporé un mur des communs de l'hôtel Duplessy...

Le « Cabaret Bardineau » continua jusqu'en 1828, ensuite une maison d'éducation pour demoiselles, dirigée par M^{lle} Loustalet, lui succéda. Puis ce fut une Ecole normale et primaire de filles qu'une école communale remplaça en 1850.

Après, nous y verrons le gymnase Bertini qui disparut à son tour, lors du percement de la rue Emile-Zola (1880).

Et c'est alors que les derniers vestiges de la « Maison Duplessy », trop souvent appelée la « Maison Bardineau », furent démolis.

Les échos des bals masqués, des salles de jeux avaient laissé un souvenir plus tenace, une empreinte plus profonde dans les mémoires que le « Salon et le Cabinet de Curiosités » qu'anima pendant plus de trente ans M^{me} Chazot-Duplessy, petite-fille, par alliance, de l'ingénieur et architecte ordinaire du roy : Pierre Michel Sieur Duplessy.

De ce bel hôtel, représentatif d'un siècle de « bonne compagnie » où la raison, la mesure, unies paradoxalement à une curiosité insatiable pour les connaissances jusque-là seulement pressenties, de cet hôtel rendu célèbre par Montesquieu, seigneur de La Brède, qui le fréquenta avec d'autres personnages illustres... qui s'en souvient ?

Qui se rappelle celui qui l'édifia ?

Qui connaît la jolie fontaine et le vieux pan de mur, témoins d'un passé prestigieux ?

Y a-t-il quelqu'un pour s'offusquer — tant est grande la force de l'oubli — du nom donné à la place située à l'endroit où s'élevait, jadis, la porte de la cour d'honneur, surmontée des armoiries, ou plus simplement des initiales du maître de céans ?

Cette porte que tant de gens d'esprit, appartenant à cette société raffinée du XVIII^e siècle, ont franchie ?

Légers fantômes que le bruit incessant et dérisoire des fêtes « chez Bardineau » ont fini par chasser...



FIG. 2. — Sceau de cire avec armes de la famille Michel Duplessy : d'or à un chef de gueules, chargé de 3 coquilles d'argent, écartelé de sable à un mouton d'or passant sur une terrasse de sinople. (Armorial Meller, 1696). Photo. I.S.O.

UNE FAMILLE D'ARCHITECTES OUBLIÉS: LES MOLLIE

par Agnès BIROT

A l'occasion de recherches effectuées sur le château d'Aiguillon, nous avons trouvé la trace d'une famille d'architectes tombés dans l'oubli, les Mollie.

Au départ de cette dynastie originaire de Barsac, Pierre Mollie, époux de Jeanne Médeville, qui fut maître maçon et eut trois fils. Le premier, André, né le 12 mai 1717 à Barsac et mort le 2 août 1770 à Aiguillon, fut architecte et l'époux d'Anne Pascaut¹; le second, Jean, né vers 1720 à Barsac et mort le 12 août 1792 dans la même ville fut également architecte; il épousa Renée Labasque. Sur le troisième, Pierre, nous savons seulement qu'il est né le 16 juin 1725, toujours à Barsac.

Le fils aîné, André, eut également trois fils: le premier, Pierre², fut architecte; il naquit le 30 octobre 1739 à Barsac et mourut entre 1800 et 1816³. Le second, Jean, né le 6 novembre 1743 à Barsac et mort le 13 juillet 1827 dans la même commune, fut propriétaire et épousa Catherine Tauzin dont il eut une fille, Jeanne. Enfin, le dernier s'appelait également Pierre (3 juin 1745 Barsac-22 août 1818 Paris). Il fut médecin et demeura célibataire.

Les trois personnages qui nous intéressent ici sont André, son frère Jean et son fils Pierre.

Commençons par parler de Jean Mollie — même s'il n'est que le cadet: c'est celui sur lequel nous avons le moins de renseignements.

En 1752-1756, il joue le rôle d'appareilleur dans les travaux de réfection de l'église de Barsac⁴; avec son frère André, ils enlèvent l'ancien escalier qui montait aux voûtes et font la tribune. Le 23 février 1757, chez Maître Bireton, il reçoit la procuration de son frère pour percevoir en son nom « le paiement des ouvrages faits à l'église de Barsac »⁵.

Toutes les cotes renvoient à des documents se trouvant aux Archives départementales du Lot-et-Garonne. Lorsqu'ils ont une autre provenance, nous le signalons.

1. « Le 13 mai 1717 a été baptisé André, fils naturel et légitime de Pierre Mouillé maître-maçon et Jeanne Médeville. Parrain a été André Roux et marraine Marguerite Dardaillac. Cet enfant naquit hier » (Registre paroissial de Barsac). Par suite d'une demande effectuée par Pierre Mollie et ses frères et en vertu d'un jugement du tribunal civil du département de la Gironde daté du 2 pluviôse an 8 le nom de Mollie a été substitué à celui de Moulié ou Mouillé.

2. « L'an 1739 et le 30 octobre je soussigné ai baptisé un fils légitime d'André Mollie (rectifié) et d'Anne Pascaut. Cet enfant est né le même jour. On lui a donné le nom de Pierre. A été parrain Pierre Mollie, marraine Claire Baquey. »

3. Les registres d'état civil de Barsac indiquent qu'il était vivant le 22 janvier 1800 (puisqu'il demanda la rectification de son nom) et mort le 17 septembre 1816 (date où ses frères reprennent la demande et parlent de « feu leur frère »). Nous n'avons pas trouvé trace de son acte de décès dans les registres de Barsac, Agen et Aiguillon à ces dates.

4. A. BRUTAILS, *Les vieilles églises de la Gironde*. Bordeaux, Féret et fils, 1912, p. 28.

5. Minutes de Maître Bireton, notaire à Barsac. Acte du 2 février 1757.

La même année, le 30 juin, nous trouvons sa trace lors d'une adjudication au rabais des ouvrages pour la construction de plusieurs ponteaux sur la route de Bordeaux à Auch d'après le devis de l'ingénieur Vimar⁶. Jean Mollié propose ses services à deux reprises pour la somme de 9 000 livres puis de 8 600 livres, mais c'est finalement un certain Reu qui l'emporte pour 8 500 livres. A deux autres occasions, Jean Mollié participe à l'adjudication de travaux mais il est toujours trop cher et se fait évincer par Jean-Baptiste Tourfaire : la première fois, le 10 décembre 1764⁷, il s'agit de construire un pont de 24 pieds sur pilotis sur la rivière de l'Auvignon et un autre sur le chemin du Port-Sainte-Marie (Jean Mollié, 31 000 livres contre 24 000 à J.B. Tourfaire). La seconde fois, le 15 décembre 1767⁸, il faut établir 10 ponts et 6 aqueducs sur le chemin de communication de Bergerac à Agen selon le devis dressé par Tardif du 15 mars 1765 (Jean Mollié 35 000 livres contre 31 300 à J.-B. Tourfaire).

Il existe un acte de 1779 selon lequel le duc d'Aiguillon donne procuration « à Mollié architecte habitant de Barsac de se transporter à Langon pour procéder au relevé du double droit de péage d'Aiguillon »⁹. Cet acte n'est pas sans intérêt puisqu'il prouve d'une part que le duc connaissait Jean Mollié et d'autre part avait suffisamment confiance en lui pour le charger de percevoir en son nom des sommes d'argent.

Mais l'élément le plus intéressant à son sujet — bien qu'il reste du domaine des hypothèses — serait sa participation en tant qu'architecte à la construction du château Nairac à Barsac. En effet, les deux élévations et la coupe du château qui se trouvent aux Archives Municipales de Bordeaux¹¹ portent la signature de « Mollié » (pl. 1). D'après une analyse d'écritures, il ne nous semble possible d'attribuer cette signature ni à André ni à Pierre Mollié. Reste donc Jean. M. Pariset pense que ces élévations et coupe sont des copies « d'un certain Mollié, soi-disant architecte, en fait (...) un simple artisan »¹², mais la qualité des réalisations de cette famille nous autorise à penser que Jean Mollié était un architecte digne de concevoir le château Nairac. De plus, il a toujours vécu à Barsac et a pu ainsi entrer en contact avec le négociant bordelais E. Nairac.

Tels sont les quelques éléments connus de la vie de Jean Mollié.

Voyons maintenant ce que fut la vie de son frère, André. Le 28 février 1733, il signe à un mariage comme témoin : il a seize ans¹³. Au début des années 1750, on trouve trace des devis, adjudication et construction par le sieur André Mollié, architecte, d'une maison de poste à Virelade sur la route de Bordeaux à Toulouse, dont le terrain est vendu à la communauté par un certain Expert¹⁴. Il travaille quelque temps à Barsac où, nous l'avons vu, en 1752-1756, il accomplit des travaux de réfection à l'église avec son frère.

Mais très vite, dès 1755, il entre au service du duc d'Aiguillon. Celui-ci est en effet lassé des exigences et du mauvais caractère de son entrepreneur, Marsaudon ; il s'adresse alors à Vimar, ingénieur du Roy pour les Ponts et Chaussées de la Généralité de Bordeaux, et lui demande de lui fournir une personne susceptible de construire une écluse à Aiguillon. Dans une lettre du 19 juillet 1755¹⁵, le duc s'adresse ainsi à Vimar : « Un des deux frères dont vous me parlez ferait mon affaire puisque vous connaissez leur capacité et leur probité. Ils ont donné des preuves de la première dans la construction du pont du Dropt qui est effectivement un bel ouvrage... » Et le 2 septembre 1755¹⁶, le duc écrit de Rennes à Vimar pour le remercier : « Vous m'avez tiré d'embarras en me procurant le sieur Mollié pour conduire et diriger les travaux de la nouvelle écluse d'Aiguillon. » Désormais, André Mollié est attaché à Aiguillon où il devient architecte en titre du duc mais aussi de la ville. C'est ainsi que le 20 juillet 1756¹⁷, il reçoit les travaux d'un pont construit sur le ruisseau de Fromadan qu'il estime bien faits. Et si en 1757 il donne procuration à son frère Jean pour recevoir en son nom le paiement des ouvrages faits à Barsac, c'est parce qu'il ne peut « vacquer à ses affaires étant occupé à la conduite des ouvrages de Monseigneur le duc dans sa terre et duché d'Aiguillon »¹⁸.

6. C 15, Généralité de Guyenne.

7. *Idem*.

8. C 19.

9. 3 E 916/8 : Minutes de maître Bezin notaire à Aiguillon. Acte du 17 janvier 1779.

10. Nos recherches à Barsac se sont limitées à la consultation des registres d'état civil.

11. Archives municipales de Bordeaux, Recueil 20 bis, Barsac 38, 39, 40.

12. « Bicentenaire du Grand Théâtre de Bordeaux. Victor Louis 1731-1800. Dessins et gravures », catalogue de F.G. PARISSET, Bordeaux, Bibliothèque municipale, 1980, in : *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, numéro hors série, 1980, p. 67.

13. Registre d'état civil de Barsac.

14. Archives départementales de la Gironde, C 2573. 1732-58.

15. C 11.

16. *Idem*.

17. E suppl. 790.

18. Acte du 23 février 1757 déjà cité.

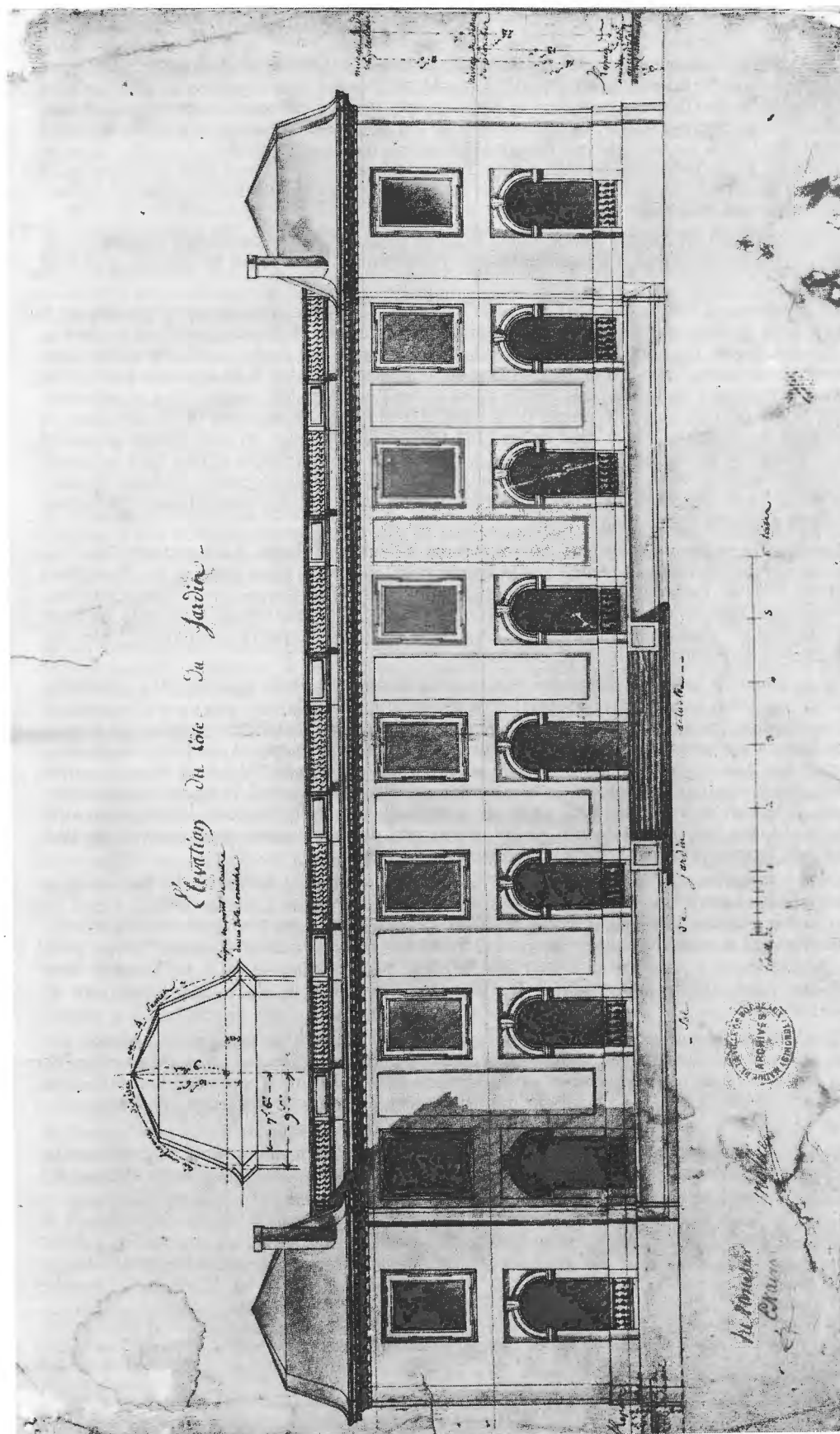


PLANCHE 1. — Élévation du château Nairac à Barsac.
(Archives municipales de Bordeaux, Recueil 20 bis, Barsac.)

Dans une lettre qu'en janvier 1761 André Mollié adresse à Mgr de Boutin, intendant de Guyenne, nous apprenons qu'il fut chargé en 1756-1757 par M. de Tourny père de «faire le rétablissement de la digue de Nicole, faire le récurément et élargissement du fossé qui reçoit les eaux des Cartérées appartenant à la communauté d'Aiguillon et faire le rempiètement de l'angle du mur du quai qui borde le Lot»¹⁹. Il a avancé pour ces travaux 435 livres et s'il écrit à l'intendant, c'est pour réclamer son paiement. Le 23 janvier de la même année, l'intendant donne son accord pour 385 livres (qu'il percevra en deux fois), les 50 livres restantes devant être réclamées aux particuliers à qui les travaux de digue et de récurément ont le plus servi.

Le 23 octobre 1761, André Mollié établit le détail estimatif de la réparation d'une maison au quartier Mandillot appartenant à la communauté d'Aiguillon²⁰. Il en reçoit les travaux le 18 avril 1762.

Le 28 novembre 1762, a lieu l'adjudication à la moins dite de la construction d'une grange et chai près de la maison presbytérale de Saint-Cosme demandée par M. Layral, curé²¹. Les plans et devis ont été dressés par «une personne entendue», c'est-à-dire par André Mollié, ce qu'explique clairement le contexte. Celui-ci agit donc en tant qu'architecte de la ville et on le trouve mêlé à tous les travaux entrepris à Aiguillon : il établit les plans et devis ou reçoit les travaux. Mais sa principale activité, et qui tient au caractère propre de la ville, consiste à étayer des murs de soutènement ou à construire des remparts. C'est ainsi qu'en 1762-1763, il refait le mur du quai devant la maison du sieur Robert²². Ici encore, André Mollié a des difficultés à se faire payer et doit faire intervenir le consul d'Aiguillon, Nebout, qui dans une lettre à l'intendant, Mgr de Boutin, réclame l'autorisation de lui payer les 596 livres dues. L'intérêt de cette lettre est qu'André Mollié y est appelé «architecte du duché d'Aiguillon».

L'architecte se signale également par ses travaux à l'église de Gouts. Le 2 octobre 1763²³, il y effectue sa première visite et déclare que les travaux sont à faire de toute urgence. Le 15 octobre, il en établit le devis ; l'adjudication a lieu dès le 23 et le 16 mars 1764, il reçoit les travaux. Cette fois, il ne s'agit plus, comme à Barsac, en 1756, de refaire un escalier et une tribune, mais de la réfection entière de l'église : charpente et couverture, crépissage des murs intérieurs et extérieurs, réfection de l'escalier et du porche, maçonnerie, carrelages...

Le 12 mai 1765 se tient l'assemblée du Conseil à l'hôtel de ville d'Aiguillon²⁴. Le bâtiment — qui se trouvait à cette époque à l'emplacement actuel du bâtiment du commun²⁵ — était en très mauvais état. Il était en effet composé «de pans de bois depuis le premier plancher jusques au couvert lesquels par vétusté se sont si fort sortis de leur aplomb qu'ils menacent une chute prochaine». Le conseil fait donc appel à André Mollié. Décision est prise de remplacer les deux étais de soutien par un «chevron autour de la cheminée où seront accrochées deux bandes de fer qui embrasseront les pans de bois et de construire à la place des pans de bois des murs solides». Il s'agit en effet à l'époque de conserver l'hôtel de ville, ce qui ne sera plus du tout le cas quelques années plus tard (1777-1780), lorsque le propre fils d'André, Pierre, y travaillera.

C'est à Bordeaux que le 1^{er} juillet 1765²⁶ a lieu l'adjudication à la moins dite des ouvrages à faire pour la construction d'un mur de soutènement au port d'Aiguillon sur le Lot, à côté de Nicole, selon le devis de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, Tardif. L'emporte André Mollié, maître-architecte domicilié à Aiguillon, pour 2 374 livres. «A l'instant a comparu devant nous André Mollié lequel nous a présenté pour caution de la susdite adjudication la personne de Jean Mollié, son frère, architecte domicilié à Barsac.» Notons ici que les deux frères continuent de travailler ensemble.

En 1766, la communauté d'Aiguillon fait construire un nouveau rempart aux Cartérées. Les travaux s'élèvent à 3 019 livres et André Mollié reçoit 48 livres «pour ses paines, soins et vacations dans la construction du nouveau rempart aux Cartérées»²⁷. De même qu'il participe à la construction du rempart de Nicole en 1767 en faisant des estimations de coûts de matériaux, en l'occurrence de bois²⁸.

En 1769, il participe à Bordeaux à l'adjudication au rabais de travaux visant à perfectionner la navigation sur la Garonne, le Lot, la Baise et la Dordogne en réparant un certain nombre d'écluses²⁹,

19. E suppl. 794 et 795.

20. E suppl. 752 et 795.

21. E suppl. 796.

22. *Idem*.

23. E suppl. 797.

24. E suppl. 752.

25. Cf. plan de la ville d'Aiguillon levé en 1748 par Villemillot. Cote 417.

26. C 11.

27. E suppl. 799, dépense n° 33.

28. E suppl. 800.

29. C 13.

d'après un devis dressé par l'ingénieur des Ponts et Chaussées, Saint-André. André Mollié se propose pour 20 000 livres mais c'est J.B. Tourfaire (déjà rencontré et qui a évincé Jean en 1767) qui emporte le marché pour 14 130 livres. Nous voyons ici qu'André Mollié, bien qu'occupé par la ville et le duc d'Aiguillon, ne négligeait pas de tenter d'obtenir d'autres chantiers.

Tels sont les divers renseignements trouvés aux Archives départementales du Lot-et-Garonne. Reste la difficile question de la participation d'André Mollié à la construction du château d'Aiguillon.

Sans entrer trop dans le détail³⁰, disons qu'il y eut deux campagnes. Au départ, les projets du duc furent modestes : ils prévoyaient la construction d'une aile au sud qui aurait été raccordée aux anciens bâtiments du xiv^e siècle. Ces premiers travaux s'étendirent de 1765 à 1773-1774 et posent de gros problèmes dans la mesure où il ne reste jusqu'en 1771 aucun document, ni plan ni texte, permettant d'en suivre le déroulement. Par contre, après la mort d'André Mollié le 2 août 1770, et l'arrivée de l'ingénieur des Ponts et Chaussées, Charles Le Roy, le 1^{er} mars 1771 (faut-il lier ces événements?), nous possédons des plans et élévations du château — ni signés ni datés mais qui ont le mérite d'exister — et surtout nous avons les livres de compte soigneusement tenus par Charles Le Roy qui était également intendant.

Dans la mesure où il ne reste pas de document concernant la première tranche de travaux — mis à part un rapport ni signé ni daté mais sans doute établi par Charles Le Roy à son arrivée à Aiguillon en 1771³¹ indiquant ce qui était réalisé à cette date — nous en sommes réduite à formuler deux hypothèses sur le rôle d'André Mollié. Dans le premier cas, Charles Le Roy serait le concepteur de l'aile sud depuis le début et sur place André Mollié, puis son fils Pierre seraient les conducteurs de travaux. A l'appui de cette hypothèse, le fait que les plans dès 1766-1769 sont de la main de Charles Le Roy et que les autres réalisations de Mollié semblent bien modestes en comparaison d'un bâtiment d'une telle importance. Cela supposerait que Le Roy soit venu à Aiguillon aux environs de 1765 afin de donner ses plans, bien que son séjour ne soit pas consigné.

Dans le deuxième cas, Mollié serait le concepteur de l'aile sud, mais le duc lui demandant probablement des comptes, il enverrait ses plans à Paris pour être visés par le duc, son secrétaire ou son ingénieur (qui dans ce cas également serait dès 1766-1767 au service du duc à Paris). A l'appui de cette seconde hypothèse, le fait qu'André Mollié est l'architecte en titre du duc depuis 1755 et qu'il habite sur place. Par ailleurs, la lecture du rapport de Le Roy de 1771 donne l'impression qu'il ne connaissait pas les lieux : «Ce qui reste de l'ancien château nous paraît subsister en son intégrité ; quant à la partie démolie, pour agraffer les distributions des nouvelles constructions avec celles des anciens bâtiments, il ne reste sur le terrain aucune trace, aucun vestige qui puisse faire apprécier ce qu'elle était : et l'on est forcé, à cet égard, de recourir aux indications que peuvent donner la tradition ou les actes ; et surtout aux détails que l'on retrouve sur les divers plans qu'il est possible de se procurer (raturé et remplacé par : que nous nous sommes procurés)»³². Enfin, le rapprochement entre la date de la mort d'André Mollié et l'arrivée de Charles Le Roy peut permettre de penser que le second est venu remplacer le premier. Dans le second cas, cela supposerait d'une part qu'il y ait eu des plans d'André Mollié — disparus aujourd'hui — et que certains d'entre eux aient été recopiés par Le Roy. (Le fait qu'il y ait encore actuellement un plan de Pierre Mollié rend cette hypothèse plausible.) Nous ne serions pas loin de pencher pour elle, d'autant plus que cette aile sud est caractérisée par une certaine massivité et que l'ensemble formé par son raccordement à l'ancien château «gothique» devait présenter un aspect quelque peu hétéroclite.

Quoi qu'il en soit, André Mollié se trouve mêlé — à titre d'architecte ou de conducteur de travaux — à l'édification de l'aile sud du château d'Aiguillon.

Voyons enfin quelle fut la vie de Pierre Mollié, le fils d'André. Nous commencerons par le suivre à Aiguillon, son principal chantier, puis dans ses autres réalisations en dehors du château et de la ville.

Pierre Mollié est né le 30 octobre 1739 à Barsac et il a donc vingt-six ans lorsque débutent les travaux en 1765. Il seconde probablement son père dès le début. Il existe en effet un second plan de l'escalier d'honneur (pl. 2)³³ ; il est de la main de Pierre Mollié, ce que révèle une analyse d'écritures — il n'est ni signé ni daté — et peut être situé dans les années 1769-1771. Ce plan offre un aspect plus propre à l'exécution que celui de Le Roy : au lieu d'enrouler les marches du départ de l'escalier en coquille d'escargot, il donne en effet au départ en volute des marches parallèles. Ce plan prouve que l'architecte participe de façon active au chantier, même s'il n'a pas été jugé capable de le prendre entièrement en mains après la mort de son père, puisque le duc a préféré envoyer sur place Ch. Le Roy chargé de «diriger et d'administrer toutes ses possessions du duché

30. Pour la construction du château d'Aiguillon, voir l'article paru dans la *Revue de l'Agenais*, numéro spécial sur l'Aiguillon, 1984.

31. E suppl. 868.

32. *Idem*.

33. Le premier est de Le Roy et porte le visa du secrétaire du duc, Jean-Baptiste Pasumot : «Paris, le 26 avril 1769» et sa signature. Cote n° 5 du Mi 115 (Mairie d'Aiguillon).

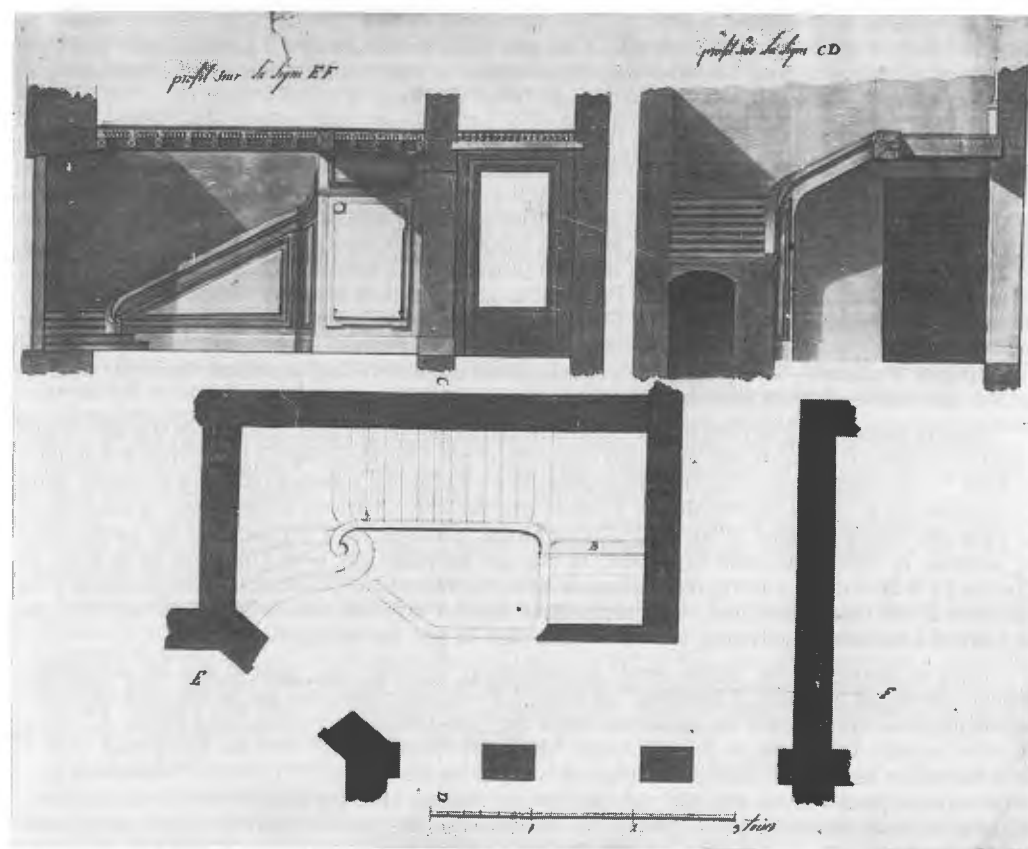


PLANCHE 2. — Plan et élévations de l'escalier d'honneur du château d'Aiguillon.
(Cote n° 13 Mi 916, Saint-Vallier.)

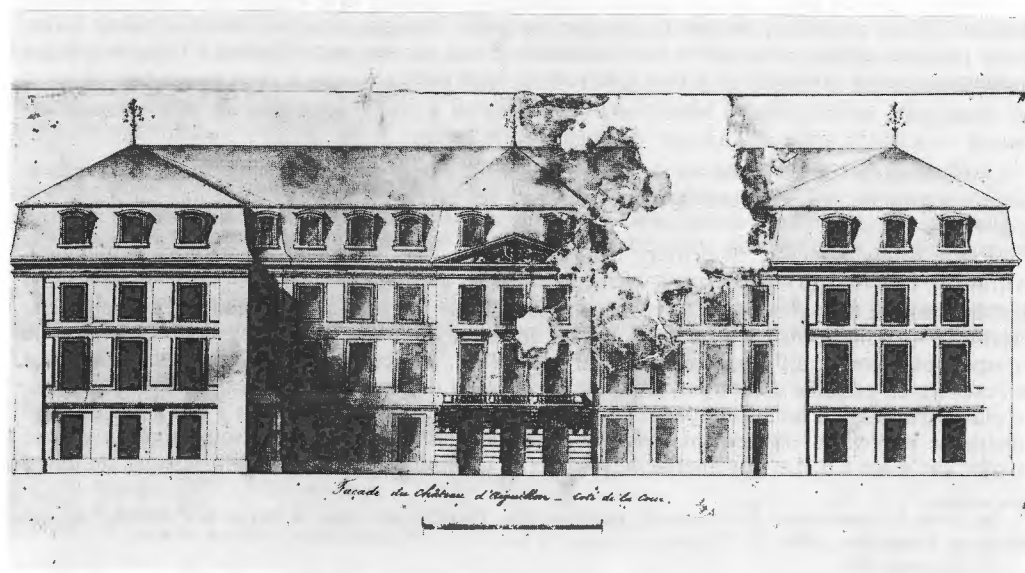


PLANCHE 3. — « Façade du château d'Aiguillon. Côté de la cour. »
(Cote n° 1 Mi 115, Mairie d'Aiguillon.)

d'Aiguillon, Agenois et Condomois» pour 2 000 livres par an³⁴ et par ailleurs ingénieur des Ponts et Chaussées et donc habile à faire des plans et suivre un chantier.

Au cours des années suivantes s'achève l'aile sud, mais, dès le mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1773, est démolie la deuxième partie du château. La seconde campagne de travaux débute donc en 1774 au moment où la carrière du duc, avec la mort de Louis XV survenue le 10 mai de cette année, bascule. Il est contraint de donner sa démission de ses deux ministères, celui de la Guerre et celui des Affaires étrangères. Faut-il y voir la raison qui l'a poussé à modifier ses plans et à construire le bâtiment que nous connaissons ? Toujours est-il que le 12 juillet 1773, le maître de bateau Lassarade reçoit 22 livres pour « du papier pour faire les plans, rolles et écritures du château »³⁵. Nous pensons donc pouvoir dater de cette année les différentes coupes et élévations du corps de logis³⁶. Il existe en effet plusieurs projets : deux séries d'ensemble proposées par Charles Le Roy (élévation côté cour et côté Cartérées et coupe) et une troisième élévation de la façade côté cour³⁷ (pl. 3) ; elle peut également être datée des années 1773-1774. L'écriture qui y a inscrit « façade du château d'Aiguillon côté de la cour » n'est ni celle de l'ingénieur ni celle de l'architecte ; il est possible que cette mention ait été rajoutée plus tard, au moment d'un classement par exemple. Cette élévation peut être attribuée à l'un comme à l'autre ; la modification la plus importante qu'elle apporte se trouve au niveau de la toiture. Dans ses deux séries, Charles Le Roy prévoit en effet que le toit couvrant l'avant-corps central sera plus bas que le reste de la toiture tandis qu'ici est prévue une toiture de l'avant-corps de la même hauteur que les ailes ; cela donne la possibilité d'aménager à l'étage des mansardes les mêmes baies que partout ailleurs. Pour le reste, la conception de l'avant-corps ne diffère pas sensiblement des autres projets de Le Roy. Cependant, dans la mesure où la décoration est plus importante ou du moins le dessin plus soigné et les détails plus nombreux, il n'est pas impossible de voir là la marque de Pierre Mollié (ce sont des caractéristiques que nous retrouverons). Si cette hypothèse s'avérait juste, cela signifierait que le duc a également demandé à son architecte de faire des propositions pour l'agrandissement de son château. Il est à noter que la solution retenue par le duc, si elle n'a pas conservé le projet de la toiture, a cependant gardé celui de l'avant-corps central.

Si Pierre Mollié n'a pas le rôle de concepteur, il joue néanmoins celui de « personne employée à la construction du château » puisque comme tel il perçoit 250 livres par trimestre³⁸. Il semble que son rôle ait consisté à surveiller le chantier, remplir les « états » permettant aux ouvriers de se faire payer et à s'occuper plus particulièrement de l'aménagement intérieur et de la décoration. C'est ainsi qu'en 1776-1777, il donne plusieurs plans de motifs décoratifs. Les deux premiers plans (pl. 4 et 5) concernent sans doute le décor de la salle-à-manger ; l'un figure ses trois grandes portes-fenêtres (donnant sur le balcon) séparées par des panneaux décorés de guirlandes de fruits et de fleurs. Les quatre motifs sont différents et correspondent peut-être à quatre possibilités dont une fut retenue. L'autre concerne le mur de communication avec l'une ou l'autre antichambre : une porte vitrée et cintrée est encadrée de panneaux décorés de guirlandes et flanquée de chaque côté par une porte rectangulaire surmontée de dessus de porte décorés⁴⁰.

Pour le second étage, Pierre Mollié donne quatre variations autour d'un même thème : au-dessus d'une cheminée de style Louis XVI, une glace rectangulaire et son trumeau sculpté (cf. pl. 6)⁴¹. « L'appartement du bout de l'aisle » (fig. 1) a une cheminée dont le manteau est orné d'un médaillon central entre deux panneaux décorés aux angles ; son trumeau de style Louis XVI est sculpté d'instruments de musique. Dans « l'appartement au dessus du cabinet des bins » (fig. 2), la cheminée dont le manteau est orné de grecques néoclassiques est curieusement associée à un trumeau de style Louis XV orné d'une coquille et d'instruments de musique. La cheminée de « l'appartement au dessus de celui de monseigneur le duc » (fig. 3) rappelle un peu celle du bout de l'aile, mais les montants en sont cannelés. Le trumeau de style Louis XVI est décoré d'une frise de cercles. Enfin, dans « le deuxième appartement du côté des Cartérées » (fig. 4), la cheminée est ornée de guirlandes sur le manteau et de losanges sur les montants ; son trumeau de style Louis XV est sculpté d'instruments de musique et de trophées de chasse. Il est intéressant ici de voir l'architecte utiliser en même temps le langage décoratif nouveau, comme les grecques, et celui du style chantourné en honneur précédemment, comme les fleurs, les coquilles...

Il n'est pas impossible d'attribuer également à Pierre Mollié l'élévation de deux petits édifices (pl. 7)⁴² à bâtir à chaque extrémité de la seconde terrasse côté Cartérées. Cette terrasse toute en

34. Sous-seing privé en date du 5 octobre 1770 (introuvable), cité dans L 59 p. 83.

35. I Mi 915 : Compte général de la dépense faite pour la construction du nouveau château d'Aiguillon 1771-1782.

36. Cotes nos 4.5.6.7.8.10 Mi 916 (Saint-Vallier).

37. Cote n° 1 Mi 115 (Mairie d'Aiguillon).

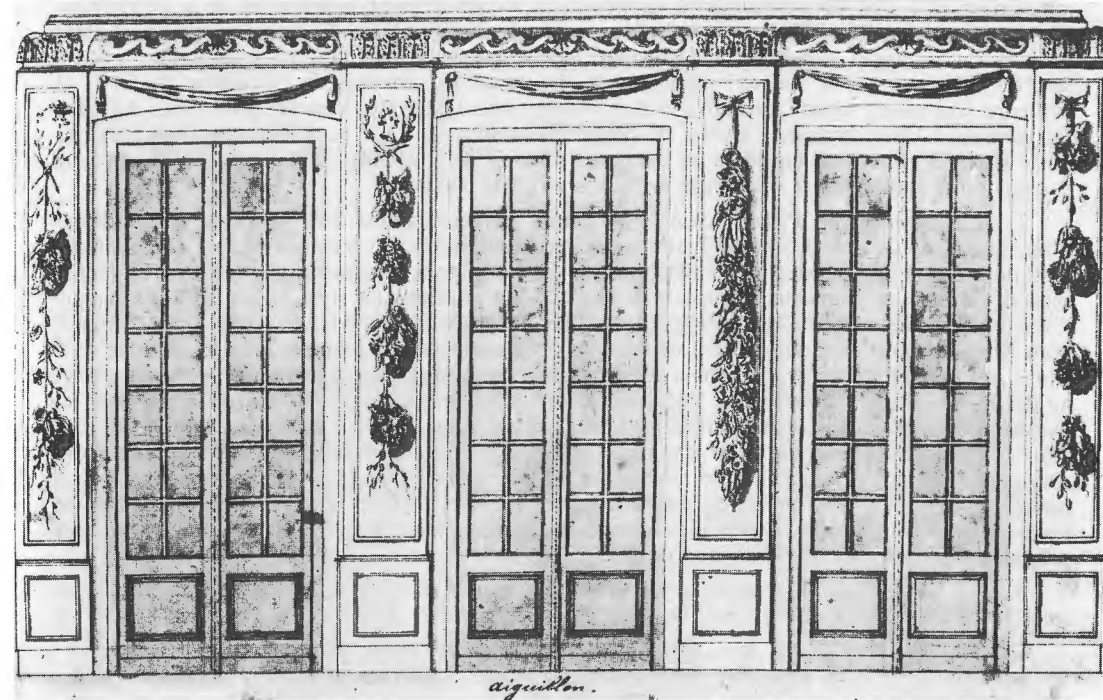
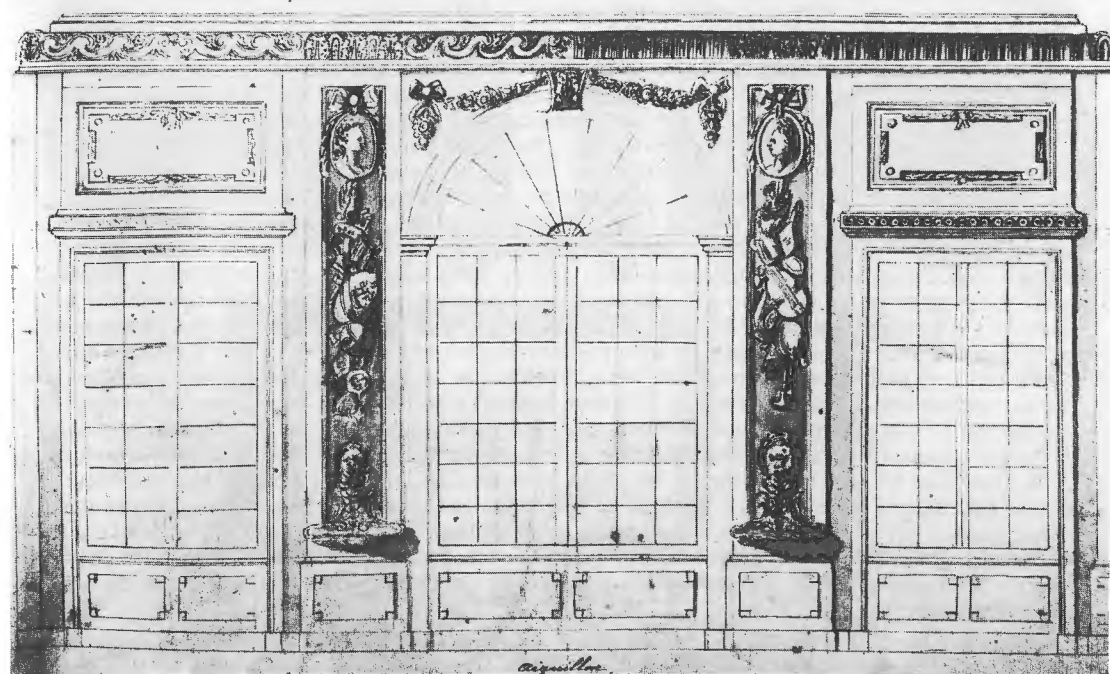
38. I Mi 915.

39. Cotes nos 6 et 7 Mi 115 (Mairie d'Aiguillon).

40. Il existe d'autres motifs décoratifs de Pierre Mollié (cotes nos 8 et 10 Mi 115).

41. Cote n° 9 Mi 115 (Mairie d'Aiguillon).

42. Cote nos 11 et 20 Mi 115 (Mairie d'Aiguillon).



PLANCHES 4 et 5. — Motifs de décoration pour la salle-à-manger du premier étage (pièce centrale côté cour).
(Cotes n^{os} 6 et 7 du Mi 115, Mairie d'Aiguillon.)

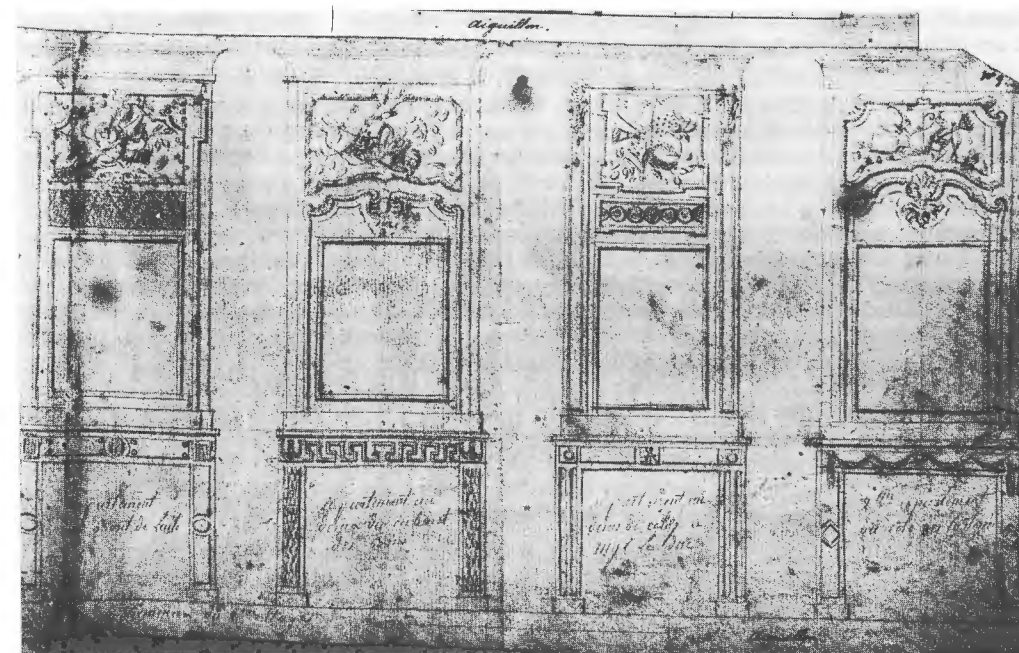


PLANCHE 6. — Quatre projets de cheminée pour le second étage.
(Cote n^o 9 du Mi 115, Mairie d'Aiguillon.)

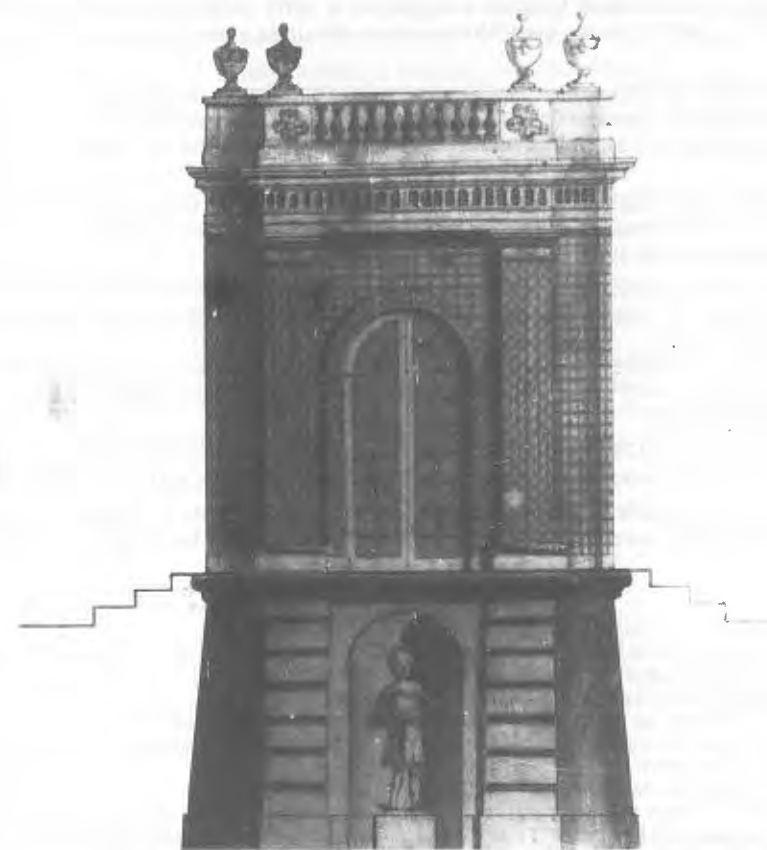


PLANCHE 7. — Projet de petit édifice à bâtir à l'extrémité de la seconde terrasse.
(Cote n^o 11 Mi 115, Mairie d'Aiguillon.)

longueur et relativement étroite était placée en contrebas de celle qui s'étendait devant la façade ouest. De ces petits édifices partent des escaliers à montées convergentes qui permettaient de rejoindre les jardins à la française situés en-dessous. Remarquons ici aussi la grande qualité du dessin.

En conclusion de cette partie sur le travail de l'architecte au château d'Aiguillon, disons qu'il semble bien avoir eu la tâche spécifique de s'occuper de tout l'aménagement intérieur. Lorsque celui-ci fut achevé, il a donné des projets pour l'extérieur. Mais Pierre Mollié a travaillé, tout comme son père, en tant qu'architecte du duc et de la communauté d'Aiguillon; à ce titre, il remodèle, avec Charles Le Roy, la petite ville. Dès l'achèvement du corps de logis, en 1777, les deux hommes, envisageant déjà l'édification de deux bâtiments dans le prolongement des ailes, la comédie et le commun, se chargent de reconstruire l'hôtel de ville⁴³. (Rappelons que l'ancien hôtel de ville, restauré en 1765 par André Mollié, se trouvait à l'emplacement de l'actuel bâtiment du commun.) Le duc le racheta pour le démolir et en fit construire un nouveau un peu éloigné du centre de la ville, près de la halle et des boucheries existantes. Si les deux hommes ont ici aussi travaillé ensemble, Charles Le Roy a donné les devis et plans de l'hôtel de ville ainsi que de la nouvelle boucherie et Pierre Mollié le devis des réparations à faire à la halle attenante: il fallait en effet en lever la charpente de trois pieds et il en a reçu les travaux le 4 juillet 1777. Il fut également chargé de donner le devis de la porte d'entrée de l'hôtel de ville côté est. Il précise que «la décoration de la porte sera telle que paraît au plan donné par M. Le Roy». Enfin, il reçoit l'ensemble des travaux le 4 juillet 1780. Il semble donc qu'il continue d'être l'exécutant de Le Roy, même s'il participe de façon active en prenant en charge une partie des travaux.

La même année, il reçoit les ouvrages faits par la ville: l'un concerne le toisé du cimetière et l'autre l'entretien et les réparations des remparts⁴⁴. Enfin, le 5 avril 1777⁴⁵, le duc reconnaît avoir reçu 8 000 livres de Pierre Mollié «architecte de la présente ville au profit duquel, quoy qu'il ne soit pas d'âge à exiger un aussi fort intérêt, cependant en considération des bons et agréables services que feu son père a rendu à mondit seigneur duc et de ceux que ledit sieur Mollié luy a rendu luy-même a constitué la somme de 800 livres de rente viagère payable de trois en trois mois».

Après avoir déplacé l'hôtel de ville, Le Roy et Mollié poursuivent le remodelage de la ville en refaisant au goût du jour l'église Saint-Félix⁴⁶ qui jouxte l'ancien château. Il s'agit d'en supprimer «le goût gothique» et les deux hommes s'emploient à bâtir un portail d'entrée néo-classique. Le Roy donne les plans et devis, mais Mollié est chargé de la surveillance des travaux et de les recevoir.

En 1783, il donne un devis concernant des réparations aux rivages et remparts de la communauté d'Aiguillon «tant dans la paroisse de St Côme que dans celle du Pélégat»⁴⁷. Il s'attaque désormais aux problèmes techniques jusqu'alors plutôt réservés à Le Roy en tant qu'ingénieur des Ponts et Chaussées.

En 1786-1787, il est chargé des ouvrages «à faire pour l'escalier qui doit descendre de la ville au faubourg du Lot» (aujourd'hui escalier monumental)⁴⁸. L'adjudicataire en est Chassein et il reçoit les travaux le 26 avril 1787.

La même année, la communauté décide de restaurer l'église des Carmes⁴⁹ afin de former «le pendant et parallèle» de Saint-Félix; ainsi les deux églises se répondront symétriquement autour d'un espace planté d'arbres. En vue de ces travaux Mollié prête 6 000 livres aux R.P. Carmes et se voit constituer un intérêt de 300 livres par an. De plus, il établit le devis concernant les «ouvrages de maçonnerie, charpenterie, menuiserie, serrurerie et vitrage pour un portail». Enfin, il reçoit les travaux en décembre 1787.

Lorsque, toujours en 1787, le duc décide de reconstruire trois nouvelles meules au moulin du Pélégat⁵⁰, il emprunte de nouveau de l'argent à Mollié: cette fois, il s'agit de 12 000 livres.

En 1788, Le Roy établit le devis d'une «écluse à porte ouvrante et fermante à pratiquer à l'endroit où s'était formée une brèche dans le rempart afin de protéger les récoltes»⁵¹. Les ouvrages

43. Pour la construction de l'hôtel de ville, cf. E suppl. 752: délibérations du 24 octobre 1777 et du 5 août 1779; E suppl. 811: PJ n° 19; E suppl. 812: PJ n° 5; E suppl. 821.

44. E suppl. 809 PJ nos 27 et 32.

45. 3 E 916/6: Minutes de maître Bezin, notaire à Aiguillon. Acte du 5 avril 1777.

46. Pour les travaux de Saint-Félix, cf. E suppl. 821: délibération du 3 septembre 1778; E suppl. 813: 22 novembre 1779, 3 décembre 1780, PJ nos 14 et 18.

47. C 21: 20 décembre 1783; E suppl. 815 dépense n° 5; E suppl. 816.

48. E suppl. 815: 15 juin 1783; E suppl. 817: 15 novembre 1786.

49. Pour les Carmes, cf. E suppl. 753: délibérations du 1^{er} mai 1785 et du 15 octobre 1786; E suppl. 817 recette n° 5 et 16 juillet 1786; E suppl. 818: dépense n° 14; E suppl. 819: dépense n° 33.

50. I Mi 908: inventaire après décès du duc.

51. E suppl. 753: délibération du 19 janvier 1788 et E suppl. 818.

en sont adjugés à Mollié le 21 avril pour 4 960 livres. Il se charge désormais de ce type de travaux aussi bien que Le Roy. Il s'agit là néanmoins de son dernier travail d'architecte.

En effet, le duc d'Aiguillon meurt le 1^{er} septembre 1788; pour sa succession, son fils se fait représenter par Le Roy, son épouse, la duchesse douairière par Salvandy aîné et ses petits-fils, les comtes Hyppolite et Pierre de Chabrillan, par Pierre Mollié⁵². Il est donc un homme de confiance pour la famille ducale et joue également un rôle lorsqu'en 1793 décision est prise de vendre aux enchères tout le mobilier du château. Il assiste alors avec Le Roy à l'estimation⁵³. A partir de cette époque, il renonce à sa carrière d'architecte et devient officier municipal le 6 novembre 1791; il est réélu l'année suivante⁵⁴. En 1795, il accomplit son dernier acte pour le château en établissant le «devis estimatif des bâtiments, cours et terrasses et autres objets qui composent le ci-devant château d'Aiguillon»⁵⁵. Il divise les constructions en trois lots destinés à la vente (seuls la comédie et le commun seront effectivement achetés à cette époque).

Malgré ses nombreuses activités à Aiguillon, Mollié trouva le temps de travailler à l'extérieur. A Barsac d'abord dont il est originaire. En 1775, il donne les dessins du chœur de l'église et le menuisier Simon les réalise. «L'architecte eut 72 livres en décembre 1786 et le menuisier donna quittance en mai 1787. La chapelle des fonts était en construction au mois de juin de la même année; Pierre Mollié dirigea l'année suivante la construction des grilles pour cette chapelle et pour celle de sainte Barbe»⁵⁶.

De 1775 à 1784, tout en travaillant à Aiguillon, il se consacre, avec Charles Le Roy toujours, à la réédification du palais épiscopal d'Agen. L'ancien évêché s'étant en effet effondré en 1773, son prélat, Mgr. J.L. d'Usson de Bonnac, décida de le reconstruire à l'extérieur de la ville d'alors, dans le faubourg de Malconte⁵⁷. Le Roy fournit les plan et élévations⁵⁸. Dans le seul document original conservé, le «Journal de la Dépense et Recette de la maison de Mgr l'évêque 1782-88»⁵⁹, on trouve très souvent la mention en 1782 et 1783: «suivant le mémoire du Sr Mollié». Il remplit donc à Agen les mêmes fonctions qu'à Aiguillon, c'est-à-dire qu'il surveille le chantier et rédige les «états» permettant aux ouvriers de se faire payer. Il fit donc pendant pratiquement dix ans le trajet Agen-Aiguillon et eut probablement une résidence dans chacune de ces deux villes; cela explique que le 22 novembre 1779 il signe un acte: «nous, Pierre Mollié, architecte résidant à Agen»⁶⁰. De même, lorsque le 24 décembre 1781, il est chargé de lever le plan de l'ancien palais épiscopal, nous trouvons accompagnant sa signature la mention «architecte de Mgr l'évêque»⁶¹.

En date du 20 avril 1784, toujours dans le Journal, nous pouvons lire: «payé au sieur Mollié architecte acompte de son honoraire 1 531 livres 5 sols 4 deniers» et le 28 décembre: «payé à Mollié pour son honoraire ou intérêts (on a rajouté: pour solde) 1 575 livres». Le mot intérêts permet de penser que Mollié a peut-être avancé de l'argent à l'évêque, comme il en a prêté au duc. Il cesse alors de s'occuper du chantier de l'évêché où il est remplacé par François Teulère dit Lajeunesse⁶² qui percevait 63 livres par quartier «pour la conduite des travaux». (Rappelons que les appointements de Mollié à Aiguillon étaient de 250 livres par trimestre pour le même travail).

Juste après la fin de sa participation aux travaux d'Agen, il établit un «devis estimatif des réparations à faire au château de Lauzun accompagné d'un plan de château»⁶³.

Tels sont les différents éléments connus de la vie de Pierre Mollié.

En conclusion de cet article, nous aimerions dire que pratiquement tous les renseignements trouvés sur la famille Mollié proviennent des Archives départementales du Lot-et-Garonne dont nous remercions ici le directeur, M. Burias et l'archiviste, M^{lle} Bourrachot. Nos recherches sur Barsac qui auraient certainement révélé de nombreux autres éléments se sont limitées à l'état civil

52. I Mi 908.

53. L 30 28 mai 1793.

54. L suppl. non coté. Aiguillon: délibérations de la commune 1791-1792.

55. I Q 211: 19 messidor an III.

56. BRUTAILS, *op. cit.*, p. 28. Références données à Archives départementales de la Gironde: E suppl. 1573-1574.

57. Pour la construction du palais épiscopal d'Agen, cf. *Journal des Malebaysse 1618-1789* (2 J 52), LABRUNIE, *Abrégé chronologique des antiquités de la ville d'Agen*. Agen, Vve Lamy, 1891 et A. PAILLARD, *Histoire de l'hôtel de la préfecture d'Agen*, Noubel, 1860.

58. Cotes n° 1/1. 1/2. 1/3.

59. Série G non classée.

60. E suppl. 813.

61. DD 25: 24 décembre 1781.

62. A propos de F. Teulère, voir l'article de L. BOURRACHOT: «L'hôtel de Saint-Philip», in: *Rev. Agenais*, 1981, p. 229.

63. P. LAUZUN, *Le château de Lauzun en Agenais*, Agen, Maison d'édition et d'imprimerie moderne, 1909, p. 150.

puisqu'elles ne concernaient pas en priorité cette famille ou du moins certains de ses membres comme Jean. Il semble que la qualité de sa réalisation (si elle se confirme) au château Nairac à Barsac devrait lui permettre de sortir de l'ombre. De même pour son frère s'il a réalisé l'aile sud du château d'Aiguillon. Quant à Pierre, la part importante qu'il a prise dans la construction de ce même édifice et de l'évêché d'Agen, deux bâtiments considérables, lui donne le droit de partager le prestige de ces réalisations avec Charles Le Roy. Il est certain que leur étroite collaboration pendant plus de vingt ans rend difficile la définition de leur rôle respectif. Tout laisse penser cependant que les deux hommes se sont admirablement complétés.

On peut regretter que tout l'aménagement intérieur du château et de l'évêché aient été complètement détruits et qu'il ne reste aucune trace tangible du travail de Pierre sur l'un ou l'autre chantier. Peut-être faut-il y voir la raison pour laquelle son nom est tombé dans l'oubli ?

ÉLÉVATION ET PLANS D'UN CHÂTEAU DESSINÉS PAR L'ARCHITECTE ÉTIENNE LACLOTTE

par Pierre COUDROY DE LILLE

Un ayant droit de l'ancienne famille langonnaise de La Roque de La Tour, qui possédait autrefois le château de la Tour à Coimères, m'a confié un petit dossier d'archives ; son étude s'est révélée très intéressante, et parmi les papiers se trouvaient des documents graphiques d'architecte. Que M. Labory soit remercié de sa compréhension et de son amabilité.

Au milieu de documents d'époques diverses, il y avait trois dessins à la plume rehaussés de couleur rose pour souligner l'épaisseur des murs, dressés par un architecte dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle :

1. une élévation de façade d'un château, avec perron à double escalier, pavillon central, deux pavillons d'angle, sans mention d'identification (fig. 1).
2. le « plan du premier étage du château de Coimères », entre cour et jardin, avec le rattachement latéral aux dépendances agricoles (fig. 2).
3. un plan et deux coupes d'une cave voûtée.

La comparaison des trois dessins permet de déduire qu'il s'agit du même bâtiment. Le dossier est incomplet, il manque au moins le plan du rez-de-chaussée et le plan du second étage.

Aucune mention de date ni de signature ne permet de préciser avec toute la certitude désirable le nom de l'architecte-dessinateur, à première vue. Pourtant une ressemblance parfaite avec les dessins que j'eus le bonheur de présenter au groupe Jules-Delpit le 18 décembre 1976 et qui ont été publiés au tome 71 du Bulletin, p. 131 : « Documents sur un hôtel particulier bordelais », permet de les attribuer à Etienne Laclotte, l'aîné, célèbre architecte bordelais ; même trait, même coloris, même écriture, mêmes rehauts de couleur rose, même manière de figurer les escaliers.

M. Philippe Maffre, attaché à l'Inventaire monumental, spécialiste des architectes de la famille Laclotte, a confirmé cette attribution. Ainsi, par les voies du hasard, nous aurions des documents graphiques établis à Bordeaux, parvenus l'un à Aillas, l'autre à Coimères, revenus à Bordeaux pour un temps dans la même main, puis à nouveau dispersés. Le document présenté est reparti à Saint-Maur-des-Fossés, chez son légitime propriétaire. On ne connaît guère d'autre dessin de Laclotte, en tout cas aucune élévation.

Ce château de Coimères ne fut jamais réalisé. L'actuel château de la Tour est une lourde bâtisse, édifiée sans doute au début du XVII^e siècle. Il se compose d'un gros pavillon central à trois étages qui dominait autrefois deux ailes latérales : celle de l'est a disparu, celle de l'ouest montre des remaniements du XVIII^e siècle. Le plan général pourrait, à l'origine, avoir été inspiré de l'aile principale du château de Cadillac.

D'après quelques documents d'archives épars, l'on sait que le château de la Tour fut brûlé et ruiné au cours des guerres de la Fronde, qui furent terribles pour le pays de Langon. Quelque peu réparé après, il semble pourtant n'avoir guère été habité de façon continue ; la famille de La Roque demeurait principalement à Bordeaux dans son hôtel particulier situé à l'angle des Fossés de Ville et de la rue du Mirail et possédait d'autres maisons de campagne en Bourgeais.

Le 22 juin 1772, un inventaire dressé grâce à la compétence professionnelle de Bernard Jeanhureau, maçon de Brouqueyran, et de Jean Labrousse, charpentier de Langon, nous décrit des murs crevassés prêts à tomber, retenus par des ancrs de fer, des planchers vermoulus, des contrevents pourris,

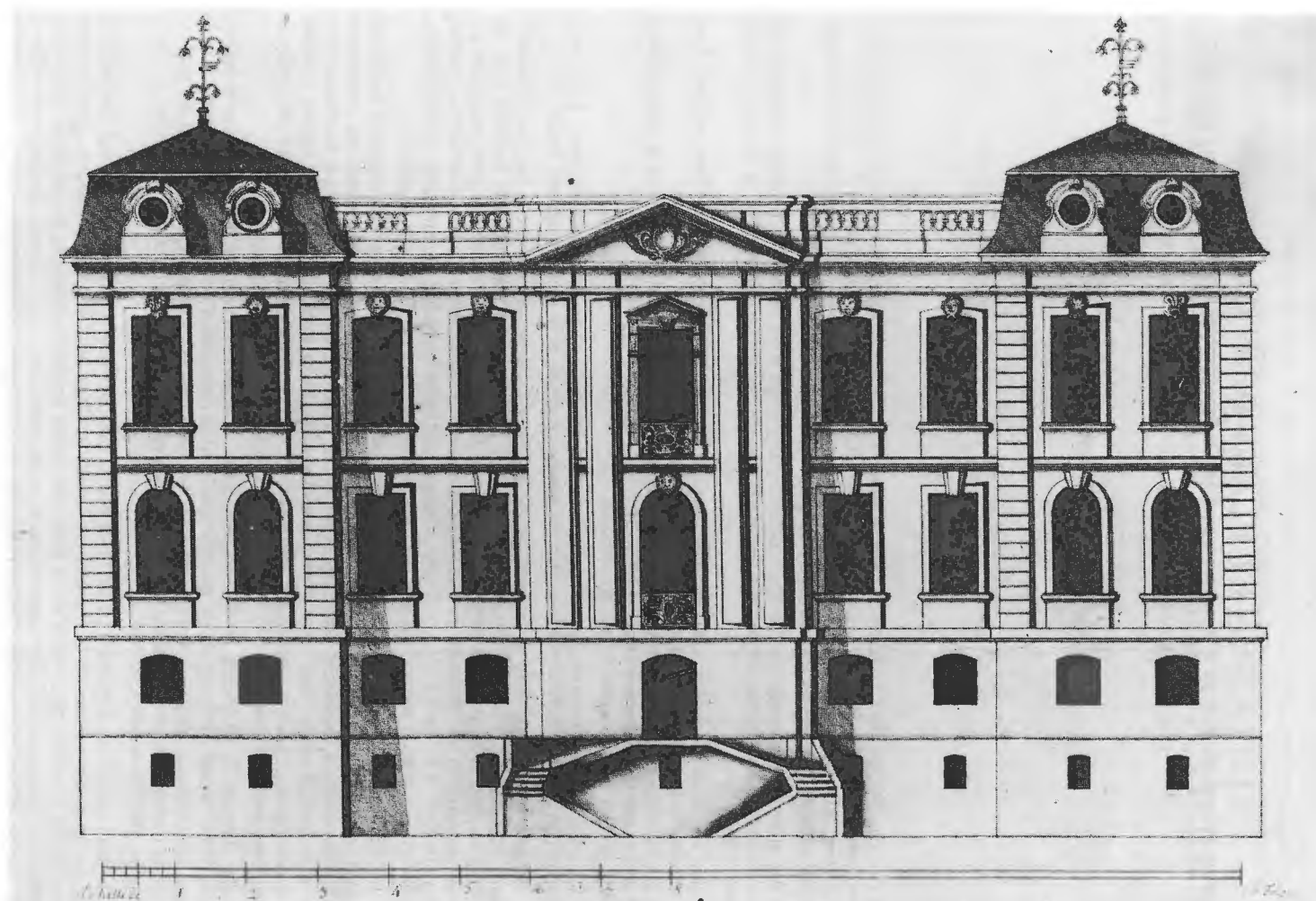


FIG. 1. — Projet d'élévation sur le jardin pour le château de Coimères.
(Cliché Inventaire Monumental Aquitaine, opérateurs : Chabot-Dubau.)

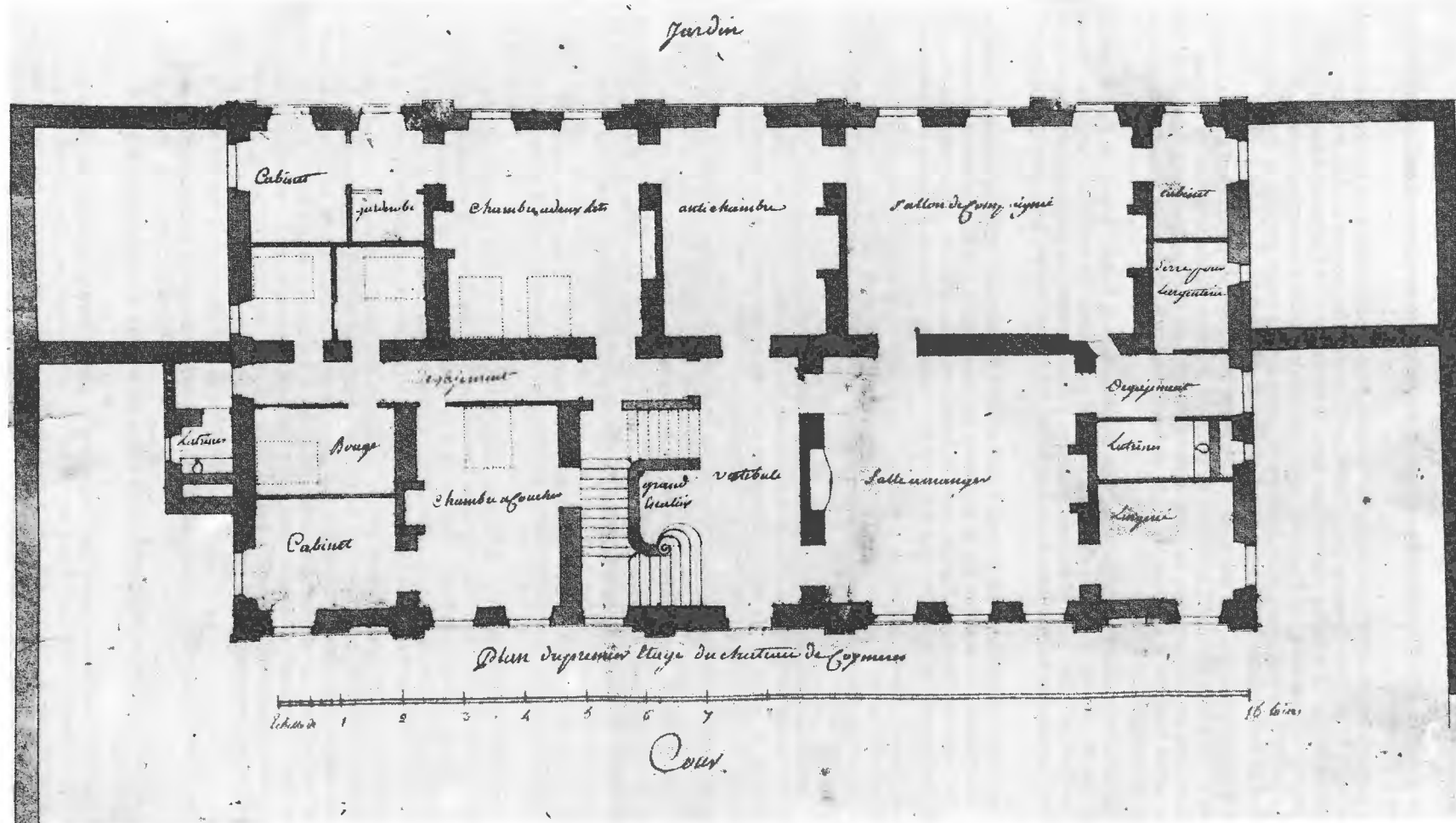


FIG. 2. — Projet de plan du premier étage du château de Coimères.
(Cliché Inventaire Monumental Aquitaine, opérateurs : Chabot-Dubau.)

« des murs déjetés avec des cheminées courant le risque d'être entraînées », et des dépendances « bonnes à abattre ».

Le propriétaire, au milieu du XVIII^e siècle, était Jean-Baptiste-Benoit de La Roque, écuyer, seigneur de la Tour, de la Roque et de la Mothe, officier dans les troupes du Roi. Né vers 1720, il était petit-neveu par sa mère du célèbre Jean Bart. Il épousa en 1759 Catherine Amanieu de Ruat, fille d'un très riche conseiller au Parlement, et en eut une descendance encore représentée. Il décéda en 1771, d'où l'inventaire après décès établi par la veuve sous la haute autorité de Jean Partarrieu, juge royal de Bazas « pour servir à constater les réparations utiles ».

On peut admettre que, de son vivant, vers 1765, Jean-Baptiste-Benoit de La Roque aurait demandé à l'architecte Etienne Laclotte de lui proposer un projet de réédification du château. Les plans n'auraient pas été acceptés, ou bien le décès brusque du chef de famille, à l'âge de 50 ans environ, aurait empêché la construction de la demeure. La veuve, chargée de trois enfants jeunes, n'aurait pas donné suite.

L'élévation du château manifeste une réelle lourdeur dans la façade. Inspiré de l'art bordelais propagé par les Gabriel, le rythme des ouvertures est monotone : les pavillons d'angle en ressaut à deux fenêtres par étage, le corps de logis également à deux fenêtres, un épais pavillon central à une ouverture. Les toitures des pavillons à combles brisés, à lucarnes rondes, apparaissent ridiculement petites.

D'autre part, le soubassement énorme à deux niveaux d'ouvertures accentue encore le caractère massif de la bâtisse. Il s'explique par la différence de niveau qu'il y avait alors entre la cour et le jardin. La façade du jardin ici figurée, avec le double escalier, orientée vers le nord, se trouvait surélevée par rapport à la façade sur cour. Ou peut-être voulait-on conserver d'anciens soubassements.

Il est pourtant injuste de faire des reproches à un architecte pour des projets qui n'ont pas été réalisés ; peut-être aurait-il par la suite perfectionné son art à partir de premières ébauches. D'autre part, on ne connaît pas les instructions du propriétaire, qui aurait pu lui-même dicté les instructions au maître d'œuvre.

Les motifs décoratifs sont ceux que l'on trouve dans les maisons bordelaises : des mascarons avec des alternances de figures masculines et féminines, des coquilles, un fronton triangulaire central pour encadrer les armoiries du maître de maison selon des motifs rocailles, un chœur d'ouvertures à sommets en demi-cercle, ou des fenêtres rectangulaires.

Comme il était d'usage pour les architectes, les petits bois des fenêtres n'étaient pas dessinés, et les ouvertures sont noires. Mais par contre, ils dessinaient les grilles de fer forgé, et nous avons au pavillon central deux élégants petits balcons dans le goût de l'époque.

Les talents d'Etienne Laclotte s'affinèrent, puisqu'il fut l'auteur, dans les années 1780, du ravissant hôtel Labottière qui demeure une merveille du goût bordelais.

LA VIE D'UNE FAMILLE BOURGEOISE DU RÉOLAIS D'APRÈS UN LIVRE DE COMPTES (1816-1836)

par Rose BERCÉ

« Le 17 août 1815 mariage de Jean-Augustin Anglade 33 ans, notaire royal, fils de Jean-Benoît Anglade et de dame Catherine Ithier, avec demoiselle Antoinette Dussaut, 23 ans, fille de François Dussaut, avocat et de feu dame Françoise Nau-Bellisle. »

Les deux familles étaient depuis deux siècles dans la commune de Mesterrieux : au manoir Meynardon pour les Dussaut, aux Abrants pour les Ithier-Anglade. Toutefois, Antoinette avait habité Cenon, au domaine Tibaudin, jusqu'à sa vente en 1813 au consul des États-Unis d'Amérique, William Lee.

Les époux iront vivre aux Abrants où, depuis 1808, Augustin est le quatrième notaire. Un livre de comptes, soigneusement tenu, nous permet actuellement, bien qu'il ne porte pas de détails, comme le ferait un livre de raison, d'avoir une vue sur la vie quotidienne du couple de 1816 à 1836.

Par ce livre, nous connaissons l'entourage. Antoinette, nommée en famille Lilette, a une « petite servante » payée 66 fr. par an, logée et nourrie. Les Seconde, Cadette et Jeanneton sont des femmes de ménage, mais vont aussi travailler dans les champs, car elles ont reçu, un certain jour, 12 fr. « pour avoir arraché les rabuches ». « Le Toine » est journalier à 18 sous par jour. Pelet et sa sœur Pelette servaient les parents mais, parfois, Augustin a besoin d'eux... « Monsieur Ramond » est le tailleur, Bardèche le chirurgien. « La Brune » vend ses petites récoltes. Gémard est voisin, il fait des charrois et, comme il a des pâturages, on lui confie du bétail. Aussi, sur le carnet, il est noté « retour de la vache »...

Le père d'Augustin gérait la propriété et fournissait le blé. La tante habitait une petite maison attenante à la grande et régnait sur tout un quartier de parcs à animaux, dont le locataire principal était le porc. Augustin les achetait petits de 18 à 20 fr. Après l'engrais, il les partageait « à moitié » avec sa tante. D'autres fois, il les payait de 80 à 120 fr., selon le poids. Pour conserver cette viande, fonds de leur nourriture, il se fournit d'un saloir de 9 fr. et il faut 3 fr. de sel pour couvrir le tout.

Les achats de filasse et de laine sont fréquents : on file et on carde (1 fr. pour un matelas). La plume d'oie est recueillie lors de la cuisine des confits. Les tissus des couettes et édredons sont choisis au marché et tout se confectionne au logis. Les « camaïeux » matelassés servent de couvre-pieds. En 1818, on en achète 4 aunes à 3 fr. 10 l'aune. Sans doute était-ce une production de Balam-bits, car il s'agit de « l'Art d'aimer » dont une pièce est conservée à Beautiran. Les 4 aunes de doublure, une grosse toile blanche, 9 fr. En 1834, nouvel achat de camaïeux pour 49 fr. mais on n'en sait pas le métrage. Ils devaient être destinés à des rideaux, car Augustin paie, à ce moment-là, 14 fr. pour la ferrure d'un ciel de lit... au serrurier.

Le ménage se munit d'argenterie « au titre de Paris », qu'Augustin fait graver à son initiale, 8 fr. les 27 pièces, le tout 556 fr. 60.

La présence du cheval est signalée par les achats de picotins d'avoine et les 0 fr. 70 au maréchal-ferrant.

De temps en temps, le couple se rend à Bordeaux. Sans doute en voiture, car aucun prix de voyage n'est mentionné. Les marchandises arrivaient par eau à La Réole. Ces séjours à Bordeaux se soldaient par des dépenses de 100 fr. environ chaque fois. Au premier de l'an, achat de dragées et pralines, 2 fr. 50 et de fleurs 5 fr. ! Augustin distribue les étrennes aux servantes : 2 fr. en 1816,

5 fr. en 1836. Il gratifie sa filleule de 2 fr. Dans le courant de l'année, il lui donne 0 fr. 30 (qu'il note...).

Le 24 novembre 1816, Augustin écrit : 6 fr. à l'accoucheuse. Léon, Catherine, François venait de naître. Immédiatement, arrive la nourrice qui reçoit 15 fr. et un mois d'avance 12 fr. La venue de l'enfant s'était déjà annoncée sur le livre de comptes par les achats de mailleuls, gilets, 60 fr., une couverture de laine 50 fr., un schall 9 fr. Le premier janvier 1817 la nourrice a pour étrennes 4 mouchoirs « de tête » dont un pour sa mère. On achetait beaucoup de mouchoirs et, au prix, on peut reconnaître mouchoirs « de tête », « de cou », « de poche ». Outre ces mouchoirs, on fournit aux servantes tabliers, sabots et parapluies. Ces derniers atteignent des prix surprenants : 12 fr. pour Augustin et pour la servante mais 26 fr. celui d'Antoinette !

Au mois de mai l'enfant, ainsi que le nomme son père, aura une chaise spécifiée « de garçon ». On commençait donc à l'asseoir et lui apprendre à être propre... En juillet, « le petit » a sa première robe. Elle coûtait 6 fr. et ses petits souliers de nankin 2 fr. Il porte aussi un bonnet de 2 fr. et je soupçonne Augustin de porter des bonnets de coton, la nuit, et une grecque le jour (elle est en drap bleu). Au mois d'août, lors d'un voyage à Bordeaux, Antoinette a prévu l'hiver en achetant une robe en mérinos pour le petit et des souliers.

Voilà que le lait de la nourrice vient à tarir. On a recours au chèvrier qui mène sa chèvre pour 1 fr. par jour. Cela ne convient pas, l'essai dure six jours. On tente un autre lait à 0 fr. 40 et 0 fr. 50, sans bons résultats. (Je parierais qu'on lui donne la « panade »...) La nourrice part et on lui fait cadeau de 20 fr.

On achète un berceau plus grand 7 fr. Il s'assoit déjà à table avec ses parents, car il a sa chaise haute de 2 fr. 30.

En 1817, il dut beaucoup pleuvoir lors des moissons qui furent gâtées. Ainsi le sac de blé qui, généralement, valait 19 fr. passe en 1818 à 29 fr. pour atteindre au mois de mai 32 fr. ! A cette même époque, le sac « de patates » chez la métayère est payé 2 fr. 65. Le chocolat coûte 2 fr. la livre et le café 1 fr. 19. En septembre on se fournit de noix, un quart à 2 fr. 25 et Augustin se paie la fantaisie d'un quart de tabac. (C'est la seule fois que le tabac est mentionné.)

*
* *

En 1819 se produit un événement mémorable : Augustin est convoqué à Bordeaux comme juré pour toute la session. Il y avait treize procès, dont quatre pour assassinat.

Furent-ils logés en famille ? Ils eurent pour 100 fr. de frais. De plus, Lilette profita de ce séjour imprévu pour faire des achats : 30 fr. de toile, 34 fr. de chapeaux et pour 60 fr. de divers.

En juillet, pour fêter son retour, Augustin achète une bouteille de liqueur 5 fr. ! Il se montre prévoyant et, en août, il s'approvisionne de bois pour l'hiver : 100 « faissonnats » 38 fr., des bûches 25 fr. En octobre c'est le vin blanc : une barrique achetée à la métayère 10 fr. L'hiver, on augmente la batterie de cuisine : une bassine en cuivre 34 fr., un chaudron et un trépied 48 fr. ! Enfin une bassinoire pour chauffer le lit 9 fr.

Juin 1820, le petit n'aura plus de robe, ni de robette comme notait tendrement son père. On a acheté son premier habit : 9 fr.

Avec ce train-train journalier, le petit qui grandit, les ressemelages chez le cordonnier, les achats de souliers, les coupes de cheveux d'Augustin (1 fr. tous les trois mois) on arrive en 1822, qui va bouleverser leur vie. Une lettre du Procureur du Roi annonce que, désormais, les notaires auront leur étude au chef-lieu du canton. Après un siècle et demi de présence, l'étude des Abrants se termine. Elle doit continuer à Monségur.

C'est Gémard qui fait les charrois du déménagement : vingt-trois en mai pour 110 fr., puis cinq en août pour 19 fr. Que de frais nouveaux : des tables, des chaises et le notaire fait faire une grande bibliothèque, en cerisier, pour 120 fr.

A Mesterieux, les copies, le port du courrier, les imprimés ne coûtaient que 6 fr. par mois. A Monségur, il faudra payer un clerc 240 fr. l'an. Augustin craint les voleurs et achète force cadenas. Il fait aussi « percer les espagnoles » des fenêtres.

Il convient d'installer la servante : 9 aunes de toile à carreaux pour la paillasse : 12 fr. 60. (Les paillasses étaient bourrées de bractées de maïs. La paille était moins réputée.) Plus, six aunes de laine pour sa couverture.

En juin, le petit fait une maladie. Habituellement, on achetait du vermifuge, 1 fr., qu'il prenait avec de la gelée et tout allait bien. Mais, cette fois, du 2 au 16, on dépensa pour le soigner 23 fr. !

A présent, ses costumes coûtent 30 fr. Ses chemises, comme celles d'Augustin, sont cousues à la maison.

A Monségur, on fait plus de toilette qu'aux Abrants. Toutefois, en relevant tous les achats de tissus, de façons pour les manteaux, robes ou pantalons sur huit ans du règne de Louis XVIII, on arrive à 675 fr. pour Lilette et 613 fr. pour Augustin, même en comptant son habit bleu à gilet de soie, de 125 fr. !

Or, tous les ans, le notaire règle son abonnement au journal, 27 fr., celui du bulletin des lois, 9 fr., le *Journal des notaires*, le *Mémorial*, le *Dictionnaire des notaire*, le *Parfait notaire*... etc., dépensant ainsi en lecture 406 fr. Seulement 207 fr. de moins que pour sa toilette !

La vie a beaucoup augmenté son coût. En 1818, le couple a dépensé 1 406 fr. En 1824, l'année se monte à 3 484 fr. 56 ! Il est vrai qu'en octobre, Augustin avait acheté un cheval 426 fr., avec sa ferrure 2 fr. 50, son licol 4 fr., une selle 72 fr., une sangle 2 fr., une housse 8 fr. 50 avec un galon autour 6 fr., un mors 2 fr. Alors, Augustin achète de l'étoffe pour s'équiper lui-même : un collet et une redingote, dont la façon coûtera 73 fr. 25. Pour compléter, une cravate de soie 6 fr. et une épingle en or 3 fr.

La table est bonne : deux dindes 3 fr. 25, deux canards 4 fr., une lamproie 3 fr. Le café a augmenté : 2 fr. 70 la livre. Tous les deux mois, on achète un pain de sucre de 7 fr. qu'Augustin note payer « en argent ».

*
* *

Pourquoi Augustin laisse-t-il son étude de Monségur ? Rien ne le dit... En 1828, il est de retour aux Abrants et son père lui abandonne la propriété. Il dédommage son frère, Romain, habitant Bordeaux et sa sœur, épouse Picard, à Marmande. Alors, il entreprend d'embellir son domaine. Il agrandit la façade de la maison, il fait creuser et bâtir des viviers à « la fontaine des lauriers », dont l'eau vive inondait la route. C'est l'occasion de grosses dépenses : chaux, pierres de taille, grilles de fer forgé, contrevents et, même, poterie au sommet de la maison 7 fr. ! Et le curé vient bénir sa résidence. Augustin lui offre un repas de 10 fr.

Le grand événement est l'entrée « du petit » au collège de La Réole ! Désormais, sur le livre de comptes, il sera Léon. On l'habille de neuf de pied en cap. Sa casquette d'uniforme coûte 4 fr. et il a une belle cravate en soie de 4 fr. 50 ! Il sera interne, pourtant, on lui achète un parapluie de 16 fr.

Alors, commence « le quartier de Léon ». D'abord 133 fr. puis 125 tous les trimestres. Curieusement, ses parents le laissent toute l'année au collège. Les dimanches étaient comptés 12 sols l'un et l'abonnement de sa chaise à l'église 4 fr. par trimestre. Léon est assuré pour 29 fr. 50. Il suit un cours de dessin 18 fr., des leçons de danse 12 fr. Papier, encre, plumes pour 5 fr. Le perruquier 1 fr. 60, les bains 3 fr. Seul, le portier est payé à l'année pour le cirage des chaussures 5 fr.

Les notes sont régulièrement envoyées aux parents que l'on prévient tous les ans de la distribution des prix. « Monsieur Léon » donne toute satisfaction par sa « bonne conduite et son application soutenue ». Mais, à la réalité, ce n'est pas un élève modèle, il n'est que de voir ses livres ornés de croquis, ou de réflexions le plus souvent en latin. Il rime parfois : « Monsieur l'auteur que Dieu confonde, Jamais on n'ennuya le monde, avec tant d'esprit et tant d'art... » etc., écrit-il sur son Plutarque. Pourtant, le grec semble lui plaire, si l'on en juge sur tous les ouvrages et les cartes concernant la Grèce.

Ses places ? Parfois « Monsieur Léon est seul dans sa division ». Les classes les plus nombreuses ont six élèves. C'est en dessin qu'il est toujours premier. Son père, plein d'admiration sans doute, fait encadrer ses œuvres.

Il n'a de vacances qu'en septembre. La première année, Léon était « en excellente santé ». Par la suite, tout au long de la scolarité « santé bonne ». Mais... 1834 ! Il est en rhétorique et « il ne peut passer le concours à cause de son absence d'un mois et demi ». En août, le proviseur écrit « Monsieur Léon se porte très bien... ». En octobre, Léon ne revient plus au collège et on ne verra plus jamais sur le livre de comptes « quartier de Léon ».

Aux Abrants, pour le distraire, on l'abonne au *Magasin pittoresque*. Il a déjà *Robinson Crusoe*, *Gulliver*, *Don Quichotte*, etc. Mais pourquoi a-t-il noté sur la page d'un livre, en latin : « Ce livre est à moi, après ma mort je ne sais à qui il sera. Si le propriétaire vient à manquer, fais attention, son nom demeure Anglade » ?

Et le livre de comptes se couvre encore de l'écriture d'Augustin. Les maçons continuent leurs travaux. Les impôts ont considérablement augmenté. L'assurance au « Soleil » est de 30 fr. par an. Le charpentier a posé pour 102 fr. les dalles de la cuisine, une cheminée a été plâtrée pour 30 fr. Augustin n'entre plus en détails, il note « dépenses, dépenses... ». Et parmi tout cela : « Vêtements de deuil 20 fr. ». C'est en décembre 1835. Léon avait 19 ans et 16 jours...

En février arrivera la note des docteurs. Ainsi, on sait que la première visite est le 12 et la dernière le 19. Deux docteurs tous les jours, puis un troisième 46 fr. Il y a aussi la note du pharmacien avec les vésicatoires, les sangsues: 26 fr. 50. Augustin n'a noté que les 40 fr. au curé et les 10 fr. à celui de Loubens.

Le curé de Loubens avait dû franchir le Dropt au gué qui était au bout du «chemin de la messe», puisque le pont actuel ne serait commandé aux ateliers Eiffel que vingt ans plus tard...

Et Augustin, malgré tout, reprend ses notes. Les frais des maçons continuent. La propriété a ses exigences, bien qu'elle n'ait plus d'héritier direct. Puis, au mois d'août 1836... A nouveau, les deux curés, le menuisier, les 40 messes à 1 fr. l'une. L'écriture d'Augustin est presque illisible. On déchiffre cependant «maladie de ma malheureuse Lilette...».

Le livre de comptes s'arrête là.

L'église de Mesterrieux porte sur son curieux plafond le nom d'Augustin Anglade. C'est lui qui, étant maire de la commune («mon conseil municipal se compose de 10 chaises...»), le fit peindre. Aux Abrants, le parfum des magnolias géants erre dans le parc, l'été. La maison est toujours là, bien vieille!

Les vieilles maisons sont pleines de traces de vies. Il semble que, de partout, elles se souviennent!

Livres de Léon au collège de La Réole, d'après les relevés des notes.

- 1 *Cours de thèmes*, 1 *Histoire sainte*, 1 *Paroissien romain*: 7 fr. 25
- 2 *Livre de thèmes*, les *Fables* de La Fontaine
- 2 grammaires, 1 catéchisme: 3 fr.
- 1 géographie, 1 écritoire, 2 crayons: 2 fr. 20
- 1 *Histoire romaine*, les *Bucoliques*, (reliés dos cuir): 5 fr.
- 1 *grammaire grecque*, *Ovide* et 1 grammaire de Le Tellier (brochés): 5 fr.
- 1 arithmétique de Bégaut: 3 fr.
- 1 dictionnaire français-grec: 13 fr. 50
- Fables d'Esope* et les *Géorgiques* (reliés dos cuir): 4 fr. 25
- Cicéron, Virgile et la grammaire de Noël et Chapsal: 6 fr.
- 1 cours de thèmes grecs et *César*: 4 fr. 85.
- 1 vocabulaire de Wailly, l'*Enéide* (relié) *Plutarque*, *Vie de Cicéron*: 18 fr.
- 1 dictionnaire grec de Planche: 18 fr. 60
- 1 *Guide des humanités* et l'*Evangile selon Saint-Luc* (cartonnés): 5 fr.
- Traité de la narration*, *Tacite*, *Horace*, l'*Iliade*, *Vie de Démosthène*, *Hécube*, *Rousseau*, algèbre et géométrie: 28 fr.
- 1 Atlas, racines grecques, Lucius, vers latins: 26 fr. 75
- 1 dictionnaire géographique de Vosgien (relié cuir): 9 fr. 75.

LA FIN DE L'EMPIRE EN BAZADAIS D'APRÈS DIVERSES LETTRES¹

par Rose BERCÉ

«Tout se tient en histoire et tel événement qui nous paraît anodin ressort de son temps et de ses événements... Ainsi, la vie quotidienne des plus humbles de notre région est-elle marquée par les grands moments historiques de la nation. Des lettres anciennes vont nous permettre, cette fois, de revivre les émotions suscitées par l'année 1814.

Tout d'abord la vie campagnarde s'est trouvée transformée par la réquisition des chevaux, sans lesquels il n'y avait plus de moyens de communication. J'ai une lettre datée de 1806 adressée à Charles de Crépélène, de Martres, par son oncle de Baritault de Sainte-Croix-du-Mont, où en des termes de politesse de l'Ancien Régime, il prie son neveu de lui prêter «un de ses chevaux»; ... Or, en 1813, après le décès de Charles de Crépélène, un inventaire ne trouve que des écuries vides «avec de mauvais harnais» et ... «une ânesse et son ânon»!

De même, une lettre de M^{lle} de Spens racontant le mariage de sa sœur Merry avec M. Ruffin de Bouglon (de La Bastide d'Armagnac) note que l'on s'en alla en charrette à bœufs, car l'Empereur ayant réquisitionné les chevaux, «il n'en restait plus un»!

En 1814, c'est une lettre bien plus modeste qui nous fait entrer dans le vif des événements. Elle est datée du 23 janvier, adressée au notaire de la commune de Mesterrieux (Gironde) par un soldat mobilisé à Toulouse. Il le prie de la transmettre à son père. Sans doute ce dernier est-il journalier, ou ne sait-il pas lire? Le soldat écrit «à son cher père» dont il se dit «le fils pour la vie» qu'il envoie la lettre à M. Anglade car «je croyais que vous ne seriez pas à la maison».

En respectant l'orthographe, voici le texte: «*Je vous fait savoir que je seuis dans la trentedeux zième Régiment de ligne segonde Compagnie dont nous faisons deux fois par jour les Exercices que sa nous fatigue boucoup. Je vous diré que nous avons que sept sous par jour. Je vous diré que la Garde Nationale et billeté depuis Vingt jeusque a Soisante en. Je vous prie de me faire savoir silagarde Nationale et billeté ché nous. Ont prêtant que nous iront ducotéparis Dont je vous diré que je meporte Bien Duimersi je soite que lavotre se trouve demaime. Bien des complmts à monsieur Augustin Notère impérial... etc*». Et la lettre se poursuit avec ses politesses pour tous et peut-être un peu d'attendrissement pour «la petite Dénicheau»!

Avait-il été billetté, ce monsieur Augustin dont s'informait le soldat? Il est notaire à Mesterrieux depuis 1808 et, par le certicat pour sa nomination, on apprend «*qu'il a satisfait aux lois de la conscription militaire suivant la dispense définitive qui lui a été délivrée par le conseil de recrutement du département de la Gironde du 8 Thermidor an XIII*».

Or, sa situation assurée, il va se marier et, en 1814 à 32 ans, il n'a certes pas davantage envie qu'en 1803 de faire son service dans l'armée. Aussi va-t-il à Bordeaux chercher quelqu'appui. Il reçoit donc une lettre du 25 janvier, où il lui est précisé: «*Le conseil de recrutement a suspendu ses opérations depuis quinze jours. Il me semble que d'après le peu d'empressement que l'on met à faire cette levée, vous ne devez pas avoir de grande crainte, d'autant que je crois qu'on vous réservera quelques égards à cause de votre étude*».

1. Lettres de De Baritault à Charles de Crépélène, 1808; Rosy de Spens à Fanny de Spens, 1809; Jean Estève à J.-B. Anglade père, janvier 1814; Chevalier Taffart de Saint-Germain à Hector de Baritault, janvier 1814; Hector de Baritault à Fanny de Baritault, mars 1814; Estève aîné à J.-B. Anglade père, mai 1814.

La retraite de Russie a endeuillé des foyers de chez nous. Sur le carnet où il relevait les dates de naissance de ses enfants, le bordelais Simon Gassies note au sujet de son 11^e enfant, nommé Désiré (!), « *mort à Moscou en 1813* ». Dans notre région, la guerre d'Espagne a été très impopulaire à cause de tous les passages de troupes. Les prisonniers espagnols étaient accusés d'avoir porté dans la contrée une épidémie de typhus. Ainsi en témoigne une lettre relatant la mort du docteur Eyraud très aimé à Sauveterre de Guyenne, « *victime de son dévouement lors de l'épidémie portée par les prisonniers espagnols* ».

Bien avant que Napoléon ait abdiqué, les Bordelais royalistes conspiraient contre l'Empire. Les événements historiques l'ont prouvé. Quant à nous, cette lettre du 5 janvier 1814 écrite par le Chevalier de Taffart de Saint-Germain à M. de Baritault, le confirme : « *Chargé, en vertu d'un ordre de Louis XVIII, qui m'a été transmis par son Ministre, d'organiser un corps royaliste dans la Province de Guienne, je vous ai désigné d'après la confiance que j'ai en vous et en vos principes d'attachement et de fidélité à votre souverain légitime et d'après votre capacité, à commander comme sous-lieutenant une des compagnies formées par mes soins dans la ville de Bordeaux. Cette nomination n'est que provisoire jusqu'à ce qu'elle ait reçu la ratification de Sa Majesté. J'espère que vous la mériterez et que vous serez même digne d'un grade supérieur...* » Effectivement, au bas de la page il est mentionné « *passé lieutenant en avril 1814* ».

Quant à Hector de Baritault, ancien émigré, qui s'était fort bien accoutumé à l'Empire, il se débat en ses divers sentiments au sujet de l'avance des alliés qui « *en d'autres temps aurait ravi mon âme...* » Il écrit le 3 février : « *Strasbourg et Metz sont investis, les Autrichiens sont à Troyes, on évacue Soissons, l'Impératrice et le Roi de Rome se retirent à Chambord. La Garde Nationale de St Denis, Montmartre, etc., a refusé de marcher. Je ne sais ce que nous allons devenir !* »

19 février : « *Il y a deux jours, on m'écrivait de Paris : "Encore une victoire comme celle que Bonaparte vient de remporter et on se battra au milieu de Paris"* ». 26 février : « *Un homme d'honneur ne doit connaître que la vérité et ne jamais s'en écarter. On est bien à plaindre lorsqu'avec le fonds de sentiments d'honnêteté, partage d'une âme bien née, on s'aperçoit qu'on est l'instrument de la haine et de la vengeance, les plus viles de toutes les passions.* » 4 mars : « *Jamais Bordeaux n'a été aussi tranquille. Toutes les autorités sont parties ou prêtes à partir. La Cour Impériale et les Tribunaux doivent partir ce matin...* »

Il prie sa femme, qui est à Saint-Macaire, de lui faire parvenir ses grands pistolets. Et, tout compte fait, au mois de mars, il commande chez le tailleur son uniforme blanc !

Nous voilà en mai 1814 et, à Mesterrieux on est sans nouvelles du soldat Jean Estève. M. Anglade père s'inquiète à son sujet. Il reçoit la réponse du frère Estève aîné, habitant Escaude. Il ne sait rien sur le compte du soldat, mais « *nous voyons passer journellement des soldats qui ont été faits prisonniers à Toulouse et si je sais de quel régiment et quelle compagnie il était, je pourrais en avoir des nouvelles* ».

A cette époque, notre Sud-Ouest est bouleversé par des allées et venues extraordinaires. C'est le retour chez eux des prisonniers des deux bords, sans compter les troupes du duc d'Angoulême. Au revers de sa lettre Estève aîné a noté : « *Je vous dirai que nous sommes bien chagrinés pour le logement des prisonniers espagnols qui se retirent chez eux. Nous en avons journellement 50 et 100 chacun à loger. Voilà bientôt huit jours qu'ils ont commencé à passer. Nous avons aussi la garnison portugaise qui nous désole* » (lettre du 15 mai).

En cherchant Jean Estève dans les décès de 1814, son absence fit bien augurer de son sort. Mais en 1816, il était porté celui d'un fusilier de 22 ans, natif de Mesterrieux dont l'extrait mortuaire était daté du 18 novembre 1813, à Tortosa ! Les recherches poussées plus loin n'ont rien donné sur Jean Estève et nous ne saurons pas non plus s'il a épousé « *la petite Dénicheau* »...

Quant au notaire de Mesterrieux, son peu d'empressement à servir l'Empereur lui a valu une récompense : cette décoration du lis qui fut distribuée à profusion. Elle lui fut accordée le 27 juillet 1814. Nanti de sa médaille, le dit notaire s'empessa de faire peindre son portrait. Et, devenu « *notaire royal* », il cacheta son courrier d'un sceau fleurdelisé.

Ce récit est un témoignage de l'impopularité des guerres napoléoniennes dans notre Sud-Ouest. Autre exemple de ce sentiment, une chanson patoise que chantait cent ans après une vieille landaise : « *Un bouhomme benant de Bourdieu* »...

Un bouhomme benant de Bourdieu

M'a-t'appri quauquarré de néu

Qu'acquet raujous de Bonaparte

Qui dau mau ne jamès s'escarte

S'es escapat de l'île où l'abent ensacat :

Refrain : Fau, Fau, Fau l'esgroupi et coume un luzer l'espouti !

LE THÉÂTRE DE LA RÉVOLUTION A BORDEAUX

Théâtre et politique de l'ouverture des Etats généraux au triomphe de la Montagne¹

par Marc RÉGALDO

Prétendre tirer de la seule étude du théâtre des conclusions péremptoires sur les attitudes politiques d'une grande ville serait assurément abusif. Du moins, à date ancienne, les spectacles peuvent-ils fournir ce qu'on est convenu d'appeler une indication de tendance. En des temps où n'existaient pas nos moyens modernes de divertissement, le théâtre occupait, en effet, dans la cité, une place dont nous avons peine à nous faire l'idée. C'était peut-être le lieu où se manifestait le plus clairement l'esprit public. Car les comédiens, en étroite dépendance matérielle, ne pouvaient guère que déferer aux goûts et volontés de la majorité des spectateurs.

Une étude du théâtre à Bordeaux de 1789 à 1799 excédant par trop les limites qui nous sont imparties, force nous est de faire un choix. Heureusement la nature des choses n'y répugne pas absolument. Plus qu'un phénomène unitaire et simple, ce qu'on appelle globalement « *la Révolution française* » fut, en effet, une suite de révolutions qui, toutes, ne reçurent pas nécessairement partout le même accueil.

La première partie, qui vit la courbe atteindre son apogée, constitue sans aucun doute le meilleur champ d'investigation. En ces cinq ans la Révolution a, pour ainsi dire, présenté tous ses visages ou parcouru la gamme de ses virtualités ; au-delà elle ne fera guère que se prolonger, pour ne pas dire se survivre. En outre, jusqu'au triomphe de la Montagne, les théâtres ont joui d'une liberté qui, pour n'être pas absolue, n'en rend pas moins leurs activités significatives.

Nous distinguerons, dans le laps de temps que nous étudions, trois périodes.

La première, qu'on peut qualifier de monarchienne, s'étendit de l'ouverture des Etats généraux, le 5 mai 1789, à l'acceptation par Louis XVI de la Constitution, le 15 septembre 1791. Elle vit la France passer de l'absolutisme à une royauté limitée et représentative.

Durant ces quelque trois ans, le principe monarchique ne fut pas sérieusement mis en cause. En témoigne, au théâtre, la représentation régulière de pièces exaltant des figures royales. La célèbre *Partie de chasse d'Henri IV* de Collé connaît toujours un vif succès. A sa suite prennent place *Henri IV ou la Bataille d'Ivry*, drame lyrique de de Rozoi, musique de Martini, et, en 1790, *Le Souper d'Henri IV ou le laboureur devenu gentilhomme* de Boutillier et Desprès de Valmont. La même année voit créer *La Journée de Louis XII* de Collot d'Herbois, et 1791 le *Louis XII, père du peuple* de Ronsin.

Le nom de ces deux derniers auteurs, plus tard ardents Montagnards, incite cependant à la réflexion. Les rois que l'on célèbre en ces premiers temps de la Révolution ne sont pas pris au hasard. Ce sont ceux dont, au XVIII^e siècle, la contestation philosophique avait fait les symboles d'une

1. Ce texte est inspiré d'une partie de l'étude sur le théâtre et la Révolution qui doit paraître dans le tome I de *La Vie théâtrale à Bordeaux*, ouvrage dirigé par le professeur Henri Lagrave et publié par le C.N.R.S. Ce tome I comprendra trois livres : livre I, *Des origines à la fin du XVII^e siècle*, par Charles MAZOUER ; livre II, *Le XVIII^e siècle*, par Henri LAGRAVE ; livre III, *La Période révolutionnaire*, par Marc RÉGALDO.

monarchie tolérante, paternelle et proche du peuple. L'éloge du passé n'est bien souvent que la satire du présent. Louis XV l'avait bien compris, qui s'était opposé, à diverses reprises, à l'exploitation sur la scène des vertus de son ancêtre, le Béarnais. Le pauvre Louis XVI eut-il, lui, conscience de l'ambiguïté de ces œuvres ? En affectant de retrouver en lui des souverains de mémoire bénie, ne lui signifiait-on pas aussi : « Soyez Louis XII, soyez Henri IV ou sinon gare... »

Cette importante réserve est corroborée par le succès renouvelé des pièces dites « nationales » comme *Le Siège de Calais* ou *Gaston et Bayard* de Belloy, et *Le Chevalier sans peur et sans reproche* ou *les Amours de Bayard* de Monvel, intermèdes musicaux de Champein. Il ne s'agissait plus là d'exalter une personne royale, mais des citoyens exemplaires et, à travers eux, l'esprit patriotique et la nation tout entière.

Les thèmes du « bon roi » et des « grands Français » ne sont pas les seuls que l'époque emprunta à la philosophie des Lumières. La dénonciation des abus et particulièrement des privilèges nobiliaires en est un autre.

On peut dater du 3 mars 1789 la naissance à Bordeaux d'un théâtre révolutionnaire. Ce jour-là, en effet, fut enfin représenté dans notre ville *Le Mariage de Figaro* que le Parlement de Guyenne, plus royaliste que le roi ou du moins plus tenace, s'obstinait à interdire, quand Louis XVI s'était résigné à le laisser créer à Paris cinq ans plus tôt. Treize représentations jusqu'en décembre attestent le succès de l'œuvre. La noblesse est encore moquée, en 1790, dans une pochade locale, *Le Marquis comme il y en avait tant*, et, en 1791, dans *Le Convalescent de qualité* ou *l'Aristocrate* de Fabre d'Eglantine.

Les privilèges désormais abolis, on se tourne vers d'autres abus : ceux du pouvoir paternel avec *Charles et Caroline* de Pigault-Lebrun, ou ceux de la justice avec *Le Procès de Socrate* ou *le Régime des anciens temps* de Collot d'Herbois, au transparent déguisement antique.

En raison de son succès, de la personnalité de son auteur et du décor puissamment évocateur réalisé par Gonzalès, peintre attaché au Grand-Théâtre, il convient de faire un sort particulier à une production locale, *La Bastille* ou *le Régime intérieur des prisons d'Etat*, fait historique en trois actes créé le 13 août 1791. On y pouvait voir sur la scène une mère et sa fille, suspendues à une échelle de corde le long d'une vertigineuse muraille, chercher désespérément à baiser la main d'un malheureux prisonnier. Cette œuvre mélodramatique était due à Cornu de Boisancour, jeune avocat parisien venu depuis peu représenter à Bordeaux les intérêts de la société fermière du Grand-Théâtre. Engagé dans le parti du mouvement, membre influent de la Société des Amis de la Constitution et rédacteur de l'organe de celle-ci, le *Journal de Bordeaux*, ce personnage fut, de 1790 au triomphe de la Montagne, l'animateur de notre principal théâtre dont il avait épousé la première chanteuse, M^{lle} Clairville.

Autre cible de prédilection pour les dramaturges, ce que Voltaire avait baptisé « l'Infâme », en d'autres termes la superstition et l'intolérance, pour ne pas dire l'Eglise catholique. *Tartuffe* doit aux circonstances une nouvelle jeunesse dont témoigne l'augmentation sensible du nombre de ses représentations. S'y ajoute, en décembre 1789, un drame de Sébastien Mercier, *La Maison de Molière* ou *la Journée de Tartuffe*. Parmi les pièces anciennes, bénéficient pour les mêmes raisons d'un regain de faveur le *Mahomet* ou *le Fanatisme* de Voltaire, et *La Veuve du Malabar* de Lemierre. Viendra s'y joindre, en 1791, un sombre drame de Gabiot, *L'Autodafé* ou *l'Inquisition dévoilée*.

Avec *L'Honnête Criminel* de Fenouillot de Falbaire, déjà connu en province quoique interdit à Paris, c'est la persécution des protestants qui est stigmatisée. Elle le sera encore dans le *Charles IX* de Marie-Joseph Chénier, créé chez nous en 1790, et, l'année suivante, dans *Jean Hennuyer*, évêque de Lisieux de Mercier, et *Jean Calas* de Laya.

Contraires à la nature selon les philosophes et souvent imposés par une famille abusive, les vœux religieux furent aussi fréquemment visés, dans le temps où la Constituante les abolissait. Le 28 septembre 1789, était montée *Ericie* ou *la Vestale* de Dubois-Fontanelle qui remontait à 1768 mais que le déguisement antique n'avait pas préservé de la censure. En 1790, *Le Comte de Comminges* de Baculard d'Arnaud faisait l'objet d'une représentation mémorable, grâce au pathétique décor de Gonzalès et à la belle partition de Beck, maître de musique du Grand-Théâtre. Le 3 mai de cette même année, devant la capitale de plus de six mois, Bordeaux voyait créer *Mélanie* ou *la Religieuse* de Laharpe, autre œuvre ancienne jusqu'alors interdite. En 1791 enfin, étaient joués *Le Couvent* ou *les Fruits du caractère et de l'éducation*, peu méchante plaisanterie du vieux chansonnier Laujon, et *Les Rigueurs du cloître*, comédie plus acide de Fiévée, avec ariettes de Berton.

Sur la trame ainsi constituée par les grands thèmes « philosophiques » les événements brodaient leur mouvant dessin.

Les premiers triomphes de la Révolution ravirent les Bordelais, si l'on en juge par trois créations de l'illustre Dauberval, maître de ballet du Grand-Théâtre, célébrant, en 1789, la fusion des trois ordres, le rappel de Necker et l'abolition des privilèges. Ce furent : *Le Ballet de la paille* ou *Il n'est qu'un pas du mal au bien*, promis à de longues années de succès, puis *L'Oracle accompli* et *Momus vaincu*. Les débuts de l'émigration, en revanche, provoquèrent l'ire d'un instituteur bordelais du

nom de Soulinière. Créée sur la scène des Variétés-Amusantes, sa comédie, *Les Courtisans démasqués*, qui s'en prenait au comte d'Artois, au clan Polignac et, à travers eux, à la reine elle-même n'eut pas moins de treize représentations du 26 septembre au 31 décembre.

Si l'on excepte l'obscur complot du comte de Maillebois qui aurait inspiré à Gabiot *Paris sauvé* ou *la Conspiration manquée*, drame retraçant l'échec de la tentative d'Etienne Marcel au xiv^e siècle, l'année 1790 fut une année relativement calme, consacrée avant tout au travail législatif.

Le 13 janvier, le Grand-Théâtre monta *Le Réveil d'Epiménide* ou *les Etrennes de la Liberté* de Flins des Oliviers, créé à Paris pour le Jour de l'An. A cette œuvre, qui faisait l'éloge de la Révolution mais dans un esprit de pacification, fut joint un « Ballet patriotique » de Dauberval.

Quelques représentations, vivement applaudies au dire des journaux avancés, du *Guillaume Tell* de Lemierre et du *Brutus* de Voltaire, pièces à sujet républicain, doivent-elles faire penser à une certaine radicalisation ? Il ne le semble pas. Le violent *Charles IX* de Marie-Joseph Chénier qui, durant plusieurs mois l'année précédente, avait enflammé les passions dans la capitale trouva les Bordelais tièdes et n'obtint guère qu'un succès d'estime. C'est dans la joie et la concorde que furent fêtés l'anniversaire de la prise de la Bastille et la Fédération, avec *Le Festin des patriotes* de Ronsin et *Le Quatorze Juillet*, pièces jouées au Grand-Théâtre, devenu depuis avril Théâtre de la Nation. La même atmosphère d'apaisement se retrouve dans les pièces célébrant les travaux des Constituants comme *Le District de village* de Desfontaines et *L'Heureux Décret* ou *la Suppression des titres* de Maillot de Saint-Igny, animateur du Théâtre des Variétés.

Le patriotisme cependant demeurait vigilant. On le vit bien lors de l'affaire de Montauban. A la suite de troubles, la municipalité montalbanaise, en majorité catholique et conservatrice, avait mis en état d'arrestation, le 10 mai, cinquante-cinq membres de la Garde nationale, à dominante protestante et révolutionnaire. Or la Gironde et le Tarn-et-Garonne étaient liés par le pacte fédératif. Sous la conduite du major-général Courpon, un détachement de l'armée révolutionnaire bordelaise se porta au secours des frères persécutés. Dès le 25, sa marche fut portée à la scène au Théâtre de la Nation, dans un à-propos mêlé de chants et de danses, *Le Paysage des troupes bordelaises à Caudrot*, œuvre de Cornu de Boisancour. En fait, l'expédition n'atteignit pas son but. Parvenus à Moissac, les Bordelais se virent invités à rebrousser chemin par des émissaires de la Constituante, qui avait pourvu elle-même au rétablissement de l'ordre. Ils eurent du moins la consolation de ramener dans leurs rangs les cinquante-cinq camarades montalbanais libérés. Les héros frustrés furent accueillis à Bordeaux en triomphateurs. Aidé cette fois de Lamery, Cornu les célébra dans *Le Retour des patriotes*, assorti en chants, danses et évolutions militaires. Pour n'être point en reste, Maillot de Saint-Igny monta aux Variétés un *Retour de Montauban* ou *l'Héroïsme bordelais*. Il y proclamait si abruptement le droit à l'insurrection que la municipalité s'en émut et ne toléra qu'une version édulcorée jouée sous le titre *Le Détachement bordelais à Moissac*.

Tant au plan national qu'au plan régional, l'année 1791 fut beaucoup plus agitée que la précédente.

Si deux productions locales, *Le Maire de village* ou *les Vertus du peuple* de Maillot de Saint-Igny et *Les Persans à Paris* d'une dame Bujac, membre de la Société féminine des Amies de la Constitution, viennent s'ajouter à la liste des bilans optimistes de la Révolution, la tension n'en monte pas moins sensiblement.

Au début de l'année, la municipalité, devenue décidément prudente pour ne pas dire plus, s'inquiéta de voir le Théâtre de la Nation annoncer la création prochaine du *Jean Hennuyer* de Mercier. Le sous-titre, *La Saint-Barthélémy*, lui fit craindre sans doute une œuvre de nature à attiser les passions, comme l'avait fait deux ans plus tôt, à Paris, *Charles IX*. Elle n'autorisa la représentation qu'après s'être assurée du caractère somme tout bénin de la pièce. Précaution inutile : l'incident redouté n'en éclatait pas moins, le 18 février, jour de la première bordelaise du *Jean Calas* de Laya. De violents échanges opposèrent les loges hostiles à l'œuvre et le parterre, plus populaire, qui la soutenait. La municipalité crut expédient d'interdire toute nouvelle représentation. La réaction fut si vigoureuse que les édiles portèrent l'affaire devant le Directoire du Département. Moins pusillanime, celui-ci, non content de lever l'interdiction, rejeta sur les opposants la responsabilité des troubles et les menaça de poursuites en cas de récidive. Les Amis de la Constitution pavosèrent. L'incident manifeste une poussée de la gauche qui allait bientôt porter Saige à la mairie. Sur ces entrefaites, la mort de Mirabeau vint plonger Bordeaux, comme le reste de la France, dans le deuil. En témoignent les représentations du *Mirabeau aux Champs-Élysées* d'Olympe de Gouges et d'un anonyme *Mirabeau à son lit de mort*.

Curieusement, la tentative de fuite du roi n'eut pas chez nous, à l'inverse de Paris, de répercussion directe à la scène. L'attention se fixa sur un événement tout local : la pénétration d'un parti d'Espagnols dans le pays de Soule. Craignit-on le début d'une offensive des souverains européens solidaires de Louis XVI ? L'armée patriote fit en tout cas ses préparatifs pour se porter au-devant de l'ennemi. Inutile déploiement d'énergie. Il s'agissait d'une incursion sans gravité à laquelle la garde nationale de Mauléon suffit à mettre fin. Seul en conserve le souvenir un à-propos d'Eugène Hus, *Les Béarnais toujours maîtres chez eux*, créé au Théâtre de la Nation le 7 juillet.

Mais de l'état de tension provoqué par l'affaire de Varennes et la fusillade du Champ-de-Mars, point de trace perceptible. Bordeaux semble avoir réglé sa conduite sur l'optimisme volontariste de l'Assemblée nationale. *Ça ira* proclama simplement le 23 juillet une œuvrette de Maillot de Saint-Igny.

Et l'événement sembla lui donner raison. Le 15 septembre, la réconciliation fut scellée entre le roi et la nation. *Je vous avais bien dit que ça irait* constate, le 28, une autre production de Maillot. Et l'automne s'acheva sur le succès de *Nicodème dans la lune ou la Révolution pacifique* de Beffroy de Reigny, dit le Cousin-Jacques, pièce pleine de bénignité, qui, minimisant les violences passées, déclarait la Révolution achevée et la France entrée paisiblement dans l'ère constitutionnelle.

Que la politique ait exercé une influence sur les scènes bordelaises est donc indéniable. Reste à s'interroger sur l'ampleur et la portée de cette influence.

Si l'on étudie le répertoire parisien, où, pour l'essentiel, s'alimentait la province, force est de constater que, dans ces trois premières années de la Révolution, une bonne quarantaine de pièces patriotiques créées dans la capitale n'ont point vu chez nous les feux de la rampe. Sans doute, nos deux salles ne pouvaient guère absorber la production des quelque quinze théâtres parisiens. Un choix s'imposait, mais celui-ci n'est pas, globalement, dépourvu de signification. Est-ce un hasard si Bordeaux, que son commerce liait étroitement aux planteurs des îles, ne vit pas *L'Esclavage des Noirs* d'Olympe de Gouges, manifeste anti-esclavagiste ? Plus généralement, il semble bien qu'en dépit de quelques poussées de fièvre, l'esprit de modération ait prévalu dans notre ville. Le silence de nos théâtres sur la crise de Varennes qui avait inspiré à certains dramaturges parisiens de véritables pamphlets contre la famille royale est particulièrement caractéristique.

Non moins caractéristique peut-être l'attention quelque peu exclusive portée aux événements locaux. Myopie ou particularisme, tandis qu'on s'émouvait de faits minimes mais proches comme les troubles de Montauban où l'incursion espagnole en Soule, on ne prit apparemment point garde à la grave insurrection des Suisses du régiment de Châteaueux à Nancy. Peinte par divers auteurs de la capitale aux couleurs de la légende, l'héroïque conduite du lieutenant Désilles en cette circonstance n'eut pas, chez nous, les honneurs de la scène.

Si l'on établit, d'après le nombre de représentations, un palmarès annuel, on s'aperçoit que les pièces engagées les plus jouées n'obtiennent somme toute que des résultats honorables.

En 1789, il est vrai, *Le Mariage de Figaro*, dans sa nouveauté, vient en premier au Grand-Théâtre, mais à égalité avec *Les Deux Petits Savoyards*, opéra-comique dans le genre sensible sans le moindre rapport avec les événements. Aux Variétés-Amusantes, *Les Courtisans démasqués* n'occupent que le quatorzième rang.

En 1790, *La Journée de Louis XII* se classe troisième au Nation et *Paris sauvé* trente-troisième seulement aux Variétés.

En 1791, *La Bastille* arrive septième au Nation ; *Charles et Caroline* deuxième aux Variétés.

En outre, le succès des pièces engagées, trop étroitement liées aux circonstances, est, pour l'ordinaire, moins durable que celui des autres œuvres. De sorte que si l'on établit un palmarès pour l'ensemble des trois années, *La Bastille*, pièce engagée la plus jouée, n'occupe que la neuvième position au Théâtre de la Nation, avec vingt-deux représentations contre trente-neuf aux *Deux Petits Savoyards* qui arrivent en tête. Quant aux Variétés, *Charles et Caroline* n'y dépassent pas le quarante-deuxième rang.

Si enfin l'on compare au total général des représentations le nombre de celles dont ont bénéficié les pièces tant soit peu susceptibles d'interprétation idéologique, on arrive à des résultats assez éloquentes. En 1789, le pourcentage des représentations d'œuvres de ce type est de 4,9 ; il passe à 8,3 en 1790 et à 10,1 en 1791. L'augmentation certes est régulière mais les chiffres restent très bas. En gros, pour 90 % au moins des séances, le théâtre bordelais échappe à l'influence de la politique et des événements. Des pièces, même qui par leur titre et leur contenu évoquaient l'Ancien Régime, comme *Le Seigneur bienfaisant* ou *Le Comte d'Albert* ne voyaient en rien diminuer leur succès.

Ceux qui, tel le procureur-syndic Barennes, dans un rapport sur la police des spectacles présenté le 4 mai 1790 au conseil-général de la commune, rêvaient de voir le théâtre se transformer en école de civisme eurent de quoi être déçus. Fut-ce mauvais vouloir, esprit d'opposition chez les comédiens et dans le public ? Il serait aventureux de l'affirmer. Disons du moins que les spectateurs bordelais continuèrent apparemment de voir avant tout dans le théâtre un divertissement.

La seconde période ou période girondine, close à Paris par les événements des 31 mai-2 juin 1793 se prolongea jusqu'à l'automne dans un Bordeaux en révolte contre la capitale.

Durant ce temps, la situation des spectacles dans notre cité se fait plus complexe. Face au bloc formé par le Grand-Théâtre ou Théâtre de la Nation et les Variétés dont d'habiles manœuvres de Cornu de Boisancourt avaient fait une dépendance du premier, d'autres salles vont voir le jour. Si plusieurs furent éphémères, l'une au moins, le Théâtre Molière, installé rue du Mirail, représenta

une concurrence sérieuse. L'initiateur en fut un dynamique entrepreneur de spectacles, Belleville, dont une rue perpétue le souvenir dans le quartier où il possédait, depuis plusieurs années, un établissement de distractions appelé Colisée.

La nouvelle salle fut inaugurée le 29 avril 1792. Sa troupe, pour l'essentiel, était issue d'une scission de celle de l'ensemble Grand-Théâtre-Variétés. On a prétendu que le Molière, où l'on avait exécuté le *Ça ira* le jour de l'ouverture et qui allait, le 20 novembre, prendre le nom de Théâtre de la République, était idéologiquement plus à gauche que le Nation. Ainsi devaient en juger les Montagnards lorsqu'ils prirent le contrôle de la ville. En fait, la chose n'est pas aussi claire. Ce qui est sûr, c'est que la troupe du République, plus active que sa rivale, a bien mérité du théâtre et de Bordeaux.

Durant l'année 1792, les grands thèmes de la période précédente se retrouvent, avec toutefois certaines variations quantitatives. La veine anticléricale se fait plus abondante. Les Variétés jouent toujours *L'Autodafé ou l'Inquisition dévoilée* de Gabiot et inscrivent à leur répertoire *Le Couvent* de Laujon. Un éphémère Théâtre-Italien monte *Le Mari directeur ou le Déménagement du couvent*, gaularie de Flins des Oliviers où un mari déguisé entend l'édifiante confession de sa propre femme. La Nation, où *L'Honnête Criminel* poursuit sa carrière, dispute au République les classiques du genre : *Tartuffe*, *Mahomet* et le *Charles IX* de Chénier. La troupe de Belleville revient à l'affaire Calas avec, en mai, *La Veuve Calas à Paris* de Pujoux et, en août, une reprise du *Jean Calas* de Laya, assorti d'une nouveauté *La Réhabilitation de Calas*. Surtout, en juillet, elle crée *Les Victimes cloîtrées* de Monvel, pièce dont les sombres effets annoncent le mélodrame et témoignent d'une remarquable entente de la scène. Cela n'est pas pour surprendre de la part de cet auteur, fils de comédiens, comédien lui-même et époux d'une comédienne. Sa fille, la future M^{lle} Mars, aurait de qui tenir.

Les tragédies civiques : *Brutus*, *Guillaume Tell* et *La Mort de César*, celle-ci pourvue d'un nouveau dénouement plus analogue aux circonstances, sont jouées concurremment sur les deux théâtres. Le Nation y ajoute la *Virginie* de Laharpe et, en mai, le *Caïus Gracchus* de Marie-Joseph Chénier que son rival, à son tour, adoptera en novembre. Le célèbre hémistiche de cette tragédie : « Des lois et non du sang » pourrait servir d'exergue aux pièces qui célèbrent alors les changements opérés en France.

A quelques ouvrages de l'année précédente qui survivent, le Nation joint *L'Ainé* et le *Cadet* de Collot d'Herbois et *Le Club des bonnes gens ou le curé français* de Beffroy de Reigny. De son côté, le République crée deux productions locales, *Le Retour d'un Emigré* de cette dame Bujac, auteur en 1791 des *Persans à Paris*, et *La Fédération villageoise ou le 14 juillet de 1792* de Mayeur de Saint-Paul, animateur de la troupe.

Les attaques contre l'Ancien Régime, qui n'est plus qu'un souvenir, se raréfient. Si *Charles et Caroline* se maintiennent, plutôt en raison de leur pathétique, *Le Mariage de Figaro* tombe à une représentation. Déjà joué à Bordeaux en 1780, mais créé seulement à Paris en 1789, *Le Paysan Magistrate* de Collot d'Herbois, imité de *L'Alcade de Zalamea* de Calderon, reparaît à la faveur des circonstances. C'est sans doute à l'esprit de révolte dont il est animé que *Robert, chef de Brigands* de La Martellière, adaptation des *Brigands* de Schiller, doit et sa représentation et son succès.

Des pièces à la louange du « bon roi », ne survit que *La Partie de chasse* de Collé, jouée encore cinq fois, dont la dernière le 17 août. Mais ce jour-là, la célèbre ronde « Vive Henri IV » essuya des sifflets. On le comprend : le trône s'était effondré une semaine plus tôt !

Car les événements allaient grand train. Sur l'euphorique lancée de l'automne précédent, on avait sans doute applaudi, en janvier, *Le Père Gérard de retour à la ferme* de Raffard-Brienne, version moderne du mythe de Cincinnatus qui saluait les anciens Constituants rentrant dans leurs foyers. Mais, dans le même temps, Bordeaux voyait se fonder un club extrémiste, la Société des Amis du peuple, qu'une pochade, *Le Grand Conseiller des Savetiers*, railla, les 18 et 19 février, aux Variétés.

La déclaration de la patrie en danger semble avoir refait l'union. Le 7 août, le République donnait *L'Enrôlement civique ou la place Dauphine* de Mayeur de Saint-Paul et, en décembre, *Le Départ des volontaires villageois* de Joseph Lavallée. Le Nation, pour sa part, saluait en août le passage à Bordeaux des volontaires venus de Nantes avec une pièce de circonstance : *Les Nantais*. Le 5 septembre, les deux troupes montaient, chacune de son côté, *La Ligue des fanatiques et des tyrans* de Ronsin, « tragédie nationale » créée à Paris après l'affaire de Varennes. Enfin, pour célébrer la proclamation de la République, le Nation représentait une production locale, *L'Offrande à la liberté*, ballet de Blache qui mettait en action la Marseillaise.

L'année s'acheva sur le procès de Louis XVI qui inspira à l'instituteur Soulinière, dont nous avons parlé précédemment, *La Révolution de Syracuse ou l'Abolition de la royauté*. Le déguisement en tragédie antique ne pouvait tromper personne. A la fin de la pièce, au moment où le souverain déchu et son épouse étaient conduits au supplice, le peuple criait « grâce » et commuait la peine en détention à perpétuité. Ainsi celui qui avait écrit, à la fin de 1789, le violent pamphlet des *Courtisans*

démasqués où la reine était mise en cause, se rangeait à l'avis des Girondins et demandait un verdict de clémence.

Faut-il dès lors s'étonner qu'on n'ait point vu à Bordeaux les pièces les plus avancées jouées dans la capitale comme *Tout pour la liberté* de Tissot, *L'Emigrant ou le Père jacobin* de Dugazon, *Les Emigrés aux terres australes* ou *le Dernier Chapitre d'une grande révolution* de Gamas. Il est plus surprenant qu'on n'y ait pas vu non plus aucun des ouvrages relatifs à ce qui se passait aux frontières, ni *La Bataille de Jemmapes*, ni *Le Général Custine à Spire*, ni *Le Siège de Lille*. Dépassée par les événements, notre cité se repliait, semble-t-il, sur elle-même.

Au palmarès, les pièces engagées se classent nettement moins bien que dans la période précédente. Le pourcentage de leurs représentations, monté à 10,10 en 1791, stagne à 10. Il tombe à 7,5, chiffre inférieur à celui de 1790, au cours des sept premiers mois de 1793.

Durant ce laps de temps, en effet, les pièces patriotiques se raréfient. Fait notable, *Brutus*, tenu pour la pièce républicaine par excellence, disparaît complètement. Seule ou presque, *L'Offrande à la liberté*, avec quatre représentations se soutient. A l'exception de *L'Apothéose de Beaurepaire* montée en janvier au Nation, c'est toujours le silence sur les événements militaires alors que Paris, enivré de nos victoires, joue *L'Entrée de Dumouriez à Bruxelles* d'Olympe de Gouges et *Le Triomphe de la République* ou *le Camp de Grandpré* de Chénier, musique de Gossec, ballets de Gardel.

La veine anticléricale, il est vrai, ne tarit pas. Au répertoire existant, le Nation ajoute *L'Empire des remords* ou *le Juge de Calas* et *Le Saint déniché* de Piis; le République, *Fénelon ou les religieux de Cambrai* de Chénier; les Variétés, *Les Vœux forcés* d'Olympe de Gouges. Mais on en reste au pathétique et à la plaisanterie légère. Bordeaux ignore les pamphlets violents, voire orduriers, qui signalaient à Paris les débuts de la campagne de déchristianisation.

A la mort du roi, un silence presque total se fit. Silence angoissé sans doute, mais probablement aussi réprobateur. Un indice nous en semble fourni par cette salle même qu'on a prétendue plus à gauche. Le 24 janvier, trois jours après l'événement, le Théâtre de la République représentait une œuvre que Bordeaux n'avait pas vue depuis au moins cinq ans et ne reverrait plus de longtemps: *Andromaque*. Comment, en de telles circonstances, n'eût-on pas identifié Marie-Antoinette à la malheureuse veuve d'Hector et le pauvre Louis XVII au petit Astyanax. Si ce n'était une condamnation de l'exécution de Louis XVI, c'était au moins un appel à la pitié pour les survivants de la famille royale. Cette initiative téméraire ne donna apparemment lieu à aucun incident et ne fut suivie d'aucune réaction des autorités.

Toujours impunément, le même théâtre montait encore deux pièces réprouvées: en février 1793 *L'Ami des lois* de Laya, œuvre courageusement anti-montagnarde proscrite par la commune de Paris après des troubles violents, et en mai *La Chaste Suzanne* de Radet et Desfontaines, interdite par la Convention elle-même.

C'est pourtant la troupe du Nation qui serait plus tard accusée d'incivisme. Il est vrai qu'elle se compromit davantage et en des circonstances aggravantes.

Les journées des 31 mai et 2 juin avaient vu, à Paris, les Girondins vaincus et décrétés d'arrestation. Bordeaux n'accepta pas le fait accompli. La Société des Amis du peuple fut dissoute, une Commission populaire où siégeait Cornu de Boisancourt prit le pouvoir.

Dans cette atmosphère insurrectionnelle, le 17 juin, le Théâtre de la Nation exhuma une comédie héroïque qui remontait à 1732, *La Vie est un songe* de Boissy, inspirée de Calderon. On y voyait un jeune prince, longtemps tenu prisonnier dans une tour, recouvrer enfin le trône à la faveur d'une conspiration. L'allusion à l'orphelin du Temple semblait évidente. L'amphithéâtre applaudit à tout rompre. On aurait même entendu des cris de «Vive le roi». Le parterre réagit vigoureusement, exigea l'exécution de la Marseillaise. Pendant celle-ci, des spectateurs des loges affectèrent de garder la tête couverte. C'en était trop. La Société des Amis de la liberté et de l'égalité, quoiqu'à majorité girondine, s'indigna. Une enquête fut ordonnée, un dossier établi; mais les choses en restèrent provisoirement là. Le théâtre en fut quitte pour fermer cinq jours, le temps que l'effervescence retombât.

On ne s'étonnera pas que, durant cette brève période, la pièce engagée la mieux placée ait été une œuvre d'opposition, *La Chaste Suzanne*.

Une étude attentive de l'ensemble des pièces jouées permet de percevoir un phénomène non moins intéressant. Dans tous les théâtres, la part faite aux œuvres anciennes croît très sensiblement. On alla même jusqu'à reprendre des pièces qui n'étaient plus jouées depuis de longues années. Ainsi reparurent soudain seize ouvrages antérieurs à 1715, treize créés entre 1715 et 1750, et sept créés entre 1751 et 1770.

Faut-il interpréter le fait comme un signe non équivoque d'opposition? Ce n'était pas, à coup sûr, un témoignage d'adhésion; mais peut-être doit-on y voir avant tout le désir de fuir dans le passé un présent oppressant.

Un exemple, caractéristique entre tous, milite en ce sens. Celui de *Sganarelle ou le Cocu imaginaire* de Molière. La pièce était ensevelie dans l'oubli depuis des décennies. Et voici que, tout à coup, nos trois salles, le Nation, le République et les Variétés se la disputent. Elle ne connaît pas moins de onze représentations entre le 10 février et le 6 septembre 1793. Pour le coup, nous sommes assurément en présence d'un phénomène bien connu des époques troublées: l'évasion dans la farce et le divertissement pur.

Mais la dure réalité ne se laissait pas oublier. Le 2 août, la section Franklin renversait la Commission populaire; le 18 septembre, le montagnard Bertrand se substituait au girondin Saige à la mairie; la Société de la Jeunesse Bordelaise qui comptait parmi ses animateurs Cornu de Boisancourt était déclarée dissoute; le 3 octobre voyait créer un Comité de surveillance; le 16 enfin, les quatre envoyés de la Convention, Tallien, Ysabeau, Baudot et Chaudron-Rousseau faisaient leur entrée dans la ville soumise.

Commençait la troisième période, celle de la République montagnarde. Désormais, il allait falloir hurler avec les loups. C'en était fini de la relive liberté des spectacles. *La Mort de César*, *Guillaume Tell*, *Caïus Gracchus*, *Brutus* reparaissent, souvent dans des séances gratuites données «de par et pour le peuple», selon la formule en usage. Le 26 octobre, le Nation donne une nouveauté *L'Arbre de la Liberté* ou *l'Amour sans culottes* et, au cours de la séance, l'acteur Lorrain lit un discours patriotique sur la régénération des spectacles. Le République, de son côté, monte la version parisienne de *L'Offrande à la Liberté*, musique de Gossec, chorégraphie de Gardel.

Le Vaudeville-Variétés récemment ouvert par Mayeur de Saint-Paul transfuge du République, crée *Les Ecoliers* ou *les Petits Sans-culottes* et une farce anticléricale, *L'Ile des femmes* ou *le Naufrage de l'abbé*.

Ces actes d'allégeance furent peine perdue pour le Théâtre de la Nation. Lacombe, président du Tribunal d'exception dénommé Commission militaire, rouvrit le dossier relatif à l'affaire de *La Vie est un songe*. Le 28 novembre, les comédiens étaient incarcérés pour incivisme notoire et leurs camarades des Variétés également inculpés.

Le 24 décembre, Mayeur et sa troupe, qui avaient pourtant rebaptisé Théâtre de la Montagne le Vaudeville-Variétés, étaient à leur tour arrêtés. Quand la vertu est à l'ordre du jour, ils avaient osé représenter une *Tentation de Saint-Antoine*, «propre, dit l'acte d'accusation, à alarmer la pudeur».

Le procès se déroula en décembre et janvier. Quelques accusés firent preuve de dignité, beaucoup protestèrent de leur patriotisme, certains jouèrent les naïfs, d'autres s'abaissèrent à charger quelque camarade pour se disculper. La chose se termina mieux qu'on n'eût osé l'espérer. En cette occasion au moins, le terrible Lacombe se montra indulgent. Les prévenus furent élargis les uns après les autres, en commençant par les moins compromis. Il n'y eut qu'une seule victime, le malheureux Cornu de Boisancourt qui fut guillotiné comme aristocrate, le 24 juin 1794. On raconterait plus tard, au temps de la réaction thermidorienne, que sa femme, M^{lle} Clairville, avait été contrainte, le soir même, de chanter dans l'opéra patriotique *Miltiade à Marathon*. «Se non è vero...»

Sauvés, les comédiens du Nation n'en furent pas moins sanctionnés. Interdiction leur fut faite de se reconstituer en troupe. Leur prestigieuse salle fut attribuée aux acteurs du République, sacrés, un peu légèrement comme on l'a pu voir, bon patriotes. Quant aux punis, ils n'eurent qu'à aller chercher fortune ailleurs ou, ce que fit la majorité, à rallier leurs adversaires de la veille et à se ranger sous leurs loix.

Dès lors, de gré ou de force, le théâtre bordelais se républicanise. Les pièces de divertissement non contraires à l'esprit du jour restent autorisées, à la condition que soient modifiés certains titres malsonnants. *Le Seigneur bienfaisant* et *le Comte d'Albert* deviennent ainsi *Le Général bienfaisant* et *Le Général Albert*. Pour le reste, notre cité s'aligne sur la capitale. On y joue le trivial *Jugement dernier des rois* de Sylvain Maréchal et *Marat dans le souterrain des Cordeliers* ou *la journée du 10 août*; on y célèbre les exploits de nos guerriers dans *L'Heureuse Décade*, *Le Serment des citoyens* et le ballet de *L'Espion autrichien*; on y chante les vertus civiques avec *La Nourrice républicaine* ou *les Plaisirs de l'adoption* de Piis et *L'Epoux républicain* de Pompigny où un mari dénonce sa femme qui s'apprêtait à émigrer en entraînant leur fils.

L'anticléricisme s'exacerbe. *Le Prêlat d'autrefois* d'Olympe de Gouges et *Le Mariage du Capucin* de Pelletier-Volmérange rejoignent *Les Victimes cloîtrées* dans le genre mélodramatique. Encore un curé de Radet et Desfontaines prêche la déprêtrisation. Les *Visitandines* de Picard, *Le Petit Sacristain* de Demautort, *Les Dragons* et *les Bénédictins* de Pigault-Lebrun raillent plus ou moins finement; *La Sainte Famille à Alger* parodie grossièrement.

Déjà, le 10 décembre 1793, des comédiens, revêtus d'ornements d'église, avaient participé au cortège impie et burlesque de la Fête de la Raison.

La déchristianisation à Bordeaux se poursuivait même au-delà du 24 mars 1794 où Robespierre, débarrassé des Enragés, commençait à préparer la Fête de l'Etre Suprême. Outrance affectée derrière

laquelle Tallien et ses compagnons cachaient une mansuétude due peut-être à l'influence de Thérèse Cabarrus. Mais voici qu'inquiet de la conduite des Représentants, l'Incorruptible envoyait à Bordeaux, pour les relever, un de ses plus purs disciples, le jeune Marc-Antoine Jullien.

Avec lui triompha l'austérité spartiate. A peine arrivé, il se fit remettre le répertoire des théâtres afin de l'expurger. Pour prêcher d'exemple, il composa lui-même et fit jouer un « délassement patriotique », *Les Engagements des citoyennes*, et un ballet-pantomime, *Le Calendrier républicain*. Le 8 juillet, il promulgua un règlement qui mobilisait en quelque sorte les comédiens comme officiers d'instruction publique. Mais il allait devoir quitter la ville sans pourvoir à l'application de ses directives. Quelques jours plus tard, ce serait le 9 Thermidor.

Que conclure de ce trop rapide survol ? A en juger par son théâtre, la seule période durant laquelle Bordeaux ait vraiment adhéré à la Révolution est la première, celle où, tout en transformant profondément les institutions, on ne remit pas en cause le principe monarchique. Dès qu'on eut, à Paris, franchi les bornes de la Constitution de 1791, les réticences commencèrent à se manifester chez nous. Elles se firent résistance à mesure que la Révolution s'emballait, pour finalement se transformer en révolte ouverte.

En dépit de l'étymologie, le chef-lieu de la Gironde ne paraît pas avoir été profondément girondin. C'est moins par sympathie pour eux qu'en haine de la Montagne qu'il prit fait et cause pour les vaincus du 31 mai. Faut-il pour autant parler de fidélité au trône ? Même si, après la mort du roi, le sort des siens provoqua un mouvement de pitié, l'attitude des Bordelais ne paraît guère avoir été affaire de sentiment.

Alors, esprit de modération ? Sans doute, mais cette formule constitue moins une explication qu'un jugement de valeur, variable selon les options et les époques. Le terme de « modéré » ne constitua-t-il point une injure meurtrière au temps de la Terreur ?

A la dénomination de « monarchienne », trop étroitement politique, peut-être serait-il expédient de substituer celle de « philosophique » pour qualifier la période où Bordeaux fut dans le mouvement. On y retrouve en effet cette inspiration libérale et laïque, mais plus réformiste que proprement révolutionnaire, qui avait constitué le fonds commun de la philosophie des Lumières. Tel en tout cas nous paraît avoir été alors l'idéal bordelais.

DEUX PORTRAITS BORDELAIS DE PIERRE LACOUR

par Paul ROUDIÉ

Il nous semble intéressant de faire connaître deux portraits qui se trouvent au musée des Beaux-Arts de Rouen¹ dont nous devons les photographies à l'obligeance de M. Bergot, conservateur de cet établissement.

Il s'agit de deux portraits rectangulaires (98,5 cm x 82) représentant le mari et la femme identifiés par une inscription, sur laquelle nous reviendrons, comme étant Pierre Guibert, constructeur de navires à Bordeaux, et sa femme. Tous deux sont signés l'un Lacour, l'autre P. Lacour et datés 1809.

Le premier intérêt de ces œuvres est pour nous d'être du pinceau du premier peintre notable de notre ville et de pouvoir être ajoutées au catalogue publié en 1935 par Robert Mesuret². Lacour, qui cultiva plusieurs genres, exécuta de nombreux portraits. Mesuret en a recensé cinquante et un entre 1782 et 1811, sans parler des miniatures. Ceux que nous étudions sont donc de la fin de la carrière du peintre, qui avait 64 ans en 1809, de la même année qu'un bel autoportrait et de peu antérieurs à ceux de l'architecte Louis Combes (1810) et du comte Lynch (1811). La manière en est plus vigoureuse, plus dure même, que celle des œuvres de jeunesse. Les couleurs sont dans l'ensemble assez sombres ou ternes : fonds neutres, habit bleu foncé pour l'homme, robe marron pour la femme. Certes les blancs de la coiffe et du fichu de la femme, de la chemise et du gilet de l'homme sont éclatants, quelques taches vives (un mouchoir rouge, un vase bleu) éclairent les toiles, mais les fleurs ont des teintes douces et si le perroquet a la queue rouge, le reste de son plumage est gris. En revanche, les visages sont très colorés, sanguins.

Il faut sans doute penser que la sobriété et la sévérité de ces œuvres proviennent de l'influence néo-classique subie de plus en plus nettement par Lacour au fur et à mesure qu'il prenait de l'âge. Cependant, cette influence ne l'a pas conduit à idéaliser les personnages représentés, et cela n'a rien d'étonnant si l'on pense à David, qui, tout antiquisant qu'il ait voulu être, a fait preuve d'un réalisme particulièrement vigoureux dans ses portraits. Les visages de Guibert et de sa femme sont fortement individualisés et nullement flattés, les stigmates de l'âge étant notés sans concessions, et il y a une recherche psychologique évidente, l'expression très vivante du regard de l'homme, et sa position dynamique s'opposant à la placidité bonnasse de la femme. Les vêtements sont rendus avec une exactitude qui devient même minutieuse pour décrire les fleurs du gilet, les broderies du fichu et de la coiffe. Le cadre dans lequel se situent les deux personnages est volontairement laissé dans la pénombre pour mieux faire ressortir les figures, mais l'on distingue des pilastres, qui suggèrent le luxe assez sévère de l'intérieur, une commode ou un secrétaire Louis XVI derrière l'homme, tandis qu'à côté de la femme un gros vase en forme d'urne et de style nettement Empire est garni d'un beau bouquet.

*
* *

1. Inv. 975-4-120 et 120 bis. Ils proviennent de la collection H. et S. Baderou.

2. R. MESURET, *Pierre Lacour*, Bordeaux, 1935, p.



FIG. 1. — Pierre Lacour : Portrait de Pierre Guibert. (Musée de Rouen.)



FIG. 2. — Pierre Lacour : Portrait de M^{me} Guibert. (Musée de Rouen.)

Comparés aux autres œuvres de même nature de Lacour, ces portraits nous paraissent être des meilleurs, supérieurs à ceux de Lynch et de Combes et presque de même qualité que l'autoportrait de 1809.

Mais des portraits ne sont pas seulement des œuvres d'art, ce sont aussi des documents, qui ont plus ou moins de valeur selon la qualité des personnages représentés.

Reproduisons tout d'abord intégralement l'inscription qui se trouve à la partie inférieure d'une des feuilles déployées au premier plan du portrait de l'homme : « Projet du corsaire le Grand Heureux, Armateur Mons. Jques Conte dessiné par P^{re} Guibert constructeur à Bord* né à Nantes en 174. » Elle nous donne beaucoup de renseignements en peu de mots.

Attachons-nous tout d'abord à la personnalité de Pierre Guibert, sur lequel nous avons pu réunir un certain nombre d'éléments biographiques³. Né à Nantes en 1740, fils d'un architecte, il devint sous-ingénieur de la marine royale et encouragé par son maître, l'ingénieur Grogniard, il vint installer un chantier de construction navale à Bordeaux, quai de Palulate, à une date que nous ne pouvons préciser, mais au plus tard en 1774⁴. Il travailla avant la Révolution pour plusieurs armateurs, dont le célèbre Nairac, et continua sous la Révolution et l'Empire. Sa carrière aurait duré quarante ans selon Labraque-Bordenave, qui cite parmi les navires sortis de son chantier la flûte *l'Espérance*, un brigantin pour l'archevêque, la corvette *le Léopard*, *le Phénix* (1808), *le Grand-Heureux*, *le Guibert*, *la Mouche*, *la Nouvelle-Mouche*, *la Citoyenne-Française*, trois-mâts construit alors qu'il était associé avec Courau, les frégates *la Chevrete* et *la Décade*. Ces dernières lui furent commandées par la Convention, qui le félicita mais ne le paya pas.

On s'accorde pour voir en lui l'un des principaux constructeurs qui aient exercé leur art dans notre ville à une époque où les navires exécutés sur ces chantiers étaient considérés comme les meilleurs d'Europe. Labraque-Bordenave n'hésite pas à dire qu'il avait « un génie prodigieux » et indique qu'il avait laissé à sa famille les plans de ses plus célèbres constructions enrichis de notes précieuses. Il mourut à 87 ans, le 7 mars 1827, en son domicile, 10 quai Sainte-Croix.

Sa tradition fut continuée par deux de ses fils, tous deux nommés Pierre, tous deux demeurant quai Sainte-Croix (n° 2 et n° 90), ce qui risque de créer bien des confusions, comme celle qui fut commise par Labraque-Bordenave, qui a attribué au père la réalisation de la goélette *la Sole*, d'une conception révolutionnaire qui lui permit de remonter la Seine jusqu'à Paris. Or cet événement ne se produisit qu'en 1853⁵. Il n'est pas indifférent de posséder le portrait d'un homme remarquable dans une profession qui fut pendant plusieurs siècles l'une des spécialités de notre ville, et ce d'autant plus qu'il semble qu'aucune autre effigie d'un constructeur de navires bordelais ne soit actuellement connue. Guibert avait en 1809 soixante-neuf ans et son visage est assez nettement marqué, bien que les yeux aient gardé beaucoup de vivacité. Costume et ameublement dénotent l'aisance d'un bourgeois bien considéré. Il a gardé une coiffure de l'Ancien Régime. Il a eu surtout le souci de se faire représenter avec des objets qui indiquent clairement sa profession. Derrière lui, on devine dans l'ombre une maquette de navire, il tient un compas de la main droite et de la gauche soutient un plan où l'on distingue très nettement l'épure d'un bateau, dont l'inscription nous dit qu'il s'agit d'un corsaire nommé *le Grand Heureux*, dont l'armateur était Jacques Conte.

Nous n'avons qu'assez peu de renseignements sur la vie de ce dernier⁶. Fils d'un capitaine au long cours, capitaine lui-même, il devint au temps de la Révolution et de l'Empire l'un des armateurs les plus importants de la ville, essentiellement grâce à la course, qui à cette époque permit à notre port de garder une certaine activité, malgré les guerres et le blocus. Fieffé dit de lui qu'il était devenu millionnaire grâce aux navires corsaires qu'il avait armés⁷. Le fait est qu'installé dans un hôtel du Pavé des Chartrons, il possédait des parts dans la société propriétaire du château Latour et acheta en 1800 le château de Beychevelle. Sa prospérité cependant n'eut qu'un temps puisqu'il fut obligé de vendre ces biens à son petit-neveu, Pierre-François Guestier.

Le Grand Heureux ne fut qu'un des navires possédés par Conte et lancés sur l'Océan pour traquer les bateaux marchands qui pouvaient être considérés comme « de bonne prise », selon la formule utilisée à l'époque. Le tableau que nous étudions nous apprend qu'il le fit construire par

3. Nous avons emprunté ces renseignements à V. LABRAQUE-BORDENAVE (*Commerce maritime. Etudes sur les constructions navales à Bordeaux*, Bordeaux, 1866), à H. RIBADIEU (*Histoire maritime de Bordeaux. Aventures de corsaires et des grands navigateurs bordelais*, Bordeaux, 1854), aux registres paroissiaux et d'état civil de Bordeaux, où se trouve son acte de mariage (G G 508, n° 507), les actes de baptême de trois de ses enfants (G G 271, n° 1119, G G 272, n° 1463, G G 273, n° 1631), l'acte de décès de sa femme (3 E 84, n° 756), le sien (3 E 137 à 322) et celui d'un de ses fils (3 E 137, n° 1070).

4. P. BUTEL, *Les négociants bordelais, l'Europe et les Iles au XVIII^e siècle*, Clamecy, 1974, p. 735.

5. Nous remercions M. Avisseau, qui nous a signalé l'erreur.

6. Nous remercions M. Rèche de nous avoir aimablement communiqué ce qu'il savait sur Jacques Conte et sa famille.

7. P. BUTEL, « L'armement en course à Bordeaux sous la Révolution et l'Empire », dans *Rev. hist. de Bordeaux*, 1966, p. 17-64.

Guibert et un registre qui contient la liste des navires armés à Bordeaux de février 1793 à mars 1814⁸ indique qu'il fut armé, sans doute pour la première fois, le 13 fructidor an VII avec Dikins comme capitaine et désarmé à Bordeaux le 29 frimaire an VIII, puis armé à nouveau le 13 nivôse an VIII sous le commandement du capitaine Limousin. Cette seconde campagne se termina par sa prise par les Anglais le 14 ventôse. Sa carrière fut donc assez courte. Il avait pris des navires, car un dossier des Archives départementales⁹ contient des lettres de marins ou de leurs femmes réclamant des renseignements ou des avances sur les parts qui leur revenaient après la vente des cargaisons.

Les dates que nous venons de donner montrent bien que *le Grand Heureux* fut construit bien avant 1809, date de l'exécution du tableau sur lequel figurent ses plans. D'ailleurs, un détail aurait pu nous l'indiquer même en l'absence de textes indiscutables. La pièce la plus visible sur le dessin, car elle est dessinée d'une façon beaucoup plus vigoureuse que le reste, est la guibre qui orne la proue. Or cet élément, plus décoratif qu'utile, devint de plus en plus discret au cours des siècles et aurait quasiment disparu vers 1800¹⁰. Il aurait paru naturel que Guibert fit figurer sur son portrait les plans d'un navire qu'il était en train de construire ou du moins qu'il avait construit récemment. Il n'en est rien. Ne serait-ce pas parce qu'il était particulièrement fier du *Grand Heureux* et qu'en soulignant la pièce qui pouvait passer pour démodée il voulait marquer son attachement à des formules du passé ? Il était déjà âgé et sa perruque nous montre qu'il était resté, par certains côtés du moins, un homme du XVIII^e siècle.

Nous n'avons pas encore parlé de M^{me} Guibert. Agée de 67 ans au moment où elle fut représentée, elle était née à Montagne, près de Saint-Emilion, et mourut le 15 mars 1814. L'acte de son mariage, célébré le 23 mai 1778 à Saint-Michel, est suivi d'une déclaration des époux qui reconnaissent un fils « né d'une précédente cohabitation » et baptisé le 16 mars 1776. La naissance du second fils suivit d'ailleurs d'une quinzaine de jours seulement le mariage de ses parents. Marthe Guimberteau (c'était le nom de jeune fille de M^{me} Guibert) avait donc été la maîtresse de son mari pendant plusieurs années avant qu'ils ne se décident à régulariser leur union. En 1809, elle se présente à nous avec des atours qui marquent sa qualité de bourgeoise aisée sinon riche : bagues, corsages et châle brodés, gants posés sur la table à côté d'elle ; le perroquet familial, qui vient becqueter un « tortillon » qu'elle lui tend, apporte une note d'exotisme et rappelle les liens que Bordeaux entretenait avec « les Iles ». Mais elle porte une coiffe qui, bien que très raffinée, puisqu'elle est de dentelle fine et serrée par un ruban de soie, n'en est pas moins très proche par sa forme de celle des femmes du peuple de Bordeaux et de ses environs immédiats, et en particulier de celles des « artisanes », si l'on en croit Gustave de Galard¹¹. La notice de Géraud qui accompagne la planche représentant « l'artisane » n'est pas sans intérêt. Il indique tout d'abord que ce mot désigne « les femmes appartenant à la classe aisée des ouvriers » et il précise : « une note de propreté recherchée distingue leur costume de fête. Celle-ci porte un bonnet d'organdi dont la passe est bordée d'une dentelle ou d'un tulle brodé ». Puis il s'élève à des considérations d'une portée plus générale, remarque que la Révolution a effacé toutes les lignes de démarcation dans la société, mais que « la différence de costume, surtout chez les femmes, est pourtant un dernier refuge qui reste à la distinction des rangs. Nos plus jolies Artisanes n'ont point encore osé s'habiller comme des Dames ».

Faudrait-il en conclure que le couple Guibert faisait partie « de la classe aisée des ouvriers » ? Nous n'en croyons rien. Ce que nous savons de l'origine de Pierre Guibert, de sa notoriété, de sa fortune nous empêche de le considérer comme un artisan, même très évolué. Ce qui paraît plus que vraisemblable, c'est qu'il avait épousé une fille du peuple qui n'avait pas voulu ou osé, malgré l'aisance de sa nouvelle condition, s'habiller complètement comme une « dame ». Ses traits épais, ses grosses mains aux doigts boudinés auraient d'ailleurs trahi son origine. Décidément, ce second portrait, à première vue moins intéressant que le premier, est lui aussi un document très révélateur sur la société bordelaise du temps de l'Empire.

8. Arch. dép. Gironde, Inscription maritime 486.

9. Il nous a été aimablement indiqué par M^{me} Avisseau (4 J 787).

10. Nous devons ces remarques à l'érudition navale de M. Avisseau. Qu'il en soit remercié.

11. *Recueil des divers costumes des habitants de Bordeaux et des environs...*, Bordeaux, s.d., nos 3, 8, 9, 11, 21.

UN BORDELAIS EN LOUISIANE AU XIX^e SIÈCLE : FRANÇOIS SEIGNOURET

par Albert RÈCHE

Le 8 novembre 1807, l'«Echo du Commerce» de Bordeaux publie l'avis suivant : « *Pour la Nouvelle-Orléans : le beau navire le "Franklin", capitaine Wheelock, réparé à neuf et d'une marche très avantageuse partira pour ledit lieu le 5 du mois prochain ; il prendra seulement des passagers qui seront logés très-commodément. S'adresser à MM. Brun frères, négociants ou à Mes Sauvage et Casey, courtiers, façade des Chartrons n° 14 ou au capitaine, façade des Chartrons n° 34.* » Le 25 février 1808, ce voilier de 220 tonneaux arrive à la Nouvelle-Orléans où il débarque des Bordelais et, parmi eux, un jeune homme de vingt-quatre ans, François Seignouret¹.

A-t-il voulu échapper à la guerre — nous sommes au lendemain de l'invasion du Portugal par les armées de Junot dans lesquelles figure le Corps d'Observation de la Gironde que, pour la circonstance, Napoléon a fait renforcer ? Cherche-t-il, plus simplement, à tenter sa chance en Amérique, dans un territoire aux traditions françaises et où il compte retrouver des compatriotes et, peut-être même, des concitoyens, car depuis longtemps, les Bordelais ont tissé des liens étroits avec la Louisiane ? En tout cas, ce jeune homme semble avoir voulu rompre avec une tradition familiale qui fait des Seignouret, et depuis fort longtemps, des artisans, tailleurs d'habits de père en fils ayant œuvré d'abord à Créon en Gironde puis, pendant trois générations, dans des quartiers de Bordeaux : Saint-Pierre, Saint-Michel, notamment.

Une dynastie de tailleurs d'habits

Aux xvii^e et xviii^e siècles, nombreux sont, à Bordeaux, les Seignouret, Seignoret, Seigneuret et Signouret (lors de ses deux mariages en 1734 et 1745, le grand-père de François signe, sur l'acte, *Signouret* de même que son père lors de la naissance de ses filles). Les registres de l'état civil les mentionne dans les paroisses Saint-Pierre, Sainte-Croix, Saint-Michel et Sainte-Eulalie — quelques uns dans la paroisse Saint-Eloi —, c'est dire combien il est difficile de déceler les liens de parenté qui ont pu exister parfois entre eux, difficultés accrues par la modification de l'orthographe du nom d'un même personnage au cours de sa vie...

Fils de Pierre Seignouret (1748-1819) et de Rose Guillard (1755-1794) qui s'étaient mariés le 10 juillet 1775 en l'église Sainte-Croix, paroisse de la mariée², François Seignouret est le petit-fils de François Seignouret et Anne Mercadet, mariés en l'église Sainte-Eulalie le 19 mai 1745³. En

1. Baptisé à Bordeaux le 23 mars 1783 (Archives municipales de Bordeaux, GG 131 acte 294).

2. Archives municipales de Bordeaux, GG 268 acte 403.

3. Archives municipales de Bordeaux, GG 385 acte 201.



FIG. 1. — Portrait de François Seignouret appartenant à M. Alain de Baritault. (Photographie aimablement communiquée par M. Bertrand de Venancourt.)

premières noces, ce François Seignouret avait épousé, le 4 mars 1734, Renée Vimeney⁴. Quant aux arrière-grands-parents du futur négociant de la Nouvelle-Orléans, ils demeuraient, les uns dans le quartier Saint-Pierre (Pierre-Jean Seignouret et Marie Demule ou Dumule), les autres dans la paroisse Sainte-Eulalie (Jean Mercadet et Catherine Lajus).

Quand il s'était marié à l'âge de trente-trois ans, l'arrière-grand-père, Pierre-Jean Seignouret, habitait le quartier Saint-Michel et il épousait la fille d'un tailleur d'habits comme lui, Marie Demule (ou Dumule) du quartier de Sainte-Colombe. Trois des quatre témoins sont, également, tailleurs d'habits, le quatrième — le frère du marié — étant boulanger. A l'acte, pas de signature de l'époux ni de son frère « *qui ont déclaré ne savoir* »⁵. Ce Pierre Seignouret est né en 1653 dans la paroisse de Créon, en Gironde, de l'union d'un « *tailleur* » Luc Segneuret (ainsi est, alors, orthographié le nom) et de Marguerite Merlet⁶. C'est le premier des membres de cette famille à avoir quitté sa campagne girondine pour venir exercer à Bordeaux un métier artisanal que tous ses descendants ne cesseront de pratiquer, mais qu'abandonnera l'arrière-petit-fils François.

Bordeaux compte, alors, un très grand nombre de tailleurs d'habits. En 1784, l'« *Almanach de commerce, d'art et métiers pour la ville de Bordeaux* » en recense près de trois cents pour la seule ville, en précisant que, sous cette dénomination de tailleurs d'habits, « *sont compris non-seulement*

4. Archives municipales de Bordeaux, GG 574 acte 661 : mariage du 4 mars 1734, paroisse Saint-Pierre. A noter que l'époux signe « *Signouret, espoux* » et que son frère Mathieu est, comme lui, tailleur d'habits.

5. Archives municipales de Bordeaux, GG 179 acte 153.

6. Existente encore, de nos jours, à Créon, des Signouret et des Merlet.

les Tailleurs pour homme, les Tailleurs et Tailleuses pour femme, mais encore les Marchands-Fripriers appelés autrefois Pourpointiers-Revendeurs, réunis avec les Tailleur par ordre de Sa Majesté et d'après un arrêt du Conseil de l'an 1703 ». Ils sont, ainsi, 215 tailleurs pour homme, 16 tailleurs pour femme, 42 tailleuses pour femme et 22 tailleurs-fripriers.

Venu, donc, du quartier Saint-Pierre, le grand-père de François Seignouret s'était installé rue des Carmes [rue Canihac] tout à côté du couvent des Grands Carmes qui, peut-être, étaient ses clients. Quant à son père, Pierre Seignouret, il aménagera sa boutique de tailleur dans une maison de la petite rue de l'Hôpital, proche du vieil hôpital Saint-André, une voie disparue lors de la création de la rue Vital-Carles et de l'actuelle place Jean-Moulin. Sans doute a-t-il déménagé peu après son mariage, le 10 juillet 1775, avec Rose Guillard, fille d'un postillon dont, dit l'acte « *on est sans nouvelles depuis plus de vingt ans* »⁷. Il y a lieu de noter que, dans tous les actes officiels le concernant, Pierre Seignouret est qualifié de « *tailleur d'habits* » sauf lors de la naissance de son fils François en 1783, où l'acte indique qu'il est « *employé dans les fermes du roi* », vraisemblablement pour y exercer son métier.

Père de deux garçons — François et Joseph que nous n'allons pas tarder à retrouver en Louisiane — et de deux filles⁸, Pierre Seignouret réside dans cette rue de l'Hôpital lorsque, à l'heure de la Révolution et en pleine Terreur, au moment où, sur l'actuelle place Gambetta, la guillotine fonctionne en permanence, il est l'objet des soupçons de « *patriotes* » et dénoncé au Comité de Surveillance sous le futile prétexte que « *trois draps de lit attachés les uns au bout des autres pendaient à une fenêtre* » de sa maison ! Désignés pour enquêter, deux notables, Castanié et Couteaux, lavent, par bonheur, le malheureux tailleur de tout soupçon, et leur rapport du 12 juillet 1794 constate simplement que « *ces draps n'ont été attachés que pour leur faire prendre l'air* »⁹. Souffrante, l'épouse de Seignouret meurt trois jours plus tard à l'âge de trente-neuf ans. Par la suite, Pierre Seignouret ira habiter 19 (actuel 56) rue du Mirail, dans un immeuble que lui a acheté son fils François à la fin de l'Empire : c'est là qu'il meurt le 20 septembre 1819.

Dans une Louisiane en pleine évolution

Voici donc François Seignouret en Louisiane. Il découvre un pays en pleine évolution car, cinquante mois plus tôt, le 20 décembre 1803, les Louisianais ont appris avec stupéfaction qu'ils n'étaient plus français, mais américains. Le drapeau étoilé de la jeune nation a été hissé sur la place d'Armes de la Nouvelle-Orléans où un gouverneur envoyé par Washington a remplacé le préfet français, M. de Laussat, car l'ancienne colonie, baptisée depuis 1682 du nom de Louis XIV par son « *découvreur* », Cavalier de la Salle, a été cédée aux Etats-Unis moyennant quinze millions de dollars.

Le négociateur Monroë, futur président des U.S.A., avait été simplement chargé par le président Jefferson d'obtenir la possession de la Nouvelle-Orléans et de son port ainsi qu'un droit de libre circulation sur le Mississippi, double nécessité économique pour les Etats-Unis, mais, toujours pressé, le Premier Consul, qui avait renoncé à son « *rêve américain* » après la malheureuse affaire de Saint-Domingue et l'échec de son beau-frère, le général Leclerc, décidait brusquement d'abandonner, en échange de la signature immédiate d'un traité, cette Louisiane et ses trois millions de kilomètres carrés, immense territoire étendu du Canada au golfe du Mexique, presque le tiers des Etats-Unis. Un territoire dans lequel la jeune république pourra découper quelque treize états, dont l'actuelle Louisiane. Curieux traité qui verra le président Jefferson sauter sur la magnifique occasion qui lui est offerte et passer outre l'obligation de faire, auparavant, voter par le Congrès un amendement à la Constitution tandis que Bonaparte oubliera de le faire ratifier et que les Etats-Unis ne finiront par régler le solde de leur dette qu'en 1925, soit avec cent-vingt-trois ans de retard...

Devenue américaine, la Louisiane connaît très vite une vague d'immigration avec, successivement, l'arrivée de planteurs français chassés de Saint-Domingue et, bien souvent, accompagnés de leurs esclaves restés fidèles, puis d'Américains du Nord et de l'Est attirés par l'aventure, enfin d'hommes d'affaires yankees flairant l'appât du gain et les bonnes affaires, les uns et les autres se heurtant aux créoles d'origine française ou espagnole. Considérés par les créoles comme des rustauds, ces Américains travailleurs, mais parfois sans scrupules, étaient surnommés « *méricains coquins* » et

7. Archives municipales de Bordeaux, GG 268 acte 403.

8. Angélique-Elisabeth, née le 20 août 1776 (Archives municipales de Bordeaux, GG 124 acte 674) et Geneviève, née le 13 septembre 1777 (Archives municipales de Bordeaux, GG 125 acte 763).

9. Archives municipales de Bordeaux, I 84.

Liliane Crété, qui a étudié la vie quotidienne de cette époque en Louisiane, a pu noter : « *L'antipathie était réciproque. Les Américains trouvaient les créoles décadents, paresseux, immoraux et snobs; ils les appelèrent des "johny-crapauds" en raison de la réputation bien établie de mangeurs de grenouilles qu'ont les Français en milieu anglo-saxon* ¹⁰ ». Plus tard, viendront s'ajouter, aux colons de Saint-Domingue et aux yankees, des républicains déçus par l'Empire napoléonien, puis nombre de bonapartistes fuyant la monarchie restaurée et qui fonderont, entre autres, Napoléonville...

François Seignouret s'est installé à la Nouvelle-Orléans dont le visage commence à se modifier avec rapidité. Très vite nous le trouvons rue Royale, au cœur même de ce que l'on appelle encore le « Vieux carré » en souvenir des origines de la cité fondée en 1718 et de son tracé effectué en 1721 par Adrien de Pauger : un carré quadrillé de huit rues, mais agrandi par la suite de nouvelles voies si bien que le « carré » est devenu un rectangle étalé le long du fleuve et entouré de murailles déjà disparues avant l'arrivée de Seignouret. C'est, au bord du Mississippi, la véritable cité créole où s'était implantée la Compagnie des Indes et dont les rues bien alignées sont encore bordées de larges rigoles permettant l'écoulement des eaux du fleuve qui, parfois, ruissellent, la ville ayant été construite au-dessous du niveau du Mississippi dont elle est protégée par des levées de terre ¹¹. Ces rues, dont les noms français ont été conservés — Royale, Bourbon, Bourgogne, Orléans, Chartres, Toulouse, du Maine, des Ursulines, etc. — sont au centre d'une ville en pleine mutation et qui, bientôt, aura son quartier anglais. Seignouret va être le témoin attentif de son développement puis de sa prospérité dont il sera, fort habilement, l'un des premiers à savoir profiter.

Bordelais à la Nouvelle-Orléans

A son arrivée, les maisons de briques et souvent de bois construites après les terribles incendies qui, à la fin du XVIII^e siècle, ont tout ravagé, sont encore pour la plupart de proportions modestes, mais, dans ce « Vieux carré », Seignouret peut, pourtant, voir la plus vieille des demeures orléanaises, celle qui, en 1726, a été construite rue du Maine pour Jean Pascal, un capitaine de navires et, plus loin, rue de Chartres, le couvent des Ursulines, premier couvent édifié aux Etats-Unis quand ces religieuses encadraient les « filles à la cassette » venues chercher un époux sur cette terre lointaine. Il admire la nouvelle cathédrale Saint-Louis qui n'a pas encore son clocher et qu'entourent, d'un côté, le presbytère et, de l'autre, le Cabildo, ancien hôtel de ville du temps de l'occupation espagnole, tous ces bâtiments réédifiés depuis une décennie face à la place d'Armes qui, dans une quarantaine d'années, prendra le nom de square Jackson. Quant au jardin voisin, il est — et sera longtemps — le lieu de rendez-vous des duellistes.

Rue Saint-Philippe, Seignouret découvre le café où se réunissent les réfugiés de Saint-Domingue et le repaire des flibustiers du pirate Jean Lafitte ou, encore, dans un bâtiment en bois, la première salle de bal de la ville. Dans la rue Royale où il va habiter, notre Bordelais trouve, édifié en 1800 et entouré de son balcon de fer forgé, l'immeuble de la vieille Banque des Etats-Unis voisine d'un autre établissement de crédit, la Banque de la Louisiane installée depuis 1805 dans une fort belle maison construite trois ans auparavant pour un riche personnage dont le petit-fils sera Edgar Degas, le peintre impressionniste qui, au lendemain de la guerre de 1870, résidera un temps à la Nouvelle-Orléans où il peindra, notamment, l'une de ses œuvres conservées, de nos jours, au musée de Pau, la « Bourse du coton à la Nouvelle-Orléans ».

Quand, quelques années plus tard, après avoir fait fortune, Seignouret se fera édifier un magnifique hôtel particulier face à l'une des deux grandes maisons échappées au second grand incendie de 1794, celle de J.F. Mérieult, époux d'une fort belle femme dont la chevelure rousse fit l'admiration de Napoléon, le visage de la Nouvelle-Orléans sera déjà grandement modifié. Le théâtre Saint-Philippe a été refait, on s'apprête à inaugurer une nouvelle salle de bal, la salle d'Orléans et l'on a construit, à quelques mètres de la demeure de Seignouret, le premier « gratte-ciel » de la ville, un immeuble de trois étages commandé par un médecin, Yves Lemonnier et un pharmacien, François Granchamps.

C'est d'ailleurs un autre pharmacien, Amédée Peychaud, Bordelais réfugié de Saint-Domingue, que Seignouret a pour voisin, rue Royale... Franc-maçon, il reçoit ses « frères » dans l'arrière-boutique de son officine où il leur offre des mixtures alcoolisées de son invention, servies dans des coquetiers que des invités anglophones appellent « coquetais », ce qui, selon le professeur R. Cruchet, a fait du « cocktail » une invention bordelaise ¹². Les liens sont grands entre les deux

10. *La vie quotidienne en Louisiane 1815-1830* (Hachette).

11. Au milieu du XVIII^e siècle, dans le centre de la Nouvelle-Orléans, on s'enfonçait dans la boue jusqu'aux chevilles et il arrivait de croiser un crocodile dans la rue quand on se rendait à l'église...

12. *En Louisiane*, par R. CRUCHET (Ed. Delmas, Bordeaux).



FIG. 2. — ... Ces maisons de créoles louisianais que François Seignouret meubla. (Photo de l'auteur.)

hommes et se resserreront entre les familles quand, par la suite, un petit-fils de ce pharmacien, Charles Peychaud, épousera une petite-fille de Seingouret, le couple habitant alors Bordeaux dans un hôtel particulier situé 20, rue Duplessy.

Seignouret a d'autres voisins bordelais dans cette rue Royale : Dominique Rouquette, négociant en vins dont l'un des fils, poète amoureux d'une belle indienne morte en pleine jeunesse, entrera en religion et ira évangéliser la tribu de sa bien-aimée; Jérôme Chiapella, négociant d'origine italienne qui se retirera à Bordeaux où il mourra en 1822 et ses enfants « adoptifs » — nous en reparlerons — dont l'un, Célestin Coudrin-Chiapella, se rendra acquéreur du château de La Mission-Haut Brion à Talence, dans la banlieue bordelaise, l'autre fils prenant la nationalité américaine et faisant souche aux Etats-Unis.

Dans cette Nouvelle-Orléans qui compte, alors, moins de 10 000 habitants, s'est également installé Hyacinthe Laclotte, membre de cette célèbre famille d'architectes bordelais, et architecte lui-même, dont le passeport délivré le 4 fructidor an XII (22 août 1804) précise « *qu'il se rend en Louisiane pour y exercer son art* » ¹³. Seignouret et Laclotte qui, ainsi, l'a précédé, se sont-ils rencontrés ? Nous pouvons le supposer car, concitoyens dans une aussi petite ville, ils exercent deux métiers complémentaires, le premier décorant et meublant les demeures que construit le second.

Un tapissier qui se bat contre les Anglais

Que sont, en effet, les débuts de Seignouret à son arrivée en 1808 où son jeune frère Joseph l'a suivi ¹⁴ ? Tailleur d'habits comme son père et ses ancêtres ? Ou, plutôt, tapissier ainsi que l'indique, en 1811, un annuaire le situant 25, rue Royale et sous la mention « upholsterer », tapissier ? Un peu plus tard, il est recensé sous l'indication : « furniture warehouse », magasin de meubles. En tout cas, les deux frères s'engagent dans la Milice mobilisée de décembre 1814 à janvier 1815 pour combattre les Anglais quand ceux-ci tentent de s'emparer de la Nouvelle-Orléans. La victoire amé-

13. Archives départementales de la Gironde, 4 M 681.

14. Né le 3 septembre 1788 à Bordeaux (Archives municipales de Bordeaux, GG 136).

ricaine du 8 janvier 1815 sera d'ailleurs due à l'action de Girondins, les frères Lafitte, célèbres pirates qui écumaient le golfe du Mexique et se livraient, sur une grande échelle, à la traite des nègres¹⁵.

Bien que sa tête ait été mise à prix par le gouvernement américain et malgré l'offre anglaise d'une somme de 20 000 dollars et d'un brevet de capitaine, Jean Lafitte n'hésitera pas à rencontrer clandestinement le général américain Jackson pour mettre ses hommes à sa disposition afin de bouter les Anglais. Si bien que, grâce aux boucaniers de Lafitte, la Nouvelle-Orléans sera sauvée et la gloire que Jackson tirera de cette aventure due à l'action décisive de pirates girondins lui vaudra, en 1829, d'être élu président des Etats-Unis.

Le fabricant de meubles

Tapissier, Seignouret est appelé à se rendre dans ces demeures louisianaises qui se transforment en même temps que se modifie la situation économique. Agriculture et commerce devenant florissants, on a construit de nouveaux immeubles à l'image de ces nouvelles fortunes. Hospitaliers, les créoles veulent des pièces vastes, susceptibles d'accueillir de nombreux invités et, aussi, de fournir un peu de fraîcheur lors des chauds et épuisants mois d'été. Inspirés par le président Jefferson, grand admirateur de Palladio, les architectes édifient des demeures à colonnades de style néo-grec, maisons souvent monumentales dans lesquelles l'air circule par de larges fenêtres aérant ainsi des pièces hautes de plafond — de 4 à 5,50 mètres — d'où la nécessité d'adapter le mobilier à cette architecture nouvelle ainsi qu'aux contraintes climatiques.

Jusque-là, les meubles ont été fabriqués en cyprès par les esclaves des plantations. Les plus riches créoles font venir leur mobilier de France alors que leurs homologues d'origine anglo-saxonne préfèrent encore le « sheraton » et le « chippendale ». Bien souvent inadapté au climat humide, ce mobilier se dégrade. Comme l'a souligné « l'American collector »¹⁶ : « une partie de l'année, les ébénistes sont occupés à réparer les dégâts de l'été ». Le mérite de Seignouret est d'avoir, l'un des premiers, compris la nécessité de créer des meubles plus appropriés à la Louisiane.

Utilisant essentiellement le bois de rose et, parfois, l'acajou de Saint-Domingue, François Seignouret fait fabriquer un mobilier massif adapté à la fois au climat et aux dimensions des pièces dans lesquelles il sera placé¹⁷. Les deux grandes spécialités du Bordelais qui donnera son nom aux meubles qu'il dessine (on dit, en effet, aux Etats-Unis des « seignouret » comme on parle des « meubles Boulle », des « Chippendale » et des « Sheraton ») vont être les armoires et les sièges, bien qu'il ait produit des secrétaires et des lits « de sieste », des commodes et des coiffeuses rarement marquetées, mais au contraire revêtues de marbre frais au toucher, des tables de salle à manger imposantes¹⁸ et des tables de jeu, les créoles étant réputés pour leur amour immodéré des jeux de hasard.

Haute de trois mètres et plus, l'« armoire Seignouret » se distingue par une double porte, parfois ornée d'une glace, avec, sur un côté, une porte aveugle formant cabinet secret. Le contour des panneaux est délicatement dessiné et des moulures ondulées sont directement sculptées sur le meuble. A propos de la taille exceptionnelle de ces armoires, court l'anecdote selon laquelle un mari jaloux s'étant présenté dans la chambre où se trouvaient sa femme et l'amant de celle-ci, il dégaina son revolver et tira par trois fois à hauteur d'homme en direction de l'armoire où il pensait que sa femme s'était cachée. Puis il partit, certain d'avoir supprimé l'infidèle. Or, celle-ci sortit indemne de l'armoire car elle s'était installée sur la plus haute des étagères !...

On pourrait croire fort lourdes les créations de Seignouret, toutefois, comme l'a remarqué Amelia Leavit Hill¹⁹, « la taille et l'aspect monumental [de ces meubles] étaient indiscutables, mais, la combinaison de la grâce du modelé et la délicatesse des décorations, jamais chargées, enlèvent beaucoup de leur caractère pesant et montrent la main du maître ». Quant à l'engouement des Louisianais pour les dessus en marbre de certains meubles, Maud O'Bryan Ronstrom a noté : « Bien sûr, on employait bien un peu de bois de placage, mais la plupart des meubles étaient en bois massif plaqué de marbre. Seignouret qui aimait travailler le marbre ne le plaquait jamais par-dessus le meuble, il préférait le tailler à même le bois²⁰. »

15. Hyacinthe Laclotte a assisté à cette bataille, dite de Chalmette, et exécuté un dessin la représentant, la planche étant gravée par Debucourt.

16. Mai 1936.

17. Contrairement à ce qui a été souvent dit, jamais François Seignouret n'apparaît dans les recensements et dans les annuaires comme ébéniste (« cabinet-maker »), mais comme marchand de meubles, après avoir été mentionné comme tapissier.

18. Quand, en 1821, La Fayette est à la Nouvelle-Orléans, il dîne chez M. de Lavillebreuve qui, grâce à une seule table à rallonges et à pieds multiples, peut aisément placer cinquante convives autour du général...

19. « House and Garden » (1927).

20. « Antiques » (août 1944).

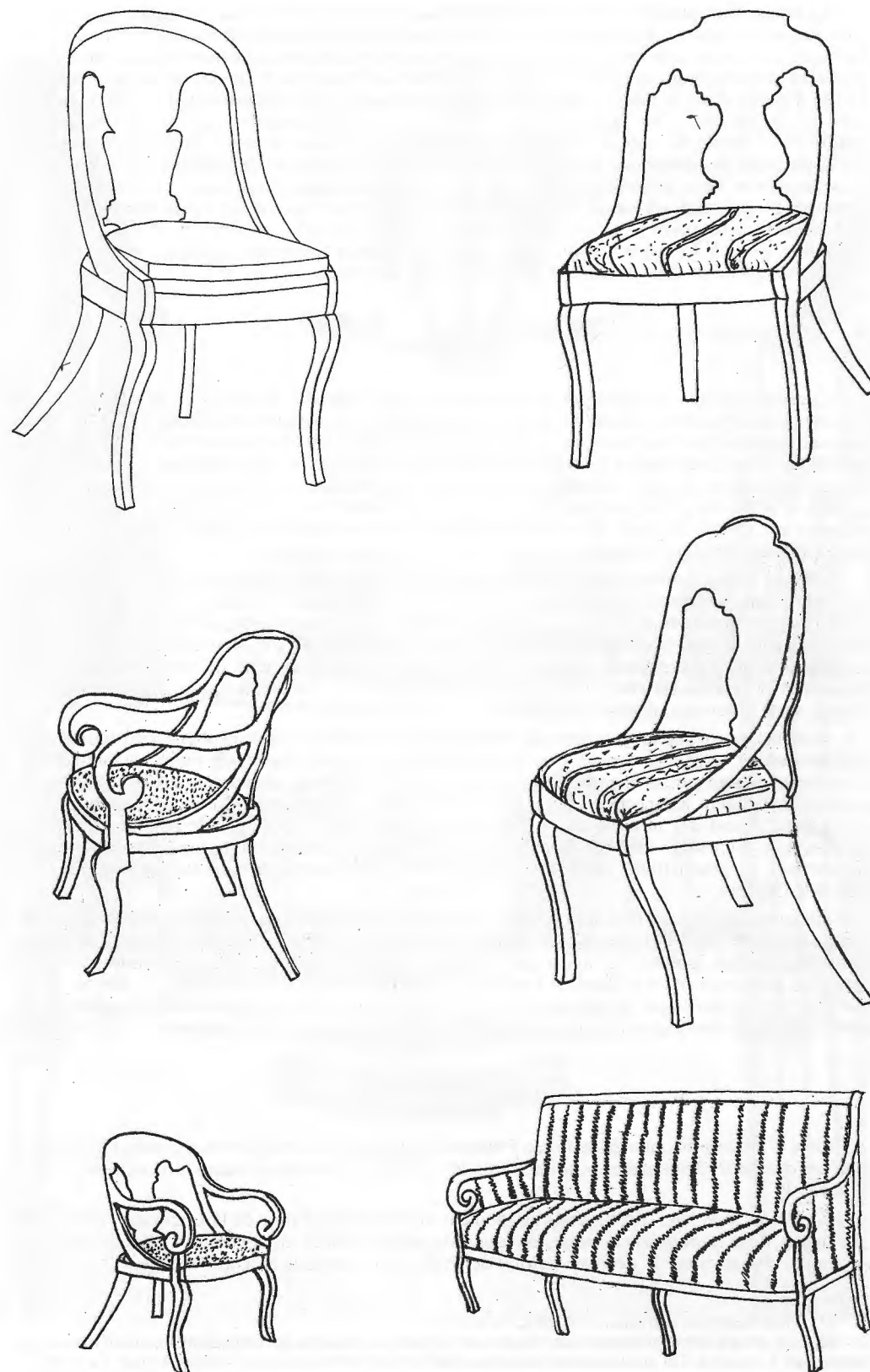


FIG. 3-4-5. — Sièges « Seignouret ». (Dessins de Pierre Maeght.)

La même journaliste ajoute : « *Passant à tort ou à raison pour avoir été l'inventeur de l'armoire à la Nouvelle-Orléans, Seignouret est plus justement reconnu pour la chaise qui porte son nom. La chaise Seignouret se présente comme un meuble sobre.* » Directement inspirés par le style Empire, ces sièges se font remarquer par leurs pieds de devant qui constituent une partie des bras d'appui. Taillés d'abord dans la masse, ces pieds seront, plus tard, sculptés séparément et joints au bâti. Leur dossier est orné d'un barreau vertical et l'élégante courbe, inclinée vers l'avant dans le genre « cabriolet », donne au « siège Seignouret » un confort jusque-là inconnu parce qu'enfin adapté aux larges jupes des dames qui, auparavant, remarque dans sa même étude Maud O'Bryan Ronstrom, s'asseyaient « *de façon guindée sans oser s'appuyer contre le dossier de la chaise* »... A ce mouvement enveloppant qui rend ses sièges plus confortables, Seignouret ajoute un détail fort apprécié : il les vend avec deux fonds, l'un en velours pour l'hiver et un autre, en rotin, pour l'été. « *Prévue, à l'origine, pour le leaving-room ou le petit salon, les chaises Seignouret, ajoute le même critique, ont été transplantées dans les salles à manger où elles sont restées.* »

« Le plus grand »

Considéré comme le fabricant des meubles les plus élégants du Sud — « *le plus grand des ébénistes de la Louisiane du XIX^e siècle* », écrit même Scott Graham Williamson²¹ — François Seignouret draine très vite une riche et importante clientèle. Le 4 septembre 1818, il livre pour la cathédrale Saint-Louis quatre fauteuils, une très belle armoire et un « marche-pied » qui lui avaient été commandés par le curé. En 1820, sa réputation s'est étendue dans toute la Louisiane et même au-delà — le président Jackson n'est-il pas l'un de ses clients ? —, la concurrence ne se manifestant vraiment qu'à partir de 1840. Elle viendra de fabricants des villes de la côte Est et, surtout, d'un autre Français, Prudent Mallard.

Celui-ci a quitté Sèvres pour les Etats-Unis. Il s'est installé à New-York en 1829 à l'âge de vingt ans et en compagnie de deux amis, Maillard, fils du célèbre chocolatier, et le comte bavarois von Mussinan, fabricant des crayons Faber. Cependant, le climat atlantique ne lui convenant pas, car il est asthmatique, Mallard descend vers le Sud, arrive en 1838 à la Nouvelle-Orléans, y épouse une créole d'origine espagnole, Andrea Beltran, puis crée une fabrique de meubles que, comme Seignouret, il dessine. En 1841, il est à son tour rue Royale non loin de la maison de Seignouret qui, comme nous le verrons, délaisse son affaire.

Moins élégants que les créations du Bordelais, les meubles de Mallard s'inspirent toutefois du style Seignouret, mais sont conçus, c'est l'avis de tous les critiques d'art, avec moins de finesse. Mallard se rend célèbre par ses chambres à coucher, en particulier ses lits monumentaux — « *mammoth proportions* » disent les spécialistes ! — dont les montants peuvent atteindre quatre mètres de haut et où s'accrochent des moustiquaires. On apprécie, également, ses tables de toilette à dessus de marbre, les « duchesses » dérivées du style Louis XV. Plus tard, fortement marquée par les tendances victorienne, sa production s'alourdira et elle se poursuivra jusqu'à sa mort survenue en 1879 à la Nouvelle-Orléans.

Souvent difficiles à authentifier, les « seignouret » qui n'ont jamais été estampillés²² ont été jalousement conservés dans les vieilles familles louisianaises dont les unes, comme l'a noté Amelia Levitt Hall, fuient la publicité tandis que les autres, habituées à ce mobilier familial qui se trouve chez elles depuis un siècle et demi, n'y prêtent guère attention. D'où la difficulté de trouver un tel mobilier fort recherché par les antiquaires, les collectionneurs et les conservateurs de musée. Enfin, beaucoup d'armoires jugées trop grandes ont été purement et simplement raccourcies et dénaturées.

L'importateur de vins

Doté d'un sens très aigu des affaires, François Seignouret s'est assez tôt engagé dans l'immobilier, une activité qu'il développera, comme nous le verrons, à Bordeaux quand il reviendra dans sa ville natale.

Il est donc à la Nouvelle-Orléans au moment où débute l'âge d'or de la Louisiane et de sa ville principale, dont la population passe, en une quinzaine d'années, de dix mille à plus de cent mille habitants. Avant même la décisive victoire de 1815 sur les Anglais, Seignouret a déjà fait fortune.

21. « The American craftsman » (Crown, New-York).

22. Une tenace légende prétend que Seignouret signait ses meubles en imaginant des motifs en spirale formant un S renversé. Un ancien conservateur du musée d'Etat de la Louisiane, Stanley Arthur, l'a expliquée par le fait que Seignouret usait, dans ses dessins, de courbes, notamment dans ses armoires aux caractéristiques volutes.



FIG. 6. — Cour intérieure de l'hôtel particulier construit en 1816 à la Nouvelle-Orléans pour F. Seignouret. (Photo Informations et Documents.)

Le 25 février 1813, il a chargé un notaire bordelais, M^e Hazera, de lui acheter un immeuble destiné à loger son père qui continue d'exercer à Bordeaux son métier de tailleur. Il en fixe la valeur à 30 000 francs. A sa procuration, il joint un acompte de 1 500 piastres (7 500 francs) sous forme d'une lettre de change tirée par un de ses amis orléanais sur un négociant de Bordeaux, M. Lafonta²³. Cet immeuble est situé 19 (actuel 56) rue du Mirail.

Puis, en 1816, tout en conservant son magasin de meubles du 64, rue Royale, il achète, le 29 janvier de cette année, une maison située un peu plus loin dans la même artère orléanaise, aux n° 144-146 (actuel n° 520) et qui appartient à un carrossier de voitures, Jean Gleises. Il fait tout raser pour dégager un vaste emplacement sur lequel il charge un architecte (nous n'avons pu en retrouver le nom) de lui édifier une magnifique demeure dont la cour intérieure en briques roses est, de nos jours, considérée comme l'un des plus beaux patios d'une cité qui a conservé, de la présence espagnole, bien des aspects coloniaux, quoique rebâtie, nous l'avons dit, en grande partie au XIX^e siècle, après les deux incendies de 1788 et 1794.

Au fond de la cour de l'immeuble, des écuries et des greniers à fourrage. Sous une arche monte l'escalier conduisant au quartier des esclaves et aux cuisines. A l'entresol, l'entrepôt pour les marchandises — essentiellement le stock de vins — et, au dernier étage, les appartements privés avec balcon en fer forgé dans lequel s'inscrit le « S » de Seignouret²⁴. Car, mettant à profit le goût des créoles pour une vie luxueuse et raffinée, pour la bonne chère — les plus riches ont table ouverte pour leurs amis —, Seignouret comprend bien vite que ses origines bordelaises peuvent lui être profitables et se lance dans l'importation de vins, sans pour autant négliger son commerce de meubles dont il laisse peu à peu la direction à un Lot-et-Garonnais qu'il a, tout jeune, pris en amitié au point d'en faire, en 1836, son associé. En revanche, nous n'avons pu découvrir aucun lien entre François Seignouret et son frère Joseph pourtant installé, lui aussi, dans cette rue Royale où il est tapissier : à chacun de ses nombreux déplacements et de ses longs voyages en France, François Seignouret donne sa procuration à Jacques Describes.

Qui est ce Describes ? Le fils d'un gendarme du Lot-et-Garonne, Jean Describes, né en 1765 à Astaffort, et de Catherine Vigoulet (ou Vigoulette), née en 1773 à Monflanquin, (elle-même fille de Joseph Vigoulet et d'Anne Castel ou Castex). Si son père est décédé en 1807, sa mère demeure à Agen.

Une vie privée aussi mystérieuse que mouvementée

Avec l'apparition de ces deux noms, Describes et Vigoulet, qui jalonnent la vie de Seignouret, se glisse une part de mystère propre à dérouter les historiens. D'autant que ce négociant bordelais n'a pas été seulement un audacieux homme d'affaires et paraît avoir eu une vie privée quelque peu mouvementée...

Premier mystère : le recensement de 1820 à la Nouvelle-Orléans fait apparaître François Seignouret comme « marié ». Avec qui ? Divers actes font état d'une certaine Elisabeth Vigoulet, « épouse de François Seignouret », qui n'est autre que la fille, née le 9 mars 1771, à Monflanquin, de Joseph Vigoulet et d'Anne Castel : c'est donc la sœur aînée de l'épouse du gendarme Describes et, par conséquent, la tante de Jacques Describes, l'homme de confiance de Seignouret²⁵. Elisabeth Vigoulet, mariée le 26 février 1796 à Monflanquin, son village natal, à un tailleur d'habits, Jacques Desissard, est-elle partie pour la Nouvelle-Orléans avec son mari qui y décède ?

Un Américain, W.A. Feuillan, qui, en son temps, s'est penché sur les créateurs de meubles en Louisiane au XIX^e siècle et a fait des recherches sur l'activité de Seignouret, s'est demandé si, à leur arrivée à la Nouvelle-Orléans, les deux frères Seignouret n'auraient pas été employés par Desissard, qui aurait fait venir en Louisiane le neveu de sa femme, Jacques Describes. Ce qui pourrait expliquer les liens noués entre François Seignouret, Elisabeth Vigoulet et Jacques Describes.

Alors qu'en 1822, Elisabeth Vigoulet rentre d'un voyage en France (elle en est repartie par Bordeaux le 16 janvier 1823 sur le brick américain « Baltic » pour arriver le 19 avril à la Nouvelle-Orléans et a voyagé sous le nom d'Elisabeth Seignouret), François Seignouret s'apprête, lui, à

23. Etude de M^e Lafitte, à la Nouvelle-Orléans.

24. Vendu en 1865 par la famille Seignouret puis acquis en 1870 par un autre Bordelais, Pierre Brulatour, l'immeuble passera entre diverses mains avant d'être acheté, au début du XX^e siècle, par un mécène qui le restaurera, y installera des orgues et utilisera l'immense pièce centrale comme salle de bal où les jeunes filles de la haute société feront leurs « débuts ». Depuis 1949, l'immeuble, que W. Radcliffe Irby avait réaménagé, est occupé par une station de télévision qui, avec soin, lui conserve son aspect original.

25. Devenue veuve en 1807, Catherine Describes, née Vigoulet, déclare le 8 juillet 1808 que la succession de son mari ne comporte aucun bien immobilier et seulement 227 francs de valeurs mobilières. Notons que le couple a eu deux enfants, Jacques et Jeanne-Marie Corinne (que François Seignouret épousera).

quitter une fois de plus la Louisiane, mais éprouve auparavant le besoin de faire son testament qu'il dépose, le 16 juin, chez son notaire orléanais, M^e Lafitte. Et nous allons le retrouver, bientôt dans le sud-ouest de la France.

En effet, le 20 septembre 1824, au moment où Charles X succède à Louis XVIII, notre Bordelais se présente à la mairie de Toulouse pour y déclarer la naissance, survenue deux jours plus tôt, de sa fille Coralie « née de François Seignouret, propriétaire, et de Elisabeth Vigoulet, mariés, habitant de la Nouvelle-Orléans, demeurant momentanément à Toulouse rue Saint-Rome n° 12 ». Témoins : deux porte-faix. Ce qui prouve que, de passage dans la cité rose, le riche négociant n'y a aucune relation. A moins qu'il ne préfère la plus grande discrétion sur cette naissance d'autant qu'Elisabeth Vigoulet est... en Louisiane. Elle va avoir cinquante-quatre ans !

François Seignouret retrouve celle-ci à la Nouvelle-Orléans où il est revenu le 27 juillet 1826 via Marseille par le brick « Sarah Ann ». Un an après, il reprend le chemin de la France après avoir signé, le 17 juillet 1827, chez le notaire Félix de Armas, un nouveau pouvoir à Jacques Describes afin que celui-ci puisse, en son absence, « vendre une maison en briques et à étages, couvertes de tuiles » située rue Bourbon et donner « à Elisabeth Vigoulet, épouse de François Seignouret » toutes les autorisations dont elle aura besoin²⁶. Car, cette fois, il va faire un long séjour en France et, particulièrement, dans son Bordeaux natal.

Le voici d'abord à Agen où, le 4 octobre 1828, il se présente chez un notaire, M^e Augan. Cette fois, il est accompagné de « demoiselle Jeanne-Marie Corinne Describes, fille majeure et célibataire » (de feu Jean Describes et Catherine Vigoulette). Seignouret et sa compagne sont domiciliés rue Saint-Georges à Agen et reconnaissent « pour leurs enfants naturels simples » Coralie, née à Toulouse le 17 septembre 1824 (cette Coralie précédemment « attribuée » à Elisabeth Vigoulet !) et Edouard, né à Agen le 31 décembre 1825. Tous deux signent l'acte²⁷.

Cette Corinne Describes, qui vit à Agen avec sa mère et qui est la sœur du futur associé de Seignouret, est née le 5 mars 1801 à Villeréal en Lot-et-Garonne. Elle a donc dix-huit ans de moins que Seignouret dont elle a dû faire la connaissance lors d'un des nombreux voyages en France de celui-ci, vraisemblablement entre 1820 et 1823, car elle ne paraît jamais être allée aux Etats-Unis.

Mystère sur la naissance de Coralie. Mystère aussi sur celle d'Edouard, ce garçon reconnu comme enfant naturel né à Agen, car M^{lle} Lucile Bourrachot, des Archives départementales de Lot-et-Garonne, qui a fait de multiples recherches sur les Describes et les Vigoulet (Vigoulette), avoue n'avoir jamais réussi à trouver la moindre trace de la naissance de ce fils Seignouret. Ni à Agen, ni à Passage-d'Agen, ni dans les différentes communes fréquentées par lesdites familles, que ce soit Villeréal, Monflanquin ou autres lieux. Et, cependant, dans tous les actes officiels de sa vie, Edouard Seignouret mentionnera bien être « né à Agen le 31 décembre 1825 », selon la reconnaissance enregistrée chez le notaire Augan. Ce qui, avouons-le, épaissit singulièrement les énigmes soulevés par la naissance des premiers enfants de Seignouret...

Seignouret à Bordeaux

Car il en aura d'autres avec sa jeune compagne Corinne. Le couple vient, en effet, s'installer dans la région bordelaise. Le 13 octobre 1829, Seignouret achète, à la vicomtesse Reimonencq, le domaine de Terrefort, sur la commune de Blanquefort (Gironde) et passe l'acte chez le notaire bordelais Deschamps²⁸.

Propriété, à la fin du XVII^e siècle, des Leconte puis, au XVIII^e, du comte de Marcellus et, en 1754, des comtes de Dillon avant de passer, à la Révolution aux Gaye de Martignac, en 1820 à Guillaume Leblanc-Nogués et, enfin, en 1825, à Madame de Mauret, veuve du vicomte Reimonencq, ce domaine d'une soixantaine d'hectares est vendu 110 000 francs avec tout le mobilier et le cheptel. Immédiatement, Seignouret s'y installe et, remettant en valeur un vignoble en grande partie aban-

Tandis que sa sœur, Elisabeth Vigoulet, vit et décède à la Nouvelle-Orléans, Catherine reste longtemps à Agen avant d'aller finalement habiter chez son gendre Seignouret, dans l'immeuble du Pavé-des-Chartrons à Bordeaux, où elle meurt le 16 mars 1854, à l'âge de 81 ans (Archives municipales de Bordeaux, 3 E 199 acte 333).

26. On découvre, aussi, qu'au recensement de 1840 à la Nouvelle-Orléans, Elisabeth Vigoulet est mentionnée comme résidant rue Royale, dans la demeure de Seignouret, sous l'indication suivante « sexe féminin, race blanche, âgée de 60 à 70 ans (elle en a 69), femme de François Seignouret alors en France ».

Notons que nous n'avons trouvé aucune trace d'un mariage entre François Seignouret et Elisabeth Vigoulet. Pas plus en Louisiane qu'en France (Bordeaux ou le Lot-et-Garonne)...

27. Archives départementales du Lot-et-Garonne, 3 E 346.

28. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.062.



FIG. 7. — Le château de Terrefort (aujourd'hui château Dillon) à Blanquefort.
(Photo Commission régionale de l'Inventaire « Aquitaine ».)

donné, il fera monter la production de huit à cent soixante tonnes d'un vin (plus tard commercialisé sous le nom de « Château Dillon ») qui prendra le chemin de la Louisiane. « Terrefort » restera dans la famille Seignouret jusqu'en 1956, la vicomtesse d'Arlot de Saint-Saud, sa propriétaire, l'ayant toutefois loué dès 1923 avant de le vendre en rente viagère pour y permettre l'installation du lycée agricole qui s'y trouve toujours.

Une partie du château, édifié à la fin du XVII^e siècle, sera utilisée par Seignouret pour y fabriquer des meubles destinés à la Louisiane. E. Guillon qui, en 1866, en a fait la visite en compagnie de la veuve de Seignouret, confirme : « Monsieur Seignouret, industriel habile, y établit sa fabrique d'ébénisterie d'où il expédiait dans les colonies, des meubles et, plus tard, des vins²⁹. »

C'est au moment où ils sont installés à « Terrefort » dont ils ont aménagé, au rez-de-chaussée, la salle à manger avec la cuisine et les pièces de service ainsi qu'un grand et un petit salon, au premier étage, six chambres et cinq autres (avec six lits) au second³⁰, que François Seignouret et Corinne Describes déclarent, le 3 juin 1830, la naissance de leur fille Isabelle-Thélézia.

Deux ans après, ils décident de se marier, mais se croient obligés de reconnaître, le 13 juin 1832, chez M^e Deschamps, leur notaire bordelais, cette dernière fille Thélézia, dont la naissance a été pourtant enregistrée à la mairie de Blanquefort. Huit jours plus tard, ils reviennent dans l'étude du notaire de la place de la Comédie afin de signer leur contrat de mariage : Corinne Describes apporte ses économies, soit 25 000 francs, et Seignouret le domaine de Terrefort ainsi que 40 000 francs, mais il conserve en propre « tous ses biens présents et futurs possédés en Amérique ou partout ailleurs ». L'un et l'autre sont domiciliés à « Terrefort » bien qu'en marge du contrat, M^e Deschamps, procédant à une rectification de dernière minute, raye cette domiciliation à Blanquefort pour porter, aux lieux et place : « François Seignouret résidant à la Nouvelle-Orléans, étant en ce moment 50, rue des Menuts » et « Jeanne-Marie Describes, surnommée en famille Corinne, habitant à Bordeaux 65, rue des Trois-Conils³¹ ».

Le 5 juillet 1832, le mariage est célébré à la mairie de Bordeaux³² et, le 26 septembre suivant, est déclarée à Blanquefort la naissance d'un fils Jean-Léon. Moins d'un an après, le 5 septembre

1833, le couple a un autre fils, Joseph-Emile également né à « Terrefort » dans ce château où, en mai 1834, Seignouret apprend la mort de La Fayette qui était venu à la Nouvelle-Orléans en 1821.

Après un long séjour en France qui dure jusqu'en 1835, Seignouret retourne, seul, à la Nouvelle-Orléans avec, sans doute, l'intention de centrer dorénavant son activité sur sa ville natale. Aussi, dès 1836, il associe son beau-frère, Jacques Describes, à son affaire qui prend le nom de « Société François Seignouret et Cie ». Puis c'est le retour à Bordeaux où nous le retrouvons en 1837 quelques jours après la nomination de David Johnston comme maire de la ville. A la barre du Tribunal civil, il achète, le 24 avril et le 29 mai 1838, huit lots vendus à la criée qui proviennent de la succession du verrier François-Patrice Mitchell et de sa femme née Elise Lynch³³.

L'installation sur le « Pavé des Chartrons »

C'est dans le quartier bordelais des Chartrons qu'un Irlandais, Pierre Mitchell, avait installé en 1721 une verrerie pour « fabriquer un verre propre à faire des bouteilles façon d'Angleterre ». Entre 1771 et 1773, le fils du fondateur de cette verrerie, François-Patrice Mitchell, met en lotissement une partie du terrain bordant le cours du Jardin-Royal [cours de Verdun] et celui du Pavé-des-Chartrons [cours Xavier-Arnozan] où sont édifiés de très beaux hôtels particuliers. Transférée quai de Bacalan, la verrerie laisse libres les terrains et bâtiments qu'elle occupait. Aussi finit-on par vendre « magasins, corps de bâtiments, maisons et emplacements à bâtir » situés le long de l'ancien chemin qui conduisait à la verrerie et a pris le nom de rue de la Verrerie. Il y a des chais, des boutiques de tonneliers, des magasins à bouteilles, des remises et des écuries, bref un ensemble de lots que Seignouret acquiert pour la somme de 38 500 francs. Il fera tout raser pour construire progressivement un ensemble immobilier composé de cinq immeubles à deux étages (du n° 4 au n° 12 de la rue de la Verrerie) et d'une maison située au n° 21 de la même rue.

Mais il y a, aussi, un autre lot comprenant « un corps de bâtisse non achevée » de 273,50 m² (plus une cour de 62,46 m²) donnant à la fois sur la rue de la Verrerie et le cours du Pavé-des-Chartrons. Longue de 18,25 m, la façade sur le cours possède des murs de 81 cm d'épaisseur surmontés d'un balcon voûté en pierres de Nantes, alors que celle qui se trouve « sur la rue projetée de la Verrerie » est en pierres de Bourg de 60 cm d'épaisseur sur une longueur de 20, 30 m. En sous-sol, « cinq bonnes caves voûtées et deux caveaux propres à contenir des vins fins ». Au rez-de-chaussée, des magasins à bouteilles. Un escalier suspendu est commencé « sur un plan bien conçu d'une construction bien solide et pouvant être utilisé pour des constructions nouvelles ; des solives de fortes dimensions sont placées pour un premier étage ». A la suite, « un corps de logis », une « cour non clause (sic) sur la rue de la Verrerie Mitchell dans laquelle se trouvent établis une loge de portier et des lieux d'aisance, une petite écurie en bois adossée à la dite loge ».

Cette bâtisse inachevée, Mitchell semble avoir tenté de la vendre dès 1786 si l'on en croit les annonces répétées du « Journal de Guyenne » qui indique « vaste maison de 60 pieds de façade cours des Chartrons faisant le coin de la rue de la Verrerie dont les murs sont seulement élevés jusqu'au premier étage, magasins, chais, greniers et caves contiguës, le tout pouvant contenir 300 tonnes de vin, ayant issue dans ladite rue de la Verrerie et susceptible d'être convertis en maisons à peu de frais ». Seignouret obtient ce lot pour 21 529 francs, achève la construction et se trouve ainsi propriétaire d'un hôtel particulier — celui qui, de nos jours, porte le n° 51 du cours Xavier-Arnozan — où, dès la fin de 1839, il s'installe avec sa famille.

Dans ce bel immeuble de trois étages, les chambres ont été réparties entre le second et le troisième étage — quatre au second, trois au troisième — tandis qu'au premier se trouvent un grand salon, le salon de compagnie et un boudoir prenant jour sur le cours du Pavé-des-Chartrons [cours Xavier-Arnozan], la salle-à-manger et la cuisine donnant sur la rue de la Verrerie. La plupart des meubles sont en acajou à l'exception de quelques lits en noyer, des douze chaises de la salle-à-manger en bois peint alors que table et buffet sont en acajou comme l'ensemble du mobilier des salons (dans le boudoir toutefois des chaises laquées). Partout, des vases, des glaces et de nombreuses pendules. Le rez-de-chaussée est essentiellement occupé par une remise pour voitures et chevaux et un dépôt de marchandises où l'on va inventorier, à la mort de Seignouret, 2 480 kilos d'indigo, preuve qu'au négoce des vins et des meubles, cet homme entreprenant avait ajouté d'autres affaires et se livrait à ce que nous appelons, de nos jours, l'« import-export ».

33. Hypothèques Gironde, 2 juillet 1838 et 6 juin 1839, Archives départementales de la Gironde, vol. 745 n° 62 et vol. 768 n° 60.

34. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.109.

29. Les châteaux historiques et vinicoles de la Gironde (1867).

30. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.109.

31. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.066.

32. Archives municipales de Bordeaux, 2 E 152 acte 199. A noter que la mère de Corinne Describes n'assiste pas au mariage : elle est encore à Agen et sera représentée par J.A. Bazerque. Pour l'occasion, Seignouret mentionne son feu beau-père non point comme « gendarme » mais comme « propriétaire » alors que, nous l'avons vu, lors de la déclaration de succession après le décès de son mari, la veuve Describes a indiqué qu'il n'avait aucun bien immobilier...



FIG. 8. — La demeure de François Seignouret sur le « Pavé des Chartrons » (cours Xavier-Arnozan).

A partir du moment où il est installé sur le Pavé des Chartrons, François Seignouret limite ses voyages aux Etats-Unis, multiplie les pouvoirs adressés à son beau-frère Describes. Ainsi, le charge-t-il de vendre « soit à l'amiable soit en vente publique ou autrement » deux esclaves dont un mulâtre acheté en 1829 ainsi qu'un autre qui « est né à la Nouvelle-Orléans sur les propriétés du comparant »³⁵. Il effectuera d'ailleurs d'autres ventes d'esclaves, preuve qu'il diminue son train de maison à la Nouvelle-Orléans.

Construction de la salle Franklin

Seignouret a toujours été intéressé par les placements immobiliers. A la Nouvelle-Orléans, il ne s'est pas contenté de sa somptueuse maison de la rue Royale, il en fait édifier d'autres, notamment rue Bourbon et en profitant d'une concession du gouvernement américain qui lui a abandonné, durant vingt-cinq ans, la jouissance de terrains dans la plus grande ville de la Louisiane — est-ce en reconnaissance des services rendus en 1815 dans la lutte contre les Anglais ? — sous la condition « qu'il y ferait élever des bâtiments, les constructions sur ces terrains donnaient des revenus élevés... » précise le notaire Péry quand il procède, le 5 décembre 1854, au partage de la succession Seignouret.

A Bordeaux, outre ses achats rue de la Verrerie et cours du Pavé-des-Chartrons et les constructions qu'il fait élever sur les terrains acquis au Tribunal, il se rend propriétaire d'une maison, 97, route d'Espagne [cours de l'Yser], de deux immeubles vendus par le Bureau central de charité de Bordeaux, l'un de trois étages situé 15 (actuel n° 30) rue des Argentiers, à l'angle de la rue de la Coquille, l'autre de deux étages, 65 (actuel n° 37) rue de la Rousselle, deux immeubles légués au Conseil de fabrique de la paroisse Saint-Michel par Jean Verneuilh, neveu et associé du fondateur de la première manufacture de porcelaine installée à Bordeaux en 1781 sur le domaine des Terres-de-Bordes³⁶.

De plus, en 1841 et 1842, Seignouret agrandit son domaine de Terrefort en achetant, à Blanquefort, diverses pièces de terre³⁷ et en prenant une partie du domaine voisin du Luc³⁸, cependant qu'à

35. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.061.

36. Etude de M^e Grangeneuve, 2 septembre 1834.

37. Hypothèques Archives départementales de la Gironde, vol. 842 n° 24.

38. Hypothèques Archives départementales de la Gironde, vol. &&é n° 10.

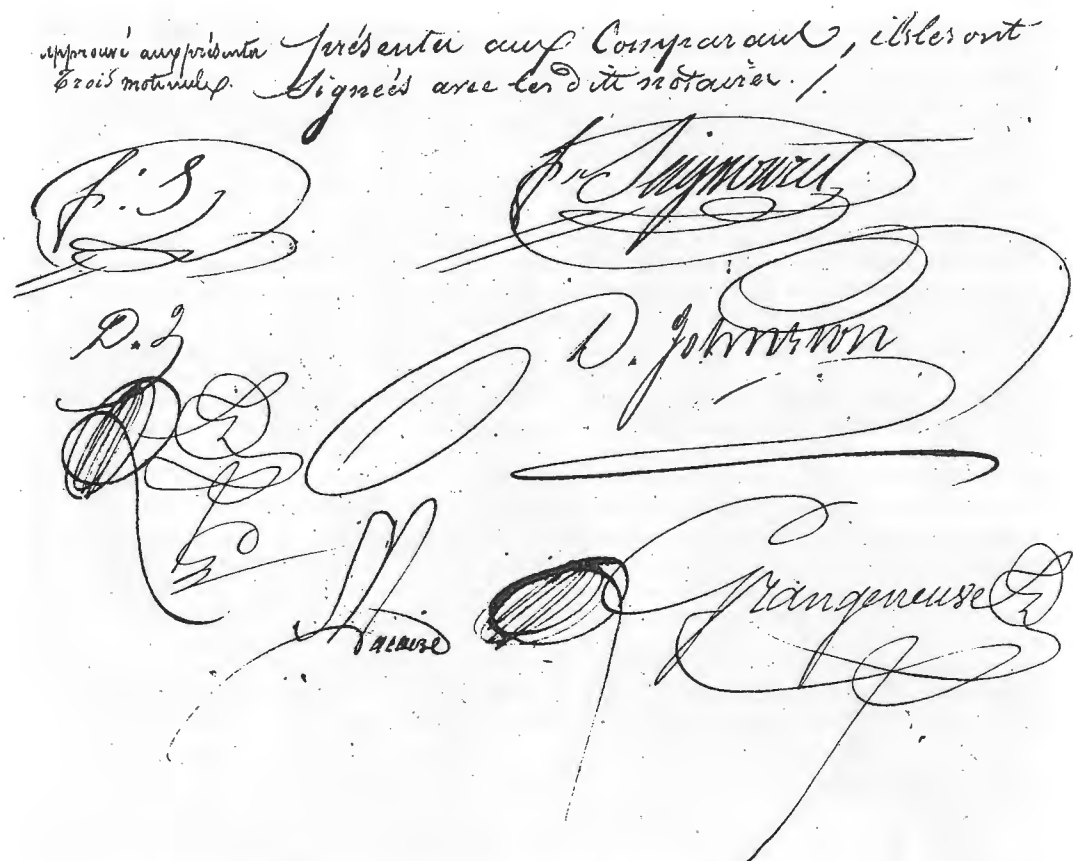


FIG. 9. — Côte à côte, la signature de François Seignouret et celle du maire de Bordeaux, David Johnston, sur l'acte d'achat, chez M^e Grangeneuve, de terrain de l'ancien château Trompette.

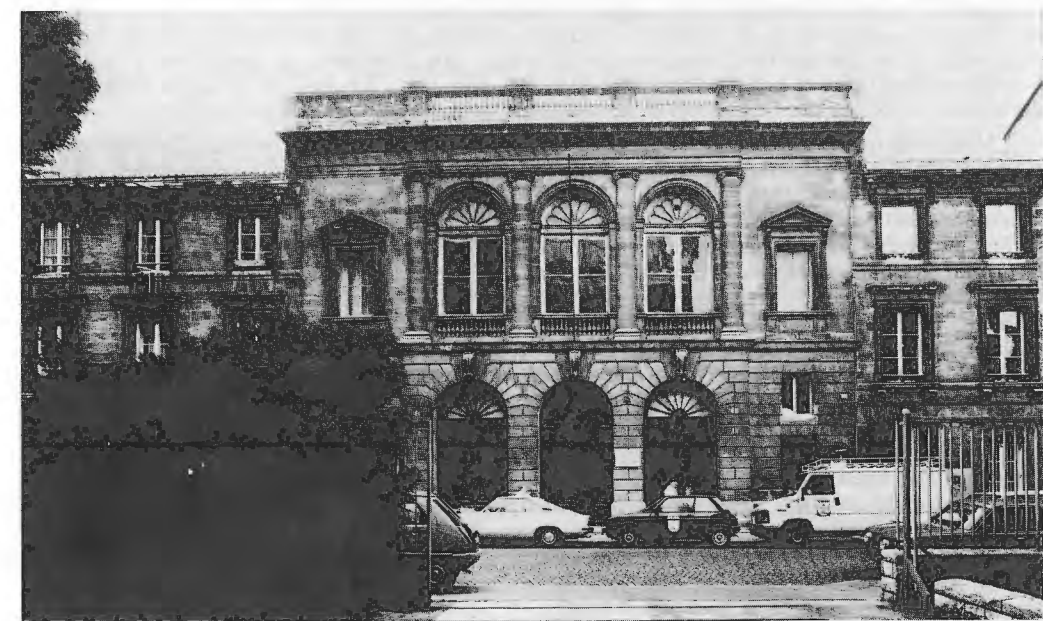


FIG. 10. — La salle Franklin entourée de deux immeubles construits par François Seignouret, rue Vauban. (Photo M. Dubau, Inventaire général Aquitaine.)

Bordeaux, il se rend acquéreur, les 23 mars et 7 juin 1841, de terrains de l'ancien château Trompette qui bordent le vieux cours du Pavé-des-Chartrons et que la municipalité vend par lots depuis une vingtaine d'années à des prix variant entre 30 et 45 francs le mètre carré³⁹. C'est ainsi que, pour la somme de 49 429 francs 96, il obtient d'abord cinq emplacements d'une superficie totale de 1 565,90 m² puis, pour 21 621 francs, deux autres lots d'un total de 720,70 m². Tous situés entre les actuels cours Xavier-Arnozan et rue Vauban.

Sur ces terrains seront construits les immeubles qui, de nos jours, portent le n° 28 du cours Xavier-Arnozan — un très bel ensemble de quatre étages imposant —, les nos 19 et 23 de la rue Vauban (deux étages). Ce n'est qu'après la mort de Seignouret que, sur les autres emplacements, seront édifiés les nos 24 et 26 du cours Xavier-Arnozan et 25, rue Vauban (auparavant, la municipalité a ordonné à Seignouret de faire clôturer, par un mur de pierres, les terrains non construits à l'angle du cours Xavier-Arnozan et de la rue Vauban, un emplacement de 590 m²).

Dans cette rue Vauban, l'architecte Jean Burguet édifie, pour Seignouret, ce qu'en famille on appellera le « Casino », mais qui, officiellement, est baptisé salle Franklin. Terminés à la fin de 1844, les travaux, entrepris sous la conduite de l'architecte de l'hôpital Saint-André, permettent d'offrir aux Bordelais une salle destinée aux spectacles, aux concerts, aux bals et aux expositions. Contrairement à ce qui a été dit — et même écrit — ce n'est pas en hommage direct au philosophe, savant et homme d'Etat américain que cette salle a été ainsi nommée, mais plus simplement en souvenir du navire, le « Franklin », qui conduisit Seignouret vers la Louisiane et la fortune...

Sous l'égide du Cercle Philharmonique, qui organise un concert, et en présence du maire Duffour-Dubergier, la salle est inaugurée le 17 janvier 1845. Le journal « L'Indicateur » écrit avec enthousiasme : « L'aspect que présentait la salle était admirable » et il loue les mérites de M. Jean Burguet, mais regrette toutefois l'absence de statues... Le rédacteur salue « le rouge des tentures damassées des panneaux » qui fait ressortir « les broderies dorées qui s'allient avec grâce au fond blanc des moulures » et souligne « la grandeur de l'escalier et des portiques » ainsi que « la magnificence quasi royale du lieu ». Bien sûr, peinture fraîche et vernis donnent encore de désagréables odeurs, mais le journaliste rassure : « tout ira mieux quand seront passés les courants d'air »...

Les dernières années bordelaises

Peu après cette inauguration, Seignouret marie sa fille aînée Coralie à Octave de Gaulne et la cérémonie civile a lieu le 25 mars 1845 à l'hôtel de ville de Bordeaux⁴⁰. Mais, huit jours avant, intervient un jugement du Tribunal civil de Toulouse qui, en date du 17 mars, modifie à la demande de Seignouret l'acte de naissance de Coralie enregistré en 1824 et décide que « au lieu de dire fille de François Seignouret et de Elisabeth Vigoulet, mariés, on dira, à l'avenir, fille de François Seignouret et de Jeanne-Marie Describes mariés » alors que nous avons vu qu'en réalité le mariage Seignouret-Describes n'a été célébré que huit ans plus tard. En fait, le Tribunal entérinait la déclaration effectuée par Seignouret et sa compagne devant le notaire d'Agen en 1828...

Mais voici que réapparaît Elisabeth Vigoulet. Et à peu près au même moment. Seignouret a en effet envoyé à son beau-frère Describes une procuration pour une nouvelle vente d'esclaves qu'il a décidée. Le 30 avril 1845, est cédé à Théophile Herbert, de Saint-Martinville (Louisiane), et moyennant 600 piastres⁴¹ « un esclave nommé Louis, mulâtre âgé d'environ vingt ans qui appartient audit sieur Seignouret pour être né chez lui d'une de ses esclaves nommée Pauline ». L'acte ajoute : « Ledit sieur François Seignouret est marié avec la dame Elisabeth Vigoulet de cette ville [la Nouvelle-Orléans], aux présentes elle est intervenue et a personnellement comparu... et à déclarer l'approuver [la vente] et la ratifier » après avoir renoncé « aux hypothèques, privilèges et autres droits qu'elle a ou pourrait avoir ». Toujours appliqué en Louisiane, le Code Napoléon prévoit en effet l'hypothèque légale de la femme mariée sur les biens de son époux, l'esclave étant considéré comme immeuble par destination. Trois ans après, le 30 octobre 1848, Elisabeth Vigoulet meurt à la Nouvelle-Orléans et François Seignouret charge son beau-frère Describes de rapatrier son corps inhumé le 29 janvier 1851, sous le nom d'Elisabeth Vigoulet, veuve Desissart, dans le caveau que Seignouret s'est fait aménager au cimetière de la Chartreuse à Bordeaux : elle sera ainsi la première occupante de ce caveau, revendu en 1862, à un certain M. Villiet avant la construction d'un autre en forme de chapelle⁴².

39. Archives municipales de Bordeaux, 520 0/8.

40. Archives municipales de Bordeaux, 2 E 182.

41. Etude de M^e André Ducatel, la Nouvelle-Orléans. En Louisiane, on a coutume de compter en piastres, la piastre équivalant à un dollar.

42. Cimetière de la Chartreuse, 27^e série n° 123/125.



FIG. 11. — « Le bureau de coton à la Nouvelle-Orléans », Degas.
(Musée des Beaux-Arts de Pau.)

En 1849, Seignouret continue de se débarrasser de la plus grande partie de ses esclaves de la Nouvelle-Orléans. Le 19 avril, Jacques Describes, son « mandataire général et spécial » est chargé d'« affranchir et rendre à la liberté le nommé Jim, nègre âgé d'environ quarante ans, domestique du comparant à la Nouvelle-Orléans, et la nommée Marie, négresse, femme dudit Jim, âgée d'environ quarante ans »⁴³. C'est l'un des derniers pouvoirs signé, chez son notaire Péry, par François Seignouret.

Le 25 avril 1850, est constituée à la Nouvelle-Orléans une société qui, remplaçant la précédente née en 1836, a pour associés François Seignouret, son fils Edouard, installé depuis peu en Louisiane, et Jacques Describes. Les deux premiers apportent 32 407 piastres représentant le stock inventorié et Jacques Describes 16 233 piastres en espèces.

Cette fois, Seignouret semble avoir tiré un trait sur la Louisiane de sa jeunesse aventureuse où s'est épanoui son talent d'homme d'affaires. Il ne quitte plus Bordeaux, se partage entre son hôtel du Pavé-des-Chartrons et son domaine de Terrefort, administre ses immeubles — il a une trentaine de locataires — et gère son portefeuille essentiellement composé d'actions de compagnies de chemins de fer (Paris-Orléans, Nord, Paris-Rouen, Midi) prouvant, une fois de plus, son esprit d'aventure et sa foi dans le progrès (il a, en outre, des actions de la compagnie du canal latéral de la Garonne et de sociétés d'assurance maritime).

En 1851, les Seignouret marient leur seconde fille Thélézia à Henri Chauvot, un avocat. L'année suivante, François Seignouret tombe malade. Malgré les soins du docteur Caussade, son ami et voisin de Blanquefort, il meurt le 25 décembre 1852 dans son hôtel du cours du Pavé-des-Chartrons alors que ses fils Edouard et Emile sont à la Nouvelle-Orléans, sa fille Coralie et le mari de celle-ci, Octave de Gaulne, à Madrid où ils sont installés. Le 3 janvier suivant, le notaire de la famille, M^e Péry, procède à l'inventaire⁴⁴ et, le 5 décembre 1854, a lieu le partage d'une fortune

43. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.101.

44. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.109.

dépassant 1 500 000 francs-or⁴⁵. Comme quoi l'ancien apprenti tailleur d'habits a connu une belle réussite matérielle...

Si la salle Franklin demeure dans l'indivision — tout comme les esclaves que Seignouret possède encore en Louisiane —, l'hôtel du cours du Pavé-des-Chartrons est attribué à M^{me} Seignouret de même que le grand immeuble du n° 28 du même cours et que celui de la rue Royale à la Nouvelle-Orléans (avec le stock de vin évalué à 271 900 francs). La veuve du négociant aura également le domaine de Terrefort, alors qu'Edouard Seignouret qui, entre temps, s'est marié le 27 juin 1854, après son retour de Louisiane — il a épousé une niçoise Léonie Sûte —, reçoit les maisons de la rue de la Rousselle et de la route d'Espagne ainsi qu'une partie des maisons de la rue de la Verrerie.

Pour Emile Seignouret, une maison rue Bourbon à la Nouvelle-Orléans; pour Madame de Gaulne, les immeubles n° 10 rue de la Verrerie et n° 23, rue Vauban; pour Léon Seignouret, la maison du n° 12 de la rue de la Verrerie et celle de la rue des Argentiers. Quant à Thélézia Chauvot, il lui est attribué les immeubles du 19 rue Vauban et du 8 rue de la Verrerie. Enfin, les terrains situés à l'angle du cours du Pavé-des-Chartrons et de la rue Vauban où il n'y a pas encore de constructions, sont destinés à la veuve de Seignouret qui ne tarde pas à vendre l'hôtel particulier du 51, cours du Pavé-des-Chartrons pour s'installer en face au n° 28 du même cours où elle mourra le 19 novembre 1890 (ce dernier immeuble dont Emile Seignouret a hérité de sa mère est vendu par lui, en mai 1891, à son frère Edouard).

Tour à tour, Edouard et Emile Seignouret s'occupent de l'affaire de vins qui, à la Nouvelle-Orléans, continue jusqu'à la guerre de Sécession mais, alors, le terrible coup porté à la Louisiane par la victoire des Nordistes, l'abolition de l'esclavage qui avait conditionné la prospérité économique au temps du coton-roi, bref la fin d'un âge d'or dont François Seignouret avait habilement su profiter, tout cela sonne le glas de la maison de commerce dont Jacques Describes s'est déjà retiré avant même le début du conflit entre le Nord et le Sud. Les Seignouret se sont associés à un importateur nommé Cavaroc. Bientôt leur nom disparaît des annuaires orléanais (Emile Seignouret est mentionné pour la dernière fois en 1868 comme « associé de la Firme Cavaroc ») et, à partir de 1873, la Société Cavaroc et fils se présente à la Nouvelle-Orléans, comme « agents des Seignouret pour les vins de Bordeaux », car l'affaire continue à Bordeaux, 28, cours du Pavé-des-Chartrons sous le nom de « Seignouret frères » et des membres de la famille l'animeront jusqu'en novembre 1927, date à laquelle s'en retirent ses derniers représentants. Elle existe toujours 82, rue Mandron, sous le nom de « Seignouret frères et Cie », perpétuant ainsi le souvenir d'un personnage hors du commun.

La postérité de Jacques Describes, associé et beau-frère de Seignouret...

Quant au beau-frère et associé de Seignouret, Jacques Describes, il a quitté, à son tour, la Nouvelle-Orléans peu après la mort de celui-ci. Il se retire à Paris en compagnie d'une Américaine, Mary Clannan, avec laquelle il vit depuis 1825 et qui, entre 1826 et 1853, lui a donné cinq enfants⁴⁶. Devenus parisiens, ils se marient à la mairie du 8^e arrondissement le 8 septembre 1857 et profitent de l'occasion pour reconnaître leurs enfants⁴⁷.

L'un de ceux-ci, une fille prénommée Nathalie, épouse un employé des chemins de fer de la Compagnie « Paris-Orléans », Jean-Baptiste Imbart de la Tour. Ce couple aura un fils, Pierre, qui deviendra l'un de nos plus grands historiens⁴⁸. En effet, Pierre Imbart de la Tour sera non seulement titulaire, de 1893 à 1910, de la chaire d'histoire du Moyen Âge à la Faculté des lettres de Bordeaux, mais aussi membre de l'Institut dès 1909. Il se retirera à Bordeaux et y mourra en 1925.

... Et celle de François Seignouret

W.A. Feuillan, précédemment signalé, a soulevé un mystère dans la vie de François Seignouret — un de plus ! — et nous nous contenterons de l'indiquer. Cet Américain a, en effet, découvert

45. Archives départementales de la Gironde, 3 E 25.112.

46. Mary Clannan, fille de John Clannan et de Marie Jones, était née à Horry en Caroline du Sud et, selon W.A. Feuillan, était une « quarteronne ».

47. Ces cinq enfants sont nés respectivement en 1826, 1829, 1835, 1842 et 1853.

48. Né le 22 août 1860 dans la propriété de son grand-père Describes à Valenton (Seine-et-Oise).

l'arrivée, le 27 juillet 1826, à la Nouvelle-Orléans, du brick, « Sarah Ann » en provenance de Marseille. A bord, Seignouret accompagné de deux jeunes garçons, Laurent-E. Bellevue et Siméon Bellevue, respectivement âgés de 14 et 10 ans, qu'il installe dans sa demeure de la rue Royale où ils apprendront, le premier, le métier de tapissier, le second, celui d'ébéniste. Plus tard, affirme-t-il, ces enfants prennent le nom de Seignouret. Au recensement de 1840, Laurent-E. Seignouret est mentionné comme tapissier 73, rue Royale, et Siméon Seignouret, ébéniste 242, rue Royale, là même où, un court laps de temps, Mallard s'installera avant de créer son magasin du 67, rue Royale⁴⁹.

Relevons, aussi, qu'un fils de Siméon Seignouret né le 1^{er} avril 1845 a été baptisé à la hâte le 26 août 1849 en l'église Sainte-Augustine car gravement malade (effectivement, il meurt cinq jours après). Il a eu, pour parrain, son oncle, Laurent-E. Seignouret, qui déclare « être né à Bordeaux », malheureusement nous n'avons trouvé aucune trace de cette naissance aux Archives municipales de cette ville...

On peut s'interroger sur la nature et l'origine des liens, incontestablement affectueux, entre François Seignouret et ces deux garçons Bellevue-Seignouret. Des enfants du négociant ? Mais nés de ses rapports avec qui ? Geste de gratitude à l'égard d'un ami ? Bref, une énigme supplémentaire dans la vie mouvementée de l'entrepreneur Bordelais si méconnu de ses concitoyens...

A l'énigme de ces deux garçons Bellevue prenant, un beau jour, le nom de Seignouret, on ne peut s'empêcher d'en rapprocher une autre qui concerne un voisin de Seignouret à la Nouvelle-Orléans. En effet, Jérôme Chiapella qui, lui aussi, était venu faire fortune en Louisiane et qui, comme Seignouret, s'était retiré à Bordeaux, avait, en 1810, épousé, à l'âge de soixante-dix ans, une jeune femme de trente-huit ans. Sur son testament, il avait couché, non seulement ses frères et ses sœurs, sa femme née Agathe Lemelle, la fille de celle-ci et ses enfants, mais encore, selon un document retrouvé par Arlette Cotton de Bennetot, deux garçons Etienne et Célestin Coudrin, donnant de surcroît à ce dernier le droit de s'approprier le nom de Chiapella « si cela lui convient pour qu'il en hérite avec la bénédiction de Dieu et la mienne »⁵⁰. Ainsi, Célestin Coudrin deviendra Coudrin-Chiapella puis Chiapella tout court. Lui aussi se retirera à Bordeaux, s'installera 1 bis, rue d'Enghien et, le 5 octobre 1822, achètera, à Talence, le château La Mission Haut-Brion dont il fera la réputation en rénovant un vignoble auquel il apportera tous ses soins⁵¹.

Sept ans après, ce sera au tour de François Seignouret de se rendre acquéreur d'un domaine vinicole, cette fois à Blanquefort, propriété qu'il remettra en valeur au moment où il reprendra contact avec sa ville natale avant de s'y retirer définitivement et d'y faire souche puisque, comme nous l'avons vu, il a eu, de Corinne Describes, cinq enfants, deux filles et trois garçons qui lui assureront une nombreuse descendance (Edouard n'aura-t-il pas huit enfants ?) s'alliant, par la suite, à des familles aussi diverses que connues. Ainsi, après s'être assuré une belle réussite matérielle grâce à son sens du commerce et de l'opportunité, grâce aussi à son esprit d'aventure et d'initiative, François Seignouret y ajoutera une incontestable assise sociale que fortifiera sa postérité.

49. Le recensement de 1820 à la Nouvelle-Orléans mentionne François Seignouret comme « marié sans enfant » et celui de 1830 comme « marié, quatre enfants; trois garçons et une fille ». S'agirait-il de ces deux garçons Bellevue-Seignouret, d'Edouard et de Coralie, les deux enfants reconnus à Agen le 4 octobre 1826 ?

50. Histoire et généalogie de la famille Cotton de Bennetot (Bordeaux, 1981).

51. Archives départementales de la Gironde, 3 E 24.176.

FAÇADE DE TOURNY

Etude sur le numérotage des quais vers 1800 et leur appellation

par André TOULIER

A l'origine de la Façade, les numéros portaient de l'Estey Majou à gauche avec le numéro 1 pour aboutir à la place Royale. L'hôtel de la Douane (ex-hôtel des Fermes du Roy) portait les numéros 296 à 298.

Avant la Révolution, les actes d'état civil paroissiaux étaient peu précis sur le lieu exact d'habitation des paroissiens. Tout au plus le nom du quai ou de la rue étaient-ils parfois indiqués sans mention des numéros.

Le nouvel état civil apparu après la Révolution est plus précis. Les mairies du centre et du sud donnent peu à peu les adresses exactes des citoyens de la Façade.

Les intéressés précisaient : « en Paludate sur le Port ou sur le quai au chantier de Thiac », « Sur le port à la Grave », « Près la porte de la Grave », « Sur le port près la fontaine de la Grave », « Sur le port à la calle de la Monnoye ». Ils n'indiquaient pas toujours le numéro où ils habitaient.

Pour la place des Salinières (ex-Bourgogne), les numéros s'intégraient dans l'ensemble du numérotage de la Façade ainsi que l'indiquent les actes d'état civil des deux mairies qui se partageaient cette place.

A la suite, on relève dès 1793, sur les registres, un fractionnement oublié de nos jours : façade de la Bastide ou quai du même nom.

Ce quai commençait à la fin de l'hémicycle vers le Pont Saint-Jean. On le trouve également mentionné dans les premiers « Calendriers du commerce », numéro 212 au numéro 238.

Certains actes mentionnaient « Aux Portanets » pour la partie des quais près de la porte des Portanets. Ils concernent les mêmes personnes au quai de la Bastide.

On trouve donc ensuite le « pont Saint-Jean » et le quai de Royan à l'extrémité jusqu'à l'hôtel des Douanes, près la place de la Liberté.

Dans leur ensemble, peu à peu les actes sont rédigés « sur le port » ; le numéro est de 2 à 298.

Pour les immeubles de la Façade, on remarque qu'ils comportent souvent au rez-de-chaussée deux arcs en plein cintre. Il y en avait aussi d'un ou d'un et demi suivant la largeur des propriétés. Toutes les combinaisons d'accouplement ou de division des immeubles étaient possibles.

Cette possibilité de combinaison, sans toucher à la Façade, est encore employée de nos jours.

En 1805, la ville de Bordeaux voulut dédier à Napoléon la porte des Salinières et une partie des quais. On peut constater sur les registres d'état civil de l'époque la nouvelle désignation et le nouveau numérotage qui en a découlé. Ceci est entré en application dès janvier 1806. Ce fut le premier changement de numérotation. Il n'en existe aucun état de concordance aux archives municipales. Voici, d'après mes recherches, ce qui avait été décidé et ces numéros durèrent jusque vers 1840.

Le quai de Paludate conserva les 105 premiers numéros sur le port. Vint ensuite une nouvelle numérotation commencée au quai Sainte-Croix, puis après le quai de la Grave on voit apparaître la dénomination quai des Salinières.

L'arc Napoléon domine la place du même nom. Il a ses 15 numéros particuliers. Le quai Napoléon partait de l'hémicycle avec le numéro 90 jusqu'au 156. Venait ensuite le quai de la Douane (ex-quai Royan). L'arc était donc à peu près au milieu du nouveau numérotage.

Voici maintenant la concordance avant les numéros d'avant 1805 : le 196 sur le Port, angle à gauche de la place et des quais, devint le 89 quai Napoléon ; le 212 sur le Port, angle à droite de la place et des quais, devint le 90 quai Napoléon ; le 220 sur le Port était la maison de petite largeur (un arc) qui devint le 96 quai Napoléon (actuel 55 quai Richelieu) ; les 229 et 230 sur le Port étaient de chaque côté de la rue Porte-des-Portanets, ils devinrent les 105 et 106 quai Napoléon ; le 238 sur le Port devint le 115 quai Napoléon, etc. jusqu'au numéro 155.

Nota : Dès l'abdication de Napoléon des 4 et 6 avril 1814, la place Napoléon devint place de Bourgogne. Le quai Napoléon devint quai de Bourgogne. Les numéros seront cependant gardés. Ils ne changeront qu'avec ceux de toute la ville, un peu après 1840 (voir l'état de concordance, Bordeaux, Archives municipales, 18/12).

Cette étude a été faite d'après les registres d'état civil du centre et du sud et Bordeaux 2^e section, NMD de 1793 à 1813.

CERCLE BERTRAND-ANDRIEU PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE L'ANNÉE 1983

ABRÉVIATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- B. Bramsen, *Médaillier Napoléon le Grand* (1904).
B.M.C. *Catalogue of Greek Coins in the British Museum*, Londres (1873-1927).
Ci. Ciani, *Les monnaies royales françaises de Hugues Capet à Louis XVI*, Paris (1926).
C. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2^e édition, Paris (1880-1892).
E.d.F. Evrard de Fayolle, *Histoire numismatique de la Chambre de Commerce de Bordeaux* (1900).
F. Feuardent, *Jetons et mereaux depuis Louis IX jusqu'à la fin du Consulat de Bonaparte*, Paris (1904-1915).
Fl. Florange, *Armorial du jetonophile. Guide de l'amateur de jetons armoriés* (1907).
G.D. Gadoury - Droulers, *Les monnaies royales françaises de Louis XIII à Louis XVI* (1978).
L. Lafaurie, *Les monnaies des rois de France de Hugues Capet à Henri IV*, 2 vol. (1951-1956).
P. Poindessault, *Répertoire de la Numismatique française contemporaine de 1793 à nos jours*.
S. Seaby, *A catalogue of the copper coins and tokens of the British Isles* (1949).
Syl. Cop. *Sylloge Nummorum Graecorum*. The Royal collection of coins and medals Danish National Museum.
V.G. Victor Guilloteau, *Monnaies françaises. Colonies 1670-1942. Métropole 1774-1942*.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE AYANT PARTICIPÉ AUX TRAVAUX DU CERCLE.

MM. Avisseau, Bardet, Bénusiglio, M^{me} Beynis, MM. Bouchereau, Chalmin, D^r Cougoul, MM. Dugros, D^r Duhart, MM. Dupont, Dupuch, M^{me} Lafond-Grelety, D^r Mournain, M. Pujo.

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1983.

Présidents honoraires : M. le Professeur R. Etienne, M. D. Nony.
Président : D^r Cougoul.
Vice-Présidents : MM. Dugros, Pujo.
Secrétaire : M. Dupuch.
Archiviste : M. Bardet.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1983

Présidence de M. le Dr COUGOUL, *Président*

PRÉSENTATIONS:

M. Benusiglio et M. Pujo: Les Poulains de Corinthe. Présentation de ce monnayage et rappel des caractéristiques de ces monnaies, essai de datation avec des exemplaires présentés par des membres du cercle et de la collection Miller.

M. Bardet: Nîmes, moyen bronze d'Auguste et d'Agripa, C. 7.

M. Dugros: France, monnaies d'argent, de 1920 à 1982: 2 FRANCS, 1920, semeuse de O. ROTY, P. 200; 1 FRANC même type, P. 201; 50 CENTIMES, même type, P. 202; 20 FRANCS, république de TURIN, P. 222; 10 FRANCS, même type, P. 223; 5 FRANCS, type semeuse, 1959, P. 270; 10 FRANCS, type DUPRÉ à l'hercule, 1964, P. 269; 50 FRANCS, même type, 1974; 100 FRANCS, 1982, type au Panthéon, atelier de gravure. Cette présentation a permis de suivre l'évolution du style monétaire pendant cette période.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1983

Présidence de M. PUJO

PRÉSENTATIONS:

M. Chalmin: Louis XV, émissions à la vieille tête de 1771. Demi sol de La Rochelle, G.D. 275; Liard de Montpellier, G.D. 272.

M. Pujo: Louis XVIII, 20 FRANCS 1814, V.G. 2362 variante. Un des rares exemplaires émis à Londres en 1814, destinés aux armées de Wellington; il semble que les Anglais n'aient pas informé le gouvernement de Louis XVIII de cette frappe; les archives françaises n'en conservent aucune trace. Copie de la pièce de l'atelier de Paris mais avec des variantes. Retirée assez rapidement de la circulation et refondue dans sa presque-totalité.

M. Dugros: Chambre de Commerce de Bordeaux. Médaille commémorative des travaux d'achèvement de la Bourse, E.d.F. 24; achèvement des quais de la rive gauche, E.d.F. 28; République Française, buste de la république à d. par B.E. VERNIER, R/POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DU SECOND BASSIN A FLOT PAR M. EMILE LOUBERT PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 25 AVRIL 1905, bronze plaquette 73 mm x 50 mm; CHAMBRE DE COMMERCE DE BORDEAUX; au centre, entouré d'une couronne de chêne et de laurier, H. DUBOIS, R/Une femme assise sur des nuages écrit sur un livre servi par un enfant nu, DANIEL DUPUIS, argent, 50 mm.

Médaille anniversaire du 250^e anniversaire de la fondation. Au centre, dans un collier, les deux C entrecroisés disposés un et deux, au-dessus du collier caducée et ancre sommés du pétase, de chaque côté du collier, deux personnages affrontés, à droite, un athlète un genou en terre, la tête de face tient d'une main un flambeau et de l'autre un ruban sur lequel est inscrit LABOR; à gauche, une femme un genou en terre, la tête de face, tient dans sa main une palme et de l'autre un ruban sur lequel est inscrit PAX. Tous les deux reposant sur deux ailes déployées; en dessous, un ruban sur lequel est inscrit QUO NON HAC DUCE; plus bas, un médaillon octogonal reproduisant le jeton de la Chambre de Commerce. R/Entouré de deux branches de laurier le double C entrecroisé en dessous CHAMBRE DE COMMERCE/DE BORDEAUX/MDCCV/MCMLV, br. 50 mm.

SÉANCE DU 20 MARS 1983

Présidence de M. PUJO

COMMUNICATION:

M. Bardet: Les monnaies d'Aquitaine des origines à Louis VII. Exposé sur les origines du monnayage en Aquitaine jusqu'à Louis VII avec présentation de pièces communiquées par les membres du cercle et de la collection Miller.

PRÉSENTATIONS:

M. Pujo: Paphlagonie Cromma, tétroble, vers — 340-300, B.M.C. 3 P. 2109 var.

M. Chalmin: écu au bandeau, Paris 1741, G.D. 322, première année d'émission frappée avec un coin de 1740.

M. Dugros: Prétendants à la couronne de France; monnaies, essais, et frappes de souvenirs:

Louis XVII (Louis-Charles de France 1785-1793-1795). Sur un écu constitutionnel de Louis XVI 1793, Paris (dernière frappe à l'effigie de Louis XVI) contremarqué d'une couronne et d'un dauphin; Louis XVII, LOUIS XVII ROI DES FRANÇOIS, br V.G. 463, frappe de souvenir, émission de Londres (?); sur une pièce de Napoléon I^{er}, 2 FRANCS, 1808 V.G. 880, à l'avvers contremarqué une tête de chouette et où l'œil de Napoléon est percé — surfrappe chouanne — Louis XVII étant prétendant au trône.

Napoléon II 1811-1815-1832. DEMI-FRANC, essai, 1816, arg. V.G. 2408; 5 CENTIMES, 1816, essai, V.G. 2413. Ces frappes quoique datées de 1816 ont été émises sous Napoléon III.

Henri V (Duc de Bordeaux puis Comte de Chambord), 1820-1830-1883. 5 F 1832, arg. V.G. 2692; 1 F 1831, arg. V.G. 2705; 1/2 F 1833, arg. V.G. 2173, émissions de Londres. Après 1870, émissions de Bruxelles mais sans aucune certitude. Sur un écu de 5 FRANCS de LOUIS-PHILIPPE I^{er} ROI DES FRANÇAIS tête nue à d 1831 contremarqué du buste de Henri V en uniforme.

Napoléon IV 1856-1873-1879 2 F, 1874, arg. V.G. 3761; 10 Ces, br. V. 1874, br. V.G. 3765.

Pour les autres prétendants, Philippe, Comte de Paris (1838-1894) et son fils, Philippe, Duc d'Orléans (1869-1926), il n'a été émis que des médailles et des jetons de propagande.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1983

Présidence de M. le Dr COUGOUL, *Président*

COMMUNICATION:

M. Pujo: Monnayage des Ptolémées. Exposé sur le monnayage de Ptolémée I Soter (— 323) à Cléopâtre VII (— 30), période de l'occupation romaine.

PRÉSENTATIONS:

M. Chalmin: Louis XIV, douzième d'écu: au buste juvénile, Lyon, 1662, G.D. 115.

Louis XV, dixième d'écu au bandeau, Metz, 1769, G.D. 292.

Louis XVI, dixième d'écu au laurier, Paris, 1785, G.D. 353.

M. Dugros: Monnaies obsidionales (de siège ou de nécessité). Siège de Lille, 1708 (guerre de succession d'Espagne), XX sols, aux armes du Maréchal de Boufflers. R/XX s/PRO/DEFENSIONE/

URBIS ET/PATRIAE/1708/, br.; autre exemplaire X SOLS br. Mayence, siège du 6 avril-22 juillet 1793, 5 SOLS, V.G. 396. Maestricht, siège fin septembre-4 novembre 1794, 100 STUBER, V.G. 449. Luxembourg, siège novembre 1794-7 juin 1795, 1 SOL, br., V.G. 461. Mantoue, reddition 30 juillet 1799, UN SOLDI, monnaie coulée br. V.G. 616. Anvers, siège, février 1814-2 mai 1814, 10 CENT, 1814, br. V.G. 2334; 5 CENT, 1814, br. V.G. 2336. Strasbourg, siège 2 janvier-13 avril 1814, UN DECIME, 1815, BB V.G. 2324; 26 juin-4 septembre 1815 UN DECIME 1815, V.G. 2330.

D^r Cougoul: quelques considérations sur le symbolisme du coq et sa présence dans les monnaies. Symbole de la vigilance pour la police et les médecins.

Lenoir, lieutenant général 1776; F. 5904; Bonaparte buste à dr. par Gatteaux, R/monogramme dans une guirlande; manque à Bramsen. LOUIS XVIII; CHARLES X; LOUIS PHILIPPE; effigie du souverain, R/coq à dr. par GALLE et DUBOIS, avec légende: VIGILAT VT QVIESCANT.

Société de Médecine de Lyon, F. 10772.

SÉANCE DU 15 MAI 1983

Présidence de M. le D^r COUGOUL, *Président*

PRÉSENTATIONS:

M. Pujo: Louis XI, écu d'or au soleil, atelier de Perpignan, émis entre 1478 et 1483, L. 529. François II, double henri d'or au 3^e type, atelier de La Rochelle, frappe au marteau, L. 862 var.

M. Dugros: Tokens ou monnaies de nécessité émises en Angleterre à la fin du XVIII^e pour répondre à la demande constante de petite monnaie. Devant la carence des autorités officielles, se développe la frappe des «tokens»; les émissions privées furent officiellement interdites en 1817 mais devant la pénurie persistante de petite monnaie, leur frappe continua jusqu'à une date avancée dans le XIX^e.

Jacques II, half crown, 1690/gunmoney, S. IC 79; George II, three shillings, 1812, arg. NT S. NT 8; Charles III d'Espagne, 1794, contremarque ovale au buste de Georges III, arg., S. NT 24; Cornish, matériel de mine, penny, 1811, S. 21 var; Devon, mines, penny, 1811, S. N 23; Bristol and South Wales, penny, 1811, S. 98; Cornish, penny, 1812, S. 18 var; George III son buste à dr., 1812, one penny token, S. 120; Cornish, mine penny, 1812, S. 36; Coventry Lady Godiva, 1792, half penny, S. 231; Wicklow Cronebane, 1789, half penny, S. 8; Birmingham Mining and Copper Company, 1793, S. 115; Leeds, half penny, 1791, S. 43; Kent Faversham, half penny, 1794, S. 20; Middlesex, John Howard, S. 929 var; Feld Marshall Wellington, half penny, token, légende du revers surfrappée, S. 89.

SÉANCE DU 19 JUIN 1983

Présidence de M. le D^r COUGOUL

PRÉSENTATIONS:

M. Dugros: Présentation de monnaies de nécessité émises pendant la guerre de 1914-1918, exemplaires de la collection Miller.

M. Dugros: Médailles et plaquettes de médecins gravées par G. Leroux: G.A. BRIERE, 1839-1924, médaille, uniface, br., 60 mm; P.U. GAYON, 1926, plaquette br., uniface, 65 x 48 mm; P.W. DUBREUILH, 1927, plaquette br., uniface, 62 x 46 mm; P.J. PICAT, plaquette br., uniface, 62 x 43 mm; P.M. RIVIÈRE, 1928, plaquette, br. uniface, 66 x 52 mm; P.F. JOLYET, plaquette, br. uniface, 64 x 48 mm; P. JEAN BERGONIÉ, plaquette, br., uniface, 70 x 52 mm.

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 1983

Présidence de M. le D^r COUGOUL

PRÉSENTATIONS:

M. Pujo: Pamphylie, Aspendos, statère, vers — 300, B.M.C. 68 XXXI 13.

M. Chalmin: République de Fribourg. Armoiries de Fribourg REPUB. FRIBURGENSIS. MONETA. R/croix ancrée SANCTUS NICOLATUS 1793. Emise pendant la courte période où Fribourg fut une république.

M. Dugros: Second Empire, 5 FRANCS, 1870, atelier de Paris, V.G. 3753. Monnaies satiriques: pièces frappées ou regravées après la chute du Second Empire sur, 5 FRANCS 1870 Napoléon III avec le casque prussien gravé; 1 F, 1868, avec contremarque SEDAN. Sur un module de cinq centimes: VAMPIRE FRANÇAIS, chouette sur un canon, R/NAPOLÉON III LE MISERABLE, 80.000 PRISONNIERS, br.

Gouvernement de la Défense Nationale (4 septembre 1870 au 31 août 1871). Atelier de Paris: 5 FRANCS, 1870, type cérés, V.G. 3785; autre exemplaire avec au revers en légende circulaire LIBERTE. EGALITE. FRATERNITE. V.G. 3787; 5 FRANCS, type à l'hercule, V.G. 3789. Atelier de Bordeaux: 5 FRANCS 1870 type cérés sur coin brisé, V.G. 3793; autre exemplaire, V.G. 3792; autre exemplaire, V.G. 3798; 5 FRANCS, type à l'hercule, 1871, V.G. 3800.

Commune de Paris (18 mars au 28 mai 1871). 5 FRANCS, type à l'hercule, V.G. 3997.

Atelier de Paris. 5 FRANCS type définitif à l'hercule, pièce dite des Versaillais, V.G. 3808.

D^r Cougoul: Jetons: ORDINAIRE. DES. GUERRES. Ecus couronnés de France et de Navarre avec le double collier des Ordres du Roi, R/HIS. SORS. ET. PIGNUS (au lieu de DIGNUS) IN. ARMIS. 1636, écu ovale posé sur un cartouche, au milieu, l'Equité debout de face, jeton, br. 27 mm, variante de F. 391 pour la légende et le métal. Trésor Royal; LVDOV.XVI. FR. ET. NAVAR. REX. buste habillé à dr. signé DU VIV, R/TRESOR ROYAL entre deux palmes de laurier arg., 30 mm, inconnu à F.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1983

Présidence M. le D^r COUGOUL, *Président*

PRÉSENTATIONS:

M. Bardet: Carus (282-283), antoninien, monnaie de consécration émise sous ses fils, atelier de Ticinum, C. 16; autre petit bronze émis à Alexandrie.

Numérien (283-284), antoninien (cuivre argenté), C. 63.

Carinus (283-285), antoninien en br., C. 38.

Dioclétien (284-305), petit bronze émis à Alexandrie.

M. Dugros: Louis XIV: monnaies émises pour le Flandre: écu Carambole, 1685, G.D. 215; demi-écu Carambole, 1686, G.D. 182; huitième d'écu Carambole, 1686, G.D. 130; demi-écu Carambole aux palmes, 1694, G.D. 187; demi-écu Carambole aux insignes, 1701, G.D. 191.

M. Chalmin: Louis XVI: écu aux lauriers du Béarn, G.D. 356; douze sols, 1785, G.D. 353; demi-sol, 1783, G.D. 349; liard, 1789, G.D. 348.

D^r Cougoul: Duc de Berry, jeton de 1761 en argent, variante de Florange, qui ne mentionne qu'un jeton de cuivre.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1983

Présidence de M. Pujo

COMMUNICATION :

M. Bardet : Poids monétaires. Les poids monétaires ou déneraux ont servi dans les ateliers monétaires pour le contrôle pondéral des émissions d'or et d'argent. Ils reproduisent en général l'image de la monnaie ; une figure approximative ou les traits essentiels : légende, nom de la monnaie. Pour la France, ces étalons étaient fabriqués par la corporation des balanciers sous la surveillance et juridiction de la Cour des Monnaies. Des exemplaires de la collection Miller sont présentés pour illustrer cet exposé.

PRÉSENTATIONS :

M. Benusiglio : Pamphlie, Aspendos, statère — IV — III^e, S.N.G. Cop. 185.

Présentation de faux monétaires, frappes antiques.

M. Chalmin : Charles V, dernier paris, Ci. 473 ; Louis XV, vingtième d'écu au bandeau, G.D. 284.

M. Pujo : Ecu de 5 FRANCS, 1810, V.G. 2283.

Chambre de Commerce de Marseille, jeton : LOUIS PHILIPPE ROI DES FRANÇAIS tête lauré à g. par DUBOIS, R/dans une couronne de fruits et d'épis de blé CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE.

La Rochelle : Port de La Rochelle DITAT ET ORNAT CHAMBRE DE COMMERCE DE LA ROCHELLE par SANIER Père. R/dans une couronne de laurier JETON DE PRESENCE, arg. frappe du XIX^e.

MÉLANGES DE NUMISMATIQUE ET DE SIGILLOGRAPHIE

par Daniel NONY

I. — MONNAIES RECUEILLIES DANS LES DÉBLAIS URBAINS DE BORDEAUX

Les déblais urbains de Bordeaux constituent, pour les adeptes de la « poêle à frire », un lieu de recherches fructueux lorsqu'il s'agit, en particulier, de terres déchargées provenant de fouilles profondes en secteur archéologique. C'est ainsi que les terres provenant des fouilles des allées de Tourny firent l'objet de prospections au détecteur à métaux et auraient livré des objets intéressants. La rumeur publique mentionna, en particulier, une monnaie d'or, probablement médiévale. Grâce à M. P. Petit, je pus avoir communication d'un petit lot de 26 monnaies fort bien nettoyées dont j'ai fait le catalogue. Il s'agit de monnaies de petit module, ce qui explique qu'elles aient pu échapper à la détection optique des fouilleurs du chantier ; elles appartiennent à la fin du III^e siècle et au IV^e siècle après J.-C., et étaient probablement situées dans les couches supérieures des déblais antiques qui furent, peut-être, moins bien surveillées que les couches profondes. Quoi qu'il en soit, des nuances intéressantes peuvent ainsi être apportées au catalogue des 106 monnaies antiques identifiées provenant des fouilles surveillées. Sur ces 106, il y en a 47 postérieures à 268 (Claude-Victorin) que viennent compléter 25 du lot Petit, et, pour les monnaies du IV^e siècle, des différences sensibles peuvent être relevées :

- monnaies issues d'ateliers réguliers : 15 sur 106 (ou 47) (f. surveillées) ; 9 sur 25 (lot Petit) ;
- monnaies issues d'ateliers irréguliers : 2 sur 106 (ou 47) (f. surveillées) ; 11 sur 25 (lot Petit).

Par les compléments qu'il apporte, le lot Petit permet donc de diminuer les oppositions constatées entre les monnaies recueillies dans les fouilles surveillées de Saint-Seurin (où les monnaies « irrégulières » du IV^e siècle abondent) et celles provenant des allées de Tourny. On notera, en particulier, que les monnaies d'imitation du IV^e siècle, avec désormais 13 exemplaires au total, sont loin d'être absentes du secteur des allées de Tourny.

Monnaies du III^e siècle

1. Claude II, antoninien, Rome, 268 - Bi. 1,57 g, 20 mm, 6 h.
A/ ... VS AVG. Buste radié et cuirassé à droite.
R/ I[OVI VI]CTORI. Jupiter debout à g. tenant foudre et sceptre vertical. Pas de marque à l'exergue.
RIC 54.
2. Antoninien d'imitation de Tétricus I, Gaules?, c. 273-285 - Cu., 1,19 g, 17 mm, 6 h.
A/ IMP C TETRICVS P F AVG. Buste radié, drapé et cuirassé à droite.
R/ Traces de légende. Type Pax debout à g. tenant branche et sceptre vertical.
3. Antoninien d'imitation de Tétricus I, Gaules?, c. 273-285 - Cu., 0,64 g, 12 mm, 3 h.
A/ Traces de légende. Tête barbue et radiée à droite.
R/ Traces de légende. Type Salus debout à g. avec serpent et gouvernail.

4. Antoninien d'imitation de Tétricus II, Gaules?, c. 273-285 - Cu., 0,81 g, 13 mm, 4 h.
A/ Traces de légende. Tête imberbe radiée à droite.
R/ Type *Spes* tenant fleur et écartant un pan de sa robe (mauvaise frappe).
5. Antoninien d'imitation de Tétricus I ou II, Gaules?, c. 273-285 - Cu., 0,78 g, 13 mm, 12 h.
A/ Tête radiée à droite.
R/ Type indiscernable : peut-être *Spes* très déformée.

Monnaies du IV^e siècle issues d'ateliers réguliers

6. Constantin I, *folles*, Ticinum 318-319 - Bi. 3,04 g, 18 mm, 12 h.
A/ IMP CONSTAN-TINVS MAX AVG. Buste casqué, lauré et cuirassé à droite.
R/ VICTORI[AE] LAETAE PRINC PERP. Deux victoires tenant sur un autel un bouclier inscrit VOT/P R. Sur l'autel R., à l'exergue T T.
RIC 85.
7. Constantin I, *folles*, Trèves ou Arles, 333-334 - Bi. 2,65 g, 17 mm, 6 h.
A/ CONSTAN-TINOPOLIS. Buste casqué à gauche.
R/ Victoire debout à g. sur proue tenant lance et bouclier. Dans le champ à g. couronne, exergue indistinct.
RIC Trèves 554, Arles 374 ou 380.
8. Constantin I pour Constance II, *folles*, atelier inid. 335-337 - Bi. 1,72 g, 15 mm, 6 h.
A/ [FL IVL CO]NSTANTIVS NOB C. Buste lauré et ? à droite.
R/ GLO-IA EXERC-ITVS. Deux soldats debout de part et d'autre d'un étendard. A l'exergue ..T..
9. Constance II, *folles*, Trèves, 337-340 - Bi. 1,60 g, 13 mm, 6 h (fig. 1).
A/S-TANTIVS AVG. Buste lauré et cuirassé à droite.
R/ GLOR-IA..... Deux soldats debout de part et d'autre d'une enseigne. A l'exergue: TR...
RIC 45 ou 59 ou 94.
10. Constance II, *folles*, Trèves, 337-340 - Bi. 1,53 g, 13 mm, 12 h (fig. 2).
A/TIVS AVG. Buste lauré et cuirassé à droite.
R/ GLOR..... Deux soldats debout de part et d'autre d'une enseigne avec point au centre. A l'exergue: TRS.
RIC 51.
11. Constance II, *folles*, Lyon, 337-340 - Bi. 1,61 g, 14,5 mm, 12 h (fig. 3).
A/TIVS AVG. Buste diadémé, drapé et cuirassé à droite.
R/ GLOR-IA..... Deux soldats debout de part et d'autre d'une enseigne barrée marquée d'un chrisme. Exergue indistinct.
12. Constance II ou Constantin II, *folles*, atelier inid. 341-346 - Bi. 1,25 g, 14 mm, 12 h.
A/ CONSTAN.... Buste diadémé, drapé et cuirassé à droite.
R/ [VICTORIAE DD A]VGG Q NN Victoires affrontées tenant chacune une couronne.
Exergue?
13. Valens, AE3, Aquilée 367-375 - Cu. 2,07 g, 18 mm, 6 h.
A/ D N VALEN-S P F AVG. Buste diadémé, drapé et cuirassé à droite.
R/ GLORIA RO-MANORVM. L'empereur allant à dr., tenant un étendard et traînant un captif. Dans le champ à dr. une couronne, à l'exergue SMAQ.
RIC 11b.
14. Théodose, AE4, Arles, 388-395 - Cu. 1 g, 14 mm, 12 h (fig. 4).
A/ D N THEODO-SIVS P F AVG. Buste lauré, drapé et cuirassé à droite.
R/ VICTOR-IA AVGG. Victoire de bout à gauche. A l'exergue: SCON.
RIC 30d.

Monnaies du IV^e siècle issues d'ateliers irréguliers

15. Imitation de *folles* de Constantin I^{er}, Gaules?, après 220 - Cu. 2,24 g, 17 mm, 12 h (fig. 5).
A/ Légende déformée avec CONSTA.... à l'envers. Buste lauré et cuirassé à gauche.
R/ VOT entre deux palmes, dans une couronne; à l'extérieur légende déformée.
16. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 - Cu. 0,33 g, 9 mm, 6 h (fig. 6).
A/ Traces de légende. Tête laurée à droite.
R/ Deux soldats debout de part et d'autre d'une enseigne.
17. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 - Cu. 0,57 g, 10 mm, 2 h (fig. 7).
A/ Tête nue à droite.
R/ Type *Gloria exercitus* très sylisé.
18. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 (fig. 8).
A/ VRBS - ROMA. Buste casqué de Rome à gauche (fig. 8).
R/ Sous deux étoiles, la louve et les jumeaux. Traces de lettres à l'exergue.
19. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 - Cu. 1,10 g, 14,5 mm, 6 h (fig. 9).
A/NOPOLIS. Buste casqué de Constantinople à gauche.
R/ Victoire à gauche. Exergue indistinct.
20. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 - Cu. 0,83 g, 12,5 mm, 6 h (fig. 10).
A/ Traces de légende. Buste de Constantinople à gauche.
R/ Victoire à gauche. A l'exergue: D N S (?).
21. Imitation de *nummus* de Constantin I^{er} ou de ses fils, Gaules?, après 335 - Cu. 0,34 g, 9,5 mm, 6 h (fig. 11).
A/ Traces de légende. Buste de Constantinople à gauche.
R/ Victoire à gauche.
22. Imitation de *nummus* de Constance II ou de ses fils, Gaules?, après 341 - Cu. 0,72 g, 13 mm, 12 h (fig. 12).
A/ CONSTA-.... Buste lauré à droite.
R/ VICT....GGNN. Deux victoires affrontées tenant une couronne à point central.
23. Imitation de *nummus* de Constance II ou de ses fils, Gaules?, après 346 - Cu. 0,36 g, 10,5 mm, 12 h (fig. 13).
A/ Traces de légende. Buste à droite.
R/ Type *Fel. temp. reparatio*, au cavalier tombant, très déformé.
24. Imitation de *nummus* de Constance II ou de ses fils, Gaules?, après 346 - Cu. 0,49 g, 9 mm, 6 h (fig. 14).
A/ Traces de légende. Buste à droite.
R/ Type *Fel. temp. reparatio*, au cavalier tombant, très déformé (plutôt que type *Gloria romanorum* car le guerrier a le bras droit tendu à l'horizontale).
25. Imitation de *nummus* de Magnence, Gaules?, après 350 - Cu. 1,39 g, 17 mm, 6 h (fig. 15).
A/ D N MAGN....S P P AVG déformés. Buste drapé et cuirassé à droite.
R/ Légende déformée. Deux victoires soutenant un bouclier inscrit. A l'exergue: L G déformés.

Monnaie moderne

26. Louis XV, double sol, Orléans 1739 - Ar. 1,50 g, 23 mm, 6 h.
A/ LUD.XV.D.G.FR.-ET.NAV.REX. L couronné entre 3 lis.
R/ SIT.NOM.DOM.R.BENEDICTVM.1739. Deux L entrelacés sous une couronne.
Gadoury-Droulers 281.

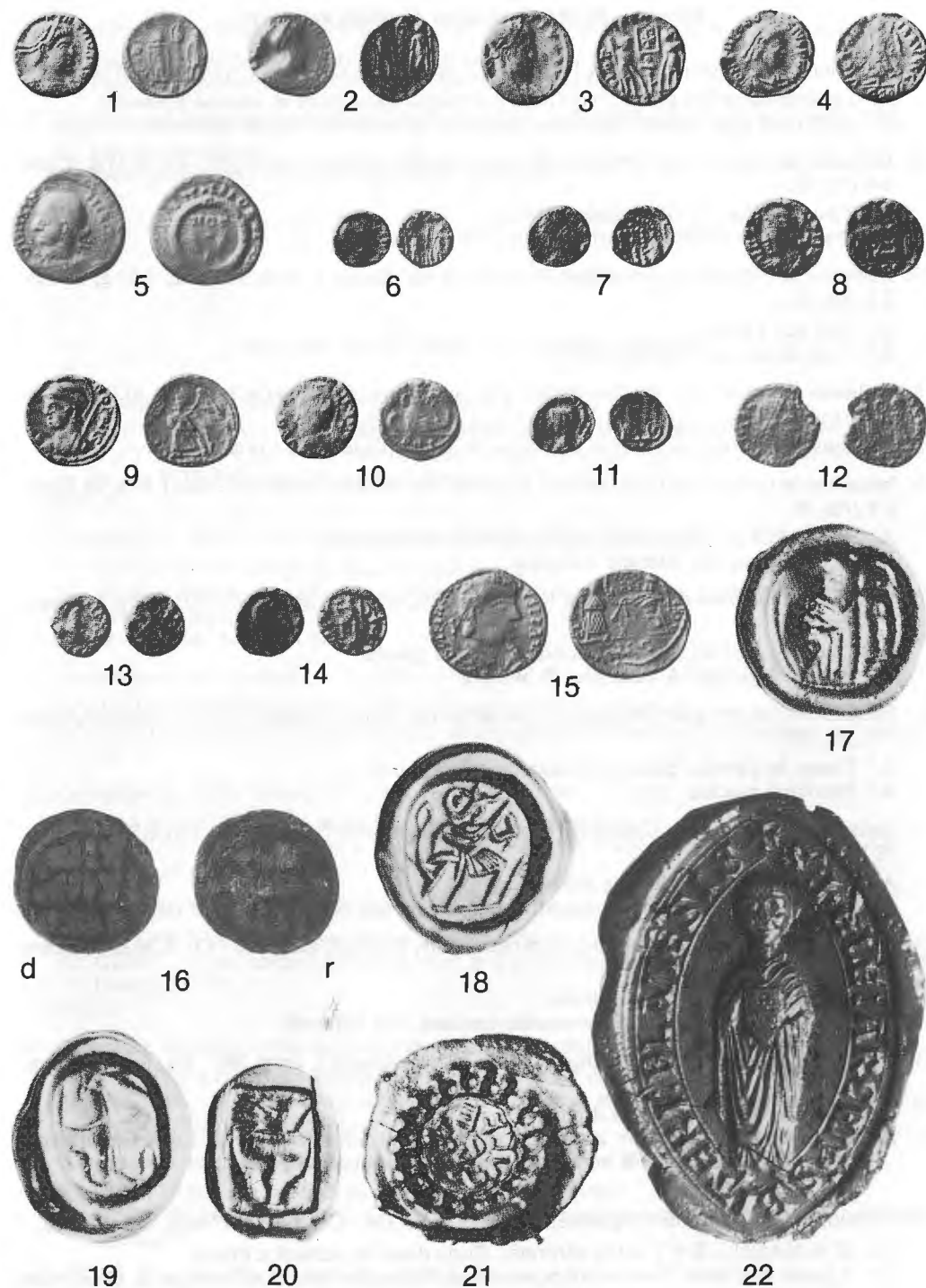


FIG. 1. à 15. — Monnaies romaines du IV^e siècle des déblais urbains de Bordeaux (fouilles des allées de Tourny).

FIG. 16. — *Fels omneyade* de cuivre trouvé à Lussac-de-Libourne, villa de Barat.

FIG. 17 à 20. — Empreintes d'anneaux sigillaires antiques trouvés en Algérie.

FIG. 21: — Empreinte d'un anneau sigillaire mérovingien découvert à Gironde (Gironde).

FIG. 22. — Empreinte d'un sceau-matrice découvert à Berson au nom d'Hélie, archiprêtre de Blaye.

II. — DÉCOUVERTES MONÉTAIRES EN GIRONDE RELEVÉES PAR MARCEL CHARROL

Parmi les papiers de Marcel Charrol (1874-1952), légués à la Société Archéologique de Bordeaux, se trouve un petit cahier où il avait inscrit, de façon sommaire, 445 mentions de monnaies de sa collection. Ce cahier fut commencé en 1887 au plus tard, et sa rédaction s'arrête en 1921. Si on laisse de côté les monnaies modernes et contemporaines venant du monde entier, subsistent de nombreuses indications des lieux de trouvaille de monnaies antiques et médiévales, la plupart d'entre elles ayant été identifiées par Emile Lalanne, collectionneur très averti de Bordeaux. Voici quelques trouvailles de monnaie antiques intéressantes :

- Bourg-sur-Gironde, lieudit *Les gogues* (site de *villa*) :
Antonin, grand bronze, 2
Gallien, petit bronze, 1
Salonina, 2
- Bourg-sur-Gironde, lieudit *Pugnac* :
Gallien, petit bronze, 2
Postume, petit bronze, 2
Claude le Gothique, 1
Tétricus père, petit bronze, 2
Tétricus II, petit bronze, 3
Tétricus, petit bronze, 1
- Bourg-sur-Gironde même :
Juba, roi de Mauritanie (*sic*), 1 (avec l'indication : *det*, Emile Lalanne)
Auguste, petit bronze à l'autel de Lyon, 1 (en 1881)
Agrippa, moyen bronze, 1
Claude, moyen bronze, 1
Domitien, moyen bronze, 1
Philippe fils, 1 (en 1901)
Gallien, 1 (en 1899)
Salonina, 1 (en 1887)
Constantin II, 1
Constance II, fils de Constantin (*sic*), 1 (en 1899)
Monnaie byzantine, *Constant ??* (Emile Lalanne) (*sic*), 1.

La mention de la découverte, qu'il faut interpréter suivant le mode de rédaction du cahier, d'un moyen bronze de Juba II, roi de Maurétanie (qui, avec d'autres monnaies du 1^{er} siècle, n'est pas isolé), allonge la liste des découvertes de monnaies d'Afrique du Nord en Gironde encore fort brève avec une monnaie de bronze de Carthage à Soulac et un moyen bronze de Numidie à Saint-André-de-Cubzac.

- Campugnan (canton de Blaye) :
Dioclétien, 2
Constance Chlore, 2
Maximien Hercule, 2
Constantin, 2
Maximien Daza, 1
Constance Chlore, *frappé post mortem* (*sic*), 1

Cet achat d'un lot de dix monnaies ouvre le cahier. Aucune autre monnaie, en provenance de cet endroit, n'y figure. Le caractère homogène de ce lot, la rareté de telles monnaies parmi les récoltes de site, surtout en cette région d'Aquitaine, permettent de reconnaître comme provenance vraisemblable celle d'un dépôt monétaire qui trouve un parallèle proche de l'autre côté du fleuve à Margaux (Gironde). Il conviendrait donc de l'ajouter à la liste des dépôts monétaires antiques du département.

- Marcamps, lieudit *Laparcaud* :
Domitien, grand bronze, 1 (en 1896)

III. — SUR QUELQUES DÉCOUVERTES MONÉTAIRES EN GIRONDE

1. Bordeaux, rue du commandant Charcot, en 1976, découverte de deux monnaies romaines que j'ai examinées :

- a) Commode pour Marc Aurèle divinisé, sesterce frappé à Rome vers 180-185, au type de l'aigle s'envolant à droite emportant l'empereur assis (*B.M.C.* planche 101, n° 6).
- b) Imitation d'une monnaie de cuivre du IV^e siècle au type FEL. TEMP. REPARATIO, cavalier s'effondrant à gauche et dominé par un guerrier qui le perce de sa lance (10 mm).

Comme un chemin antique passait non loin de là (rue de Pessac), ces deux monnaies étaient peut-être en place et ne provenaient pas d'une terre de remblai.

2. Libourne, *Condote*, en 1976, découverte de monnaies qui doivent être publiées par les soins de M. J. Ducasse et parmi lesquelles j'ai pu identifier :

- a) Hadrien pour Aelius Caesar, as ou dupondius de l'atelier de Rome, 137, au revers à la Pannonie (*B.C.M.* III, p. 547, n° 1936, pl. 101,4 - *R.I.C.*, II, p. 482, n° 10717).
- b) Sévère Alexandre pour Julia Mamaea, sesterce, atelier de Rome, 224, au revers de Vénus Felix, avec Vénus drapée assise à gauche (*B.C.M.* VI, p. 133, n° 199 - *R.I.C.* IV, 2, p. 126, n° 701, pl. 9, 5).

Il serait intéressant de faire la liste des monnaies en bronze des Sévères trouvées en Gironde car elle apparaîtrait comme assez brève mais avec prédominance des monnaies de Sévère Alexandre, probablement.

3. Lussac-de-Libourne, *villa de Barat*. Au catalogue que j'ai donné des monnaies trouvées par E. Corbineau sur le site de cette villa (*Bull. et Mém. de la Soc. Archéol. de Bordeaux*, 70, 1974-1975 (publié 1978), p. 239-246), il convient d'ajouter trois autres monnaies qui m'ont été communiquées par Maître Paul Goizet, de Lussac-de-Libourne ; il s'agit de sesterces, donc de monnaies de grand module, ce qui accentue, probablement la sur-représentation de ce genre de monnaies. Je profite de l'occasion pour donner la photographie du *fels* ommeyade (Syrie), conservé au Musée d'Aquitaine (Bordeaux), monnaie très usée mais unique découverte de ce genre en Gironde (*fig. 16*), qui est le n° 35 du catalogue déjà cité :

- a) TRAJAN, sesterce, Rome 103-111 - AE, 20,56 g, 32 mm, 6 h.
A/ Fruste. Buste à droite.
R/ *Spes* allant à gauche.
A comparer à *RIC* 519 et à *RIC* p. 171 n° 810, pl. 29 n° 7.
- b) ANTONIN, sesterce, Rome 129 - AE, 23,90 g, 32 mm, 5 h.
A/NINVS - AVGP... Tête laurée à droite.
R/ SY[RIA], SC, à l'exergue COS II.
La Syrie debout à gauche ; à ses pieds, l'Oronte nageant.
RIC 590 - *RIC* p. 192 n° 1200 à 1202, pl. 27, n° 6.
- c) ANTONIN pour Marc Aurèle, sesterce, Rome 155-157 - AE, 17,26 g, 30 mm, 12 h.
A/ AVRELIVS CAES-AR AVG PII FIL. Buste à droite, tête nue, draperie sur l'épaule gauche.
R/ [TR P ? C]OS II, SC
Fortuna debout à gauche, tenant gouvernail sur globe et écartant un pan de sa robe.
RIC 1328 ou 1338 - *BMC* p. 343 n° 2031 à 2033, pl. 49, n° 12.

IV. — EMPREINTES DE SCEAUX ANTIQUES ET MÉDIÉVAUX

Les collections de la Société archéologique de Bordeaux comportent quelques empreintes de sceaux dont les matrices, appartenant à des collectionneurs privés, sont actuellement en des lieux qui me sont inconnus. Je voudrais en signaler plus particulièrement six, sur cire rouge moderne, car leur fragilité risque de les faire disparaître avec la trace de leur origine.

1. Empreinte d'anneaux sigillaires antiques découverts en Algérie

Un professeur du lycée Montesquieu de Bordeaux, Désignéres, qui avait été en poste en Algérie, en avait rapporté quatre anneaux sigillaires très simples, en cuivre jaune, qui provenaient des environs de la frontière tunisienne, dont il donna les empreintes, par mon intermédiaire en 1961 :

a) Scène cultuelle : un homme en toge retroussée à la taille (?), debout, tourné vers la droite, devant un édicule à deux colonnes qui abrite une statue (sans bras ?) dressée sur un socle à deux degrés. Il tient un élément transversal (lance, sceptre, roseau...) à l'extrémité supérieure renflée qui est placée sur le fronton arrondi de l'édicule. Dans son dos, un long roseau (?) dressé et, entre sa tête et le fronton, un point (astre ?). Ovale, 16 x 16 mm, *fig. 17*.

b) *Africa*, sous l'apparence d'une femme, debout, en tunique, coiffée d'une dépouille de tête d'éléphant (trompe, défense et grande oreille), allant à droite, tenant une lance transversale de la main droite et un bouclier atrophié (?) de la gauche ; devant elle, montant du sol en diagonale, un roseau (?) et, derrière elle, un élément curviligne terminé par un losange qu'il faut interpréter probablement comme la queue d'un éléphant. Ovale, 15 x 15 mm, *fig. 18*.

c) Animal fabuleux (grylle) à l'avant-train et à la tête d'une chèvre à gauche au-dessus d'une tunique courte d'où sortent deux serpents, sinuant à droite et à gauche et remplaçant les jambes. Du bras droit, il brandit une épée, le bras gauche tenant un bouclier rond vu de l'intérieur. Ovale, 11,5 x 15 mm, *fig. 19*.

d) Vase caliciforme, au pied renflé en son milieu, d'où tombent de part et d'autre, sous le rebord, deux têtes de pavot (?). Sur le vase, de profil à droite, un oiseau (colombe ?) devant lequel se trouve un élément allongé transversal qui apparemment monte du vase alors qu'on attendait qu'il tombât du bec du volatile. Rectangle, 11 x 15 mm, *fig. 20*.

Ces petits monuments, que j'attribue à l'Antiquité tardive, et peut-être plus précisément à l'époque vandale, offrent un aperçu des croyances populaires, avec une scène religieuse « à la romaine », une image-amulette magique, une espérance en l'au-delà et l'attachement à une divinité topique, *Africa*.

2. Empreinte d'un anneau sigillaire mérovingien découvert à Gironde (Gironde)

Sur un fragment de papier, deux empreintes identiques, rondes, 16,5 mm (11 mm pour le champ épigraphique) à légende circulaire de 7 caractères, avec deux autres caractères au centre (*fig. 21*) accompagnées de l'indication manuscrite : *Anneau sigillaire ou bague de fiançailles de l'an 650 à 665, au nom d'une femme de rang élevé (GVLFFETRVD) trouvée dans le tombeau d'un chef frank avec des armes et ornements de l'époque mérovingienne sous le sol du sanctuaire d'une ancienne église de Ste Pétronille, à Gironde, près de La Réole (9bre 1863). Don de M. Charles Grelet Balguerie.*

J'avoue ne pas comprendre l'origine des précisions chronologiques données ni l'assurance qu'il s'agit d'une femme puisque des armes sont mentionnées, mais la légende pourrait se lire différemment, en partant du centre : D A G V L F E T R. En effet, le nom *Dagulfus* est attesté sur plusieurs monnaies de l'époque mérovingienne aux noms de Dol (Ille-et-Vilaine) ou Dôle (Jura), de Quentovic (sur la Canche) et d'un autre Quentovic quelque part en Limousin (A. de BELFORT, *Description générale des monnaies mérovingiennes*, Paris, 1892-1895, n° 1752, n° 4981 et n° 4982). Le même donateur, Grellet-Balguerie, avait signalé la découverte, au même lieu de Sainte-Pétronille, d'un triens mérovingien (voir J. LAFAURIE dans Ch. HIGOUNET, *Histoire de Bordeaux pendant le Haut Moyen Age*, Bordeaux, 1963, p. 316, avec la bibliographie).

3. Empreinte d'un sceau d'Hélie, archiprêtre de Blaye (XIII^e siècle)

Sur un morceau de carton taillé à la grandeur de la cire, empreinte d'un sceau ovale de 32 x 60 mm (*fig. 22*) :

+ *S(igillum)* : hELE(i) : ARCHIPSBITERI : BLAVIE(n)SIS

L'archiprêtre debout de face, tête nue (avec tonsure ?) en aube et dalmatique, tenant à deux mains sur la poitrine un livre fermé orné de fers (l'Evangile).

Au dos du carton, indication manuscrite : *Don de M. Goujon, curé de Saint-Médard-en-Jalles (Gironde), août 1900, sceau trouvé à Berson.*

Ce sceau, gravé avec soin, fait apparemment connaître le lieu de la sépulture, Berson, d'un archiprêtre de Saint-Romain-de-Blaye.

BULLETIN ET MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

Tome LXXIV - Année 1983

Société Archéologique de Bordeaux, 1, place Bardineau, Bordeaux

TABLE DES MATIÈRES

Société Archéologique de Bordeaux

<i>Activités et manifestations de la Société Archéologique</i>	3
<i>Comptes rendus des assemblées mensuelles</i>	4
<i>In memoriam</i> : Charles Lasserre (1891-1982)	7
D. BARRAUD. — Chronique d'archéologie bordelaise, 1982-1983	9
M. SABOYA. — Bordeaux et la <i>Revue générale d'architecture et des travaux publics</i> . Première partie : 1840-1855, les étapes d'une renaissance artistique	19
H. CROCHET et L.-R. CASTÉRA. — Découverte de céramiques anciennes à Saint-Emilion	31
J.-P. MOUILLESEAU. — Les recueils de dessins de Jacques Gastambide (1759-1839), architecte bordelais	35
J. MOREAU et H. RODOT. — Site archéologique de la plage de l'Amélie (commune de Soulac-sur-Mer, Gironde). Sélection de découvertes récentes	65
J.-Y. BOSCHER. — La caserne de Libourne, jalon précoce du néo-classicisme en Bordelais ? Contribution à l'étude architecturale du quartier de cavalerie de Libourne	73
P. RÉGALDO-SAINT-BLANCARD. — Aperçus sur le paysage antique de l'Entre-Deux-Mers et sa permanence	93
H. CROCHET. — Vayres antique. I. La phase finale du premier âge de fer	103

Groupe « Jules-Delpit »

<i>Comptes rendus des séances du Groupe</i>	119
O. COUSSILLAN. — La guerre de la Fronde à l'Isle-Saint-Georges, en 1650	121
M. SARTHOULET-MASSAT. — Pierre Michel, Sieur Duplessy, ingénieur et architecte ordinaire du Roy (1633 ?-1693)	127

A. BIROT. — Une famille d'architectes oubliés : les Mollié	139
P. COUDROY DE LILLE. — Elévation et plans d'un château dessinés par l'architecte Etienne Laclotte	151
R. BERCÉ. — La vie d'une famille bourgeoise du Réolais d'après un livre de comptes (1816-1836)	155
R. BERCÉ. — La fin de l'Empire en Bazadais d'après diverses lettres	159
M. RÉGALDO. — Le théâtre de la Révolution à Bordeaux. Théâtre et politique de l'ouverture des Etats généraux au triomphe de la Montagne	161
P. ROUDIÉ. — Deux portraits bordelais de Pierre Lacour	169
A. RÊCHE. — Un Bordelais en Louisiane au XIX ^e siècle : François Seignouret	175
A. TOULIER. — Façade de Tourny. Etude sur le numérotage des quais vers 1800 et leur appellation	195

Cercle « Bertrand-Andrieu »

<i>Procès-verbaux des séances du Cercle</i>	197
D. NONY. — Mélanges de numismatique et de sigillographie	203

Le directeur de la publication : Professeur P. ROUDIÉ.

Biscaye-Conseil Imprimeur, 22, rue du Peugue, 33000 Bordeaux
4304. Dépôt légal décembre 1984.

Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux

Les Sociétaires reçoivent le bulletin : il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant.

Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation annuelle : **100 F** (à partir de 1984)

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

(C.C.P. BORDEAUX 306 805)

Hôtel des Sociétés Savantes
1, place Bardineau
33000 Bordeaux

Cession de bulletins isolés ou de publications de la société (sauf épuisement) :

Bulletins récents (depuis 1960)	80 F
Bulletins entre 1923 et 1960	50 F
Bulletins anciens	60 F
J.P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	60 F
D ^r MASFRAND, <i>Pair non pair</i>	60 F
J.A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAÏ, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIX^e siècle</i>	500 F
J.A. BRUTAILS, <i>Album</i>	(épuisé)

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

1, place Bardineau, 33000 Bordeaux
Reconnue d'Utilité Publique en 1915

Président d'honneur :

M. le Professeur MARCADÉ.

Bureau de Société :

Président : M. AVISSEAU.

Vice-présidents : M. BENUSIGLIO, Dr LACOSTE-LAGRANGE.

Secrétaire générale : M^{me} LAFOND-GRELLETY.

Secrétaire adjoint : M. DUPUCH.

Trésorier : M. RÉGALDO-SAINT-BLANCARD.

Conseil d'administration :

Outre les membres du bureau :

M^{lle} ESPAGNET, M^{mes} LACQUE-LABARTHE, MULLER, MM. AVEILLÉ, COUDROY DE LILLE,
GARDELLES, RÈCHE, ROUDIÉ, VIVEZ.

Bibliothécaires : MM. CROCHET, ROUMIEUX.

Commissaires aux journées et excursions :

M^{mes} MOLAS, LAFOND-GRELLETY, M^{lle} ESPAGNET.

Permanence : mardi et jeudi après-midi.

Séances mensuelles : le premier dimanche de chaque mois (10 h), au siège de la
Société (sauf en juillet, août, septembre).

Groupe « Bertrand-Andrieu » (numismatique) :
le troisième dimanche à 10 h au siège.

Groupe « Jules-Delpit » (étude d'archives) :
le quatrième samedi à 17 h, au siège).